

DANIEL DE MONTPLAISIR

France-Russie

La grande Histoire



D'ANNE DE KIEV
À VLADIMIR POUTINE

Mareuil Éditions

Daniel de Montplaisir

FRANCE-RUSSIE

La grande Histoire.
D'Anne de Kiev à Vladimir Poutine.

MAREUIL
ÉDITIONS

OceanofPDF.com

Du même auteur

- La Monarchie, idées reçues*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2005.
- La Cinquième république est-elle une monarchie électorale ?* Paris, Communication et Tradition, 2006.
- Le comte de Chambord, dernier roi de France*, Paris, Perrin, 2008.
- Louis XX, petit-fils du Roi-Soleil*, Paris, Jacob-Duvernet, 2011.
- Charles X*, en collaboration avec Jean-Paul Clément, Paris, Perrin, 2014.
- Louis XX, une autre histoire de France*, Paris, Mareuil éditions, 2018.
- Quand le lys terrassait la rose. Sept cents ans de victoires françaises sur l'Angleterre*, Paris, Mareuil éditions, 2019.
- Histoire du Canada, biographie d'une nation*, Paris, Perrin, 2019.
- Lamartine. Un poète en politique*, Paris, Tallandier, 2020.
- Quand le lys affrontait les aigles. Mille ans de démêlés franco-allemands*, Paris, Mareuil éditions, 2021.
- Les Trois Glorieuses. La révolution de 1830 démystifiée*, Paris, Perrin, 2022.

Ouvrages collectifs

- « On l'appelait Louis des Huîtres », in *Les derniers jours des rois*, Paris, Le Figaro Histoire/Perrin, 2014.
- Les Lys et la République*, sous la direction d'Emmanuel de Waresquiel, Paris, Tallandier, 2015.

Du même auteur
parus chez Mareuil Éditions

Louis XX, une autre histoire de France, 2018

*Quand le lys terrassait la rose, Sept cents ans de victoires françaises
sur l'Angleterre, 2019*

*Quand le lys affrontait les aigles,
Mille ans de démêlés franco-allemands, 2021*

OceanofPDF.com

Tous droits réservés. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

ISBN : 9782372543071

Pour vous tenir informé des prochaines publications de Mareuil Éditions, rendez-vous sur :

www.mareuil-editions.com

© MAREUIL ÉDITIONS – 2023

Composition numérique réalisée par Facompo

OceanofPDF.com

« L'histoire aide parfois à se remémorer l'avenir. »

Michel Heller, *Histoire de la Russie
et de son empire*, 1997.

« J'adore la Russie, ses hommes, son histoire. Quelle idée de se la
mettre
à dos ! »

Gérard Depardieu, 2015.

« Le grand problème de notre temps est l'abolition de la mémoire. »

Éric Roussel, 1991, préface à *Ukraine,
le fantôme de l'Europe*
de Jacques Benoist-Méchin.

SOMMAIRE

Titre

Du même auteur

Du même auteur parus chez Mareuil Éditions

Copyright

Prologue

1 - Anne de Kiev, la première alliance

2 - Six cents ans de solitude

3 - Quelques rêves franco-russes

4 - Illusions, confrontation, réconciliation

5 - Catherine II et la France : « Je t'aime, moi non plus. »

6 - L'œil de Saint-Pétersbourg

7 - Odessa mon amour

8 - La guerre, la guerre, toujours recommencée

9 - « Nos amis les ennemis »

10 - Épineuse question d'Orient

11 - Des destinées du « printemps des peuples »

12 - Vers une alliance... en filigrane

13 - Un imbroglio mondial

14 - L'ennemi de mon ennemi

15 - Des communistes, des généraux et des soviets

16 - De l'alchimie gaullienne à la déliquesence soviétique

17 - Le petit coq face au grand ours

Annexes

Index des noms cités

Bibliographie sélective

OceanofPDF.com

Prologue

Un murmure d'étonnement et de réprobation conjugués parcourt la foule immobile encadrée par deux haies de gardes républicaines : détaché du groupe des officiels, un individu s'est avancé vers l'empereur ; après avoir effrontément baisé la main de l'impératrice, il s'est mis à tutoyer l'illustre invité. Qui se permet une telle audace, sinon un déséquilibré qui a trompé le service d'ordre ? En vérité, l'intrus fait partie du cérémonial. Il se nomme Jean-Sully Mounet, dit Mounet-Sully. Sociétaire de la Comédie-Française, il est le plus populaire tragédien de son temps. Les premiers mots qu'il prononce éclairent aussitôt son étrange conduite :

*La France, pour fêter ta grande bienvenue,
Dans la langue des Dieux par ma voix te salue,
Car le poète seul peut tutoyer les rois.*

Le poète, en l'occurrence, s'appelle José-Maria de Heredia. D'origine cubaine, il a si bien épousé la France que le gouvernement lui a demandé de composer des vers en l'honneur de l'homme à qui Mounet-Sully vient de s'adresser, Nicolas II, tsar de toutes les Russies, dont notamment la Finlande, les Pays baltes, la Pologne, la Bessarabie (l'actuelle Moldavie), la Biélorussie, l'Ukraine, la Crimée, la Kirghizie, le Turkestan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan... un monarque autocrate que la République veut tout

spécialement choyer. Monté sur le trône le 1^{er} novembre 1894 en succédant à son père Alexandre III, mort huit jours plus tôt, il a fidèlement poursuivi la politique de ce dernier, spécialement en direction de la France. Ce que le poète célèbre avec l'emphase de son époque et des circonstances :

*Voici Paris ! Pour vous les acclamations
Montent de la cité riante et pavoisée
Qui, partout, aux palais comme à l'humble croisée,
Unit les trois couleurs de nos deux nations...*

France et Russie arborent en effet le même drapeau tricolore bleu-blanc-rouge : la première le fit d'abord flotter de 1794 à 1814 puis, définitivement, à partir de 1830 ; la deuxième l'avait déjà adopté, en 1693, sous le règne de Pierre le Grand, puis abandonné au profit de diverses bannières héraldiques, puis rétabli récemment, en 1883. Seules diffèrent les dispositions des bandes et l'ordre des couleurs.

Emporté par le lyrisme qu'affectionne la République en ce temps-là, Heredia déclame encore :

*Tel que ton père fut, sois fort et sois humain.
Garde au fourreau l'épée illustrement trempée,
Et, guerrier pacifique appuyé sur l'épée,
Tsar, regarde tourner le globe dans ta main.*

On a connu l'auteur des *Trophées* mieux inspiré. Mais le message ne souffre d'aucune ambiguïté : en ce 7 octobre 1896, la France et la Russie réaffirment avec éclat l'alliance conclue trois ans plus tôt entre le tsar Alexandre III et le président Sadi Carnot, mais dont les clauses précises demeurent encore secrètes.

Une heure auparavant, à l'hôtel des Invalides, on a présenté au tsar la maquette du futur pont majestueux qui enjambra la Seine lors de l'Exposition universelle de 1900, clou de cette période que l'on baptisera plus tard *Belle Époque*. Un exploit technique par son arche unique, comme le viaduc de Garabit ; ses clefs de voûte s'orneront, d'un côté des armes de Paris et de sculptures des nymphes de la Seine, de l'autre de celles des nymphes de la Neva et des armes de l'Empire russe.

Nicolas II et Félix Faure, président de la République depuis le 17 janvier 1895, s'échangent maintenant truelle dorée, marteau d'ivoire et caisse de mortier pavoisée afin de poser la première pierre de l'ouvrage d'art. Le tsar porte le collier de la Légion d'honneur, le président l'écharpe bleue de l'ordre de Saint-André, la plus haute distinction russe.

*Le geste impérial en maintient l'équilibre ;
Ton bras doublement fort n'en est point fatigué.
Car Alexandre, avec l'Empire, t'a légué
L'honneur d'avoir conquis l'amour d'un peuple libre !*

Il faut que la République ait un besoin bien pressant de l'alliance russe pour avoir prié le poète d'écrire de telles phrases : qui peut sérieusement prétendre que l'autocrate de Saint-Pétersbourg pourrait séduire le peuple français réputé avide de libertés publiques et seul peuple européen, avec le Suisse, à ne pas vivre en monarchie ? Mais la géopolitique de cette fin de siècle impose sa loi et autorise quelques écarts de langage, surtout à un poète patenté.

L'amitié franco-russe atteint alors son acmé. La France sait qu'un jour ou l'autre une nouvelle confrontation l'opposera à l'Allemagne et que son armée, quelque effort qu'elle déploie, demeurera inférieure à celle de l'ennemi, pour des raisons industrielles autant que démographiques. Elle sait aussi que le soutien de l'Angleterre ne lui suffira pas, d'autant que

s'exacerbe alors la rivalité coloniale entre les deux pays. L'ouverture d'un front oriental s'avère donc indispensable, Berlin se situant de surcroît bien plus près de la frontière russe que de la frontière française.

Les gouvernements républicains s'y préparent depuis longtemps. Ayant médité la tragique erreur de Napoléon III, lancé en 1870 dans une campagne militaire sans en avoir les moyens ni s'être ménagé le moindre appui international, obsédés depuis lors par l'impossible reconquête de l'Alsace et de la partie de la Lorraine cédées à l'Allemagne par le traité de Francfort du 10 mai 1871, ils n'ont cessé de faire les yeux doux à l'empire des tsars, feignant d'ignorer la nature autoritaire de son régime, tout à l'opposé des valeurs dont ils se réclament par ailleurs bruyamment.

La première concrétisation de cette alliance a priori contre-nature s'est réalisée avec la souscription ouverte aux épargnants français du premier « emprunt russe » de décembre 1888. Six autres lui ont succédé, dont le dernier est justement concomitant à la grandiose cérémonie de ce jour. Ce que le poète, ne pouvant s'abaisser à parler de gros sous, évoque toutefois à travers le développement espéré de la Russie soutenu par la France :

*Il est un beau pays aussi vaste qu'un monde
Où l'horizon lointain semble ne pas finir
Un pays à l'âme féconde,
Très grand dans le passé, plus grand dans l'avenir.*

L'avant-veille, le tsar Nicolas et la tsarine Alexandra, accompagnés de leur première-née, Olga, un an, ont débarqué à Cherbourg du yacht impérial *L'Étoile polaire*, orné du drapeau français, pour un voyage de cinq jours. Immédiatement accueillis par les présidents de la République, du Sénat (Émile Loubet) et de la Chambre des députés (Henri Brisson) qui, en leur honneur, ont donné un somptueux dîner de soixante-quinze couverts dans la grande salle de l'arsenal décorée comme un salon des Tuileries à l'apogée

du Second Empire. De nombreux journaux en ont publié le pantagruélique menu, abusant des lettres majuscules :

Potage
Bisque de Crevettes
Cassolettes Pompadour
Truite de la Loire braisée au Sauternes
Filet de Pré-Salé aux Cèpes
Cailles de Vignes à la Lucullus
Poulardes du Mans Cambacérès
Granité au Lunel
Punch à la Romaine
Bartavelles et Ortolans Truffés Rôtis
Pâté de Foie Gras de Nancy
Salade
Asperges en Branches sauce Mousseline
Glaces Succès
Dessert

On ne sait rien des vins qui accompagnent la ribambelle des plats. Mais deux jours plus tard à l'Élysée, on servira du château d'Yquem 1976, du château Lafite 1875 et du Clos Vougeot 1874.

Alexandra, effrayée par ce tintamarre dont les causes comme les manifestations lui échappent largement, n'a pas assisté au dîner officiel, préférant « se reposer » à bord de *L'Étoile polaire* – une abstinence qui n'augure rien de bon pour la suite de la politique russe. À 9 heures et demie, son mari est venu la réveiller afin de prendre place, avec leur fille, dans le luxueux train impérial spécialement transporté par bateau depuis Saint-Petersbourg. Direction Paris, où ils sont arrivés le lendemain matin.

Durant les journées des 6, 7 et 8 octobre, les cérémonies se sont succédées à un rythme échevelé. De la place de l'Étoile à celle de la Concorde, une descente des Champs-Élysées en calèche découverte sous un magnifique soleil a attiré plus d'un million de badauds massés sous d'immenses banderoles : « En France pour cinq jours, dans nos cœurs pour toujours ». S'enchaînent ensuite les réceptions, à l'ambassade de Russie, à l'église orthodoxe de la rue Daru, aux Invalides – où le tsar se recueille un instant devant le tombeau de Napoléon –, au musée du Louvre, au Panthéon – notamment pour s'incliner devant la tombe de Victor Hugo, si populaire en Russie –, à Notre-Dame, à l'Élysée, à la Comédie-Française, à l'Opéra, à l'Académie française, à la manufacture de Sèvres, au Palais de Justice, au château de Versailles... Le dernier jour, 9 octobre, l'imposante revue militaire au camp de Châlons (en Champagne) mobilise 80 000 soldats de l'armée de terre, du jamais vu.

La République en fait trop, beaucoup trop. Dans les rues de Paris, des camelots vendent toutes sortes d'objets commémorant l'impériale visite, portraits, cannes, mouchoirs, éventails, chaussettes, tabatières, vaisselle estampillée... Le *Journal des débats* va jusqu' suggérer de baptiser Olga toutes les petites Françaises nées durant le séjour de Leurs Majestés. Nicolas et Alexandra ne semblent pas toujours à l'aise devant cette débauche d'enthousiasme solennisé, de vivats assourdissants, de feux d'artifices, de *Te Deum*, d'incessants éclatements de *Marseillaise* et d'hymne impérial, *Dieu protège le tsar*. Mais le clou est bien enfoncé, surtout à l'intention des puissances européennes, l'Allemagne en premier lieu, dont les ambassadeurs ont été conviés à ne rien perdre du spectacle : le couple franco-russe s'affirme plus fort que jamais, indestructible même, et apte à triompher de n'importe quel conflit.

Lors de la visite de la Sainte-Chapelle, l'archevêque de Paris, Mgr Richard de La Vergne, a extrait d'un reliquaire d'archives quelques rugueux parchemins vieux de huit siècles et demi pour les présenter avec

émotion aux souverains russes : des lettres de leur compatriote Anne de Kiev (ou de Russie), reine de France en 1051 par son mariage avec Henri I^{er}, puis régente du royaume à la mort de celui-ci en 1060, la toute première alliance franco-russe.

OceanofPDF.com

Anne de Kiev, la première alliance

En ce début de deuxième millénaire chrétien, la monarchie capétienne instaurée en 987 demeure fragile. Le fondateur de la dynastie, Hugues, a pris soin, dès sa montée au trône, de faire sacrer par avance son fils Robert ; celui-ci a fait de même pour son fils Hugues II en 1017, mais celui-ci mourut avant son père. Il reproduisit alors la cérémonie pour le cadet, Henri, en 1027.

Devenu roi en 1031, à 23 ans, le troisième Capétien à porter la couronne est encore célibataire et en butte à l'hostilité de sa mère, Constance – « une furie » selon l'historien Ivan Gobry – qui lui préfère son frère Robert, de deux ans son cadet. Plusieurs barons du royaume poussent en ce sens, y voyant l'opportunité de rétablir la monarchie élective et, partant, leur plein pouvoir. Lequel d'entre eux n'est-il pas nostalgique du temps où le comte Aldebert de La Marche apostrophait Hugues Capet : « Qui t'a fait roi ? »

Mais Henri résiste. Ayant sollicité l'appui de l'un des plus grands seigneurs francs, Robert I^{er} de Normandie, dit le Magnifique et père du futur Guillaume le Conquérant, il écrase les rebelles, réinvestit sa capitale, exile sa mère, dédommage son allié en lui cédant le Vexin et indemnise son frère en lui attribuant, dès 1032, le duché de Bourgogne qu'il tenait de l'apanage de son père : on est au cœur même du système féodal.

Son pouvoir consolidé, Henri I^{er} doit maintenant assurer sa descendance. En 1034, il épouse Mathilde de Frise, qui tarde à enfanter. Elle donne enfin naissance, en 1040, à une fille mais toutes deux meurent, probablement de la même maladie, quatre ans plus tard.

La France traverse alors une des pires périodes de son histoire. Non seulement le roi des Francs doit de nouveau combattre les soulèvements de quelques grands vassaux, mais le royaume se trouve aussi confronté à une crise climatique particulièrement sévère, faite de pluies diluviennes durant trois ou quatre années consécutives, entraînant leur cortège bien connu de mauvaises récoltes, de famines, d'épidémies et de violences que les petits seigneurs locaux ne sont pas les derniers à commettre sur des manants rachitiques et sans défense : pour certains, l'âge d'or de la chevalerie. De surcroît, la terreur souvent évoquée à l'approche de l'an mil s'est plutôt manifestée trente-trois ans plus tard, avec l'anniversaire de la mort du Christ et s'est propagée au cours des années ultérieures.

Henri I^{er} a donc d'autres soucis que de se chercher une nouvelle épouse. Mais vers la fin des années quarante, son entourage le presse de se remarier. Après deux siècles d'unions endogamiques, l'époque privilégie les unions exogamiques afin d'éliminer les ravages de la consanguinité. L'Église se montre particulièrement exigeante à ce sujet. On préfère donc aller quérir des princesses lointaines que des princesses voisines et cousines. De surcroît la couronne capétienne, encore relativement récente, renforcera d'autant mieux son ancrage qu'elle s'alliera avec une riche et prestigieuse dynastie étrangère. Déjà Hugues Capet avait-il ambitionné de donner comme épouse à son fils Robert la fille, ou une nièce – on ne sait trop – de l'empereur byzantin Basile II. Constantinople n'avait pas même daigné répondre à l'impudent roitelet. La situation se présente-t-elle sous de meilleurs auspices soixante ans plus tard ? Et vers quel trône se tourner ?

Selon certains historiens, la route de Kiev aurait été montrée du doigt par le roi de Pologne, Casimir I^{er}. Ayant, jeune prince, fui son pays en proie

à l'anarchie pour se réfugier en France en 1042, il y était devenu moine de Cluny. Mais rappelé par son peuple, il rompit ses vœux avec l'assentiment du pape Benoît IX, conquit sa couronne avec l'aide de Iaroslav le Sage, grand-prince de Kiev, et épousa l'une de ses sœurs, Maria Dobroniega. Il n'a, depuis lors, jamais cessé de suivre, même de loin, les affaires du lys, pas plus qu'il ne s'est écarté de celles de son puissant voisin oriental.

Il semblerait aussi que l'empereur germanique Henri III, qui entretient de bonnes relations en France et se considère comme un vicaire du Christ, ait prêté la main à une idée d'union : connaissant mieux que personne les dynasties d'Europe, il aurait conseillé à Henri I^{er}, lors d'une entrevue en 1046 sur une île de la rivière Chiers, affluent de la Meuse (aujourd'hui sur la commune de Carignan dans les Ardennes) de s'intéresser à la belle princesse Anne de Kiev.

On peut s'étonner de la vitalité des communications entre points éloignés de plusieurs centaines de kilomètres, et souvent davantage, dans un temps où il n'existe pas de service postal, où les routes sont mal entretenues et peu sûres. Tout se passe néanmoins comme si royaumes, principautés et grandes villes parvenaient à entretenir des relations suivies et à disposer d'informations régulières, du reste assez précises, sur ce qui advient en terre lointaine. Ce qui n'est pas le moindre mystère du haut Moyen Âge...

La principauté kiévienne (ou kiévaine) jouit alors dans toute l'Europe, y compris occidentale, d'une excellente réputation. Née vers 860 au cœur du continent dans l'immensité des plaines envahies au IX^e siècle par les Varègues (qui signifierait « soldats »), une branche des Vikings venus de Suède, elle s'est rapidement agrandie, s'étendant, au milieu du XI^e siècle, des rives de la mer Blanche jusqu'à celles de la mer Noire, et des limes de la Prusse baltique jusqu'à la vallée du Don, couvrant une surface d'environ un million deux cent mille kilomètres carrés, soit plus de trois fois la France issue du partage de l'Empire carolingien en 843. La Russie de Kiev – ou Ruthénie en langue latine – doit, dit-on, son nom à l'habileté des rameurs

sur ses rivières qui aurait impressionné les Vikings : dans leurs dialectes, *rhos* ou encore *ruodsen* signifierait « rameurs » et se serait déformé en *rus*, puis *russe*. Encore que, selon d'autres historiens, notamment l'orientaliste américain d'ascendance ukrainienne Omeljan Pritsak (1919-2006), le terme viendrait de lointaines racines gauloises, détectées dans la région de Rodez (Aveyron) chez un autre peuple « ruthène ». En proviendrait une compagnie marchande qui, au VIII^e siècle, aurait poussé ses affaires jusqu'aux confins de la mer d'Azov. Même si l'on ne peut accorder qu'un crédit dubitatif à une telle assertion, il n'empêche que cette curieuse homonymie demeure inexpliquée. Et quelle conjonction de l'histoire qui ferait du peuple russe, et ukrainien, l'héritier du peuple franc conquérant de la Gaule des V^e et VI^e siècles ! Gageons qu'aucun des protagonistes de ce milieu du XI^e siècle n'en avait la moindre idée.

En vérité, il s'avère presque impossible de démêler, dans les origines lointaines de la Russie, ce qui revient aux Varègues, aux Ruthènes, aux Slaves – ensemble d'ethnies assez peu caractérisé – et aux Khazars, peuple occupant les steppes au nord de la mer Noire, et qui, par lente déformation, donnera son nom aux Cosaques. Les seules informations parvenues jusqu'à nous ressortent de la *Chronique du temps jadis*, rédigée au début du XII^e siècle par un moine kiévain du nom de Nestor, précurseur du nationalisme russe et faisant de sa ville « la mère des villes russes ». Ce qui a permis de retenir le nom d'un certain Rurik (ou Riourik), premier prince répertorié, d'abord de Novgorod puis également de Kiev, vers le milieu du IX^e siècle, fondateur d'une dynastie qui régnera jusqu'au XVI^e siècle et à qui il ne manque que la conversion au christianisme pour être le Clovis russe.

La conversion se produit néanmoins avec son descendant Vladimir en 988, désormais à la tête d'une grande principauté, seul État digne de ce nom à n'avoir jamais appartenu à l'Empire romain. Elle offre, après de nombreuses guerres, un modèle de relative bonne entente entre peuples venus du froid et populations issues de l'Empire romain d'Orient, reliés par

des routes commerciales très actives, dont la principale, dite « des Varègues aux Grecs », assure la richesse de sa plaque tournante entre les quatre points cardinaux. Ce qui n'empêche nullement – charme et paradoxe du temps – d'incessants conflits plus ou moins localisés.

Le pays « rus », ou ruthène (le *th* se prononçait *s*) dispose de très peu d'accès aux mers libres. Encadré par de nombreuses frontières terrestres, mais dépourvu d'échappées comme de secours maritimes, se dessine déjà pour lui la problématique d'encerclement de tout empire central : plus il étend son territoire, plus il expose ses flancs à d'éventuels ennemis ou à des invasions.

Kiev, sa capitale, surnommée « la ville aux quatre cents églises et aux huit marchés », bien que construite essentiellement en bois, impressionne ses visiteurs par sa propreté, sa richesse, son élégance, son espace et sa verdure. Son étymologie demeure incertaine : on l'a crue slave, puis turque, puis venant du prakrite, une langue indo-européenne usitée dans la région et comportant le mot *kojava* qui signifierait « tapis » et, par raccourci, « chaise haute couverte d'un tapis », enfin, par extension, « trône », « siège de roi ». Mais rien n'est scientifiquement avéré. On surnomme également Kiev « la Constantinople du nord » car elle est bien le deuxième centre chrétien d'Orient ; elle entretient d'étroites relations, notamment commerciales, avec son aînée, par une route de mille cinq cents kilomètres qui passe par la future Odessa puis contourne la mer Noire par l'ouest. La cité s'allonge au bord du Dniepr, qui prend sa source dans les monts du Valdaï, au sud-est de la Finlande, et se jette deux mille trois cents kilomètres plus bas dans cette même mer Noire. Carrefour économique où se croisent les produits et les denrées venus de Scandinavie avec ceux remontant des territoires byzantins, Kiev compte alors 22 000 habitants, ce qui la place parmi les trois ou quatre plus grandes agglomérations du continent.

Iaroslav, fils de Vladimir, y règne depuis 1016, quoique brièvement détrôné en 1024. On le surnomme le Sage car il a le souci du bien commun,

des ambitions pour sa principauté et pour son peuple, du goût pour la culture – il fait aménager une des plus grandes bibliothèques d'Europe – et une grande curiosité du monde alentour, volontiers ouvert à l'étranger, toutes qualités pas si fréquentes chez les grands seigneurs du temps. On le dit aussi « *samoderjets* » en langue vernaculaire, traduction du grec « *autocrator* », un titre qui demeurera associé jusqu'au dernier des tsars en 1917. Administrateur rigoureux, Iaroslav promulgue la « *Rousskaïa Pravda* », première loi fondamentale de la Russie, dont les séculaires déclinaisons iront jusqu'à irriguer les conceptions institutionnelles de Lénine...

Le grand prince a épousé une princesse suédoise et a déjà uni deux de ses filles, l'aînée Anastasia en 1039, et la troisième Elisabeth en 1045, à des princes hongrois et norvégien qui deviendront rois de leurs pays respectifs. Deux ans plus tôt, son fils aîné survivant, Izialav, qui lui succédera sur le trône, a pris pour femme Gertrude de Pologne, sœur de Casimir. Si donc, jusqu'ici, sa politique matrimoniale est demeurée septentrionale, l'évocation du royaume des Francs peut pointer à l'horizon. D'autant mieux que les éventuels prétendants à la main de sa fille cadette et « restante », Anne, née en 1024 ou 1025 et prénommée en hommage à la mère de la Vierge Marie, ne peuvent provenir des plus puissants royaumes voisins : outre, comme on l'a vu, les souverains de Pologne, de Suède, de Norvège et de Hongrie, sont également mariés l'empereur germanique, Henri III, à une princesse danoise, et le byzantin Constantin IX, à sa cousine Zoé Porphyrogénète. Négligeant les principautés de moindre importance, celui que l'on surnommait ensuite « le beau-père » de l'Europe porte donc ses yeux plus loin vers l'ouest où seule compte la France si l'on exclut l'Espagne en grande partie sarrasine, et l'Angleterre, pas encore vraiment sortie des limbes.

On ne sait si l'initiative est venue de Paris ou de Kiev. On comprend en revanche que chacun des deux États croit trouver son intérêt dans une

alliance à double revers : pour la France, qui a besoin d'un contrepoids dans ses démêlés avec l'Empire romain germanique, préfiguration de ses conflits avec la future Allemagne ; et pour la Russie kiévienne, dont les relations se tendent alors avec Constantinople, préfiguration de ses rivalités avec le futur Empire ottoman.

On connaît en revanche le déroulement du processus conduisant au mariage d'Anne et d'Henri. À l'automne de 1048, le roi des Francs dépêche à Kiev une délégation composée principalement de deux prélats, Gauthier évêque de Meaux et Roger évêque de Châlons, ainsi que d'un seigneur « ami », Gosselin de Chauny, tous hommes de confiance du troisième Capétien. Voyage si long (plus de deux mille cinq cents kilomètres) et si pénible que les ambassadeurs voudraient revenir en France avec la princesse afin d'économiser un deuxième déplacement. Mais Anne, attestant ainsi d'un caractère bien trempé, refuse de les suivre aussi vite : il lui faut se préparer à l'idée de devenir reine des Francs, découvrir leurs coutumes et en apprendre la langue, sans se précipiter. Les historiens divergent toutefois sur ce point, certains arguant qu'à l'époque on ne consultait guère les jeunes promises.

Roger de Châlons revient dix-huit mois plus tard – encore que, là aussi, certains historiens contestent qu'il y ait eu une seconde ambassade. L'évêque se serait cette fois présenté à la tête d'une délégation beaucoup plus fournie, aussi bien en dignitaires de la Couronne qu'en généreux présents. De mauvaises langues avaient en effet prétendu que la première venue des Francs à Kiev manquait d'éclat et de magnificence. Cette fois, le trésor royal n'a pas lésiné : bijoux, étoffes précieuses, enluminures, vaisselle d'or, épées de Tolède... débordent de la centaine de coffres transportés par des chariots. Spécialement pour Anne, dont Roger de Châlons a rapporté l'amour des chevaux, Henri I^{er} offre trois superbes palefrois, un blanc, un noir et un bai, ainsi qu'une collection de bijoux à son nom.

On discute aussi de la dot, car le roi des Francs a besoin d'argent : il n'est pas le plus riche seigneur de son royaume et, déjà en ce temps-là, les besoins de l'État excèdent ses moyens ordinaires.

L'accord une fois conclu, sans que ses stipulations soient parvenues jusqu'à nous, Anne prend la route de Reims. Nous ne connaissons ni l'itinéraire suivi, ni les personnes qui l'accompagnent. On sait seulement que la voilà le même jour, 19 mai 1051, mariée à Henri et couronnée reine de France. La cérémonie se tient dans la cathédrale dite carolingienne, car achevée en 862 sous le règne de Charles le Chauve, depuis lors détruite et remplacée au même endroit par l'actuelle cathédrale édifiée à partir de 1211.

La princesse de Kiev est-elle la première Russe à mettre le pied sur le sol français ? À ce niveau certainement, même si, selon d'anciennes chroniques, la cour de Louis le Pieux aurait accueilli, en 839, quelques énigmatiques « Russes » de passage, investis ou non d'une mission officielle. Rien n'indique toutefois que ce fût sur le territoire de ce qui deviendrait quatre ans plus tard la Francie occidentale.

La jeune femme remplit rapidement son premier office en donnant naissance, un an plus tard, le 23 mai 1052, à un garçon dont elle introduit en France le prénom, Philippe, sans qu'on en connaisse précisément les raisons : en hommage au roi de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, dont descendrait la famille maternelle de Iaroslav ? Ou bien, selon les recherches effectuées par son biographe Philippe Delorme, à Philippe de Zell, un ermite allemand du VIII^e siècle, fondateur d'un monastère devenu lieu de pèlerinage près de Worms ? Ou encore à Philippe l'Arabe, un empereur romain du milieu du III^e siècle peut-être converti au christianisme, en tout cas tolérant à son égard ? Et pourquoi pas à Philippe de Bethsaïde, l'un des douze apôtres, qui contribua à évangéliser l'Asie Mineure ? On sait qu'Anne était très pieuse : « sainte vie menait, pensait plus aux choses

spirituelles qu'aux temporelles » nous disent les *Grandes Chroniques de France*.

Bien portant, l'enfant devrait contribuer à ancrer plus fortement encore la monarchie capétienne, d'autant mieux que deux frères le suivent bientôt : Robert, né en 1054 mais qui mourra six ou sept ans plus tard, et Hugues, né en 1057, qui deviendra comte de Vermandois.

Tout n'irait donc pas trop mal dans cette première alliance franco-russe, pour le moment purement matrimoniale : Anne ne semble jouer qu'un rôle très réduit dans le gouvernement du royaume auprès d'un époux lui-même assez falot et plutôt brouillon. Tandis que de grands changements surviennent du côté de Kiev.

Iaroslav est mort le 20 février 1054 et, malgré son désir de maintenir unie sa principauté, a dû se résoudre, afin d'éviter des conflits internes, à la répartir entre ses cinq fils, l'aîné Izialav héritant le titre de grand-prince de Kiev mais en abandonnant plus de la moitié du territoire à ses frères, ce qui n'empêchera pas de nouvelles rivalités et de futures guerres civiles. À peine entrevue, la perspective d'une puissante Russie se disloque déjà. Le défaut d'une loi de succession clairement établie va entraîner, durant plus d'un siècle et demi, d'incessantes guerres fratricides propres à assurer le premier déclin national russe, encore aggravé par les discordes religieuses.

Cinq mois en effet après la disparition du grand-prince se consomme la rupture entre la papauté de Rome et le patriarcat de Constantinople, fruit d'une querelle théologique allumée lors du concile de Nicée en 787. La question consistait à savoir si, dans la Sainte-Trinité, l'Esprit saint procédait directement du Père ou bien s'il procédait du Père par le truchement du Fils. Ce qu'on a ainsi appelé la querelle du *Filioque*, formule insérée dans le *Credo*, échappe aujourd'hui à notre entendement mais elle aurait, à l'époque, provoqué des polémiques passionnées entre les clercs. D'autant plus que ce n'est pas la première divergence entre l'Église romaine et l'Église byzantine : elles se sont déjà opposées sur la nature, humaine ou

divine, du Christ, sur le culte des images sacrées et sur l'emploi du pain azyme... En vérité, le principe d'unité du Christianisme s'accommode mal de la cohabitation de deux autorités ecclésiastiques à vocation universelle, l'une à Rome, l'autre à Constantinople. De même que, sur le plan temporel, la nostalgie de l'Empire carolingien alimente la rivalité entre royaume de Germanie et royaume de France, sur le plan spirituel la division politique de l'Empire romain a entraîné une partition religieuse où les dissensions théologiques ne font que refléter une concurrence entre pape et patriarche, voire leur servir de prétexte. Toujours réallumée, il était inévitable que leur opposition débouchât sur une rupture instituée. Le « grand schisme d'Orient » marque une profonde cassure entre Orient et Occident chrétiens, même si ses effets vont mettre plusieurs décennies à se manifester dans toute leur ampleur. Catholiques et orthodoxes – chacun prétendant avoir choisi le droit chemin – se voient désormais séparés par un premier rideau de fer, neuf siècles avant celui dénoncé par Winston Churchill, et dont le tracé n'est pas sans préfigurer celui du second. France et Russie se situent désormais dans deux blocs religieux presque étanches. La jeune reine des Francs, qui n'en peut mais, perd alors tout contact avec sa patrie d'origine. Les échanges se tarissent entre l'Est et l'Ouest ; personne ne voit comment ils pourraient se renouer dans ce climat d'intolérance dicté par un clergé tout-puissant...

Selon l'usage du sacre d'avance, Philippe est couronné à Reims le 23 mai 1059. Il était temps : Henri I^{er} meurt à peine un an plus tard, le 4 août 1060. La jeunesse du nouveau roi, qui n'a que sept ans, impose une régence, une situation déjà rencontrée par les monarchies mérovingienne puis carolingienne : des reines-mères comme Brunehaut et Brunehilde, qui assurèrent les régences de Childebart, de Thibert II et de Sigisbert II à la fin du VI^e siècle et au début du suivant sont même entrées dans la légende. Mais elle est inédite dans la monarchie capétienne. On n'innove pas pour autant : exprimant ses dernières volontés, Henri remet le gouvernement du royaume

à Anne pendant la minorité du roi Philippe, dont aucune règle ne fixe encore la durée. Du reste, il confie la tutelle de son fils à son beau-frère (qui a épousé sa sœur Adèle) Baudouin V de Flandre. Le terme de régence n'est pas prononcé mais les grands du royaume, tout en reconnaissant officiellement sa nomination, ne doutent pas qu'ils ne feront qu'une bouchée de la jolie blondinette en la renvoyant à son rouet et à ses œuvres pieuses. Or Anne prend son rôle très au sérieux. Elle veille scrupuleusement, en dépit de la tutelle de Baudouin, à l'éducation intellectuelle de son fils et accomplit avec lui un tour du domaine royal (alors à peu près délimité par Compiègne, Château-Thierry, Orléans et Dreux), préfigurant en modèle réduit celui de Catherine de Médicis et de son fils Charles IX de 1564 à 1566. Elle participe assidûment aux conseils du royaume – la *Curia Regis* – comme l'attestent les chartes servant aussi de comptes-rendus et qui officialisent sa prééminence. Du moins pendant un peu plus d'un an : à l'automne 1061, Anne s'est remariée avec un des grands seigneurs du royaume, Raoul de Crépy. Ce qui soulève un problème moral et protocolaire : la reine douairière est devenue l'épouse d'un vassal de son fils. Elle disparaît alors à peu près complètement des affaires du royaume, concentrant ses activités sur la fondation ou le soutien d'abbayes, dont celles de Saint-Vincent de Senlis (Oise) et de Villers près de la Ferté-Alais (Essonne) qu'elle affectionne tout particulièrement. Veuve pour la deuxième fois en 1074, elle aide son fils à récupérer pour le domaine royal une grande partie des terres de Raoul, dont le Vexin français, c'est-à-dire celui qui ne dépend pas du duc de Normandie. On ignore où elle passe ses dernières années, ainsi que la date de sa mort, au plus tard en 1089, et même le lieu de sa sépulture, vraisemblablement dans l'une des abbayes qu'elle a fondées.

La ville de Senlis s'attache en tout cas à célébrer son souvenir avec, récemment, le concours des autorités politiques et religieuses ukrainiennes : en 2005, le président Victor Iouchtchenko y a inauguré sa statue en même

temps que Senlis se jumelait avec Petchersk, le centre historique de Kiev ; en 2013, l'éparchie de Saint-Vladimir (Église ukrainienne de France) y a acquis une chapelle pour cultiver sa mémoire.

Mais Anne n'aura jamais eu de continuatrice, même lointaine, à la Couronne de France, malgré plusieurs tentatives qui toutes échouèrent le plus souvent pour une question religieuse, dont la source remonte au grand schisme d'Orient. En ces temps où le poids de l'Église et la crainte du Ciel pesaient lourdement sur le comportement des hommes, le mur théologique bâti en 1054 ne cessa de grandir et de s'épaissir, tel le mur de Berlin après l'édification d'une première barrière de grillage en août 1961. La France et la Russie demeurèrent ainsi dans une quasi-ignorance l'une de l'autre jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle.

Six cents ans de solitude

On éprouve quelque peine à expliquer de façon convaincante cette longue coupure dans les relations entre la Russie et les royaumes de l'Europe de l'Ouest, spécialement celui des Francs, qui devient la France durant le règne de Louis VI, le fils de Philippe I^{er} monté sur le trône en 1108. On évoque les longues distances – mais elles n'étaient pas moindres cinquante ans plus tôt, ainsi que l'enfermement maritime de la Russie, du côté de la Baltique comme de la mer Noire – et les raids vikings comme les invasions de l'Angleterre montrent bien que la mer n'était guère un obstacle pour les hommes de l'époque. La séparation religieuse, comme on l'a vu, fournit un meilleur argument, de même que le développement de la féodalité, qui raccourcit les échanges de toute nature. Du reste, Français et Russes doivent se défendre contre des risques extérieurs croissants et provenant de toutes les directions, d'autant plus menaçants que les deux territoires manquent également de frontières naturelles. Pendant que les premiers font face à la pression germanique puis anglaise puis espagnole, les seconds subissent les invasions mongoles que suivent divers conflits armés, principalement contre les chevaliers Teutoniques, les Polonais et les Suédois.

La Russie de Kiev, qui n'aura pas survécu à la mort de Iaroslav et aux consécutifs conflits entre ses successeurs et héritiers, subit démembrement

sur démembrement. Sa déliquescence devient telle qu'après avoir essuyé plusieurs défaites contre les envahisseurs turcs, les souverains byzantins, qui manquent cruellement d'hommes, recourent, plutôt qu'à des combattants russes pratiquant la même religion orthodoxe, à des mercenaires occidentaux, notamment des guerriers normands, qui bientôt les trahissent et se retournent contre eux. Ils font ensuite appel à des Anglo-Saxons exilés d'une Angleterre également devenue normande. Mais ce concours ne suffisant pas, l'empereur Alexis Comnène fait taire les vieilles chicanes entre les royaumes occidentaux et Constantinople pour demander, en 1095, le renfort militaires des premiers à travers une supplique adressée à Urbain II. Persuadé, à la fois, du devoir de secourir les chrétiens d'Orient molestés par les Turcs et de soutenir les pèlerins qui, en nombre sans cesse croissant, se rendent à Jérusalem occupée par les « Infidèles » depuis 638, le pape rallie à cette double idée justifiant « la guerre sainte » un grand nombre de seigneurs français, allemands, italiens, flamands... La noblesse et les peuples d'Europe de l'Est restent globalement « en dehors du coup » sans que l'on en comprenne bien les raisons.

La première croisade, lancée durant l'été de 1096, emprunte plusieurs routes vers Constantinople mais sans agréger d'éléments russes sur son passage, laissés trop au nord pour cela. Les suivantes – au nombre de cinq entre 1147 et 1229 – les tiennent également à l'écart.

Entre-temps, en 1169, l'un des descendants de Iaroslav, André Bogolioubski, se sentant à l'étroit dans la principauté de Rostov, fruit d'un énième découpage, s'empare de Kiev par les armes. Ruinée, la ville décline inexorablement, tandis que, sur le flanc oriental, l'invasion mongole semble irrésistible. C'est la même année, en 1238, que Batyi (ou Batu) petit-fils de Gengis Khan, après avoir soumis la Bulgarie, se rend maître de la plus grande partie de la Russie et que Kiev se voit achetée par un grand propriétaire foncier, « avec la même désinvolture, nous dit l'historien Édouard Krakowski, que s'il se fût agi d'une ferme ou d'un champ ». Cet

homme, du nom d'Ivan Kalita, venait d'une ville située à environ neuf cents kilomètres au nord-est, appelée Moscou depuis 1147 (du nom de la rivière Moscova qui la traverse mais dont on ignore l'origine sémantique), dès lors destinée à devenir le noyau de la future Russie, qui pour le moment ploie sous le joug mongol.

À l'ouest, les Capétiens qui ont succédé à Louis VI ont poursuivi avec opiniâtreté l'agrandissement du domaine royal, l'affermissement de leur pouvoir à l'encontre des grands féodaux et la formation du « pré carré », ambition de longue haleine visant à doter la France de frontières naturelles plus aisées à défendre : les Pyrénées, les Alpes et le Rhin. Ce qui va nécessiter encore plusieurs siècles d'efforts. Le dimanche 27 juillet 1214, Philippe II, qui gagne là son surnom d'Auguste, a remporté à Bouvines (un lieu-dit entre Lille et Tournai) une éclatante victoire sur une puissante coalition rassemblant le roi d'Angleterre, l'empereur germanique, le duc de Lorraine et le comte de Flandres, ainsi que de nombreux seigneurs de moindre envergure. On date parfois de ce jour la véritable naissance de la France, désormais érigée en grande puissance avec qui il faut compter. Après le bref règne de Louis VIII, de 1223 à 1226, le royaume des lys prospère sous la couronne de Louis IX. Reconnu majeur en 1234 seulement, pour ses 20 ans : la deuxième régence capétienne, celle de sa mère, Blanche de Castille, fut beaucoup plus intrusive dans les affaires de l'État que ne le fut celle d'Anne de Kiev. La grande affaire du jeune roi est alors de mettre fin au conflit qui, depuis 1159, oppose la France et l'Angleterre et que l'on appellera parfois plus tard la « petite Guerre de Cent Ans ». On comprend que, dans un tel contexte, la France et la Russie n'ont guère de raison de songer l'une à l'autre.

Les Mongols poursuivent leur avancée, prennent Moscou en 1238 et Kiev en décembre 1240 après un siège de plusieurs jours : malgré son déclin, la ville avait entretenu l'enceinte fortifiée autrefois élevée par le

grand-prince Vladimir et perfectionnée par Iaroslav. Investie, elle est presque totalement détruite.

Au même moment, Alexandre, prince de Novgorod, à mille kilomètres au nord de Kiev et à proximité des pays baltes demeurés catholiques, s'apprête à résister à une autre invasion, venue du sud. Le Saint-Siège, jamais avare de commandes d'expéditions militaires au nom de la « vraie foi » a, depuis 1193 sous le pontificat de Célestin III, lancé un autre type de croisade, cette fois contre le paganisme du Grand Nord (en gros les actuels pays baltes) et, accessoirement, un peu comme une aubaine, contre les schismatiques orthodoxes. Sans grand succès. Le royaume de France, déjà fortement sollicité, en plus de la croisade vers la Terre sainte, par celle contre les Albigeois qui s'est achevée en 1229, n'est pas intervenu, non plus que l'Angleterre et l'empire germanique. Bien leur en a pris. Seuls se sont mobilisés les Suédois et les chevaliers Teutoniques. Alexandre défait les premiers en 1240 sur les bords de la Neva, d'où désormais son nom de Nevski, et les seconds deux ans plus tard. Ne restent donc maîtres de la Russie que les Russes à proprement parler, autour de Novgorod, et les Mongols, au sud, autour de Kiev.

Ces derniers s'invitent alors dans l'Empire byzantin en proie aux divisions des croisés et à leurs diverses exactions, sur fond de dissensions entre le pape, Grégoire IX, et l'empereur germanique, Frédéric II. À la fin de 1242, une armée mongole descend vers le sud, contourne la mer Noire, prend Erzurum, traverse l'Anatolie par l'est et envahit la Djézireh, une région au nord de l'actuelle Syrie, puis écrase en juin 1243 les troupes du sultan Kay Khusraw II. Les princes de la chrétienté occidentale ne considèrent pas ces événements comme une nouvelle menace : les Mongols ont combattu et vaincu les Turcs et, sans être vraiment chrétiens, n'en sont pas pour autant leurs ennemis ; certains membres de leur famille impériale ont épousé de nobles chrétiennes russes ; enfin leur présence sur les arrières de l'Islam apporte une appréciable force de revers potentiellement alliée. Ce

qui rend le contexte favorable à une nouvelle croisade, la huitième. Laquelle dispose d'un volontaire de poids pour la mener à bien en la personne de Louis IX qui vient, les 21 et 23 juillet 1242, de remporter sur les Anglais les déterminantes batailles de Taillebourg et de Saintes, libérant ainsi ses ardeurs pour tenter, une nouvelle fois, de reprendre Jérusalem aux Infidèles avec la bénédiction du pape Innocent IV. Nouveaux échecs et nouvelles tentatives, de 1248 à 1270, s'achèvent à Tunis avec la mort du roi, victime de la dysenterie.

La disparition inattendue de Louis IX sonne le glas des espérances crucifères. En ces temps où religion et superstition s'entremêlent, elle peut s'interpréter comme un signe du Ciel : veut-il vraiment que les chrétiens libèrent le Saint-Sépulcre ? Le mauvais œil n'a-t-il pas, depuis le début, surplombé toutes ces expéditions ? D'autres appels à la croisade seront encore lancés. Mais le cœur n'y est plus. La dernière échoue en 1291 devant Saint-Jean d'Acre. La canonisation de Louis IX intervient six ans plus tard, comme un hommage en forme de fermeture de ban.

Ses successeurs, son fils Philippe III dit le Hardi, qui règne de 1270 à 1285, puis son petit-fils Philippe IV le Bel, de 1285 à 1314, se concentrent sur les problèmes internes du royaume et sur les questions frontalières.

À l'autre bout de l'Europe, l'Empire mongol, qui continue de s'étendre vers l'Extrême-Orient, doit absolument se décentraliser pour continuer de maîtriser d'aussi vastes territoires, qui dépassent les vingt-cinq millions de kilomètres carrés, ce qui en fait le plus vaste empire de l'histoire en territoires contigus. En Russie, il a fini par adopter le modèle de la féodalité inspiré de l'Allemagne et de la Pologne voisines : tout se passe comme si, en dépit du cloisonnement observé près de deux siècles plus tôt entre deux mondes réputés irréconciliables, une certaine porosité des frontières autorisait ce que les économistes appellent des transferts de technologie. Dans ce contexte, Alexandre Nevski manœuvre habilement : après une dizaine d'années de cohabitation pacifique avec les Mongols, il se

rapproche d'eux et obtient en 1252 du grand khan une sorte d'investiture seigneuriale sur la principauté de Kiev. Il encourage des princes voisins à faire de même, pour lesquels il se pose en suzerain intermédiaire. Ainsi apparaît-il au XIII^e siècle que si, en France, l'édification d'un royaume uni et fort dépend de l'abaissement des grands feudataires, en Russie au contraire la restauration de la puissance d'antan passe par leur élévation.

Alexandre entreprend alors une œuvre que l'on pourrait qualifier de redressement national qui lui vaudra de devenir, au début du XVIII^e siècle, un héros, pour partie légendaire, de l'histoire russe, et de transmettre un prénom prestigieux. Toutes choses égales par ailleurs, il y occupera une place comparable à celle de Saint Louis dans l'histoire de France ; lui aussi canonisé, en 1547, et donnant son nom, en 1725, à l'ordre de Saint-Alexandre, comme Saint Louis donnera le sien à l'ordre fondé en 1693. Ainsi se profile le dirigeant que l'on regardera souvent comme le fondateur de la nation russe.

Mais il continue d'agir prudemment, ayant soin de ne pas chercher à s'affranchir ouvertement de la tutelle mongole, qu'il parvient même à mettre à contribution pour assembler les principautés voisines, non sous un pouvoir unique, mais sur ce qu'on appellerait aujourd'hui des valeurs communes, ou encore une vulgate accessible au plus grand nombre : les souvenirs de la grandeur russe et la communion dans la foi orthodoxe. Celle-ci se double d'une méfiance à l'égard de l'Ouest, préférant aussi la domination des khans à la soumission à une Église de Rome toujours fourvoyée dans ses querelles intestines et peu fiable dans ses relations avec les peuples voisins.

Peu à peu l'Empire mongol, trop vaste, difficile à organiser, mieux fait pour la conquête de régions même lointaines que pour leur administration, divisé en territoires de pouvoir plus ou moins artificiels que se partagent les descendants de Gengis Khan, se rétracte sur son versant asiatique. Il a atteint son extension maximale en envahissant totalement la Chine et en

installant sa capitale à Pékin en 1271. Dès lors, son unité se dissout et se forment plusieurs royaumes dont les souverains portent tous le titre d'empereur mongol ou d'empereur de Chine. La Horde d'or, ainsi nommée en raison du goût des khans pour les spectaculaires démonstrations cavalières et scintillantes de métal précieux, assure globalement le gouvernement des territoires russes. Discordes, révoltes et sécessions en deviennent les inévitables lots, ce qui arrange bien les affaires des successeurs d'Alexandre Nevski, mort en 1263 sous les titres de prince de Kiev et de prince de Novgorod. Son quatrième fils, Daniel, le premier à porter le titre de grand-prince de Moscou, parvient à annexer quelques villes avoisinantes sans avoir besoin de guerroyer contre une autorité mongole de plus en plus évanescence. La principauté moscovite prend de la consistance : de 1328 à 1341 Ivan, fils de Daniel, met en place un véritable pouvoir central, embryon de la Russie moderne. Toujours respectueux, en apparence, du pouvoir mongol, dont il combat à l'occasion quelques ennemis aux frontières, il impose progressivement son autorité aux seigneurs subalternes et périphériques. Autrement dit, fidèle à la féodalité « ascendante », il s'appuie sur celle-ci pour démanteler la féodalité « descendante ». De surcroît, il obtient du grand khan Özbeg le droit de modifier le mode de perception des impôts, jusqu'ici assuré directement par des agents mongols, et très impopulaire dans la population russe, pour lui substituer un système d'affermage : dorénavant, Ivan récoltera les taxes et prélèvera une commission sur leurs recettes. Ce mécanisme, autrefois en vigueur dans l'empire romain et confié aux « publicains », le demeure dans l'empire byzantin et s'est développé en France depuis Philippe-Auguste. On ignore lequel de ces modèles aurait inspiré le prince russe. Enfin, ce dernier s'attache le soutien du clergé en se présentant haut et fort comme le protecteur de la foi orthodoxe, et obtenant le transfert du siège archiépiscopal de Vladimir à Moscou, que celui-ci ne quittera jamais. Le successeur d'Ivan, son fils Siméon, reçoit directement de Djanibeg, le khan

de la Horde d'or, toute autorité sur l'ensemble des princes russes, faisant écrire à l'historien de la Russie Michel Heller : « Les premiers princes moscovites se conduisent comme des loups dans une bergerie, qui auraient le soutien du berger. »

C'est alors qu'en France débute la guerre de Cent Ans, qui va mobiliser l'essentiel de l'énergie du royaume de 1337 à 1453. Alternant phases de désastres, de redressements, de nouvelles déconfitures puis de triomphe final. La défaite peu glorieuse de Philippe VI – il prit la fuite avant la fin de la bataille – à Crécy en 1346 condamnera pour toujours le prénom introduit par Anne de Kiev : plus aucun roi de France ne le portera, l'abandonnant désormais aux princes de la maison d'Orléans. De même pour Jean II, vaincu à Poitiers en 1356. En revanche, la défaite d'Azincourt en 1415 ne portera pas ombrage au prénom de Charles : le Sixième était alors fou et absent de l'affrontement. Les victoires finales, de Formigny en 1450 et surtout de Castillon, le 17 juillet 1453 sur les bords de la Dordogne, consacrent le succès de Charles VII : l'Anglais est définitivement « bouté hors de France. » Il est d'ailleurs curieux d'observer que ces batailles, pourtant déterminantes, ont laissé dans l'histoire moins de souvenirs que les précédentes défaites françaises, pourtant conjoncturelles : *french bashing* quand tu nous tiens...

La guerre de Cent Ans constitue l'un des rares conflits européens à ne mettre en lice que deux royaumes et non des coalitions plurinationales. Les puissances européennes tierces s'en tiennent presque toujours à l'écart. Certes nombre de seigneurs flamands et allemands, ainsi que des empereurs germaniques, sont plusieurs fois sollicités d'intervenir, aux côtés de l'un ou l'autre belligérant selon le cas. Mais leur implication s'opère toujours à la marge. Quant à la Russie, séparée des lieux du conflit par un empire, plusieurs royaumes, principautés et duchés, elle-même sujette à de nouvelles turbulences internes, à peine perçoit-elle les échos de la guerre occidentale.

À la même époque en effet, la grande principauté de Moscou doit faire face à un redoutable ennemi qui a décidé d'annexer toute la Russie : le grand-duché de Lituanie, héritier d'un peuple balte de religion païenne, dont les origines se perdent dans la nuit des temps et qui, à partir du milieu du XIV^e siècle, nourrit de grandes visées expansionnistes vers le sud-est. C'est en quelque sorte à front renversé que les grands-ducs de Lituanie s'allient avec les petits princes russes pour s'opposer à la tentative d'hégémonie des grands princes de Moscou, lesquels requièrent le secours des Mongols. En vain : le rouleau compresseur lituanien écrase presque tout, malgré l'hostilité, à l'ouest, des chevaliers Teutoniques. Vers 1450, les conquêtes du grand-duché, devenu catholique, ont atteint la mer Noire et couvrent un immense territoire recouvrant l'actuelle Biélorussie en intégralité, la moitié nord-ouest de l'Ukraine moderne et une partie de la Russie, jusqu'aux portes de Moscou qui échappe de peu à l'invasion. De surcroît, le grand-duc Casimir a également hérité la couronne de Pologne.

Pour l'Europe occidentale, comme pour la Russie orthodoxe, enclavée entre Lituanais et Mongols, le grand choc survenu en 1453 résulte moins de la fin de la guerre de Cent Ans et, corrélativement, du Moyen Âge, que de la chute de l'Empire byzantin, tombé sous les coups du sultan Mehmet II qui a pris Constantinople le 29 mai de cette année-là. Les orthodoxes vivant dans les parties méridionales de la Lituanie courent, comme les Russes, le risque d'une marginalisation religieuse entre le monde catholique et le monde musulman, d'autant que les querelles intestines pour le pouvoir à Moscou n'arrangent pas les choses. Le grand-prince Vassili II parvient néanmoins à les surmonter et, rejetant la reconnaissance de la suprématie du pape par le patriarche de Constantinople, contribue à ce que l'Église orthodoxe russe devienne indépendante et suive désormais son propre chemin en dehors des autorités religieuses supérieures.

Son successeur et fils, Ivan III, accède au pouvoir en 1462. Il se lance aussitôt dans une grande politique de reconquête des territoires perdus que

facilite la relative confusion du pouvoir chez ses voisins. Agissant par ruse, force, ou diplomatie, il obtient d'abord la suppression de tout lien de sujétion à la Horde d'or. Parallèlement, il reprend à la Lituanie plusieurs des principautés qui s'étaient soumises au grand-duché, notamment celle de Novgorod. Enfin il conquiert la région de Smolensk et projette de récupérer celle de Kiev. En 1472, il épouse en deuxièmes nocces Zoé Paléologue, nièce de Constantin XI, le dernier empereur byzantin tué en 1453 en défendant sa capitale contre les Turcs. La grande-princesse prend alors le prénom de Sophie afin d'affirmer le double lien de son mariage avec l'Église de Kiev et avec celle de Constantinople, toutes deux dotées d'une cathédrale Sainte-Sophie, du nom de la martyre romaine sous le règne d'Hadrien en 137. Ivan III, devenu « le Grand », entend justement faire de Moscou « la troisième Rome », l'héritière de Constantinople et de lui-même celui des empereurs byzantins. C'est sous son règne que l'on commence à moins parler de Moscovie que de Russie, et de grand-prince que de « tsar », transposition de César. Se dotant d'un pouvoir absolu, organisant ses États sur des bases administratives rénovées et renforcées, édictant, en 1497, le premier code juridique russe, Ivan le Grand justifie, selon nombre d'historiens, quelques ressemblances avec son contemporain Louis XI. Comme lui, il se préoccupe davantage d'agrandir et de consolider son royaume que de s'ouvrir au reste du continent : ses sujets ne sont pas autorisés à voyager à l'étranger et les étrangers sont peu désirés en Russie. C'est son fils, Vassili III, arrivé au pouvoir en 1505, qui, tout en continuant la politique d'expansion territoriale, manifeste les premières intentions d'ouverture à la plus lointaine Europe et de connaissance du reste du monde. Il a fait venir auprès de lui un moine, dit Maxime le Grec qui, traduisant des psautiers en russe, initia les termes de « Sainte Russie ». Il aurait aussi appris au grand-prince, avec vingt ans de retard, la découverte de l'Amérique.

Sa curiosité piquée, Vassili envoie des ambassadeurs dans chacun des royaumes occidentaux et dans les plus importantes principautés, sauf, bizarrement, en Angleterre et en France. La première, rencognée dans son île, ne lui paraît peut-être pas d'un grand intérêt ; la deuxième, alors sous le règne de Charles VIII, semble ne s'intéresser qu'à ses ingérences en Italie. On y ignore complètement la Russie, confondue, avec ses voisins, dans un ensemble mal identifié, dit « terre des Sarmates », du nom d'un peuple nomade et cavalier des steppes centrales dont on ne sait plus quel chroniqueur avait évoqué l'existence.

Quoiqu'il en soit, les trente années de règne de Vassili III ne connaissent quasiment que la guerre contre les puissances voisines, notamment la Crimée, encore mongole, et l'union polono-lituanienne.

Son fils Ivan IV, bientôt surnommé « le Terrible », est le premier à se faire sacrer et couronner « tsar de toutes les Russies » le 16 janvier 1547, dix semaines avant la mort de François I^{er}. Le titre lui survivra jusqu'à Nicolas II... Trois mois plus tard, un immense incendie ravage Moscou et se reproduit en juin. Superstitieux, Ivan croit y déceler un avertissement du Ciel qui l'exhorterait à hisser la Russie au premier rang des empires chrétiens. Ainsi atteint de paranoïa politico-religieuse, il explique à un envoyé du roi de Pologne que Dieu l'a placé au-dessus de l'empereur germanique (alors Charles Quint) et du roi de France (alors Henri II) car sa lignée descend de l'empereur Auguste.

Sur un plan plus concret, il ambitionne de fournir à son pays cet accès à la mer dont il commence à ressentir le manque, privilégie la Baltique et recherche, dans ce but, le soutien de l'Angleterre. Il envoie donc un ambassadeur à la reine Elisabeth pour lui proposer d'accorder aux marchands anglais le monopole du commerce avec la Russie contre son alliance à l'encontre des trois pays (au moins) susceptibles de s'opposer à cette ambition maritime, la Lituanie, la Pologne et la Suède. Tous étant d'ailleurs plus ou moins en guerre. Ce geste signale aussi avec éclat la

volonté du tsar d'agir en Europe et de se compter parmi ses plus grandes puissances. Mais Londres fait la sourde oreille. Du coup, Ivan envisage de se tourner vers la France : c'est la première fois qu'une telle démarche s'engage depuis le projet de mariage d'Anne de Kiev.

Se joue alors un chassé-croisé diplomatique et dynastique caractéristique de l'époque. Le 1^{er} juillet 1569, par la convention dite de Lublin, la Lituanie et la Pologne, après avoir été unies puis séparées, fusionnent de nouveau pour ne former qu'un seul État. Apparaît ainsi la *Rzeczpospolita*, ou « République des Deux Nations », placée sous l'autorité d'un roi devant être élu à la mort du dernier représentant de l'ancienne dynastie polonaise, Sigismond II.

Ce qui advient en 1572. Ivan IV pose alors sa candidature auprès de la Diète, rassemblement de toute la noblesse polonaise, grands et petits seigneurs confondus, comptant de treize à quinze mille participants selon les cas, et qui se réunit dans un immense pré, aux portes de Wola, non loin de Varsovie – qui deviendra capitale vingt-cinq ans plus tard en remplacement de Cracovie. Ce n'est pour lui qu'une manœuvre : il y renoncera contre l'engagement de la Pologne-Lituanie de restituer à la Russie la Livonie et la région de Kiev. Puis il suggère qu'on élise Ernest de Habsbourg, un des fils de l'empereur germanique et archiduc d'Autriche Maximilien II. Car il s'est secrètement concerté avec eux pour supprimer cette bizarre république monarchique et procéder à un partage des territoires, premier du genre dans cette région qui en comptera d'autres (et des plus fameux) : la Pologne reviendrait à l'Autriche, la Lituanie à la Russie. Mais la France se tient en embuscade. Avec l'habileté de son ambassadeur Jean de Monluc, le soutien du sultan Sélim II, son allié depuis François I^{er}, et moyennant de grandes largesses aux membres de la Diète, elle pousse la candidature d'Henri de Valois, frère cadet de Charles IX et quatrième fils de Catherine de Médicis (son préféré), qui veut l'établir royalement. Il devient ainsi, le 11 mai 1573, Henri I^{er} de Pologne, coupant

l'herbe sous le pied d'Ivan : c'est la deuxième rencontre de l'histoire entre la France et la Russie ; la première réalisait une alliance, la deuxième provoque une frustration. À compter de ce jour, les relations entre la France et la Russie tourneront toujours, au moins en partie, autour de la question polonaise.

Le roi élu n'occupe son trône que durant cent dix-huit jours, retournant à Paris pour succéder à son frère mort prématurément, à 23 ans, probablement d'une pneumonie. Ivan renonce toutefois à cette diplomatie électorale, profitant de l'absence de pouvoir en Pologne pour lui enlever par la force des armes plusieurs pans de son territoire.

Débarrassé d'Henri de France en Pologne, le tsar cherche à se rapprocher d'Henri III en France, toujours dans l'idée de disposer d'un appui à l'ouest pour seconder ses ambitions baltes. Ce qui ne débouche sur rien de concret : c'est avec ses seules troupes qu'Ivan le Terrible parvient à se rendre maître, en 1578, des golfes de Finlande et de Riga, en Livonie (correspondant à l'actuelle Estonie et au nord de la Lettonie), qui ouvrent enfin la mer Baltique à la Russie. Mais qu'il perd quatre ans plus tard à la suite de ses défaites contre les Polonais et les Suédois. En revanche, les Cosaques – guerriers prétendument indépendants, en vérité mercenaires dont a vu plus haut l'origine du nom – entament alors avec succès la conquête de la Sibérie sur un Empire mongol aux abois.

Le fils du Terrible, Fédor (ou Fiodor), tsar en 1584, homme faible, peut-être même simple d'esprit, a abandonné la réalité du pouvoir à un conseil de régence où prédomine la personnalité de Boris Godounov. Lequel ambitionne de le remplacer à sa mort, survenue en 1598. Il parvient à obtenir son élection par une assemblée de notables ad hoc. Celui que rendront célèbre en France une tragédie d'Alexandre Pouchkine (1831) puis un opéra de Modeste Moussorgski (1869) relance l'idée d'une ouverture de la Russie vers l'Europe occidentale. À cet effet, il envoie quelques fils de boyards – la noblesse russe – suivre des études en Angleterre et en France.

Six d'entre eux s'inscrivent à la Sorbonne, font souche et fondent des familles à Paris. Ils ne reviendront jamais dans leur pays et peuvent être considérés comme les premiers immigrants russes. Boris voudrait aussi asseoir sa légitimité en mariant sa fille Xenia, de préférence à un prince français, mais aucun n'est alors disponible dans la nouvelle dynastie bourbonnienne. Henri IV n'est pas Henri I^{er}. Le tsar se rabat donc sur le fils du roi de Danemark.

Disparu subitement en 1605 – peut-être empoisonné – Boris Godounov laisse la place à son fils, Fédor II, que la plupart des boyards refusent de reconnaître et font assassiner après sept semaines de règne dans le vide. Un aventurier et imposteur, se faisant passer pour le fils caché d'Ivan le Terrible, parvient à s'imposer comme tsar à l'aide de révoltes populaires causées par l'anarchie, la famine et la vacance du pouvoir à Moscou. Dimitri II entend, lui aussi, favoriser les échanges, surtout commerciaux, avec les autres royaumes d'Europe, dont la France, parmi d'autres. Mais il est assassiné, le 17 mai 1606, après moins d'un an sur le trône.

Au même moment, Henri IV, roi de France depuis 1589, s'intéresse de près aux pérégrinations de l'un de ses anciens lieutenants durant la guerre civile de 1587 à 1594. La paix rétablie en France, le capitaine Jacques Margeret s'est, en bon mercenaire, mis au service de Boris Godounov, puis de Dimitri II dont il assure la garde au Kremlin (forteresse centrale de la ville) et à qui il parle beaucoup de la France. Revenu dans son pays, il parle beaucoup de la Russie à Henri IV qui lui commande un ouvrage de témoignage, rendu en 1607 et intitulé *État de l'empire de Russie et du grand-duché de Moscou avec ce qui s'est passé de plus mémorable et tragique pendant le règne de quatre empereurs*. Voici donc, sous forme de mémoires, la première étude, relativement complète, rédigée en français sur ce qu'on peut savoir de ce pays mal connu. Elle sera traduite en russe et publiée à Saint-Pétersbourg en 1830.

Toutefois, le « grand dessein » de société des nations chrétiennes d'Europe, dont on prête l'idée à Henri IV mais qui semble avoir plutôt germé dans le cerveau de son ministre Sully, exclut la Moscovie, trop lointaine et de religion orthodoxe.

L'assassinat des tsars, qui commence à devenir à la mode en Russie, fait école en France : quatre ans presque jour pour jour après celui de Fédor II, c'est au tour d'Henri IV de disparaître de la sorte. Les deux meurtres ont ceci en commun de répondre, en partie, à des considérations d'intolérance religieuse : les orthodoxes, largement majoritaires en Russie, reprochaient au tsar ses penchants vers le catholicisme ; les catholiques, largement majoritaires en France, reprochaient au roi son amitié avec les protestants dont il était issu.

Dans ces temps de trouble et de déstabilisation, les successions au trône de France et de Russie offrent pourtant un saisissant contraste : si, à Paris, la loi salique s'applique sans contestation et apporte automatiquement la couronne à Louis XIII, à Moscou, l'absence persistante de loi de dévolution ne peut donner le pouvoir qu'après des révolutions de palais – il en sera encore ainsi sous le régime soviétique – ou des émeutes populaires. Profitant de l'une de ces dernières, avec de surcroît le coup de pince d'une partie de l'aristocratie, Vassili Chouïski a fait, en 1606, son entrée au Kremlin, dit-on, « à la crie ». Chef de guerre récemment vainqueur des Mongols quelque part en Sibérie, Vassili IV descend en ligne directe de Iaroslav le Sage et de Saint-Vladimir. Ce n'est donc pas le premier venu et l'on comprend pourquoi Boris Godounov avait tenté de l'éliminer. Bien que fort de la meilleure des légitimités historiques, son règne préside à l'une des pires périodes de l'histoire russe : rébellions, guerres civiles, guerres extérieures et défaites – contre la Pologne, contre la Suède –, pertes consécutives de territoires et nouveau soulèvement : après la victoire décisive des troupes polonaises le 10 juillet 1610 à Klouchino, qui leur ouvre les portes de Moscou, Vassili IV est renversé et déporté en Pologne.

Honneur aux vainqueurs : c'est tout naturellement un Polonais, Ladislas Vasa, fils du roi Sigismond III, qu'une assemblée de boyards, d'un esprit de « collaboration » aux limites de l'imaginable, qui prend sa place. Mais un esprit de « résistance » saisit la majorité de la noblesse russe, rendant inopérant le tsar Ladislas IV et provoquant son renvoi en février 1613.

Les échos, quoique faibles et décalés, des événements de Russie concourent, notamment en France, à entretenir la mauvaise image d'un pays jugé instable, incontrôlable, incompréhensible, en un mot encore « sauvage », et, par ses mœurs, plus asiatique qu'européen.

C'est pourtant à ce moment que la Russie amorce un fragile redressement. Après le départ de l'intrus Ladislas IV, une autre assemblée de notables, le *Sobor*, décide de suivre les directives de Fédor Romanov, patriarche de Moscou, homme de forte personnalité et seule autorité encore crédible. En juillet 1613, elle élit tsar son fils Michel, ainsi fondateur de la dynastie qui survivra jusqu'à la déposition de Nicolas II en mars 1917, voire jusqu'à nos jours pour les tsaristes, mais qui se divisent aujourd'hui entre plusieurs prétendants et prétendantes...

Michel I^{er} va bénéficier, jusqu'à sa mort en 1645, de l'un des règnes les plus longs de l'histoire de la Russie, soit à peu près de la même durée que celle de son contemporain Louis XIII, roi de 1610 à 1643. Héritant d'un trône vacillant, d'un pays toujours en guerre contre ses voisins et parsemé d'innombrables révoltes, le jeune tsar – il n'a pas encore 20 ans – envoie un petit groupe de messagers auprès du roi de France, que l'on peut regarder comme la première ambassade, bien que purement momentanée et itinérante, de Russie vers la France. Initiative d'autant plus progressiste que, jusqu'ici, il était rigoureusement interdit aux Russes de sortir de leur pays, sinon, nous dit Charles Carlisle, ambassadeur itinérant du Royaume-Uni, « ils apprendraient à connaître les mœurs et les conceptions d'autres peuples et pourraient songer à briser les chaînes de leur esclavage ».

La rencontre « internationale » se tient en octobre 1615 à Bordeaux, où la régente Marie de Médicis a conduit son fils pour le marier, malgré lui, à Anne d'Autriche venue d'Espagne. Autant dire que les Moscovites ne tombent pas très bien. Leur mission consiste à annoncer l'avènement de Michel et à évoquer une possible alliance contre la Pologne et la Suède, éventuellement contre le duché de Prusse dont le tsar perçoit déjà l'aspiration à devenir un royaume de plein droit. Comme une préfiguration très anticipative de ce que sera la grande alliance de 1893. Mais il semble que la partie française ne les ait pas beaucoup écoutés, sauf à admirer et à commander aux marchands de la délégation quelques belles fourrures et à accepter de discuter plus tard d'un traité de commerce.

Louis XIII exerçant personnellement le pouvoir à partir de 1617 a, dans un premier temps, bien d'autres préoccupations que la Russie mais il se souvient de la rencontre de Bordeaux. En 1629, il envoie à Moscou celui que l'on peut considérer comme le premier ambassadeur de France dans ce pays, Louis Deshayes de Cormenin, chargé de plusieurs missions : négocier pour les commerçants français un droit de passage vers la Perse, l'Inde et la Chine ; mais aussi explorer les vertus d'une éventuelle alliance politique. Enthousiasmé par l'accueil qu'il reçoit, le Français déclare au tsar Michel : « Votre Majesté est à la tête des pays orientaux et de la foi orthodoxe ; Louis, roi de France, est à la tête des pays méridionaux. Que le tsar contracte avec le roi de France amitié et alliance, il affaiblira d'autant ses ennemis. Puisque l'empereur ne fait qu'un avec le roi de Pologne, il faut que le tsar ne fasse qu'un avec le roi de France. » Une déclaration sans doute trop emphatique, mais qui répond aux contraintes du temps : la guerre de Trente Ans bat alors son plein, avec la France dans un camp et, dans l'autre, le Saint-Empire romain germanique de Ferdinand II allié à la République des Deux Nations. Une déclaration qui a aussi le mérite d'esquisser ce que pourrait apporter une alliance franco-russe, et de susciter un rêve, et même plusieurs rêves.

Quelques rêves franco-russes

À la mort du tsar Michel, en 1645, la Moscovie se porte moins mal qu'au début de son règne mais cette relative stabilisation n'empêche pas les frontières de demeurer fragiles et dangereuses, aussi bien à l'ouest, aux confins de la Pologne et de la Suède, qu'au sud-est avec la Crimée encore aux mains des Mongols, enfin avec l'Empire ottoman qui contrôle la mer Noire. Le fils de Michel, Alexis, lui succède sans encombre : la dynastie des Romanov se consolide à l'image de ce que fut autrefois celle des Capétiens en passant du système électif à la dévolution héréditaire. Le nouveau tsar a 16 ans, le même âge que son père quand il arriva au pouvoir. Comme lui, il manque d'expérience, qu'il compense par une grande sérénité et une soif d'apprendre et de comprendre. Prolixe, il sait aussi écouter et, dans cet esprit, entend poursuivre la politique d'ouverture vers l'Europe même si elle n'a fourni jusqu'ici que de piètres résultats. On le surnomme « le Paisible ». Après avoir pu maintenir dix ans de paix, rendue nécessaire par l'état catastrophique des finances publiques, Alexis se voit engagé dans une nouvelle guerre provoquée par la question ukrainienne. La population ne supporte plus la domination polonaise instaurée depuis 1569. Elle lui reproche surtout l'envahissement d'un catholicisme totalitaire dans une région à majorité orthodoxe, et qu'il revient au tsar de protéger. C'est ce que va expliquer à celui-ci le chef des Cosaques, Bogdan Khmelnytsky,

qui a fomenté un soulèvement pour demander le rattachement de l'Ukraine à la Moscovie. Car la région, étymologiquement « la province », ou plutôt « la Province », se dit un peu comme « la Ville » dans la Rome antique ; on la considère comme le berceau injustement détaché de la Moscovie.

S'ensuit un conflit qui, sans vainqueur ni vaincu, débouche, en 1667, sur un succès diplomatique russe : le traité de paix d'Androussovo signé avec la Pologne remet à la Russie la rive gauche du Dniepr, y compris la ville de Kiev. Mais, curieux arrangement, seulement pour deux ans, après quoi, on rediscutera.

Dans cette perspective, à laquelle personne ne croit vraiment mais qui peut servir de prétexte à une nouvelle guerre, Alexis cherche une alliance à l'ouest. Il regarde donc vers la France et l'Espagne qui viennent, par le traité d'Aix-la-Chapelle, de mettre fin à la guerre dite « de Dévolution » pour le contrôle de provinces des Pays-Bas et de la Franche-Comté. C'était la première guerre de Louis XIV (si l'on excepte celle de Trente Ans commencée avant le début de son règne) et la dernière, avait-il promis ; quatre autres suivront et s'étageront jusqu'à la veille de sa mort...

Le tsar a préparé soigneusement sa démarche, ayant dès 1665 pressenti la personne idoine pour l'accomplir mais ayant différé sa mission en raison de la mort du roi d'Espagne Philippe IV. Pierre Potemkine, au nom promis à un grand destin, vient d'une famille noble qui a déjà servi les tsars. Né en 1617, militaire, il a combattu les Polonais et acquis le titre de général. Pendant deux ans, il s'informe soigneusement de la situation de la France et de l'Espagne. Flanqué d'un adjoint du nom de Siméon Roumiantzoff, et d'une suite d'une vingtaine de personnes, il quitte Moscou le 7 juillet 1667, pour débarquer à Cadix le 4 décembre et séjourner à Séville. Après que des échanges de courriers avec la capitale ont signalé la présence des gentilhommes russes, que le cabinet royal a pris le temps de se retourner et envoyé les indispensables invitations protocolaires, Potemkine et sa suite gagnent enfin Madrid après deux mois et demi d'attente. Ils rencontrent

alors le jeune Charles II, âgé de 6 ans, probablement ébouriffé à la vue de ces longues barbes, si peu dans l'air du temps en Occident, ces tenues dégoulinantes de dorures plaquées sur d'épais manteaux de zibeline, cette langue incompréhensible, si éloignée du latin et dont les interprètes russes de la délégation percent péniblement les mystères. Potemkine confère surtout avec la reine douairière Marie-Anne d'Autriche, à qui il remet d'abord une lettre du tsar, dont nous ignorons le contenu mais qui semble n'avoir comporté que des généralités aimables et l'accréditation de l'ambassadeur – ce que nous appelons aujourd'hui lettres de créances. Des discussions suivantes avec les ministres ressort surtout la préoccupation des Moscovites d'en savoir davantage sur les relations entre l'Espagne et la Turquie. Ils apprennent avec satisfaction que la marine de guerre espagnole traque régulièrement en Méditerranée les corsaires et pirates turcs et que, d'une manière générale, il ne saurait être question de rapprochement entre le sultan et Sa Majesté catholique. L'Espagne tient en revanche à rappeler son indéfectible alliance avec le Saint-Empire romain germanique, dont l'actuel titulaire, Léopold de Habsbourg, a épousé en 1666 – par dispense papale car il s'agit de sa nièce – la propre sœur de Charles II, l'infante Marguerite-Thérèse, immortalisée par *Las Meninas* de Diego Vélasquez. Pour le reste, les ambassadeurs russes remettent à la reine une note sur les relations commerciales proposant une liberté mutuelle de transactions et d'accès des navires marchands dans les ports des deux pays ainsi que, s'agissant des droits de douane, l'équivalent de ce qu'on appellera plus tard la clause de la nation la plus favorisée. Propositions acceptées sans réserve mais un peu gâchées par d'ultimes questions de préséance, laborieusement surmontées. Le gouvernement espagnol se froisse aussi quelque peu d'apprendre au dernier moment que les ambassadeurs russes doivent maintenant se rendre en France. Mais l'apaisement diplomatique l'emporte et les derniers jours sont consacrés à quelques festivités et à la visite de l'Escurial.

Cuirassé de son apparent succès, Potemkine et ses adjoints, voiturés et escortés aux bons soins des autorités espagnoles, se dirigent vers la France en passant, le 27 juin 1668, par Irun. Ici encore retardés par les procédures protocolaires, ils n'arrivent à Paris que le 24 août. Mais, dès le lendemain, Louis XIV les reçoit au château de Saint-Germain et, sans plus de façons, accuse réception de la lettre du tsar. Contrairement à sa réputation ultérieure, la Cour de France s'avère moins sourcilleuse que celle d'Espagne à l'endroit de l'étiquette. Mais toute aussi surprise par l'apparence des missionnaires étrangers, à telle enseigne que certains spécialistes de Montesquieu avanceront l'hypothèse que cette improbable visite aura contribué à inspirer ses *Lettres persanes*... Deux jours plus tard, une conférence avec les ministres, dont Jean-Baptiste Colbert, contrôleur général des finances et, de fait, principal ministre, et Hugues de Lionne, secrétaire des Affaires étrangères, examine, comme à Madrid, les questions commerciales. Cette fois c'est la partie française qui se propose pour en rédiger les clauses. Un projet en quinze articles est ainsi établi et transmis dès le surlendemain. On peut s'étonner aujourd'hui de son libéralisme comme de la largeur de son champ. Il prévoit en effet : une totale liberté d'entrée, par terre ou par mer, et d'installation pour les sujets de chaque royaume sur le territoire de l'autre, sans aucun droit à acquitter ; la clause de la nation la plus favorisée pour l'importation de toutes les marchandises, sans exception et sans autorisation préalable ; l'accès libre et prioritaire pour les navires français au port d'Arkhangelsk, aménagé en 1587 sur la mer Blanche ; que les consuls respectifs des deux pays pourront appliquer à leurs congénères la loi du pays d'origine tant qu'elle ne contredit pas celle du pays d'accueil ; enfin que la liberté religieuse et de culte est reconnue aux ressortissants d'un État sur tout le territoire de l'autre.

La partie russe remet alors des sauf-conduits pour permettre à des ambassadeurs du royaume de France de se rendre jusqu'à Moscou sans rencontrer aucune barrière et d'y finaliser l'accord proposé.

Après les échanges rituels de cadeaux, Potemkine et sa suite quittent Paris le 16 septembre pour aller s'embarquer à Calais en vue d'une dernière étape diplomatique aux Provinces-Unies via Rotterdam.

À leur retour à Moscou, le 13 novembre, les ambassadeurs déposent aux pieds du tsar un rapport de leurs observations sur les trois pays visités. Concernant la France, ils estiment d'abord que la paix avec l'Espagne s'avère fragile : « Louis XIV, écrivent-ils, saisira le premier prétexte pour rallumer les hostilités » afin de « faire main basse sur le petit nombre de villes flamandes qui obéissent encore au roi d'Espagne ». Ils relèvent ensuite les contradictions de sa politique étrangère : tout en se proclamant défenseur du catholicisme le plus intransigeant, et entretenant d'excellentes relations avec Rome, le roi de France fait la guerre aux autres puissances catholiques, recherche l'alliance des protestantes, notamment l'Angleterre, la Suède et le Danemark et, comble de tout, reste fidèle à son alliance avec le sultan dont on ne peut ignorer que la religion « porte une haine farouche à tout ce qui est chrétien ». Obsédée, depuis François I^{er}, par son bras de fer avec la maison de Habsbourg, la France ne recule devant aucune incohérence de principes. On perçoit entre les lignes l'incompréhension et même le désarroi de ces seigneurs russes très attachés à la défense de l'orthodoxie moscovite en butte à la permanente menace musulmane par les rivages de la mer Noire. Le rapport s'inquiète aussi de l'intérêt de la France pour la Pologne puisque, malgré leur éloignement, Versailles se mêle étroitement de ce qui se passe à Varsovie, où l'on doit élire un nouveau roi : Jean II Casimir Vasa, élu en 1648, et veuf d'une Française, Louise-Marie de Gonzague, vient d'abdiquer, le 16 septembre 1668 – le jour même où Potemkine a quitté Paris – à la suite d'une énième rébellion, et s'est retiré en France. Louis XIV pousse alors la candidature du duc d'Enghien, Henri-Jules, fils du « Grand Condé ». Mais on sait d'avance que le processus sera laborieux et comportera bien des rebondissements.

Pour le reste, le rapport se montre étonnamment muet concernant l'éventualité de relations politiques plus étroites entre les deux royaumes. Dans la description, d'ailleurs succincte, que fait Potemkine des paysages, des villes, des usages, des comportements et des ressources de la France, on sent poindre un sentiment métissé d'étrangeté et de méfiance. Ce qui n'empêche pas le tsar de le récompenser en lui attribuant le titre de *nomertnik*, autrement dit en équivalent français, de le hisser du rang de vicomte à celui de comte.

À la mort d'Alexis, le 8 février 1676, lui succède, toujours sans encombre, son fils, Fédor III, âgé de 15 ans, désireux comme son père d'ouverture vers l'Occident et de raffinement, notamment culturel et artistique, de la société russe. Avec l'aide d'un Premier ministre de qualité, Vassili Golitsyne, il entreprend une modernisation de l'armée, la fondation d'une académie des lettres et des sciences, la création d'une fonction publique qui ne dépende plus exclusivement des boyards et même – elle restera à l'état de projet – une « école gouvernementale » présentant quelques ressemblances avec ce que sera, dans la France de 1945, l'École nationale d'administration. Sur le plan extérieur, il conclut, en 1680, de nouveaux accords de paix avec la Pologne et la Turquie qui font encore gagner quelques territoires à la Russie, dont la possession, cette fois intégrale, de l'Ukraine. En octobre de cette même année, Potemkine est une deuxième fois envoyé en France afin de conclure ce traité de commerce qui attend sa finalisation depuis douze ans. Mais, à Versailles, les discussions s'avèrent difficiles, des malentendus surgissent, encore aggravés par des susceptibilités protocolaires, ce qui, en mai 1681, condamne définitivement le projet.

Potemkine est cependant surclassé une deuxième fois, par le titre d'*okolnitchi* : il passe de comte à marquis...

Fédor III meurt un an plus tard, à seulement 21 ans, peut-être empoisonné par sa sœur Sophie. Très ambitieuse et maîtresse de Golitsyne,

elle profite de l'absence de descendance de Fédor, de la faiblesse d'esprit de son frère Ivan et de la jeunesse du deuxième, Pierre, alors âgé de 10 ans, pour obtenir du *Sobor* la fonction de régente, officiellement pour le compte de ses deux frères censés partager le trône, périlleuse innovation. Disciple de Machiavel, probablement sans le savoir, Sophie organise autour d'elle plusieurs soupçons d'empoisonnement visant à discréditer quiconque pourrait se mettre en travers de sa marche vers le pouvoir, dont l'épouse de son défunt frère, Martha Apraxina.

Elle reproche à Potemkine l'échec de sa dernière mission. Bien que très occupée par les intrigues de palais et les révoltes à mater, elle trouve toutefois le temps de dépêcher à Versailles, en juin 1685, le prince Almazof Dolgoroukov – d'une des plus prestigieuses lignées, remontant à Rurik – afin d'annoncer le changement du pouvoir à Moscou. Les archives des Affaires étrangères conservent la réponse de Louis XIV, exprimant « son désir d'entretenir une bonne intelligence avec la Moscovie ».

Deux ans plus tard, après un premier échec, en mai 1687, dans sa tentative de conquête de la Crimée sur les Mongols, la régente Sophie voudrait aller plus loin avec la France et envoie dans ce but une ambassade très étoffée, dont elle confie la direction à deux prestigieux boyards, le prince Iakov Dolgoroukov, de la même famille que le précédent, et le prince Iakov Mychetsky. À la tête d'une délégation de cent cinquante personnes, dont un grand nombre de commerçants transportant une foultitude de malles pleines de cadeaux mais aussi de marchandises, essentiellement des fourrures, ils débarquent au Havre en juillet 1687 et multiplient les gaffes. Leurs lettres de créance expédiées à Versailles leur sont retournées avec un refus poli : Louis XIV n'accepte pas de les recevoir. À force d'insistance – les ministres du roi ayant plaidé pour qu'au moins on les écoute – celui-ci leur accorde une audience rapide à Saint-Denis puis une deuxième à Versailles. Il n'en ressort qu'un désaccord général : non, la France n'aidera pas la Moscovie dans son conflit contre la Turquie car elle n'a aucune

raison de briser l'alliance ottomane, non plus que de se brouiller avec la Pologne et la Suède. Du coup, on n'évoque même pas les questions commerciales et les ambassadeurs repartent frustrés et courroucés, ainsi que le rapporte notamment le duc de Saint-Simon dans ses Mémoires.

En Moscovie, un second échec militaire contre les Turcs en Crimée et la consécutive montée des mécontentements populaires permettent à Pierre, en 1689, d'éliminer sa demi-sœur du pouvoir, qu'il ne partage que théoriquement avec Ivan V, préférant s'amuser quelques années avant la mort de ce dernier, survenue en 1696.

Dès l'année suivante, après avoir obtenu une victoire sur les Turcs et le contrôle de la mer d'Azov, Pierre, maintenant tsar de plein exercice, se met à caresser un projet fou : envoyer en Europe de l'Ouest moins une ambassade qu'une mission d'exploration de deux cents à trois cents personnes, dont lui-même ferait anonymement partie, et qui, durant dix-huit mois, rassemblerait le maximum d'informations et d'enseignements sur les différents royaumes, l'organisation de leurs pouvoirs, de leurs armées, de leurs flottes et de leurs ports, de leurs échanges économiques, de leurs industries, de leurs agricultures... ainsi que sur la maîtrise de leurs techniques dans tous les domaines, comme une préfiguration de ce qu'on appellerait bien plus tard le « transfert de technologies ». Pour Leibniz, il s'agit de « débarbariser la nation ».

L'implication anonyme du tsar ne revêt aucune crédibilité : l'homme mesure près de deux mètres – d'où son surnom de « le Grand » – quand la moyenne de la taille masculine est inférieure à un mètre soixante-dix ; on conçoit plutôt mal qu'il s'habille sans la moindre différenciation quand on sait que la Cour de Moscou attache une importance vitale aux signes vestimentaires même si Pierre vient d'accomplir une véritable révolution en s'habillant désormais « à l'européenne », renonçant aussi au bonnet et à la barbe dont, à son retour, il interdira le port à ses sujets. Du reste, on peut difficilement imaginer qu'aucune personne de son escorte ne marque, au

moins un instant, sa déférence, prosternation ou prononciation de l'un de ses innombrables titres, au sujet de laquelle justement son entourage se montre extrêmement chatouilleux, et qui a bien manqué de faire capoter les ambassades précédentes, aussi bien en France qu'en Espagne. Bref, on n'y croit pas. Il n'empêche que, de mémoire humaine, jamais on ne vit un souverain montrer une telle audace, surtout en affichant sa volonté d'apprendre quand, par nature, un monarque sait déjà tout. Or Pierre s'est fait imprimer un sceau avec cette inscription : « Je suis un élève et je cherche des maîtres ».

Le 10 mars 1697, après que des lettres annonçant la visite moscovite ont été envoyées par des courriers aux Cours, entre autres, de Berlin, Varsovie, Copenhague, Vienne et Rome, c'est en grande pompe, comme pour démentir sans plus attendre le « coup de modestie », que s'ébranle de Moscou le cortège le plus somptueux et interminable jamais sorti de la ville. Direction : la Livonie avec une étape à Riga, où le voyageur anonyme, déjà, se froisse qu'on ne lui rende pas les honneurs. On traverse ensuite une Pologne pacifiée mais une fois encore assise entre deux rois, le précédent, Jean III Sobieski, disparu onze mois plus tôt, et son successeur que la Diète peine à désigner. Où la France pousse une fois de plus sa corne avec la candidature d'un prince de la maison de Bourbon sans avoir le moins du monde tenté d'en discuter avec le tsar.

Le cortège sillonne ensuite le Brandebourg, le Hanovre et quelques principautés allemandes où l'on se rend « mille grâces », puis les Provinces-Unies. On arrive à Amsterdam le 16 août, où Pierre le Grand se fait embaucher comme ouvrier charpentier dans un chantier naval afin d'en découvrir les techniques... Puis il s'y attarde dans de longues discussions d'ordre commercial et géopolitique avec les états généraux, c'est-à-dire le gouvernement, des Provinces-Unies sous le stathoudérat de Guillaume III d'Orange-Nassau.

C'est à l'invitation de ce dernier, par ailleurs époux de la reine Marie II et, de fait, véritable roi d'Angleterre, que Pierre se rend à Londres, en janvier 1698, seulement accompagné de quelques boyards. Son prétendu anonymat est complètement tombé : une réception de souverain l'attend dans la capitale britannique, où il demeure jusqu'en mai, avant de regagner la Hollande. Le voyage se poursuit par Leipzig et Dresde puis observe une nouvelle halte d'importance à Vienne. L'empereur Léopold s'amuse à jouer le jeu du tsar en le reconnaissant parmi la foule des dignitaires russes entrés dans la ville avec soixante carrosses aux armes du souverain moscovite, un peu comme Jeanne d'Arc aurait reconnu Charles VII à Chinon en 1429... Divertissement de princes, qui néanmoins tourne court avec le constat d'un profond désaccord sur la question ottomane : Pierre le Grand veut poursuivre la lutte contre les Infidèles et les repousser le plus loin possible vers l'Orient, Léopold veut la paix à tout prix. Brisant là, le tsar s'apprête à partir pour Venise, dont il attend un appui précieux contre la Sublime Porte lorsque la nouvelle d'un soulèvement des *streltsy*, un ordre militaire plutôt remuant, l'oblige à repartir précipitamment pour Moscou où il arrive dans les derniers jours d'août.

Serait-il revenu de Venise en passant, ou non, par la France comme l'ont supposé quelques historiens ? Son abstention pourrait résulter de contraintes conjoncturelles aussi bien que d'une bouderie diplomatique : Pierre le Grand n'a guère dû apprécier la nouvelle intervention française dans les affaires polonaises. Peut-on imaginer le tsar s'occupant de la succession d'Espagne qui alors se profile et angoisse Versailles ?

Louis XIV avait d'abord cru réaliser une habile opération en parvenant à faire élire, le 27 juin, le prince de Conti roi de Pologne. François-Louis de Bourbon, personnalité flamboyante et intrépide comme tous ceux de son sang, était devenu un peu encombrant pour le roi de France, qui ainsi s'en débarrassait tout en mettant un de ses cousins sur le trône de Varsovie : d'une pierre, deux coups. Hélas pour ses calculs, l'heureux élu n'avait

aucune envie d'aller vivre si loin de chez lui et ne se résolut que tardivement à s'embarquer pour Dantzig, où, piloté par Jean Bart, il n'arriva que le 25 septembre. Un autre candidat au trône, l'électeur de Saxe Frédéric-Auguste, dit « le Fort » avait mis à profit les attermoissements du Français pour lever des partisans et une armée qui l'imposèrent sur le trône avec le plein appui du tsar. Conti n'eut plus qu'à rebrousser chemin. Est-ce donc par charité diplomatique que Pierre le Grand a voulu éviter au roi de France le ridicule de recevoir encore à Versailles celui qui profitait de la grotesque pantalonnade d'un Bourbon ? Fierté gallicane oblige, le duc de Saint-Simon a cherché à fournir une explication différente à l'évitement du tsar et toute à l'honneur du « Roi-Soleil » : celui-ci aurait, de sa hauteur de plus grand souverain du monde, arrosé de son mépris lointain cette Moscovie sauvage, à peine sortie du Moyen Âge, et donc « découragé » Pierre de se représenter devant lui. Une hypothèse que rien n'atteste. En revanche, il est certain que les récentes victoires russes sur la Turquie alliée de la France ont aussi joué leur rôle dissuasif, et des deux côtés.

Le fossé entre Versailles et Moscou trouve encore à se creuser peu après le retour du tsar sur ses terres car celui-ci prépare une offensive contre la Suède, afin de récupérer les rivages de la mer Baltique perdus cinquante ans auparavant. Or la France, qui décidément affectionne les alliances avec des pays lointains et d'avance vaincus, soutient la Suède sans trop savoir pourquoi sinon pour contrer la maison de Habsbourg. Ce qu'on a appelé la guerre du Nord offre d'abord des succès alternatifs aux armées du tsar et à celles du roi Charles XII. La France ne songe pas un instant à secourir son allié suédois car il lui faut consacrer toute son énergie à la guerre de Succession d'Espagne que Louis XIV a provoquée en 1701. En 1703, les troupes moscovites s'emparent de l'embouchure de la Neva dans le golfe de Finlande. En signe de triomphe et de défi à la Suède, l'ennemie héréditaire, Pierre le Grand décide d'y fonder, sur des marécages, une ville majestueuse qui portera le nom de l'apôtre Pierre, en réalité le sien. « Laissons le tsar,

déclare Charles XII, s'amuser à bâtir des villes et gardons pour nous l'honneur de les lui enlever ! » Mauvaise prédiction : le chantier de Saint-Pétersbourg s'accomplit et la cité, pour toujours, tiendra bon aux abords du royaume rival.

C'est donc un peu à contre-courant des relations franco-moscovites sur le plan politique que, les intérêts commerciaux se rappelant aux bons souvenirs des gouvernants, Michel Chamillart, contrôleur général des finances, envoie en mission à Moscou le diplomate Jean-Casimir Baluze en octobre 1703. Les discussions traînent en longueur et achoppent sur le problème posé par la traversée de la mer Noire, qui exige l'accord de la Sublime Porte.

En février 1704, un incident offre l'occasion de reprendre contact : des corsaires de Dunkerque ont capturé deux vaisseaux russes en mer du Nord. Se voulant conciliant, Pierre le Grand dépêche à Versailles l'un de ses collaborateurs, Andreï Matveïev, afin de rechercher paisiblement une solution et de faire savoir à Louis XIV que « Sa Majesté tsarienne le regarde comme le plus parfait modèle d'un gouvernement, qui devrait être imité par tous les monarques de la Terre ». Ayant obtenu, péniblement, brèves excuses et légères indemnisations pour ses marins, l'ambassadeur moscovite reste encore plus de deux ans en France, le temps d'en apprécier l'art de vivre mais aussi de se plaindre de sa Cour : « L'amitié qu'on nous témoigne ici, à travers la douceur des compliments, est sans effet réel. Cette Cour orgueilleuse fait peu de cas de nous et de nos affaires. On me considère plutôt comme un curieux que comme un ministre. » Mais on doit aussi à Matveïev la toute première vision du régime politique français écrite par un Russe, et qui apporte quelques surprises : « Quoiqu'on ait raconté que les Français étaient opprimés par le roi, ce n'est pas la vérité ; tous sont absolument libres dans leurs volontés, sans aucune oppression ; ils vivent dans une égalité parfaite. » En vérité la monarchie française sous Louis XIV est bien plus concentrée que centralisée, plus centralisée qu'autoritaire et

plus autoritaire que tyrannique. Ce qu'on a appelé l'absolutisme s'applique surtout à la politique nationale, laissant en dehors de son champ de vastes libertés réelles, notamment sur le plan local. Le jugement du Russe demeure néanmoins superficiel, ignorant aussi bien les inégalités fiscales que l'intolérance religieuse mais en Moscovie aussi on trouve normal que le souverain impose une confession unique... Sur le plan diplomatique, Matveïev s'en retourne sans avoir rien conclu.

En 1710, à la suite d'une nouvelle, et décisive, victoire russe sur les Suédois, le ministre français des Affaires étrangères, le marquis de Torcy, neveu du « grand Colbert », suggère enfin à Louis XIV une révision de sa politique en Europe orientale : reprendre contact avec la Russie, dont on dit que le tsar admire sincèrement le roi de France, et esquisser une alliance à l'Est comprenant aussi la Pologne, le Danemark et le Brandebourg, qui alors brûle de devenir le royaume de Prusse. La France disposerait ainsi de puissants soutiens de revers, à la fois contre l'Autriche sur le plan continental et contre l'Angleterre sur le plan maritime. Mais elle vit alors les pires heures de la guerre de Succession d'Espagne ; l'année précédente elle fut bien près de rendre les armes et c'est par un ruineux sursaut qu'elle tient encore debout. Louis XIV n'a donc d'autre souci que d'en sortir et balaye la suggestion de Torcy. Ce n'est que partie remise : la paix d'Utrecht étant conclue le 11 avril 1713, la France peut relever les yeux vers d'autres parties de l'Europe. Pierre le Grand vient justement d'achever Saint-Pétersbourg et d'y transférer la capitale de ce qu'il faut maintenant appeler la Russie et non plus la Moscovie, bien que Moscou demeure la capitale économique, religieuse et symbolique de « toutes les Russies ». Dont Pierre prend le titre d'empereur.

Vitrine architecturale et urbanistique de la modernisation du pays, la cité nouvelle adresse un signal aux puissances européennes : il faut dorénavant compter avec cet empire du nord-est dont le niveau de civilisation n'a plus rien à envier à quiconque. De surcroît, dans l'île de

Kotline qui fait face à la ville, on aménage une forteresse navale baptisée Kronstadt qui serait, dit-on, un modèle du genre.

Intrigué et marchant sur les pas de Torcy, le ministre français de la Marine, le comte de Pontchartrain, confie, en avril 1713, une mission exploratoire mais officieuse à un certain Henri Lavie. Négociant et armateur bordelais, personnage quelque peu trouble ayant voyagé dans toute l'Europe (selon l'archiviste Anne Mézin, l'une des rares historiennes à s'être intéressée à lui) il a, trois ans plus tôt, servi d'ambassadeur du tsar auprès de la République de Venise. Le rapport que, de Saint-Pétersbourg, il adresse à son ministre trace des perspectives de collaboration favorables, ce qui conduit Pontchartrain à nommer son envoyé commissaire à la Marine et au Commerce auprès du gouvernement du tsar, mais à titre seulement temporaire. Lavie entretient des rapports de confiance avec, d'une part, le prince et maréchal Alexandre Menchikov, ami du tsar et qui remporte alors victoire sur victoire en vue de conquérir sur la Suède tout le rivage, nord et sud, du golfe de Finlande, d'autre part Jean Le Fort, fils d'un autre ami du tsar et chargé de développer le commerce russe avec les pays étrangers. À telle enseigne que, le 20 juillet puis le 17 août 1713, Menchikov, qui s'occupe aussi de diplomatie, écrit à Henri d'Aguesseau, directeur, dans l'administration française, du commerce et des éconômats, pour lui proposer de discuter des meilleurs moyens de développer sur une grande échelle les échanges maritimes franco-russes par le port de Saint-Pétersbourg et d'envoyer pour cela Jean Le Fort à Paris. Accompagnant celui-ci, Henri Lavie soumet à Pontchartrain l'ambitieux projet d'une compagnie de commerce associant les deux royaumes. Mais son idée rencontre plus de scepticisme que d'enthousiasme. Une fois encore on tergiverse, rien de concret ne se passe. Puis Menchikov tombe en disgrâce en mars 1714, puis Louis XIV meurt, le 1^{er} septembre 1715. L'affaire se retrouve au point mort. Ce qui, toujours selon Lavie, aurait irrité Pierre le Grand et contribué à ce que ce dernier, toujours fougueux et amateur de

décisions aussi abruptes qu'audacieuses, prévoie de se rendre personnellement en France, moins d'ailleurs pour parler de commerce que pour nouer une alliance politique d'envergure.

Ayant conservé d'excellentes relations avec les Provinces-Unies depuis la visite qu'il y avait faite, dix-huit ans plus tôt, le tsar y revient en décembre 1716. Il fait alors dire, par son ambassadeur à La Haye, le prince Boris Kourakine, à l'ambassadeur de France, le marquis Pierre-Antoine de Châteauneuf, combien il brûle de se rendre à Paris, de saluer le régent et d'embrasser le petit Louis XV, alors âgé de 6 ans. Ce qui met le diplomate français dans l'embarras : l'abbé Dubois, exerçant, sans le titre, les fonctions de ministre des Affaires étrangères, n'éprouve aucune attirance pour la Russie orthodoxe et autocratique ; de surcroît il négocie au même moment une triple alliance entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies, sans savoir qu'il inaugure ainsi la mode des fugaces traités multilatéraux dont l'Europe va user comme d'une drogue durant tout le XVIII^e siècle ; enfin il se rapproche de l'émergente Prusse dont on ignore encore les intentions envers la Pologne et la Russie. De sorte que le conseiller préféré du régent au sein de la polysynodie (mode de gouvernement par conseils *ad hoc* et non par ministère) ordonne bientôt à Châteauneuf de se montrer extrêmement prudent « car le tsar choisit souvent des voies détournées ». Et parce qu'il faut absolument éviter d'inquiéter l'Angleterre dont la bienveillance est si nécessaire au moment où, ce que Dubois ne dit pas, son maître se prépare à engager la guerre la plus inique de toute l'histoire de France : contre l'Espagne de Philippe V, petit-fils de Louis XIV, car, dans l'hypothèse envisageable de la disparition de Louis XV, enfant maladif, la couronne de France échoirait à la branche des Bourbons d'Anjou (d'Espagne) qui précède celle des Bourbons d'Orléans.

Pierre le Grand ne peut bien sûr rien deviner des torves arrière-pensées du régent. Il s'impatiente et, en mars 1717, décide de prendre directement

contact avec Versailles. Comment, dès lors, refuser de le recevoir et déguiser l'embarras qu'il occasionne ? Saint-Simon, toujours attentif à faire la part belle à son ami Philippe d'Orléans, a laissé à cette gêne des explications trompeuses, évoquant le coût élevé de la réception à venir, les imprévisibles fantaisies du tsar, le reliquat de mœurs barbares des Russes...

Le tsar et sa suite débarquent à Dunkerque le 21 avril puis ils s'attardent à Calais quand on attendait leur arrivée à Versailles quatre jours plus tard. Reconnaissons que Saint-Simon ne s'est pas tout à fait trompé : caprices, susceptibilités, beuveries et facéties diverses colorent le voyage jusqu'à Paris, atteint seulement le 7 mai.

C'est, sinon à tort, du moins avec exagération que certains historiens ont parlé d'« offensive de charme » de la part de celui que Dubois a tout de suite surnommé « l'ours de la Baltique ». D'emblée, Pierre le Grand se conduit avec grossièreté, faisant à la fois étalage de ses goûts et de ses manières populaires et réclamant sans cesse d'outrecuidants hommages royaux qui jamais ne lui suffisent. Ainsi reste-t-il enfermé trois jours dans le logis que l'on a mis à sa disposition, l'hôtel de Lesdiguières, rue de la Cerisaie (aujourd'hui dans le 4^e arrondissement), détruit en 1877. Puis il refuse, contre tous les usages, de se déplacer le premier pour rencontrer le roi de France. Le régent hausse les épaules devant la ridicule exigence et se rend lui-même auprès de son hôte. Deux jours plus tard, il y revient avec Louis XV encadré par une escorte si imposante que les salles de l'hôtel ne peuvent la contenir et que les Russes se voient pressés contre les parois : joli clin d'œil. La scène suivante est passée à la postérité : le colosse impérial saisit l'enfant royal sous les aisselles, le hisse à son niveau, l'embrasse fortement sur les deux joues et le repose à terre. Celui-ci, surpris mais non effrayé, rit de bon cœur devant cette démonstration qui fit pâlir ses courtisans. Soudain, le ton change : Pierre le Grand rend sa visite à Louis XV dès le lendemain aux Tuileries, car c'est ici que le régent a décidé de le loger auprès de lui. Nouvelles effusions, et joie du petit roi. Son

gouverneur, le maréchal de Villeroy, écrit à Mme de Maintenon : « Ce prince prétendument barbare ne l'est point ; il nous a fait connaître des sentiments de grandeur, de générosité et de politesse auxquels nous ne nous attendions pas. » La glace est brisée, le travail peut commencer. Oui mais avec modération : le tsar consacre l'essentiel de son temps à parcourir Paris et ses entours en tous sens, voulant tout voir, tout comprendre, posant mille questions, surtout aux ingénieurs, aux architectes, aux médecins, aux hommes de loi, aux géographes, aux mathématiciens, chimistes, physiciens... bavardant sans façon avec les commerçants, les artisans, les ouvriers dans une ville en permanent chantier. Il ne néglige pas davantage quelques prostituées. Mais n'oubliant jamais son rang, il embrasse la statue du cardinal de Richelieu au Louvre, en s'écriant (sa voix puissante porte loin) : « Je donnerais la moitié de mon empire pour qu'il m'apprît à gouverner l'autre ! » Sans garantie absolue d'authenticité...

Le tsar espère obtenir un accord politique et commercial avec la France. Mais on part de zéro. Un gros travail exploratoire s'impose donc, et ne saurait être réalisé par les souverains eux-mêmes. On convient donc de désigner des délégués : le marquis d'Huxelles, membre du Conseil des affaires étrangères, et le maréchal de Tessé, membre du Conseil de marine du côté français ; les princes Kourakine, Tolstoï et Dolgoroukov, ainsi que le vice-chancelier Chafirof du côté russe. Les objectifs sont très différents de part et d'autre. Pierre ordonne à ses négociateurs d'aller le plus loin possible et d'aboutir à « une alliance fidèle » concrétisée par « un traité défensif » et la garantie mutuelle des conquêtes récentes de chaque royaume, notamment de la Russie sur la Suède. La partie française cherche au contraire à éviter tout engagement précis mais veut bien donner quelques gages afin d'éviter que le tsar, déçu, ne soit tenté de se tourner vers Vienne. Afin que les discussions n'entrent trop tôt dans une impasse, on convient que chacun rédigera de son côté un avant-projet de traité, ce qui ne fait que retarder la prise de conscience des désaccords. Le tsar quitte Paris le 21 juin

mais laisse ses négociateurs sur place. De nouvelles discussions débouchent péniblement sur un texte finalement signé le 15 août à Amsterdam et auquel s'associent les Provinces-Unies. Les trois puissances s'engagent à une « amitié sincère » et, plus précisément, à se garantir mutuellement les traités de paix, déjà conclus comme celui d'Utrecht, ou à venir comme celui qui devrait mettre fin à l'interminable guerre du Nord entre la Russie et la Suède. Ce qui impliquerait une intervention militaire auprès du pays qui serait attaqué par un tiers en violation desdits traités, cette clause faisant l'objet d'un accord secret. Par ailleurs, des commissaires se réuniront dans les dix-huit mois pour fixer les modalités d'un traité de commerce et de navigation. Chacun y trouve son compte : le tsar a obtenu un engagement de la France sur la garantie des traités, la France a évité l'alliance redoutée entre l'Autriche et la Russie. Durant tout le processus, Dubois a secrètement tenu Londres informée de l'avancement des négociations tant il veut par-dessus tout préserver l'alliance anglaise.

Pierre le Grand, qui ignore cet aspect caché de la diplomatie française, s'estime globalement satisfait. Seule déception : il n'a pu faire venir en Russie des savants et des ingénieurs français, trop réticents à s'exporter vers un pays dont l'image reste ambiguë.

Première conséquence du traité d'Amsterdam, Paris et Saint-Petersbourg échangent des représentants permanents : dès le 22 novembre 1717, Henri Lavie obtient enfin ce titre de consul qu'il convoitait tant. Il faut cependant patienter encore plus de trois ans pour voir, en février 1721, s'installer dans la capitale russe le premier véritable ambassadeur de France, Jacques de Campredon, précédemment chargé d'affaires en Suède, et le premier consul à Moscou, Jacques de Villardeau. Arrivent de même – ou plutôt reviennent – en France les princes Dolgoroukov et Kourakine, « co-ambassadeurs » du tsar.

Les fondations sont installées. Restent à élever les murs de la maison commune, du moins si la France et la Russie envisagent vraiment une

maison commune...

OceanofPDF.com

Illusions, confrontation, réconciliation

Le premier test de cette volonté commune de poursuivre le rapprochement ne tarde pas à se manifester. La guerre du Nord s'est achevée en 1721 par une totale victoire de la Russie sur la Suède, sanctionnée par le traité de Nystad du 30 août auquel Jacques de Campredon aurait prêté une main médiatrice si l'on en croit ses Mémoires. En vérité la paix résulte surtout, comme presque toujours, de l'épuisement de l'un des belligérants bien plus que de l'art des négociateurs a posteriori. Mais durant les fêtes données à Saint-Pétersbourg pour célébrer la grandeur russe, le tsar, qui vient de s'octroyer le titre d'empereur, se montre très empressé auprès de l'ambassadeur français. Pour lui faire honneur mais aussi pour l'interroger sur les intentions de son gouvernement, notamment en vue de ce traité de commerce qui attend depuis quatre ans.

Les succès militaires russes ont, selon l'usage, inquiété puis irrité l'Angleterre. Le tsar n'ayant rien fait pour la rassurer, Campredon reçoit de Dubois instruction d'apaiser « la sérieuse brouillerie de Pierre avec George I^{er} », qui règne depuis 1714. Mais « l'empereur de toutes les Russies », dont les puissances européennes hésitent à reconnaître le titre, se montre intraitable : ses succès lui sont montés à la tête ; entré dans un processus du type *quo non ascendam*, il caresse maintenant l'idée d'unir le jeune Louis XV, 11 ans, avec l'une de ses deux filles, Anne, 13 ans, ou plus

probablement Élisabeth, du même âge que lui. Dans ce but, il envoie le prince Vassili Dolgoroukov sonder le régent. Or le gouvernement français, qui a conclu la paix avec l'Espagne par un traité du 21 mars 1721, a ainsi complètement changé de politique à son endroit. Paris regarde maintenant d'un bon œil l'idée de Philippe V de prolonger cet accord par la signature d'un « pacte de famille » entre les branches régnantes des Bourbons et dont le principal pilier serait le mariage de Louis XV avec l'infante Marie-Anne-Victoire, alors âgée de... 3 ans. Ce que Dolgoroukov apprend en arrivant à Paris. Le tsar ne prend pas trop mal la chose et, à l'initiative de son envoyé, suggère à Campredon une formule de rabattage scellant l'amitié franco-russe de façon moins éclatante mais néanmoins prometteuse : unir l'une ou l'autre de ses filles, ou même les deux, au duc de Chartres, fils unique du régent, ou au comte de Charolais, frère cadet du duc de Bourbon, deuxième personnage du Conseil de régence. Saint-Pétersbourg, semble-t-il sous la pression de la tsarine Catherine, met dans la balance le titre de roi de Pologne, soit pour le duc de Bourbon, soit pour l'un des deux autres princes français. Auguste II en occupe pourtant toujours le trône, mais justement avec l'appui de Pierre le Grand qui pourrait donc tout aussi bien l'en faire tomber, d'autant qu'on dit l'homme gravement malade. Voilà une fois de plus ce malheureux royaume ballotté entre des intérêts qui ne sont pas les siens, servant de monnaie d'échange aux puissances européennes dans leurs brumeux compromis qui en font attribuer la couronne à des hommes n'ayant d'autre cure que de porter un titre de roi, qui ignorent le pays, n'en parlent pas la langue, et souvent répugnent à y résider. Et cela va encore durer quelque temps. C'est pourquoi, cent soixante-quinze ans plus tard, Alfred Jarry fera de son grotesque héros, Ubu, un roi de Pologne, poussant jusqu'à son terme le fruit de la stupidité de ces élections truquées.

Mais, malgré les multiples relances de Campredon, Paris tarde à répondre, il est vrai occupé à bien d'autres événements.

Le 22 janvier 1722, dans l'île des Faisans au milieu de la Bidassoa (là même où soixante ans plus tôt Louis XIV avait rencontré sa future épouse Marie-Thérèse) a eu lieu l'échange des princesses entre les Cours d'Espagne et de France, l'infante Marie-Anne-Victoire quittant la première pour la seconde, et la quatrième fille du régent, Louise-Élisabeth, dite Mademoiselle de Montpensier, quittant la seconde pour la première, où elle doit épouser le fils de Philippe V, Louis prince des Asturies et héritier du trône.

Le 16 juillet, l'abbé Dubois coiffe enfin ce chapeau de cardinal qu'il convoitait tant et devient Premier ministre, mettant ainsi fin à la polysynodie. Il prend alors le temps de tourner de nouveau son regard vers la Russie et d'examiner la proposition écrite par Dolgoroukov pour le compte du tsar : libre choix, entre la France et la Russie, de leur résidence par les jeunes mariés, conservation par la grande-duchesse de la religion orthodoxe, élection de son mari au trône de Pologne (si nécessaire après une abdication forcée d'Auguste II), indication dans le contrat de mariage des précautions indispensables pour préserver la séparation des couronnes de France et de Russie dans l'hypothèse où le duc de Chartres deviendrait l'héritier de la première. Le 14 octobre, Dubois adresse soixante-dix pages d'instructions à Campredon qui expriment un accord presque général sur les propositions du tsar – restent cependant en suspens les questions de la dot et de la religion – et demandent qu'on parvienne le plus tôt possible à un traité d'alliance défensive. Mais l'ambassadeur de France suggère qu'on lui adresse un véritable projet car il sent un certain refroidissement, du moins un certain attentisme de la partie française. Le 25 octobre 1722, Louis XV est sacré à Reims, le 16 février suivant il est déclaré majeur. À Saint-Pétersbourg, Pierre le Grand s'impatiente. Campredon ne cesse de relancer son gouvernement. Dubois lui répond enfin le 1^{er} août 1723, faisant remarquer – il aurait pu s'en rendre compte plus tôt – que les grandes-duchesses pratiquent une religion « schismatique » et pâtissent d'une

« basse origine » par leur mère. En effet, la deuxième épouse du tsar, Catherine née Marthe Hélène Skavronskaïa, n'avait pas connu ses parents pauvres, avait été placée comme servante par sa tante mais, dotée d'une « beauté ahurissante », avait ainsi progressé dans la société avant de devenir, en 1703, la maîtresse puis, en 1707, l'épouse du tsar : un cheminement spectaculaire qui ne devait pas tout à la « promotion canapé » mais surtout à l'intelligence hors du commun de la dame. Dubois pose du reste, comme condition à l'alliance projetée, l'élection préalable du duc de Chartres au trône de Pologne, autrement dit d'un prince tenu à l'écart de toutes ces tractations et qui n'aurait su situer son potentiel royaume sur une carte géographique. Ainsi va le monde en ce début du XVIII^e siècle. Les distances, les lettres chantournées d'hypocrisies intraduisibles d'une langue à l'autre, le caractère on ne peut plus timoré des diplomates, délayent encore les possibilités d'accord. Et Dubois, le 1^{er} août 1723, en rajoute avec son élégance coutumière : si Louis XV, si souvent malade, venait à mourir, le duc de Chartres deviendrait l'héritier du trône. Ce qui exige d'attendre la succession, non ouverte, de Pologne... Argument complètement fallacieux pour deux raisons : d'une part, la proposition du tsar, on l'a vu, envisage déjà cette hypothèse, laquelle pourrait se régler par un simple décalque des annexes au traité d'Utrecht (stipulant une mutuelle renonciation à la dévolution de chacune des deux couronnes par les héritiers de premier rang) ; d'autre part ladite renonciation, au demeurant fort mal étayée en droit, ne fait du duc de Chartres l'héritier du trône de France qui si son cousin refuse d'abandonner le trône d'Espagne au profit de celui de France, hypothèse alors très aléatoire. Dit plus simplement, la complexité atteinte par la combinaison des entrelacements dynastiques et du labyrinthe langage diplomatique rend désormais quasiment impossible une convention franco-russe de bonne foi.

Treize jours plus tard, Dubois est mort, et Auguste II recouvre la santé. Le pataquès des relations entre Versailles et Saint-Pétersbourg n'a pas

atteint son comble pour autant. Après une brève période de neutralisation des échanges internationaux, c'est le régent qui disparaît à son tour, le 2 décembre 1723. La Cour revient à Versailles, lieu plus digne d'un roi que les petits hôtels de passe parisiens dont le régent ne voulait pas s'éloigner. Louis XV ne peut, et ne sait, faire autrement que remplacer celui-ci par son second, le duc de Bourbon, comme principal ministre. Complètement dépassé par l'imbroglia des relations internationales, ce dernier ne vise d'abord qu'à maintenir les choses en l'état tout en donnant l'impression que la France continue de mener une grande politique étrangère. En outre, déboussolé, comme chacun en France, par l'inattendue abdication de Philippe V, et donc dubitatif quant à l'évolution politique de l'Espagne, il cherche à parer au plus pressé en consolidant l'alliance anglaise et, pour ce faire, à proposer de jouer les médiateurs en faveur d'une réconciliation entre l'Angleterre et la Russie. Ce à quoi Pierre le Grand n'attache aucune importance. Campredon reçoit néanmoins l'ordre, le 8 octobre 1724, de soumettre au tsar un projet d'alliance défensive et de garantie armée pour le respect des traités entre la France, l'Angleterre et la Russie. Ce qui déclenche la colère du tsar : à ses yeux, les Français ne comprennent rien ; non, il ne traitera pas avec les Anglais mais, bon prince, il veut bien signer un accord avec le seul Louis XV. Puis il meurt, le 8 février suivant. Six ans auparavant, il a fait exécuter sous la torture son fils unique, le tsarévitch Alexis, sommairement accusé de trahison. Puis il a imposé une nouvelle loi lui octroyant le droit de choisir son successeur. Un an plus tôt, il a fait couronner impératrice son épouse Catherine mais sans la désigner officiellement pour occuper le trône à sa place. C'est la garde impériale qui, réalisant un mini-coup d'État – encore que le pays manquât d'une institution reconnue pour régler la question –, proclame Catherine. Autant de motifs supplémentaires pour que l'on considère en France la Russie comme un pays encore inabouti, de mœurs barbares et ignorant des lois fondamentales qui légitiment le port de la couronne.

Le deuxième souci du duc de Bourbon porte sur l'avenir dynastique de la famille régnante en France. À 13 ans, Louis XV demeure un enfant malingre, à tendance dépressive, sujet à des caprices comme à des crises d'aboulie, peu studieux, en somme rien qui préfigure un roi de quelque envergure. De surcroît il boude ostensiblement la petite infante qui, plus subtile et bien mieux élevée que lui, feint de ne pas s'en apercevoir et de conserver un sourire qui enchante la Cour. En février 1725, il tombe gravement malade, on craint pour sa survie et pour celle de la dynastie. Il faudra donc lui trouver, s'il en réchappe, une épouse en état de procréer rapidement, ce qui n'est pas le cas de Marie-Anne-Victoire. Le 1^{er} mars 1725, dans la précipitation, on notifie son renvoi à la Cour de Madrid. Qui réagit très mal à cette offense, aussi violente que mal préparée. L'Espagne se détourne alors de l'alliance française et se rapproche de l'Autriche.

Dès qu'informée de la « répudiation » de l'infante, la tsarine entend relancer l'idée du mariage de l'une de ses filles avec Louis XV. Le duc de Bourbon ne la rejette pas a priori mais organise une opération de sélection de la princesse idoine après avoir dressé la liste de toutes les possibilités offertes par les cours d'Europe. On – c'est-à-dire le comte Pierre de La Marck, ancien ambassadeur en Suède, et Charles Fleuriau de Morville, nouveau ministre des Affaires étrangères – retient ainsi une centaine de noms, dont on retranche ensuite les moins bons choix par vagues successives d'éliminations : une opération lente et un peu ridicule, donnant lieu à controverses et frustrations... Les deux princesses russes, Anne et Élisabeth, figurent bien sur la liste, mais parmi tellement d'autres ! Et les voici rapidement écartées : on vient d'apprendre qu'Anne avait été mise faussement sur les rangs puisqu'elle s'est tout récemment fiancée avec un certain Frédéric de Holstein-Gottorp, obscur duc d'une lointaine contrée glaciale et stérile, du moins vue de Versailles ; quant à Élisabeth, sorte de roue de secours, il est aisé d'invoquer sa religion « schismatique » et sa piètre ascendance. Autrement dit, on entend se distinguer du précédent

ministère et on adopte les mêmes réflexes que lui, une tradition qui perdura jusqu'à nos jours dans la politique française...

Il est bien rare, quand la perspective d'une décision résulte de conciliabules et d'arguties sans fin, que celle-ci, à force de se nourrir de subtiles habiletés, débouche sur une formule harmonieuse. C'est ce qui se produit, le 11 mars 1725, avec le choix, par cet étonnant conseil matrimonial, d'une princesse au nom imprononçable, Marie Leszczyńska. Après l'offense faite à Madrid, voici celle faite à Saint-Pétersbourg et aussi celle subie de Londres : pressenti avant la Polonaise, le dévolu jeté sur la princesse anglaise Anne se heurta au refus de son père, le roi George, pour des raisons religieuses, la France exigeant sa conversion au catholicisme romain. La diplomatie de Louis XV débute on ne peut plus mal.

Née en 1703, la fille de Stanislas Leszczyński renvoie encore la France à ces inextricables et inopérantes affaires de Pologne. Son père en fut en effet le roi élu, de 1704 à 1709, grâce à l'appui de Charles XII de Suède, puis chassé du trône par les Russes.

Avoir sommairement exclu les filles de la tsarine pour leur préférer celle d'un roitelet éjecté par Pierre le Grand n'est évidemment pas d'une grande habileté, et représente même un double affront pour Saint-Pétersbourg. L'homme fort du gouvernement russe, le comte Andreï Osterman, chargé des Affaires étrangères, déjà au service du tsar, jusqu'ici très favorable à une alliance avec la France, manifeste sa déception et, comme son homologue espagnol, se tourne vers l'Autriche, avec laquelle un traité d'amitié est conclu le 6 août 1726. Pour la diplomatie française, le fiasco est total : elle a gâché ses relations avec l'Espagne, n'a pu en établir de solides avec la Russie, les a jetées l'une et l'autre dans les bras de sa vieille ennemie, et ne conserve qu'une entente avec l'Angleterre, qui s'apprête déjà à la rompre afin de lui ravir ses colonies d'Amérique du Nord.

Catherine meurt prématurément, le 17 mai 1727, laissant son empire à son fils Pierre, âgé de seulement 11 ans, quelle avait désigné conformément

à l'oukase de Pierre le Grand. Le jeune tsar laisse le gouvernement à Alexandre Menchikov, qui servit déjà son père puis sa mère. Très tôt atteint de petite vérole, il disparaît après deux ans et huit mois de règne, sans avoir désigné de successeur. Plusieurs clans se disputent alors le trône, qui finit par revenir à Anne, fille du tsar Ivan V et nièce de Pierre le Grand. Veuve du duc de Courlande – on reparlera de ce duché –, elle s'entoure d'Allemands, s'intéresse peu aux affaires publiques que dirige son favori, Ernst-Johan von Bühren qui, curieusement, déguise son nom en Biron et prétend être apparenté à la famille périgourdine très ancienne et très établie des Gontaut-Biron. Pour autant la France ne gagne rien à cette usurpation d'ascendance. La Russie se rapproche alors de l'Angleterre avec laquelle elle signe, en 1734, ce fameux traité de commerce dont il était depuis si longtemps question avec la France, qui se trouve maintenant de plus en plus isolée en Europe. À Versailles, le bientôt cardinal de Fleury, ancien précepteur de Louis XV, succède au duc de Bourbon en juin 1726. Alors âgé de 73 ans, c'est un homme prudent, sage et modéré, peu enclin aux emballements mais aussi peu audacieux que possible et plus porté sur la politique intérieure du royaume, qu'il entend stabiliser, notamment sur le plan financier et monétaire, que sur les aventures lointaines.

Son regard vers l'Europe orientale se colore surtout de méfiance. Mais Auguste II finit lui aussi par mourir, le 1^{er} février 1733, déclenchant aussitôt de fortes rivalités pour l'élection au trône de Pologne. Deux candidats néanmoins surnagent : Frédéric-Auguste, fils du roi défunt, et Stanislas Leszczynski, dopé par son nouveau statut de beau-père du roi de France. Aussitôt intrigues, chausse-trappes et coups de théâtre s'enchaînent. Ainsi apprend-on d'abord qu'un an plus tôt, l'Autriche, la Prusse et la Russie se sont accordées, par une convention dite des trois aigles noirs, afin d'exclure ces deux candidatures. Elles ont retenu celle de Joseph de Portugal, 18 ans, un prince lointain facilement neutralisable par le concert des puissances voisines sans que l'une l'emporte sur les autres, ni que la Pologne y trouve

un promoteur de son indépendance. Mais, ne suivant pas le conseil de Fleury l'incitant à se tenir à l'écart de ce dossier empoisonné, Louis XV estime conforme à son rang et exigé par son honneur de soutenir Stanislas. L'ambassadeur de France à Varsovie, le marquis Antoine-Félix de Monti, s'y emploie efficacement, obtenant du primat de Pologne, Théodore Potocki, qui assure l'intérim royal et la présidence de la Diète, que celle-ci récuse d'avance tout candidat étranger. De façon rocambolesque, Stanislas quitte alors l'exil doré de Chambord que lui avait fourni son gendre, pour se rendre en Pologne caché sous la fausse identité d'un commerçant allemand afin de répondre au souci de prudence de Fleury. Dans le même temps, Frédéric-Auguste n'a pas baissé les bras : il promet à l'empereur Charles VI, s'il devient roi de Pologne, de reconnaître la validité de sa Pragmatique Sanction – c'est-à-dire la modification de la loi successorale du Saint-Empire romain germanique au profit de sa fille Marie-Thérèse – et à la tsarine Anne d'aider son favori Bühren à devenir duc de Courlande. Ce qui provoque, en sa faveur, un changement radical de position de l'Autriche et de la Russie, seule la Prusse demeurant fidèle à l'accord antérieur. Mais il est un peu tard : Monti a généreusement arrosé les membres de la Diète ; on a parlé de quatre millions de francs (soit environ quatre-vingt-dix millions d'euros) ce qui est beaucoup pour nombre de petits seigneurs polonais peu fortunés sur leurs terres disetteuses. Il ne faut pas non plus négliger leur sentiment national en faveur de l'élection d'un des leurs. C'est ainsi que, le 12 septembre 1733, Stanislas Leszczyński se fait élire roi de Pologne par douze mille voix sur quatorze mille votants : un beau succès pour Louis XV, pour son ministre des Affaires étrangères, le marquis de Grosbois, qui ne partageait pas la réserve de Fleury, et pour Monti. Mais de courte durée : la tsarine prend fort mal la chose, considérant déjà la Pologne comme devant se placer dans l'orbite russe, du moins austro-russe ; elle envoie une armée à Varsovie dont la menace provoque une caricature de Diète, qui élit Frédéric-Auguste par un millier de voix : ridicule ! Ce qui entraîne la fuite,

peu glorieuse, de Stanislas, réfugié à Dantzig d'où il pourrait se réembarquer pour la France. Qui lui expédie des renforts tandis que, le 12 février 1734, les troupes russes mettent le siège devant la ville. L'aide, consentie à contrecœur par Fleury, s'avère très insuffisante : trois bataillons d'infanterie totalisant deux mille quatre cents hommes et commandés par le brigadier Gabriel de Lapeyrouse (sans lien avec la famille du futur explorateur). Une fois débarqué, celui-ci découvre le camp retranché russe, fort, selon les sources, de vingt mille à quarante mille hommes. Il se replie sagement à Copenhague, distante par mer d'un peu plus de cinq cents kilomètres, pour y attendre de nouveaux ordres. Mais l'ambassadeur de France auprès du roi Christian VI de Danemark, alors allié passif de la France, prend sur lui de monter une nouvelle expédition pour secourir Stanislas. Le comte Louis de Plélo fait partie du clan belliciste de la Cour de France et, quelque peu tête brûlée, prend lui-même la tête des troupes qui, le 23 mai, débarquent à proximité de la ville assiégée. Quatre jours plus tard, en dépit d'une considérable infériorité numérique, il tente de forcer le passage en s'attaquant aux lignes russes. La bataille de Wechselmunde, presque totalement oubliée de nos jours, marque pourtant le premier affrontement armé de l'histoire entre la France et la Russie. Plélo y perd la vie, ses hommes battent en retraite en laissant des nombreux prisonniers. Parmi les combattants figure le père de Chateaubriand, deux fois blessé durant l'assaut jugé « mémorable » par l'écrivain. Fleury condamne l'irresponsable initiative de l'ambassadeur français, que Marie Leszczyńska salue au contraire comme héroïque. La politique étrangère de la France souffre alors d'un évident manque de cohérence, que n'arrange pas le jeune Louis XV (il n'a encore que 24 ans) toujours incapable de trancher dans un sens ou dans un autre.

Dantzig capitule le 9 juillet, Stanislas prend encore la fuite, encore sous un déguisement, et se réfugie en Prusse, nation neutre. Il envoie des représentants à Versailles pour solliciter de nouveaux secours, tente

d'allumer une résistance, essaie de faire lever des partisans, mais n'est pas Charles de Gaulle qui veut... Après que, finalement magnanime, le gouvernement russe a libéré de Slavonie, où on les détenait, les quatre cents prisonniers français, l'évincé roi de Pologne rend les armes, qu'il n'a guère tenues entre ses mains. Le 26 janvier 1736, il renonce officiellement à ses droits à la couronne depuis cette ville de Königsberg, l'ancienne capitale des chevaliers Teutoniques où le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume I^{er}, lui a donné asile. Ignorant l'un et l'autre qu'au même moment un citoyen de 12 ans, particulièrement précoce, commence à poser, tel un clin d'œil lucide à ce tombereau de criminelles vanités royales, les jalons de l'un des plus grands apports philosophiques de l'histoire de l'humanité : Emmanuel Kant.

Les anciens amis de Stanislas ne tardent pas à se rallier à « Auguste III » et à la protection de la Russie, faisant désormais totalement fi de la France. Le royaume des lys échappe néanmoins à cette humiliante situation en ayant remporté d'importantes victoires sur l'Autriche à qui il a déclaré la guerre dès septembre 1733 puis avec qui il a négocié d'entortillés échanges de territoires bien dans le goût du temps : Stanislas devient duc viager de Lorraine et de Bar, territoires enlevés par l'armée française, contre l'attribution de la Toscane au duc François-Étienne de Lorraine dans le cadre d'un autre marchandage avec l'Espagne. Le remords du trône de Pologne passe ainsi des bords du Cosson à ceux de la Meurthe et de la Vezouze mais surtout le duché de Lorraine reviendra au royaume de France à la mort de Stanislas, soit en fin de compte une bonne affaire réalisée par Louis XV, dont la concrétisation interviendra en février 1766.

Si les relations entre la France et la Russie ne comptent pour rien dans cet arrangement, il en va différemment de la sortie du conflit russo-turc. En mai 1736, la Russie est entrée en guerre contre l'Empire ottoman qu'elle rêve de chasser de Crimée et, pourquoi pas, de toute la région des Balkans. L'Autriche la rejoint dans ce but en juillet 1737. L'Angleterre et les

Provinces-Unies la soutiennent... moralement. Mais si l'armée de la tsarine Anne se taille quelques coûteux succès, celle de l'empereur Charles VI subit surtout des déboires. En août 1739, tous les belligérants sont épuisés et conviennent de la nécessité de traiter. Plus meurtrie que son alliée, l'Autriche signe, le 18 septembre à Belgrade, une paix séparée, laissant la Russie seule, en outre de nouveau menacée au nord par la Suède. Traditionnelle alliée de la Turquie mais n'étant pas intervenue pour l'aider, la France, par la voix de son ambassadeur à Constantinople, le marquis de Forcalqueiret, propose sa médiation. Excellent négociateur et détenant un sens aigu de la géopolitique comme celui des opportunités, ses bons offices débouchent rapidement sur la paix de Nyssa (en Serbie) signée le 3 octobre. La Russie n'a pas atteint ses objectifs initiaux, notamment la maîtrise de la mer Noire, mais elle a limité les inévitables dégâts, après avoir perdu plus de cent mille combattants. Ce qui vaut au diplomate français la spectaculaire reconnaissance de la tsarine. Celle-ci l'invite à Saint-Petersbourg pour lui remettre la croix de Saint-André, premier des ordres russes, créé par Pierre le Grand en 1698 en hommage à l'apôtre qui aurait très tôt évangélisé la partie sud de la Russie et planté, vers l'an 50 selon une légende locale, la première croix à Kiev, dès lors « mère de toutes les villes russes ».

De son côté, le commandant en chef des troupes russes, le maréchal Münnich, d'origine allemande, demande à Forcalqueiret de faire savoir à Fleury qu'il n'avait jamais approuvé l'alliance avec l'Autriche car, comme il était prévisible, elle a laissé le plus gros de la charge de la guerre à une Russie que Charles VI a tendance à considérer comme un simple vassal. « C'est à présent, ajoute-t-il, le temps de faire revivre notre alliance avec la France. » Démontrant sa bonne volonté, la tsarine nomme, en 1738, un nouvel ambassadeur en France après cinq années d'interruption des relations diplomatiques, et invite Louis XV à lui rendre la politesse. Le prince Antioche Cantemir, érudit, raffiné, ardent partisan de la

modernisation de son pays, quitte donc Londres, où il était en poste depuis 1732, pour Versailles. Louis XV accueille favorablement la proposition et envoie à Saint-Pétersbourg le marquis Jacques de La Chétardie, depuis dix ans ambassadeur en Prusse. Deux personnalités de haut niveau, l'une comme l'autre susceptible de jouer, le moment venu, un rôle essentiel mais on ne sait pas encore à quoi. D'autant moins que ce rapprochement, surtout protocolaire, ne dispense pas la France de renforcer ou de renouveler ses alliances avec les deux ennemis traditionnels de la Russie, la Sublime Porte et la Suède. Or celle-ci entend profiter de l'affaiblissement de son grand voisin au sortir de la guerre russo-turque pour prendre sa revanche en Finlande et tenter de reprendre les territoires conquis par Pierre le Grand. Saint-Pétersbourg voudrait que le dialogue rétabli avec la France permette d'éviter une nouvelle confrontation au nord, qu'une médiation préventive soit conduite selon une méthode comparable à celle de l'année précédente par Forcalqueiret. Mais Versailles demeure attentiste, d'autant que depuis ce printemps de 1740, un grand renouvellement s'opère sous les couronnes : Frédéric-Guillaume de Prusse – le petit royaume qui monte avec son « roi sergent » – meurt le 31 mai, laissant le pouvoir à son fils, Frédéric II ; le 20 octobre, c'est Charles VI qui disparaît, ayant d'avance légué les territoires héréditaires des Habsbourg à sa fille Marie-Thérèse par une Pragmatique Sanction que la moitié de l'Europe rejette ; suivi huit jours plus tard par la tsarine, emportée à 47 ans par la « maladie de la pierre », non sans avoir eu le temps de désigner pour successeur le petit-fils de sa sœur, Ivan VI, qui n'a que 2 mois ! Ce qui revient à confier les rênes du pays à son favori Bühren, chargé de la régence, adossé à Münnich, deux hommes extrêmement contestés, notamment par la noblesse et par l'armée, ce qui fait beaucoup...

Seule la première de ces trois successions ne soulève aucun embarras. La deuxième déclenche la guerre dite de Succession d'Autriche où, après quelques hésitations, la France s'engage afin d'affaiblir son ennemie

traditionnelle, tandis que la Russie se tient d'abord à distance tant qu'elle n'a pas réglé ses dissensions internes. Ce qui advient avec le coup d'État militaire du 25 novembre 1741 : Ivan VI est écarté au profit d'Élisabeth, deuxième fille de Pierre le Grand.

Entre-temps, la Suède lui a déclaré la guerre en juillet, peut-être instrumentalisée par la France qui redoute de voir la nouvelle tsarine prêter main-forte à l'Autriche. Le jeu diplomatico-guerrier des princes d'Europe atteint alors un de ses plus hauts sommets de stérile vanité. Rendu encore plus complexe par les menées du « parti français » installé à Saint-Pétersbourg qui, conduit par La Chétardie et un certain comte de L'Estocq, médecin personnel d'Élisabeth mais aussi aventurier international, a lourdement intrigué pour placer celle-ci sur le trône. À bientôt 42 ans, l'impératrice possède de nombreuses connaissances dans divers domaines, parle couramment français et, à l'instar de Pierre le Grand qui l'aurait bien vue épouser Louis XV, prête beaucoup d'intérêt aux mœurs, aux modes et à la culture du royaume des lys. Ainsi prend-elle l'initiative, dès 1742, de faire venir à Saint-Pétersbourg le comédien Charles de Sérigny, qu'elle charge de monter des pièces de théâtre et de recruter des comédiens, le plus souvent français mais aussi parfois russes. Elle oblige les courtisans, sous peine d'amende, à assister aux représentations et envoie des estafettes cueillir les retardataires. Elle sollicite aussi le concours de plusieurs peintres français, dont Louis-Joseph Le Lorrain afin de fonder ce qui deviendra l'Académie de Saint-Pétersbourg. Versailles n'y est évidemment pas insensible mais le bât blesse du fait de l'alliance suédoise et de la guerre récemment engagée. Le nouveau principal ministre russe, Alexis Bestoujev-Rioumine, obtient de La Chétardie que celui-ci offre la médiation française dans le conflit avec la Suède. Des discussions s'ouvrent sous son égide en mars 1742 à Saint-Pétersbourg mais s'enlisent rapidement pour trois raisons : les exigences exorbitantes de la Suède, qui demande à recouvrer l'essentiel des territoires autrefois perdus, le succès des armes russes, qui

rendent un peu superfétatoires les négociations, enfin l'écartèlement de la France entre les deux puissances du nord, qui la fait osciller entre des intérêts contradictoires plutôt que trouver une pacifique synthèse. De surcroît, la disparition, le 29 janvier 1743, du cardinal de Fleury n'arrange pas les choses : Louis XV décide de ne pas le remplacer, de gouverner lui-même ; il s'entoure pour cela de ministres sans grande envergure, plus soucieux de flatter le monarque que d'œuvrer à l'intérêt national, une notion encore dans les limbes du royaume... En fin de course, le traité conclu entre la Russie et la Suède, le 7 août 1743 à Turku (Finlande), très favorable à la première, a laissé la France en dehors de la boucle, victime à la fois de ses contradictions et de ses abus de subtilités. La Chétardie est rappelé et remplacé par Louis d'Alion.

Désormais bien établies, les relations diplomatiques entre la France et la Russie peuvent donner libre cours aux délices des intrigues de palais qui ajoutent du piment à l'incessant manège des alliances et des contre-alliances qui concentrent la vie internationale du XVIII^e siècle. Ainsi le nouvel ambassadeur de France ne tarde-t-il pas à tremper dans un complot visant à éliminer Bestoujev. Versailles s'inquiète en effet de la stratégie européenne de celui-ci visant à contenir la montée en puissance de la Prusse, à chercher un rapprochement avec l'Angleterre, à consolider l'alliance autrichienne et à regarder l'Empire ottoman comme l'ennemi à ne jamais oublier, soit tout le contraire de la stratégie française. Il s'agit notamment de savoir quelle attitude va adopter la Russie dans la guerre de Succession d'Autriche qui mobilise alors l'essentiel des forces françaises. Pour couper court au danger, pourquoi ne pas renverser Bestoujev en s'appuyant sur la tsarine, réputée a priori favorable à la France ? Mais le montage imaginé est si complexe que les rusés comploteurs se prennent les pieds dans le tapis, et que la police russe découvre la correspondance secrète de l'ancien ambassadeur de France dans laquelle il se moquait de la tsarine ! Bestoujev garde son poste et d'Alion fait profil bas...

Les années suivantes offrent, sur l'ensemble du théâtre européen, un jeu stérile et répétitif de chassés-croisés et de volte-face entre puissances, tantôt alliées, tantôt ennemies, que sanctionne une ribambelle de traités en tous sens, bilatéraux ou multilatéraux – on en comptera près d'une vingtaine entre 1735 et 1757 – sitôt conclus sitôt obsolètes, ou violés, bourrés de contradictions ou d'incohérences et ne servant, comme en couture, que de patron pour le traité suivant.

Le 18 octobre 1748, celui d'Aix-la-Chapelle met fin à la guerre de Succession d'Autriche. Grosso modo, il revient au *statu quo ante* : la Pragmatique Sanction est reconnue, la France rend la plupart de ses conquêtes. La Russie n'en est pas signataire, étant demeurée à distance du conflit fors quelques hasardeux mouvements de troupes dont l'un, à un moment donné, parut menacer l'Alsace.

Après quoi, Alion rappelé par son gouvernement, la France et la Russie n'échangent plus d'ambassadeurs. Mais le goût de Louis XV pour la politique secrète et les agents du même nom suscite le recours à quelques personnages troubles, jouant les intermédiaires et chuchotant à l'oreille des ministres, parfois à celles des souverains, des messages de très haute importance qui, le plus souvent, ne débouchent sur rien de concret. En 1755, l'un d'eux, le chevalier François de Valcroissant, chargé, sous couvert de fonctions diplomatiques à Varsovie, de fournir des renseignements sur l'armée russe et sur les intentions de Saint-Pétersbourg, n'apporte aucune information utile mais se fait arrêter et incarcérer comme espion – on ne sait ce qu'il est ensuite devenu. Cela ne contribue guère à amorcer le dégel en dépit des assurances, prodiguées par les missionnaires secrets, de la volonté mutuelle des deux capitales de renouer des liens. Échaudé par cette malheureuse expérience, le comte de Jouy, ministre français des Affaires étrangères depuis 1754, dépêche en Russie un représentant officiel en la personne du chevalier Alexandre de Mackenzie Douglas, d'une famille écossaise autrefois réfugiée en France avec les Stuart. Il s'agit pour lui de

s'enquérir sérieusement de l'opportunité et de l'utilité d'un nouveau rapprochement avec la Russie. Sa mission comporte néanmoins un volet secret : estimer, malgré les leçons du passé, les chances de Louis-François de Bourbon, prince de Conti, de se faire élire roi de Pologne à la mort d'Auguste III qui va vers ses 60 ans : la poursuite de cette idée fixe dans la maison de Bourbon ressort régulièrement du placard aux fantômes.

En retour, la tsarine envoie à Versailles un représentant permanent en la personne de Fedor Bekhteev, un francophile méfiant à l'égard de la Prusse de Frédéric II dont il tente de démontrer la dangerosité. Tandis qu'à Saint-Pétersbourg, la légation de France se voit, en juillet 1755, renforcée d'un nouveau personnage naviguant en eaux troubles, le chevalier d'Éon. Le prince de Conti l'a introduit au « secret du roi », un service de renseignements et d'espionnage avant la lettre, qui n'a rien de secret puisque toute la Cour en chuchote avec des mines de comploteur, et qui sert surtout à cacher la chronique indétermination royale en matière de politique étrangère. Sous le nom et le déguisement de « Lia de Beaumont », le jeune (il a 26 ans) et charmant diplomate mondain s'offre à la fonction de lectrice de la tsarine, férue de littérature française. Il lui aurait alors remis, « en grand secret », une lettre de Louis XV annonçant le renversement des alliances : la France, faisant table rase de son hostilité héréditaire envers la maison de Habsbourg, s'allierait désormais avec l'Autriche et romprait avec la Prusse. De quoi donc satisfaire la Russie, amie de la première et bientôt ennemie de la seconde. Le traité de Versailles conclu avec Vienne le 1^{er} mai 1756 confirme le tête-à-queue français. Pourquoi la tsarine n'y ajouterait-elle pas son nom, pour former un indestructible trio des trois grandes puissances continentales ? Mais rien n'est simple dans cette Europe des chassés-croisés diplomatiques, des innombrables conventions internationales et de ces « rois ivres de sang et d'orgueil ». La Russie est alliée de l'Angleterre, qui est de nouveau ennemie de la France, et toujours

en butte aux Turcs, amis de la France. Et que faire de la Pologne, éternelle pomme de discorde ?

La suite des événements donne pleinement raison aux paroles sus-citées de Marie-Joseph Chénier pour *Le Chant du Départ* (1794). La guerre de Sept-Ans, déclenchée en Méditerranée par l'attaque française de la base anglaise de Minorque en avril 1756 suivie en septembre par l'offensive prussienne en Saxe, apporte son lot devenu rituel de victoires sans lendemain, de défaites inattendues, d'avancées des uns et de reculs des autres, puis des mêmes mouvements en sens inverse, de massacres de populations civiles et d'exactions en tous genres, de trahisons, de doutes, de remords, de gloires factices et d'inutiles sacrifices, enfin de tentatives avortées de médiations et de négociations...

La Russie s'est finalement alliée à la France par un deuxième traité de Versailles, signé un an jour pour jour après le premier. Dans les opérations militaires elle a surtout joué sa propre partition contre la Prusse, où son armée est entrée en campagne en juillet 1757 et a remporté de grands succès jusqu'à la mort d'Élisabeth, le 5 janvier 1762.

Bouleversant le cours de l'histoire intervient alors « le miracle de la maison de Brandebourg » puis son « coup de foudre » et, consécutivement, une nouvelle donne européenne avec l'élévation au trône de Catherine II.

Catherine II et la France : « Je t'aime, moi non plus. »

Avant de mourir, Élisabeth a pris soin, elle aussi, de désigner son successeur. Sans enfant et jamais mariée, son choix, sauf à rappeler Ivan VI, alors emprisonné, ne pouvait guère porter que sur son neveu, Pierre, fils unique de sa sœur Anna Petrovna et de son époux Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp. Né en 1728 à Kiel, port de la Baltique appartenant au duché de Holstein, le futur Pierre III a passé toute son enfance dans cette principauté allemande qu'il a héritée de son père mort en 1739. Orphelin de père et de mère, il fut amené en Russie, où jamais il ne se plut, par sa tante Élisabeth en 1742. C'est encore elle qui choisit de le marier, en 1745, à une princesse allemande de Stettin, Sophie d'Anhalt-Zerbst, qui changea alors son prénom en Catherine et se convertit à la religion orthodoxe.

En 1762, la germanophilie de Pierre ne l'a pas quitté, encore accrue par l'admiration qu'il porte à Frédéric II. Il décide donc, dès son accession au trône, non seulement de rendre à la Prusse tous les territoires conquis sur elle mais encore de lui envoyer des troupes en renfort, ce que sanctionne le traité de paix et d'alliance militaire signé dès le 5 mai 1762. Provoquant un énorme mécontentement en Russie et entraînant un coup d'État soutenu par sa propre épouse, qui le supprime le 28 juin, et contribue, peut-être, à son assassinat moins de trois semaines plus tard. Voilà donc, pour la quatrième

fois, une femme au pouvoir à Saint-Pétersbourg. Ainsi, ce pays encore souvent regardé de l'Ouest comme arriéré se montre le plus féministe de l'histoire politique européenne et même mondiale.

Catherine II souffre néanmoins d'un manque de légitimité : elle ne descend pas de Pierre le Grand, à la différence d'Ivan VI et du fils de Pierre III, et aucun sang russe ne coule dans ses veines. Elle entend néanmoins exercer pleinement le pouvoir que lui a confié la Providence, avec l'aide de son favori, le comte Grigori Orlov – derrière princes et princesses au pouvoir, il y a toujours un favori. À 33 ans, c'est une femme déterminée, qui a le goût de commander à un empire mais aussi l'ambition d'en faire quelque chose pour la Russie, et en son nom. Dans cette optique elle se réclame de Pierre le Grand dont elle entend reprendre l'œuvre de modernisation et d'ouverture au reste de l'Europe. Sur le plan personnel, elle multiplie les amants aussi bien que les appétits culturels, lisant beaucoup, notamment les auteurs français. Leurs philosophes reconstituent alors la vieille utopie d'une « République des lettres », issue du XVII^e siècle et des idéaux de Pierre Bayle. On pouvait donc raisonnablement tabler sur un nouveau renversement d'alliance, en faveur de la France et au détriment de la Prusse. Il n'en est rien. La tsarine retire ses troupes de Prusse mais se refuse à l'attaquer quand les ambassadeurs de France, le baron de Breteuil, et d'Autriche, le comte de Mercy-Argenteau, ne sont pas loin de l'en supplier. Elle tient avant tout à préserver la paix. Dans ce but, elle offre, le 24 juillet, sa médiation entre l'Autriche et la Prusse, qui débouche sur le traité de Hubertsbourg (un pavillon de chasse en Saxe) du 15 février 1763. Tandis que la France réalise, mais un peu tard, qu'à s'investir en Europe dans des querelles et des intérêts qui ne sont pas les siens, elle a laissé les mains libres à l'Angleterre pour lui ravir son empire colonial en Amérique, ce que vient de sanctionner le traité de Paris conclu cinq jours plus tôt. « C'est donc bien, a écrit l'historien Pierre Milza, un déclin de la puissance

française que révèle aux yeux de l'Europe l'issue peu honorable de la guerre de Sept Ans. »

Cette démonétisation du royaume de France et son passage au second plan derrière l'Angleterre, hier encore puissance moyenne, concourt fortement au nouveau regard que Catherine II porte sur Louis XV. Elle estime désormais qu'un rapprochement avec la France, non seulement ne lui serait d'aucune utilité, mais pourrait même gêner ses ambitions vers la Pologne et la Turquie. « Paris la chiffonne, écrit le chevalier de Corberon, attaché à l'ambassade de France. Ceux qui y voyagent lui déplaisent et l'enchantement qu'on en rapporte la blesse. Le comte Orlov est de son avis ; il ne nous aime pas et dernièrement, à un dîner à la Cour, il a soutenu qu'il était ridicule qu'on apprît le français en Russie et qu'on l'y parlât cette langue devenue inutile. » Un témoignage qui va à contre-courant des idées les plus répandues et qui accrédirait le processus classique, chez une personne orgueilleuse, de l'inversion de l'amour déçu en haine farouche. Quant à l'avenir de la langue française, reportons-nous au XXI^e siècle...

Paradoxalement, la déconsidération puis, bientôt, l'animosité croissante de Catherine envers la France se doublent d'une admiration intacte pour ses philosophes, et d'abord pour les encyclopédistes. Enfant, on l'a, comme nombre de princes et de princesses allemands de l'époque, nourrie de culture française. Sa gouvernante s'appelait Mlle Cardel, et son maître d'écriture M. Laurent, un protestant. D'où venaient-ils ? Comment se sont-ils ainsi retrouvés si loin de leurs terres natales dont on ne sait rien ? Que devinrent-ils ensuite ? Destins hors du commun dont l'histoire ne semble pas avoir gardé la moindre trace... En arrivant à Saint-Pétersbourg en 1744 – alors âgée de 15 ans – Sophie d'Anhalt a découvert la francophilie d'une grande partie de la Cour d'Élisabeth, notamment celle du favori de la tsarine Ivan Chouvalov qui fait venir de Paris ses meubles et ses vêtements, de l'écrivain Vassili Trediakovski, qui traduit en russe toutes les œuvres littéraires françaises qu'il reçoit, de la famille Vorontsov qui se targue de

compter un de ses fils dans la maison militaire du roi de France, et de nombreux nobles qui se piquent de souvenirs de leurs voyages à Paris...

Dès les premiers jours de juillet 1762, Catherine a proposé à Denis Diderot, victime de la révocation du privilège royal accordé à son projet de dictionnaire, d'en poursuivre la publication à Saint-Pétersbourg. Refus de l'intéressé : il publiera son ouvrage depuis la Suisse. Une invitation similaire adressée à Jean d'Alembert pour qu'il vienne enseigner les sciences et la philosophie au grand-duc Paul, fils de la tsarine alors âgé de huit ans, subit le même refus. Ironiquement expliqué par l'encyclopédiste qui, par allusion aux « coliques hémorroïdaires » cause officielle de la mort de Pierre III, écrit à Voltaire : « Je suis trop sujet aux hémorroïdes ; elles semblent sérieuses en ce pays, et je préfère avoir mal au c... en toute sécurité. » Son correspondant, lui non plus, ne se rendra jamais en Russie mais il entame, dès les premiers jours d'octobre 1763, une correspondance régulière avec Catherine II, qui durera jusqu'à la mort de l'écrivain en 1778 et comptera cent quatre-vingt-sept lettres. Toutes à rebours de la politique française et flattant l'impératrice, quoiqu'elle fasse, comme l'aurait fait le plus vil des courtisans. Le philosophe à la mode, l'homme qui s'était dressé au nom de la justice dans les affaires Calas puis Sirven, l'inlassable avocat de la tolérance et pourfendeur de l'obscurantisme justifie tout : l'autocratie, l'esclavage des moujiks, les assassinats politiques, l'inflexible répression des opposants... Des pièces de monnaie à l'effigie de la tsarine, *Gentis Humanae Artiumque*, portent en devise « C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière », signée Voltaire. Celui-ci pousse la flagornerie et l'opportunisme jusqu'à encourager Catherine dans sa détestation de la France, se gaussant d'un « peuple d'histrions, d'acrobates et de singes ».

Après un temps d'hésitation, Diderot et d'Alembert vont l'imiter, ainsi que Marie-Thérèse Geoffrin qui tient à Paris un des salons les plus en vue où se croisent tous les beaux esprits de la ville. La russophilie est à la mode. La correspondance échangée à partir de 1773 entre Catherine II et le baron

de Grimm, Parisien d'origine bavaroise, en atteste également. L'ayant invité à Saint-Pétersbourg, où il séjourne six semaines, l'impératrice se lie rapidement d'amitié avec celui qui, depuis 1753, occupait la fonction de directeur de la *Correspondance littéraire, philosophique et critique*. Dans ses lettres, ce dernier dénonce régulièrement la tendance de Versailles à « ne s'occuper que de niaiseries ».

Il n'est pas le seul. Dans la liste, non exhaustive, des penseurs français que Catherine a voulu attirer afin de l'aider à moderniser son empire, il faut faire une place à part à Pierre Lemercier de La Rivière et à sa mésaventure. L'ouvrage de cet ancien intendant de la Martinique publié en 1767, *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, ayant intéressé Catherine, celle-ci le convie à Saint-Pétersbourg pour en discuter. Mais à peine arrivé, le physiocrate se comporte en terrain conquis dans un royaume barbare qu'il veut bien daigner éclairer de ses lumières. Ce qui lui vaut d'être aussitôt prié de s'en retourner chez lui...

Enfin Catherine conserve le « goût français », notamment en peinture, sculpture et architecture. Mandé à Saint-Pétersbourg par Élisabeth en 1759, Vallin de La Mothe a déjà conçu plusieurs bâtiments de la ville, notamment la galerie marchande de la perspective Nevski, l'église catholique Sainte-Catherine et le musée du Petit Ermitage, lorsque, en 1763, la tsarine lui confie le dessin et les plans d'une nouvelle Académie impériale des Beaux-Arts, dirigée par un autre Français, le peintre et sculpteur Nicolas Gillet. Commencé en 1764, voulu solennel et spectaculaire à la mode versaillaise, le bâtiment ne sera achevé qu'en 1789. Étienne Falconet, ami de Diderot, peintre et considéré comme l'un des maîtres de l'école baroque en sculpture, travaille de 1770 à 1782 à une statue équestre de Pierre le Grand, *Le Cavalier de Bronze*, que l'on peut toujours contempler au centre de la place du Sénat à Saint-Pétersbourg. De 1772 à 1778, son élève, et future belle-fille, Marie-Anne Collot réalise à la demande de la tsarine de nombreux bustes de philosophes français et de hautes personnalités russes.

Mais les arts et la philosophie ne font pas toujours bon ménage avec la diplomatie d'État. Plus Catherine s'entiche de culture française, plus elle nourrit d'aversion à l'égard de la politique française qu'elle estime, non sans quelques raisons, en voie de récession et, pour ce qu'il en reste, systématiquement défavorable à la Russie. Comme l'a justement écrit l'historien Alfred Rambaud : « Il y a deux France, dont l'une est son ennemie et l'autre son alliée ; tous ses ennuis lui viennent de Versailles et toutes ses consolations de Paris. »

Le premier signe de l'effacement politique de la France en Europe du Nord (on ne parlera d'Europe de l'Est qu'après 1945) apparaît immédiatement après la mort d'Auguste III, survenue presque en même temps, le 5 octobre 1763, que le début de la correspondance de Grimm. La pression des agents, et de l'argent, russes sur la Diète polonaise ne laisse aucune chance au candidat français, le prince de Conti, pourtant champion de la diplomatie souterraine. Catherine II et Frédéric II mettent à profit la période intérimaire pour sceller leur alliance, le 11 avril 1764, par le traité de Saint-Pétersbourg qui dessine en filigrane un futur partage de la Pologne entre « les deux brigands » selon la formule même du roi de Prusse. Ils s'accordent aussi sur une candidature au trône en la personne de Stanislas Poniatowski, protégé et ancien amant de Catherine. Élu roi le 7 septembre 1764 à une large majorité, il fait figure de simple délégué par ses deux puissants voisins, sans plus aucune influence française.

Louis XV, vexé, et sa Cour, suiveuse, ne cachent pas le dégoût que leur inspire Catherine, jugée vulgaire, mal née, débauchée – « le Bien-Aimé » sait de quoi il parle – et manquant de légitimité. Le duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères depuis 1758, écrit par exemple en 1766 au marquis de Bausset, ambassadeur à Saint-Pétersbourg : « Le roi méprise si profondément la princesse qui règne dans ce pays, ses sentiments et sa conduite, que notre intention n'est pas de faire un seul pas pour qu'elle

change. Le roi pense que la haine de Catherine II est beaucoup plus honorable que son amitié. »

La mauvaise image de la Russie et de sa maîtresse se trouve de surcroît accentuée par l'ouvrage, au relatif succès, de l'abbé, et astronome, Chappe d'Auteroche, *Voyage en Sibérie en 1761*, publié en 1768. Récit de voyage à travers la Russie, il comporte des descriptions très appuyées, et illustrées, de la misère du peuple, de son arriération, de la saleté et de l'insalubrité des villages, de la cruauté des grands propriétaires, de l'obscurantisme de l'Église orthodoxe, des scandales que représentent le servage et les châtiments corporels tels que le *knout*, flagellation par des lanières munies de clous – l'écartèlement de Damiens par quatre chevaux durant plus de deux heures devant un public hystérique place de Grève le 28 mars 1757 pour avoir donné un coup de canif à Louis XV relevait-il, lui, de la civilisation la plus raffinée ? Bref, Auteroche décrit un pays barbare très éloigné de la civilisation européenne, ce qui provoque une vive réaction de la tsarine : elle fait publier une « réfutation du mauvais livre » rédigée par le comte Ivan Chouvalov, incarnation des Lumières en Russie, mécène des arts et de l'université, correspondant lui aussi de Voltaire.

Versailles voudrait « éloigner la Russie autant qu'il est possible des affaires de l'Europe » et d'abord soulager la noblesse polonaise qui, le 29 février 1768, s'est soulevée contre le protectorat russe en formant la « Confédération de Bar » (une ville aujourd'hui située en Ukraine). Dans ce but, sur ordre de Choiseul, le comte de Vergennes, ambassadeur à Constantinople, pousse le sultan Moustapha III à déclarer la guerre à la Russie, ce qu'il fait le 8 octobre en dépit de l'impréparation de son armée. Ulcérée par le comportement du gouvernement français, Catherine apporte son soutien à Pascal Paoli, chef de file des Corses hostiles au rattachement de leur île au royaume de France opéré en mai 1768. Une lettre découverte dans ses archives, mais peut-être jamais envoyée, harangue les indépendantistes, « braves Corses, défenseurs de leur patrie et de leur

liberté contre une usurpation injuste », en les assurant du soutien moral du « Nord-Pôle » comme on appelle encore parfois la Russie.

Dans les Balkans et autour de la mer Noire, les Turcs subissent alors de tels revers que les troupes de Catherine peuvent en même temps mater la révolte polonaise et procéder, en août 1772, à un premier partage du pays avec ses alliés prussien et autrichien.

Entre-temps, à la veille de Noël 1770, le duc de Choiseul est tombé en disgrâce. À cette nouvelle, Catherine écrit : « Cet homme-là, en croyant me faire le plus grand mal, s'est toujours trompé parce que ses flatteurs lui ont laissé éternellement ignorer la vérité ; cela l'a jeté dans un labyrinthe de fausses démarches dont, à moi, il n'est revenu que de la gloire. » La guerre contre la Turquie approche en effet de son dénouement, très favorable à la Russie, lorsque, le 10 mai 1774, meurt Louis XV. « J'opine, écrit cyniquement et ironiquement Catherine, qu'il est honteux pour un roi de France qui vit au XVIII^e siècle de mourir de la petite vérole. » Pour elle les médecins n'ont pas fait leur travail, ce qui prouve que la France n'est pas scientifiquement aussi avancée qu'elle voudrait le faire croire.

Deux mois et demi plus tard, le 21 juillet, le traité de Küçük Kaynarca (aujourd'hui Kaïnardja en Bulgarie) consacre le triomphe de Catherine II, notamment par l'annexion de fait de la Crimée – sous couvert d'une indépendance factice – suivant la déplorable stratégie française, qui a poussé son alliée dans un conflit perdu d'avance sans lui avoir porté le moindre secours.

Après l'avènement de Louis XVI, la nomination de Vergennes aux Affaires étrangères n'est évidemment pas de nature à satisfaire la tsarine. Les relations semblent toutefois se détendre avec l'assurance par l'ambassadeur russe, le prince Alexandre Bariatinski, qu'un esprit nouveau souffle à Versailles, que confirme la nomination d'un nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg en août 1775. Catherine écrit alors à Grimm : « votre marquis de Juigné est arrivé. Celui-là n'a pas l'air d'un étourdi. Je prie Dieu

qu'il lui élève l'esprit au-dessus des rêves creux, des fièvres chaudes, des lourdes calomnies, des bêtises et des transports au cerveau politique de ses prédécesseurs, et surtout qu'il le préserve du radotage sur toutes les matières de ses prédécesseurs et de leur petite canaille ministérielle. » Le jeune roi de France semble, bien mieux que son grand-père entêté dans une vision dépassée des rapports de force en Europe, disposé à appréhender les nouvelles réalités de la géopolitique continentale. Pour Hélène Carrère d'Encausse, il a « compris que la politique conduite par la France à l'égard de la Russie se soldait par un double échec » : faire obstacle au développement naturel d'une grande puissance en devenir alors que son expansion ne présente pour la France aucun élément gênant ; continuer de s'immiscer dans les affaires de Pologne sans s'en donner les moyens et dans une perspective durablement condamnée à l'impasse.

Frappé de ce que la France n'a joué aucun rôle dans le nouveau concert des puissances centrales, Louis XVI, conseillé par Vergennes, met sagement fin au « secret du roi » et aux pernicieuses illusions de la double diplomatie. Il supprime aussi les subsides jusqu'ici versés en pure perte par le contribuable français aux divers mouvements polonais hostiles à la Russie.

Mais un nouveau conflit éclate en juillet 1778 à propos de la succession au trône de Bavière à la mort sans descendance de Maximilien III. Son beau-frère l'empereur Joseph II, fils de Marie-Thérèse d'Autriche, et frère de Marie-Antoinette, tente de s'en emparer de force. Frédéric II réagit en envahissant la Bohême. L'Autriche sollicite l'aide de la France, la Prusse celle de la Russie. Mais les deux pays décident, ensemble, de se tenir à l'écart et de proposer plutôt leur médiation pour un plan de paix, préparé à la fois par Vergennes, assisté du baron de Breteuil, et par Grigori Potemkine, le nouveau favori de la tsarine et très lointain parent de celui qui vint visiter la France de Louis XIV en 1668. Mettant fin à une guerre pour une fois peu meurtrière – dite « des pommes de terre » chez les Allemands et « des prunes » chez les Autrichiens –, la bonne entente franco-russe

débouche sur la paix de Teschen (aujourd'hui Cieszyn en Pologne) conclue le 13 mai 1779. Selon l'usage du temps, les princes se répartissent des territoires sans la moindre considération des populations qui les habitent : l'Autriche reçoit de la Bavière la rive droite de l'Inn, au nord de Salzbourg et jusqu'à Passau, contre la reconnaissance de la légitimité de la branche cadette des Wittelsbach ; la Prusse gagne deux petites principautés, Ansbach et Bayreuth, sur la Saxe qui, restée neutre, empoche en contrepartie une indemnité de six millions de florins autrichiens (soit environ sept cent millions d'euros). La diplomatie l'a emporté sur les armes, ce dont tout le monde se félicite en Europe. L'image de la Russie, et de Catherine II, en ressort grandie : son empire peut désormais siéger parmi les grandes puissances fréquentables sur le tapis vert que l'on tisse entre deux guerres. Ses relations avec la France viennent de franchir le bond en avant que l'on espérait depuis, au moins, Pierre le Grand. On peut aujourd'hui contempler au musée du Louvre-Lens la « table de Teschen », remarquable ouvrage de marqueterie offert par le prince-électeur de Saxe au baron de Breteuil pour son rôle dans la confection de l'arrangement international.

À l'instar du phénomène des vases communicants, le rapprochement entre Versailles et Saint-Pétersbourg se paye d'un éloignement entre Saint-Pétersbourg et Berlin : Catherine II, lassée du bellicisme et des foudres de Frédéric II, s'est aussi assagie avec l'âge – elle célèbre ses 50 ans – et retourne au pacifisme de sa jeunesse, mais raisonné. Qui, ici encore en accord avec la France, atteint son point d'orgue avec la « Déclaration de neutralité maritime » du 8 mars 1780. La guerre d'Indépendance américaine, engagée près de cinq ans plus tôt, bat alors son plein. La France de Louis XVI s'est portée au secours des Insurgés en février 1778 et se trouve dès lors en guerre contre l'Angleterre. L'Espagne lui a emboîté le pas au nom du « pacte de famille » qui lie les différentes maisons de Bourbon régnautes. Les autres puissances européennes sont demeurées neutres mais

leurs navires marchands subissent souvent les attaques de la *Royal Navy* qui traque les envois d'armes et de munitions aux treize colonies en révolte. Sur une idée de Potemkine, Catherine II les engage à former une « Ligue de neutralité » fondée sur le droit de commercer librement par mer avec les pays belligérants dès lors que le transport d'armes en est exclu. Les navires battant pavillon de la Ligue ne pourront être interceptés par des tiers ni subir de contrôle en mer qu'avec leur accord et pourront s'armer, hors stock en cale, afin de protéger ces droits. La France et les États-Unis applaudissent l'arrangement, dont on comprend aisément combien sa mise en œuvre manque de réalisme. Il n'importe : en décembre 1780, le Congrès américain envoie son premier ambassadeur en Russie, Francis Dana, afin d'établir les premières relations diplomatiques et amicales entre les deux futures superpuissances mondiales, encore bien loin de deviner qu'elles le deviendront un jour. L'initiative russe rencontre d'autres succès : dès 1781, les Provinces-Unies, la Prusse, la Suède et l'Autriche adhèrent à la Ligue ; en 1782, le Portugal, le royaume des Deux-Siciles – demeuré neutre en dépit du pacte de famille – et le Danemark les rejoignent ; en 1783 c'est le tour de l'Empire ottoman malgré son vieux contentieux avec la Russie. La Ligue s'inscrit dans l'histoire du droit international comme la pose d'un principe essentiel, celui de la liberté des mers qui, après de nombreux perfectionnements au cours du temps, continue de s'appliquer de nos jours. Issu du plus terrestre et du moins maritime des grands pays du monde...

Dans l'immédiat, l'Angleterre freine considérablement ses opérations navales à l'encontre des neutres, ne pouvant se mettre à dos presque toute l'Europe. Pourtant les membres de la Ligue ne se comportent pas toujours de bonne foi. Plusieurs navires français, ne faisant pas partie des neutres, arborent le pavillon russe ou hollandais pour apporter des armes, ou des équipements nécessaires à la guerre, dans les ports américains. On cite, par exemple, le cas d'un aventurier russe, Fyodor Kharzavin, passé maître dans

l'art de maquiller des bateaux et de s'enrichir en faisant transiter par les Antilles des chargements prohibés.

Le rapprochement franco-russe paraît si bien engagé que le fils de Catherine, le grand-duc Paul, et son épouse Marie Féodorovna, née Sophie de Wurtemberg, effectuant de l'automne 1781 à l'été 1782 un voyage à travers l'Europe, se sont longuement arrêtés en France. Louis XVI et Marie-Antoinette leur ont offert, à Paris, à Versailles et à Chantilly, des réceptions que le prince a jugées « éblouissantes » et ont encore accru son désir d'embellir et de moderniser la Russie. Leurs invités ont aussi étonné le roi et la reine par l'ampleur de leur connaissance des auteurs français.

Tout irait donc pour le mieux sans l'éternelle question turque. Catherine II n'a pas renoncé à son objectif d'évincer complètement d'Europe la Sublime Porte. Plusieurs éléments la motivent : le libre accès à la Méditerranée à travers la mer Noire – la Ligue de neutralité lui doit bien ça –, la protection des chrétiens, orthodoxes mais aussi catholiques – la France, l'Autriche, l'Espagne et les principautés italiennes lui doivent bien ça – enfin la résurrection de la Grèce – toute la civilisation occidentale lui doit bien ça. Ses courtisans français les plus assidus, dont Grimm et Diderot (Voltaire étant décédé en mai 1778), la surnomment déjà « reine » ou « impératrice » des Grecs. Alexandre Bezborodko, conseiller très écouté par l'impératrice comme par Potemkine pour les affaires étrangères, estime la France de Louis XVI suffisamment réaliste et ouverte pour comprendre enfin l'inanité de son alliance avec la Turquie : voulue par François I^{er} pour contenir à revers le danger Habsbourg, elle n'a plus de sens depuis que la France est devenue l'amie de l'Autriche. Du reste, l'Empire ottoman est en plein déclin sur tous les plans : quel intérêt pour la France de rester liée à une puissance affaiblie et bientôt moribonde ? Enfin, le « roi très chrétien », si proche de Rome et grand défenseur du catholicisme peut-il supporter une telle contradiction dans sa politique, explicable autrefois, injustifiable aujourd'hui ? Le diplomate itinérant et plénipotentiaire vient exposer cela

lors d'un très discret voyage à Versailles, allant jusqu'à évoquer une quadruple alliance entre la Russie, l'Autriche, la France et l'Espagne qui se partageraient les dépouilles européennes de l'Empire ottoman mis aux abois. Trop séduisant, le projet fait peur à un gouvernement français encore engourdi par quelques réflexes séculaires et peu désireux de mobiliser des troupes en Europe quand la poursuite de la guerre d'Indépendance américaine lui coûte si cher. Au surplus, le marquis de Vérac, récent ambassadeur à Saint-Pétersbourg, juge « stupide » le projet grec de Catherine et redoute l'annexion définitive de la Crimée par la Russie. Vergennes plaide donc pour la prudence et, comme aux temps les plus frustrants des premiers rapports franco-russes, on se montre fuyant. Vision des choses curieuse et, surtout, rétrograde : d'une part le rattachement de la Crimée à la Russie est déjà une réalité, même s'il n'a pas été encore solennisé – il le sera en avril 1783 et on chercherait en vain les inconvénients qui en découlent pour la France ; d'autre part l'indépendance de la Grèce va bientôt s'inscrire comme historiquement inéluctable, expression avancée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et s'opérer, en 1829, avec l'aide déterminante de Charles X.

Catherine, faute d'appuis suffisants, renonce donc à son projet, du moins pour un temps. En novembre 1785, elle fait part à Grimm, dans un langage fleuri, de la déception que lui a causé la France. Bien qu'auréolée de sa contribution décisive à l'indépendance américaine, preuve de modernité que sanctionne le traité de Paris du 3 septembre, celle-ci reste « indécrottablement » attachée à la Turquie, pays le plus rétrograde qui soit : « Vos politiques sont éperdument amoureux et protecteurs des marabouts : ceux-ci leur sont si chers qu'il n'y a pas d'occasion où ils ne me fassent savoir qu'ils les soutiendront du tout au tout. Que le bon Dieu les leur donne un jour pour voisins et ils changeront de langage ! »

En dépit de cette persistante désapprobation de la politique étrangère de la France quant à la « question d'Orient », la tsarine, toujours observatrice

assidue des évènements du royaume des lys, approuve chaudement la convocation par Louis XVI de l'Assemblée des notables pour le 29 janvier 1787 afin de décider des mesures propres à rétablir les finances du royaume. « Je ne saurais, déclare-t-elle au comte de Ségur, ambassadeur à Saint-Pétersbourg depuis octobre 1784, donner trop d'éloges à un jeune roi qui devient, dans le cœur des Français, le digne rival d'Henri IV. » Mauvaise prévision : l'Assemblée ne pouvant se résoudre à adopter les mesures d'assainissement proposées par le ministre Calonne, ni à s'accorder sur des formules alternatives, Louis XVI la congédiera en mai.

Se sont également engagés, à Versailles et à Saint-Pétersbourg, de nouveaux pourparlers en vue de la conclusion d'un traité de commerce. Ce fameux traité, toujours promis et toujours décalé depuis la visite en France de Pierre le Grand, parfois ébauché mais jamais abouti, auquel donc on ne croyait plus guère, résulte en effet pour partie de la perspective du renouvellement du traité anglo-russe de 1766. D'une part les milieux économiques de Saint-Pétersbourg ne sont pas fâchés d'exercer ainsi une pression sur les redoutables négociateurs britanniques. D'autre part, le comte de Ségur se révèle en l'espèce d'une remarquable efficacité. Il plaît beaucoup à Catherine II, à qui il écrit des poèmes, des nouvelles et même de petites pièces galantes pour son théâtre privé à Tsarkoïe Selo. Il se rend souvent dans ce palais impérial situé à Pouchkine – dit aussi « Palais Catherine » – à vingt-cinq kilomètres au sud-ouest de Saint-Pétersbourg, édifié de 1717 à 1724 par la première Catherine et considérablement agrandi en 1756 sur le modèle de Versailles mais qui n'a pu cependant le dépasser, ni en dimensions ni en splendeurs.

Ségur use d'arguments étonnamment modernes en faveur d'un abaissement des barrières douanières. Acquis au libre-échange, il expose à ses interlocuteurs que l'économie des deux pays y gagnerait largement : la diminution mutuelle des droits accroîtrait le volume des échanges et donc des recettes fiscales ; ce gain, par son dynamisme, serait supérieur à la perte

résultant de la baisse des tarifs et diminuerait la contrebande. Mais faire triompher de telles idées se heurte aux préjugés bien ancrés dans chacun des deux royaumes.

Sur le plan purement technique – comportant des déclarations d'intention générale et fixant quelques chiches diminutions de tarif – le traité n'a donc rien de révolutionnaire mais sa portée politique dépasse de beaucoup son aspect commercial : la France obtient la clause de la nation la plus favorisée, au moment où achoppent les négociations anglo-russes ; sur le plan psychologique, la glace est désormais brisée ; historiquement, c'est la première convention écrite et opposable liant la France à la Russie. Le comte de Ségur goûte même à l'insigne honneur d'accompagner la tsarine dans son voyage en Crimée qui commence une semaine après la signature du texte.

Tout semble donc concourir au réchauffement franco-russe. Mais c'est justement le voyage en Crimée qui va mettre le feu à quelques poudres. Trop solennel, trop spectaculaire, trop arrogant, le périple de la tsarine ressemble à une provocation à l'encontre de la Sublime Porte. Les villages visités ont été pavoisés par les soins de Potemkine, mais nullement camouflés par des trompe-l'œil, ce qu'une légende tentera d'accréditer dix ans plus tard et restera longtemps tenace. Partout ce ne sont qu'acclamations populaires et harangues de bienvenue voulant donner l'impression que la Russie n'a pas annexé, mais qu'elle a libéré, la Crimée. Voilà qui choque le sultan Abdülhamid, entraîne l'arrestation du représentant russe à Constantinople, Yakov Boulgakov, produit un échange d'ultimatums et, finalement, un nouveau conflit armé qui éclate en août 1787 en mer Noire. Aidée de l'Autriche, qui prend Belgrade, et de la Saxe, qui investit Bucarest, la Russie remporte tant de victoires que le Royaume-Uni, toujours soucieux d'éviter les déséquilibres continentaux au profit d'une puissance quelle qu'elle soit, s'en émeut. De concert avec la Prusse, Londres menace d'intervenir si les armées de la tsarine vont trop

loin. De surcroît, le Premier ministre William Pitt a mal encaissé le traité de commerce avec la France, signé à la barbe des pourtant vigilants diplomates, agents et marchands anglais. Il montre donc les dents à Saint-Pétersbourg et convainc Berlin de l'imiter.

C'est alors qu'à l'autre bout de l'Europe se font entendre les prémices puis les débuts de l'inattendue Révolution française. Ségur, rappelé à Paris, est remplacé par un chargé d'affaires, Edmond-Charles Genêt, frère d'Henriette Campan, la lectrice de Marie-Antoinette. Favorable à une évolution substantielle de la société dans le sens des Lumières, il tente d'en démontrer les bienfaits, de « mettre les choses au point », persuadé que Catherine II, si entichée des philosophes français, ne peut qu'approuver ce qui se passe en France. Il doit vite déchanter : la Cour de Russie, d'abord intriguée puis inquiète, est devenue méfiante puis franchement hostile à la Révolution au fur et à mesure que celle-ci s'est emballée puis radicalisée. Selon Grimm, Catherine aurait, presque depuis le début des événements, porté sur eux les jugements les plus féroces. De la fameuse nuit du 4 août 1789 au cours de laquelle l'Assemblée nationale, à l'initiative de plusieurs députés de la noblesse, abolit les droits seigneuriaux, elle aurait déclaré qu'il s'agissait d'« une bacchanale d'insensés et d'ivrognes ». Les brillantes considérations politiques et diplomatiques venues dessiner le halo des Lumières s'effacent instantanément devant les menaces pesant sur l'autocratie et les privilèges de caste. Les masques tombent, « le roi est nu » écrira plus tard Andersen. Lorsque, les 5 et 6 octobre suivants, la foule parisienne marche sur Versailles, envahit le château mal gardé et ramène de force la famille royale à Paris, Catherine regarde la monarchie française comme perdue. Elle prédit à son secrétaire, Khrapowitski, que « Louis XVI aura le sort de Charles I^{er} » et déclare que la France « en mal d'enfant, accouche d'un avorton ou d'un monstre pourri et puant ». Elle ordonne alors à tous les Russes de quitter ce pays au plus vite, à l'exception de

quelques agents qui vont bientôt tenter de jouer un rôle contre-révolutionnaire.

Les premiers émigrés prennent aussi la route. Parmi eux un homme dont on aura plusieurs fois l'occasion de reparler, le duc Armand de Richelieu. Né en 1766, trois fois arrière petit-neveu du cardinal et petit-fils du maréchal, capitaine de hussards dans le régiment de la Reine, et premier gentilhomme de la Chambre de Louis XVI, il a quitté la France dès le 9 octobre 1789 pour se rendre à Vienne puis à Saint-Pétersbourg, où il s'est porté volontaire dans l'armée russe. Le 22 décembre 1790, il se distingue dans la prise d'Ismail, une forteresse turque sur le Danube (aujourd'hui à l'extrême-sud de l'Ukraine), non seulement par sa bravoure mais aussi par sa tentative, une fois la ville investie, d'empêcher les Cosaques de la piller et de maltraiter la population civile, en vain on s'en doute...

Les agents russes de Paris prêtent leur concours à l'organisation du départ de la famille royale en juin 1791. L'ambassadeur Yvan Simoline, encore en poste, fournit au comte de Fersen des passeports russes pour les fuyards. Après l'échec de la tentative, et avoir dû s'expliquer devant la police révolutionnaire, il est rappelé à Saint-Pétersbourg sans qu'on lui donne de remplaçant. Dans la capitale russe, la position de Genêt devient intenable : le voici prié de ne plus paraître à la Cour, mais pas encore expulsé... À Paris, *Le Moniteur*, journal officiel de l'époque, traite la tsarine de « Messaline du Nord », et lui reproche vertement son « agression contre le peuple turc ». Un armistice est néanmoins conclu sur ce front en août 1791 et sont engagés des pourparlers de paix, qui aboutiront en janvier 1792 avec le traité d'Iasi, qui reconnaît enfin la souveraineté russe sur la Crimée.

Dans l'intervalle, Catherine a appris que le roi de France a accepté la Constitution du 3 septembre 1791 votée par l'Assemblée nationale. Elle renie toute sa correspondance avec les philosophes pour s'en offusquer auprès de Grimm : « Ne voilà-t-il pas que sire Louis XVI vous

flanque sa signature à cette extravagante Constitution et qu'il s'empresse de faire des serments qu'il n'a aucune intention de tenir ! Cela s'appelle se discréditer, s'avilir, se rendre méprisable et ridicule. » Potemkine étant mort le 16 octobre, elle décide de gouverner seule et d'agir selon ses intuitions.

La paix faite à l'Est, la guerre se rallume à l'Ouest, dans des conditions qui la stupéfient : le 20 avril 1792, l'Assemblée nationale déclare la guerre à l'Autriche « sur proposition de Louis XVI roi des Français » ! Ce dernier vient indubitablement de toucher le fond ; son statut de roi-otage révolse Catherine, qui rompt aussitôt les relations diplomatiques avec la France, dénonce le traité de commerce de 1787 et fait interdire les ports russes aux navires français.

La prise des Tuileries, le 10 août, suivie de la déchéance et de l'internement de Louis XVI, poussent Catherine à publier une déclaration solennelle dénonçant les « discours des imposteurs » et l'hypocrisie des révolutionnaires français qui, selon elle, avaient dès le départ ce projet en perspective. Lorsqu'enfin elle apprend l'exécution du roi, mis à mort le 21 janvier 1793, elle s'isole pendant cinq jours et ne veut voir personne. Ne sachant rien de la situation de Louis XVII, elle reconnaît, sous cette réserve, le comte de Provence pour régent de France en exil et prophétise : « ils ne tarderont pas à se lasser de leur fausse liberté et alors ils se feront dociles comme des agneaux. Mais que surgisse un homme avec une habileté et un courage au-dessus du siècle, ce sera le nouveau Gengis Khan ! » Elle écrit aussi : « Savez-vous ce qu'il en arrivera de la France si on parvient à en faire une république ? C'est alors que tout le monde désirera qu'elle redevienne monarchie ! Personne ne se plaît plus à une Cour que les républicains. » Il sera aisé, quelques années plus tard, d'estimer que la tsarine vient de pressentir Bonaparte et la cour impériale de Napoléon.

En attendant, elle reçoit durant six semaines, en mars et avril, le comte d'Artois, deuxième frère de Louis XVI, à qui elle octroie une aide financière de trois millions de livres (environ 220 millions d'euros),

d'enthousiastes paroles et de splendides réceptions mais pas de troupes, du moins pas encore...

Elle profite aussi de ce que, la Turquie vaincue, l'Autriche et l'Angleterre gardent les yeux rivés sur la France pour procéder, avec la Prusse, à un nouveau partage de la Pologne en mai 1793. La Russie y gagne la majeure partie de la Biélorussie et l'ouest de l'Ukraine qui lui manquait encore. Elle est désormais, et de très loin, sans compter la Sibérie asiatique, le pays le plus vaste d'Europe avec près de deux millions de kilomètres carrés, soit plus de quatre fois et demi la France.

Catherine ne décolère plus contre la Révolution de là-bas. Elle renonce à ce qu'elle considère désormais comme « l'illusion des Lumières », fait enlever de sa bibliothèque le buste de Voltaire, qualifie Paris de « repaire de brigands » et veut supprimer « jusqu'au nom de Français ». Elle démet de leurs fonctions son bibliothécaire, Hilarion de Puget, ainsi que Charles de Sibourg, le précepteur des grandes-duchesses, Anna Petrovna II et Elisabeth Grigorieva. Elle accueille aussi un nombre croissant d'émigrés qui, avec son aide, ne quittent pas la France de l'œil et attendent, en s'impliquant personnellement ou non, la chute de la république.

L'œil de Saint-Pétersbourg

L'expression « œil de Moscou », popularisée après la publication, en 1964, de l'ouvrage éponyme du communiste suisse repenté Jules Humbert-Droz, s'appliquait aux militants occidentaux qui fournissaient à l'Union soviétique des informations plus ou moins précieuses sur leurs pays. Cent soixante-dix ans plus tôt, c'est de Saint-Pétersbourg que le gouvernement russe porte un œil des plus attentifs sur le déroulement des événements de France et les brigandages de ces « bolcheviks » avant la lettre. Entre-temps, le camp de la révolution et celui de la réaction auront échangé leurs places...

Dans la dernière année de règne de Catherine II, plus contre-révolutionnaire que jamais, la colonie française émigrée compte environ dix mille personnes faisant de Saint-Pétersbourg leur quatrième destination après Londres, Vienne et Turin, ce qui paraît étonnant en raison de la distance. Mais c'est ici que les plus déterminés à tordre le cou de la république – excepté ceux du camp retranché de Coblenze en Rhénanie – se sentent le mieux en confiance. La capitale russe a magnifiquement accueilli cette noblesse à l'excellente réputation, les bonnes maisons de Saint-Pétersbourg faisant même assaut d'hospitalité comme pour un concours de distinction.

Les premiers émigrés sont souvent passés par Vienne où, depuis novembre 1792, réside le prince Charles de Ligne. Celui à qui on fait disputer à Voltaire le surnom de « Sémiramis du Nord » attribué à Catherine II, ne tarit pas d'éloges à son égard. Il l'a, comme représentant officieux de Marie-Thérèse d'Autriche, rencontrée en 1780 puis a fait partie, en 1787, de sa prestigieuse suite lors du voyage en Crimée. Après la Révolution et la confiscation de ses biens en France, la tsarine lui a octroyé, en 1794, le titre honorifique de feld-maréchal de l'armée impériale ainsi que la propriété d'un vaste domaine dans la région qu'ils ont ensemble visitée.

S'installer en Russie devient donc enviable pour les désargentés. La munificence impériale semble illimitée. Des terres immenses leurs sont offertes en abondance. Mais il advient souvent que les heureux bénéficiaires déchantent un peu. Comme le note Ghislain de Diesbach dans sa remarquable *Histoire de l'émigration* : « Contraints de s'y rendre, ne serait-ce que pour en prendre possession, ils s'aperçoivent vite que ces fiefs ne ressemblent en rien à ce qu'ils imaginaient et que les choses ne sont pas telles qu'on les leur a décrites à Saint-Pétersbourg. Là, c'est la maison qui manque, à moins qu'il ne faille considérer comme telle la misérable bicoque dont le dernier occupant a emporté tous les meubles ; ailleurs, ce sont les paysans qui ont disparu ; en un autre endroit, c'est l'ancien seigneur qui ne veut rien entendre pour céder la place au nouveau. »

Les bonnes intentions de la tsarine ne semblent pourtant pas en cause, à ceci près que sa générosité ne peut se dispenser de façon égalitaire, et que son goût des émigrés se concentre sur quelques personnes, d'abord les militaires. Du duc de Richelieu, alors âgé de 33 ans et auréolé de la campagne contre les Turcs, elle écrit à Grimm : « Puisse-t-il jouer le rôle du cardinal un jour en France, sans en avoir les défauts ! » Ici encore, elle se montre visionnaire. Au comte de Langeron, qui s'est également distingué contre les Turcs, elle confie le commandement de l'un de ses régiments

favoris. Elle nomme le marquis de Traversay, qui a joué un rôle important dans la marine lors de la guerre d'Indépendance américaine, major général de la flotte de la Baltique. Elle pardonne au comte de Choiseul-Gouffier qui, ambassadeur de France à Constantinople, a soutenu son vieil ennemi ottoman : « Hors du combat tout différend cesse et l'on se rend réciproquement justice ; vous avez fait votre devoir et moi j'ai mené ma petite barque du mieux que j'ai pu. » Elle nomme cet académicien français (depuis 1783) directeur de l'Académie des arts et des bibliothèques impériales de Russie. Aux autres jolis noms de France qui se présentent – les Polignac, Clermont-Tonnerre, Esterhazy, Saint-Priest... – elle offre généreusement des pensions, des domaines et des fonctions publiques. Si certains se laissent vivre en attendant des jours meilleurs, d'autres travaillent, le plus souvent comme artistes, administrateurs et enseignants quand ils ne rejoignent pas l'armée.

Parmi les premiers, on relève la venue, dès mars 1792, du peintre François Doyen, élève de Carl van Loo qui avait décoré la ville de Reims pour le sacre de Louis XVI, et qui devient rapidement un favori de la tsarine, peut-être même un amant. Il est rejoint, en juillet 1795, par Élisabeth Louise Vigée-Lebrun, autrefois portraitiste attitrée de Marie-Antoinette et des dames de la Cour de Versailles, aussitôt priée d'exercer son noble art pour celles de Saint-Pétersbourg.

D'autres plus obscurs, et bientôt plus nombreux, dirigent des théâtres, des conservatoires, des musées, des institutions scientifiques.

Mais c'est surtout le préceptorat qui fournit le plus d'emplois dans une ville où l'aristocratie, tout en condamnant la France révolutionnaire, se pique toujours de francophilie. Le métier ne requérant du reste que peu, ou pas, de qualifications établies, les nobles de second rang se font lecteurs, instituteurs, gouvernants et gouvernantes, enseignant hardiment « la littérature française et les sciences qu'ils ignorent ». Ce mot d'Antoine de

Rivarol, exilé lui à Berlin, semble aussi bien valoir pour la Russie que pour la Prusse.

À l'époque, qui dit enseignement dit hommes d'Église. Les ecclésiastiques, chassés de France par la Constitution civile du clergé promulguée le 12 juillet 1790, se sont tout naturellement faits professeurs, d'autant plus facilement que les Jésuites, expulsés par Louis XV en 1763, ont trouvé auprès de Catherine II un asile précieux à compter de 1772 et que l'éducation, leur spécialité, nécessite toujours plus de maîtres apportant dans leurs bagages les dernières tendances de la pensée d'Europe de l'Ouest et du Sud. Certains de ces prêtres enseignent dans des familles, d'autres dans des maisons d'éducation existantes, d'autres enfin créent de nouveaux établissements. De leur groupe se détache l'abbé Charles-Dominique Nicolle. Prêtre réfractaire devenu précepteur des enfants du comte de Choiseul-Gouffier, il a suivi la famille en exil. Il fonde en 1794 à Saint-Petersbourg un pensionnat sur le modèle des pensionnats anglais, où les élèves sont recrutés selon leur mérite et non selon leur arbre généalogique. S'y mêlent indistinctement jeunes Russes et jeunes Français, dans un climat d'études rigoureux et un libéralisme religieux laissant cohabiter pratiques catholique et orthodoxe. Bien vite, et cela ne relève évidemment pas du hasard, il se lie d'une profonde amitié avec le duc de Richelieu, son cadet de huit ans ; elle durera toute leur vie.

Tout n'est pas toujours aussi idyllique dans les relations entre la noblesse russe et les émigrés. Le comte Fédor Rostopchine, gentilhomme de la chambre de l'impératrice – une fonction qu'elle a créée sur le modèle versaillais – écrit de ces Français, à ses yeux trop nombreux à Saint-Petersbourg : « Je m'étonne de ce que ces gens puissent inspirer un intérêt réel. Je ne leur en aurais jamais accordé d'autre que celui qu'on a à la représentation d'une pièce touchante car cette nation n'existe que par et pour la comédie. » Sévère jugement que partagent beaucoup de ses compatriotes. Ainsi de Semion Vorontsov, ambassadeur de Russie à

Londres qui effectue de réguliers séjours à Saint-Pétersbourg : « On trouve quelque chose de si léger dans tout leur être qu'on ne conçoit pas comment ces gens tiennent à la terre ; je suis tenté de croire qu'ils sont formés de gomme élastique qui se prête à tout. » Dans une lettre ultérieure à sa famille, il va jusqu'à les considérer comme « corrompus, lâches, serviles et intrigants ». Et cependant parfois capables, pour le plaisir d'un bon mot ou de la provocation, de se dire, selon cette « sottise gymnastique de l'esprit » que dénoncera Nicolas Gogol, pas si hostiles que cela aux idées révolutionnaires de France. De sorte qu'ulcérée par de tels comportements, Catherine II exige que tout exilé français prête serment de fidélité à la couronne... de France.

Plus directement, on reproche à certains d'entre eux leur morgue, leur arrogance et leur dédain, qui frôlent parfois le mépris de ceux qui les ont accueillis, et qui ont déjà lassé, sans en avoir tiré les leçons, leurs hôtes italiens, allemands ou hollandais. Avec la manie de la comparaison à tout propos, les Français dénigrent plus ou moins gentiment les mœurs et les goûts des Russes. Ainsi la nièce de Choiseul-Gouffier, devenue l'épouse du duc de Tavannes, qui combat alors avec les Vendéens, nous a laissé d'importantes mémoires sur la vision de la Russie par les émigrés. Pour elle, quand on a vu la Cour de France, aucune grandeur ne mérite plus d'attention. Saint-Pétersbourg, pour spectaculaire que soient son architecture et son urbanisme, reste un décor de théâtre manquant d'authenticité et, disons-le, de classe. On déplore son climat, « qui contraint à rester sous verre les deux tiers de l'année », sa société plutôt terne, malgré la suite ininterrompue de bals, de concerts, de parades, l'absence d'esprit dans les conversations et, bien sûr, la qualité de la nourriture malgré le décorum des banquets qui fleure le parvenu. À table, on s'étonne du service « à la russe », c'est-à-dire à l'assiette, qui permet de manger chaud mais qui prive l'œil de la contemplation des plats artistiquement agencés du service « à la française ». La France abandonnera pourtant progressivement ce

dernier, dit aussi « à l'allemande », au profit du premier à partir des années 1840, en concurrence avec le service à l'anglaise consistant à présenter le plat à chaque convive afin qu'il se serve lui-même. Ainsi l'émigration aura-t-elle, au moins sur ce point, appris aux deux peuples à mieux se connaître...

En attendant, la désinvolture, le ricanement et l'ingratitude d'une partie des émigrés ne les empêchent pas de continuer à presser la tsarine d'envoyer ses armées, au moins une, combattre aux côtés des coalisés contre l'inacceptable république. Hantant palais, théâtres et salons de la capitale russe, dont celui très prisé d'Élisabeth Divoff, surnommé « le petit Coblenze », ils en parlent sans relâche aux ministres, aux hauts fonctionnaires, aux princes de toutes origines, aux artistes en vue...

Intervenir militairement ou pas contre la France révolutionnaire constitue le dilemme majeur de la dernière année de vie de Catherine II. La première coalition européenne formée en août 1792, réunissant l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, les Provinces-Unies, l'Espagne, le Portugal, la Sardaigne et les Deux-Siciles, a remporté quelques fragiles succès à ses débuts avant de subir des échecs retentissants dès l'automne suivant. Puis, le 27 juillet 1794, Robespierre est tombé, la Terreur a pris fin et les « Thermidoriens », révolutionnaires modérés, se sont emparés du pouvoir. Ce qui a incité plusieurs pays d'Europe à se retirer de la coalition contre la France. Après la paix du printemps 1795, sont seules demeurées en guerre l'Angleterre et l'Autriche. Sans l'appui de la Russie, elles risquent de s'avérer impuissantes.

Catherine tergiverse encore : jusqu'ici elle a voulu garder les mains libres pour régler ses comptes avec ses ennemis de toujours, aux portes de son empire. Ce qui ne l'a pas dispensée de contribuer, à sa manière indirecte, à la lutte contre-révolutionnaire : « Je me charge de surveiller les Polonais, les Turcs et même les Suédois qui, depuis la mort de leur roi (Gustave III en 1792) se sont réconciliés avec la France. » En vérité la

Révolution et ses succès militaires présentent aussi des avantages pour la Russie : en réconciliant entre elles toutes les monarchies absolues, puis en contraignant l'Angleterre à ne plus s'occuper que du danger français, l'expansion de l'empire s'en est trouvé facilitée. En octobre 1795, la Russie, la Prusse et, cette fois, l'Autriche procèdent au troisième partage de la Pologne. La première s'agrandit encore vers l'ouest et détient maintenant une bonne partie du littoral baltique au sud de Riga. Catherine envisage alors de rétablir des relations diplomatiques avec la France du Directoire, déclarant dans une de ses dernières lettres à Grimm : « mon but est d'être liée d'amitié avec toutes les puissances afin de toujours pouvoir me ranger du côté du plus opprimé et d'être ainsi l'arbitre de l'Europe. » On voit que la tsarine n'en est pas à une contradiction près. Ce qui a fait dire à Hélène Carrère d'Encausse que Catherine aura peut-être ainsi, en ne participant pas à la première « croisade des rois (...), involontairement contribué à sauver la Révolution française ».

Mais ne faut-il pas maintenant, les gains territoriaux engrangés au sud et à l'ouest, se donner un nouveau grand dessein, aligner les actes sur les paroles, passer de la virulente condamnation verbale de la Révolution française à une implication concrète ? Et apporter peut-être à la réaction européenne ce supplément de force sans lequel les redoutables armées républicaines resteront invaincues.

Le 18 octobre 1795, elle se décide enfin : une armée de soixante mille hommes, commandée par le général Alexandre Souvorov, marchera vers le Rhin afin de soulager l'Autriche. Mais les préparatifs traînent en longueur tandis que, sur le front occidental, la poussée jusqu'ici irrésistible des armées françaises sur le Rhin, et au-delà, se trouve arrêtée par la trahison du général Pichegru peu après être passé sur la rive droite du fleuve à hauteur de Mannheim et de Düsseldorf. Le prince de Condé, chef des armées émigrées, a promis au félon de l'argent, des titres et la possession du château de Chambord où, jadis, Louis XV avait installé son beau-père

Stanislas Leszczyński. Du coup l'invasion française est stoppée, les troupes républicaines refluent derrière le Rhin. L'Autriche a eu chaud mais limite les dégâts au point qu'épuisée, elle accepte à son tour un armistice, signée le 31 décembre. Peu de jours après que Madame Royale, la fille de Louis XVI, a été libérée de la prison du Temple et échangée contre six prisonniers politiques français détenus en Autriche.

L'Angleterre se retrouve désormais seule contre la France. Le gouvernement de William Pitt joint sa voix à celle des émigrés, nombreux à Londres, dont le comte d'Artois, et à celle de leurs compatriotes de Saint-Pétersbourg pour que l'armée russe entre enfin en campagne. Car si le Directoire s'est assagi sur le plan interne, gérant désormais une révolution quelque peu réembargeoisée, il en va différemment sur le plan externe, où il prépare une reprise de la guerre contre l'Autriche en Italie – avec un prometteur général en chef de 26 ans du nom de Napoléon Bonaparte – et sur la rive droite du Rhin avec les généraux Jourdan et Moreau. Donc, il y a urgence. Londres et Saint-Pétersbourg communiquent par messages codés de peur de leur interception par ces agents français dont on dit qu'ils sillonnent l'Europe, sachant être partout à la fois, comme on le dira plus tard des agents soviétiques.

La tsarine ne mobilise toujours pas son armée de terre, d'autant moins qu'elle en envoie alors une partie importante, sous les ordres de l'un de ses favoris, Valérien Zoubov (réputé plus bel homme de Russie) contre la Perse : toujours la même politique d'extension de l'empire sur les pays voisins – on estimera que durant son règne, la Russie se sera agrandie en moyenne de cent quarante kilomètres carrés par jour.

Toutefois, ne pouvant éternellement procrastiner avec les demandes anglaises, Catherine consent à envoyer quelques vaisseaux de guerre épauler la *Royal Navy* dans le blocus des ports français et hollandais. Ces derniers, en effet, relevant de la république batave, la deuxième d'Europe,

fondée en 1795 après l'invasion française des Provinces-Unies, comptent dorénavant parmi les ennemis des vieilles monarchies.

La Russie ne sera pas allée plus loin lorsque, victime d'une attaque d'apoplexie, Catherine II disparaît, le 17 novembre 1796. On murmure, notamment dans les milieux émigrés, qu'elle aurait, peu avant sa mort, rédigé un testament afin de destituer son fils Paul, qu'elle jugeait incapable, au profit de son petit-fils, Alexandre, qui allait sur ses 19 ans. Acte dont elle avait le droit selon la règle de dévolution de la couronne en vigueur depuis 1722. Mais faute de l'avoir trouvé, et donc en l'absence de volonté expresse de la défunte, la couronne revient à son fils unique, Paul, né en 1754. Le document aurait été subtilisé et détruit par le prince Alexandre Bezborodko, ministre des Affaires étrangères qui avait, notamment, tenu un rôle crucial dans le dernier partage de la Pologne. Pourquoi aurait-il fait cela ? Parce qu'il espérait davantage, en termes d'honneur et de pouvoir, de Paul que d'Alexandre ? On savait pourtant le premier imprévisible, sujet à des colères subites ou à des foudrues incontrôlables qui avaient conduit Catherine à lui enlever l'éducation de ses enfants. Rien n'est donc certain. D'autant moins que, durant ses débuts sur le trône, le nouveau tsar de 42 ans, bien que complètement tenu à l'écart des affaires par sa mère, se révèle politiquement plus avisé qu'on n'aurait pu le croire.

Il décide d'abord de mettre fin aux risques de troubles et de désordres consécutifs à la règle de succession impériale imposée par Pierre le Grand : désormais, comme dans les monarchies bien établies, dont la française qu'il ne considère que comme momentanément interrompue, la dévolution de la couronne s'opérera de façon objective, s'imposant au monarque selon le principe de primogéniture de mâle en mâle, soit une transposition de la loi salique, bientôt surnommée « loi paulienne ». Ainsi se clôt le « temps des impératrices », plus aucune femme jusqu'à nos jours n'occupera le pouvoir en Russie, et à peine plus en France avec les seules exceptions de 1991-1992 et de 2022...

En second lieu, Paul entend renoncer aux guerres à tout va, qui n'ont cessé d'ensanglanter le peuple russe depuis quarante ans. Il rappelle les troupes engagées contre la Perse, charge ses ambassadeurs à Berlin, à Vienne et à Stockholm de faire savoir que la Russie n'envisage plus de nouvelles conquêtes territoriales, et à ceux de Londres et de Vienne qu'elle ne prendra pas les armes contre la France. Elle continuera cependant, par d'autres moyens adaptés, à lutter contre « la terrible république française qui menace l'Europe d'une subversion totale par la ruine des lois, des droits, des propriétés, de la religion et des mœurs ». Mais le caractère erratique des convictions du nouveau tsar ne tarde pas à se manifester dans sa politique étrangère. À peine cette proclamation lancée, il tente un rapprochement avec le Directoire en vue du rétablissement de relations diplomatiques normales, réitère ses désirs de paix, indépendamment du régime en place, et s'offre même comme médiateur entre la France et ses ennemis, anglais et autrichien. En l'absence de représentant russe à Paris, les tractations s'opèrent par l'intermédiaire de Nikita Panine (à ne pas confondre avec son oncle, ministre de Catherine II et mort en 1783), ambassadeur auprès du roi de Prusse, alors en paix avec la France, du ministre plénipotentiaire prussien en France, Hardenberg, et des directeurs Joseph Sieyès et Jean-François Reubell. Mais elles buttent très vite sur la question polonaise : de nombreux émigrés du royaume disparu avec le partage de 1795 ont accompli le chemin inverse des émigrés français pour se réfugier dans le pays de la Révolution, dont le gouvernement poursuit à leur endroit la politique de Louis XV... Une situation inacceptable pour le tsar, que le Directoire refuse de reconsidérer, provoquant la rupture des négociations et les signes d'un retour à la mésentente.

Les années 1797 et 1798 voient se réitérer une série de conflits entre la France et ses nombreux ennemis sur plusieurs fronts, en Italie, sur le Rhin, en Égypte, dans les îles plus ou moins lointaines... tous ponctués d'avancées et de reculs, de victoires, comme de défaites, sans lendemain, de

traités de paix sitôt signés sitôt violés, bref la sinistre répétition des guerres du XVIII^e siècle, avec à peu près les mêmes belligérants qui, à la fin, ne savent plus vraiment pourquoi ils se battent.

Encore sans combattre pour eux, la Russie de Paul I^{er} continue d'offrir un asile de choix aux émigrés. Et d'abord au premier d'entre eux. Le comte de Provence, devenu Louis XVIII par la mort de son neveu Louis XVII dans la prison du Temple en juin 1795, a surtout connu l'errance depuis son départ de France durant l'été de 1791. Après avoir séjourné à Bruxelles, puis à Coblenz, puis en Westphalie, puis à Vérone, dont il a dû s'enfuir en 1796 après l'invasion de l'Italie par l'armée de Bonaparte, puis dans le pays de Bade, il a trouvé refuge au château de Blankenburg dans le duché de Brunswick. Mais la paix de Campo-Formio, conclue le 17 octobre 1797 entre Bonaparte et l'empereur germanique François II, prévoit la fin du soutien de l'Autriche à la petite armée royaliste du prince de Condé et la création d'une zone neutralisée au centre de l'Europe, qui englobe le duché de Brunswick. Consécutivement, tous les émigrés doivent en être expulsés, dont le roi de France en exil.

Paul reçoit, avec magnificence, Condé à Saint-Pétersbourg et lui annonce qu'il ne saurait abandonner sans ressources les valeureux combattants qui l'ont suivi : ceux-ci pourront donc, ou bien prendre un emploi dans l'armée russe, ou bien se voir attribuer des terres en Crimée, dont il faut accélérer la colonisation. Arrivé, lui aussi, dans la capitale russe, le duc d'Enghien s'apprête à en revêtir l'uniforme mais y renonce rapidement, « dégoûté, dit-il, par la grossièreté barbare des troupes ».

Nonobstant ce petit coup de griffe du descendant de Saint Louis, le tsar se pose en protecteur chevaleresque du roi malheureux, lui offrant de s'installer à Mitau (aujourd'hui Jelgava en Lettonie), capitale du duché balte de Courlande annexé par la Russie en 1795 avec le dernier partage de la Pologne. Se souvenant sans doute de la façon somptueuse dont Louis XVI l'avait reçu en France en 1782, le tsar entend rendre la pareille à

son frère ; il fait luxueusement aménager le palais ducal, ses dépendances et ses abords pour une suite d'environ deux cents personnes et mettre aussi à sa disposition, un peu comme une résidence secondaire de campagne, le château de Blankenfeld (aujourd'hui de Rundale) édifié, notamment ses jardins, sur le modèle de Versailles. Après le temps nécessaire aux aménagements et après que le duc de Brunswick a négocié quelque délai pour le départ du proscrit, Louis XVIII fait, le 13 mars 1798, une entrée solennelle à Mitau, accueilli par la haie d'honneur des gardes impériaux en grand uniforme, le gratin de la noblesse courlandaise, le gouverneur militaire de la province, le général comte de Fersen – cousin du chevalier servant de Marie-Antoinette – et quelques dignitaires venus de Saint-Pétersbourg. On lui remet une lettre de Paul I^{er}, certes chaleureuse mais refusant sa demande de se rendre bientôt à Saint-Pétersbourg afin de remercier son bienfaiteur. Visiblement le tsar entend ne pas se lier les mains et, peut-être, conserver plusieurs fers au feu...

On ne peut pas dire que le séjour enchante le royal exilé qui se sent loin de tous les centres du pouvoir en Europe et qui éprouve parfois la sensation d'être un peu, malgré la cage dorée, le prisonnier du tsar, à tout le moins un assigné à résidence, surtout lorsqu'il apprend que ses gardes du corps sont soumis à la surveillance d'officiers russes...

Le 9 juin 1799, c'est néanmoins à Mitau que Louis XVIII préside à l'union de sa nièce Madame Royale et de son neveu le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois. Mariage béni par l'abbé Edgeworth de Firmont qui assista Louis XVI dans ses dernières minutes – « fils de Saint Louis, montez au ciel ! »

Dans la foulée, plusieurs personnalités d'envergure, ou de future envergure, arrivent à Saint-Pétersbourg, dont Xavier de Maistre et Hyacinthe de Damas. Le premier, militaire, peintre et écrivain, auteur en 1794 du fameux *Voyage autour de ma chambre*, a dû fuir sa Savoie envahie par les troupes républicaines et s'est engagé dans l'armée russe. Le

deuxième, neveu du duc de Richelieu, ancien aide de camp du comte d'Artois, vient d'intégrer l'école des cadets de Saint-Pétersbourg. On peut aussi mentionner, parmi les personnes honorées par le tsar, le marquis Gabriel de Castelnau, nommé censeur du théâtre national de Saint-Pétersbourg, le marquis Arnould de la Roche-Courbon, élevé au rang de premier écuyer du tsar, Joseph de Maisonneuve, commandeur de l'ordre de Malte propulsé maître des cérémonies de la Cour, Étienne-François de Sénovert, directeur de l'École des ponts et chaussées... S'ajoutent à eux plusieurs scientifiques dont Paul encourage et finance les travaux de recherche : ceux du chevalier Célestin de La Coudraye sur l'ingénierie navale, de Guillaume Cordier de Launay, qui travaille à un *Tableau géographique de la Chine et de la Sibérie*, de Jean Randulphe sur les télégraphes optiques, du chevalier François de Lancry et d'Edme Gasteclou sur les techniques de fonderie... Dans le domaine des arts, le petit groupe de Français s'enrichit encore de la venue du sculpteur Louis-Marie Guichard, élève de Pajou, et de l'architecte Thomas de Thomon, à qui Paul confie la construction du Grand Théâtre de Saint-Pétersbourg.

Survient toujours un moment où, malgré leur pacifisme initial, le goût de la guerre reprend possession de la tête des rois. C'est ainsi que, contrairement à ses intentions originelles, Paul I^{er} engage la Russie dans la mêlée ; il s'effraie de cette France belliqueuse où Bonaparte tient un rôle désormais moteur et qui essaime ses petites républiques autour d'elle : non seulement batave mais aussi cisalpine à Milan, helvétique en Suisse, parthénopéenne à Naples et même romaine après l'arrestation du pape Pie VI. De surcroît, après la prise de Malte en juin 1798 par le général français, le chapitre de l'ordre trouve refuge en Russie, avec laquelle il entretient des relations depuis Pierre le Grand. Y réside déjà, outre Maisonneuve, le chevalier Louis-Joseph de La Houssaye, vice-chancelier, qui propose au tsar, en dépit de sa confession orthodoxe, d'en devenir le grand maître, en remplacement de Ferdinand de Hompesch, qui a préféré

abdiquer plutôt que de défendre l'île en faisant couler le sang. Flatté de cet honneur, Paul I^{er} se convertit à la croisade contre-révolutionnaire qui aura notamment pour but de libérer Malte.

À la suite de la campagne de Bonaparte en Égypte, la Turquie du sultan Sélim III elle aussi prend peur, à tel point que les deux ennemis multiséculaires concluent, le 22 décembre 1798, un traité défensif et offensif contre la France, auquel s'agglomèrent bientôt l'Angleterre, l'Autriche et les Deux-Siciles, alors que l'autre monarchie bourbonnienne, celle d'Espagne, a fait la paix avec la France.

L'archiduc d'Autriche et empereur germanique François II convainc le tsar de reprendre le projet de sa mère détestée, de rappeler de son exil le maréchal Alexandre Souvorov, le meilleur capitaine russe de son temps, et de lui confier le commandement général des troupes terrestres austro-russes qui, fortes de cent-trente-cinq mille hommes, tenteront de reprendre l'Italie. Parallèlement l'escadre de l'amiral Fiodor Ouchakov traversera la mer Noire avec l'accord des autorités turques afin de se porter sur les côtes de l'Adriatique. Enfin, troisième volet de l'opération, le général Alexandre Rimski-Korsakov (arrière-grand-père du musicien) prendra la tête d'une armée de quarante mille hommes qui, elle aussi réunie à une armée autrichienne, de vingt-cinq mille hommes, mais conservant son propre commandement, s'efforcera de chasser les Français de Suisse avant d'opérer sa jonction avec Souvorov et, peut-être, de marcher sur Paris à travers la Franche-Comté pour placer Louis XVIII sur son trône. L'ambitieux projet connaît, au printemps et à l'été de 1799, de remarquables succès : entrés en Italie le 18 avril, les Austro-Russes défont à plusieurs reprises les armées françaises commandées par Moreau, Macdonald et Joubert, ce dernier se faisant tuer le 16 août à la bataille de Novi alors que le Directoire envisageait de l'utiliser pour supplanter un Bonaparte devenu encombrant. Bientôt les Français ne contrôlent plus que Gênes et ses environs, tandis que Souvorov, qui s'est rendu maître de

Rome, de Milan et de Turin, rétablit Charles-Emmanuel IV sur le trône de Piémont-Sardaigne. C'est la première fois de l'histoire qu'une armée russe s'éloigne autant de ses bases et la première fois aussi qu'elle pénètre en Europe méridionale, une expédition qui jamais ne se reproduira...

Sur mer, Ouchakov s'empare de Corfou, déloge les Français des îles Ioniennes qu'ils occupaient depuis 1797 et organise le blocus du port de Gênes. Puis il s'apprête à renforcer le dispositif britannique qui assiège Malte. Mais Londres, fidèle à sa politique d'équilibre européen, s'inquiète de la présence grandissante des forces navales russes en Méditerranée et de la pression exercée sur les peuples slaves des Balkans : la principauté de Monténégro vient de demander à se mettre sous la protection de Saint-Pétersbourg. Aussi bien l'amiral Horatio Nelson refuse-t-il la proposition d'Ouchakov et l'incite plutôt à aller combattre les Français en Égypte. Hésitant, celui-ci sollicite les ordres du tsar qui, compte tenu du trajet à effectuer, mettent trois mois à effectuer l'aller-retour : l'amiral russe reçoit instruction de rentrer chez lui, sans autre précision.

En revanche, les engagements terrestres se poursuivent, a priori sans réorientation stratégique. L'automne venu et l'Italie étant presque totalement « libérée » des Français, Souvorov franchit les Alpes pour rejoindre l'armée de Rimski-Korsakov entrée en Suisse depuis l'Autriche. Mais François I^{er} et son frère cadet, l'archiduc Charles qui a la haute main sur l'armée, peut-être jaloux des impressionnants succès de Souvorov, ne lui prêtent plus qu'une main hésitante qui nuit à la coordination des opérations militaires. André Masséna, qui commande l'armée française d'Helvétie, en profite pour s'attaquer à un Rimski-Korsakov quelque peu isolé et le vaincre devant Zurich les 25 et 26 septembre 1799. Parvenu trop tard à son aide, Souvorov se voit harcelé par les troupes républicaines sans trouver de position stratégique l'autorisant à une contre-offensive. Jugeant sa situation intenable et constatant la démoralisation de ses troupes épuisées par cinq mois de campagne ininterrompue, il choisit de battre en retraite

vers la frontière autrichienne. La dépêche qu'il envoie à Paul I^{er} pour expliquer ses difficultés et pour se plaindre du comportement de Vienne décide celui-ci à rappeler également son armée de terre et à prendre, au moins, quelque distance avec la coalition.

Les troupes russes se trouvent néanmoins engagées sur un deuxième front, aux côtés des Anglais dans la campagne lancée par mer le 27 août contre la République batave défendue par l'armée du général Guillaume Brune. Treize mille soldats du tsar, commandés par le général de Fersen, ont ainsi débarqué au Helder, à l'extrême nord de la péninsule hollandaise, en face de l'île du Texel. Après plusieurs batailles meurtrières mais indécises, le duc d'York, chef du corps expéditionnaire anglo-russe, décide, le 8 octobre, une retraite « stratégique ». Dix jours plus tard, la convention d'Alkmaar reconnaît l'échec de l'offensive alliée et prévoit l'évacuation de leurs troupes dans le mois qui vient. Un motif de plus pour Paul I^{er} de se retirer complètement de la coalition, bientôt étayé d'un événement de nature à provoquer chez lui une de ces volte-face dont il devient coutumier. En effet, le 9 novembre (18 brumaire du calendrier révolutionnaire), Bonaparte réussit le coup d'État qui met fin au Directoire, inaugure le Consulat et lui donne le titre de Premier consul, en vérité le pouvoir d'un quasi-dictateur. Ce qui impressionne beaucoup Paul I^{er}, fasciné par ces hommes de trempe qui forcent le destin : « Il se produit un changement en France, dont il faut attendre la tournure qu'il prendra, avec patience, sans s'épuiser (...) Je suis plein de respect pour le premier consul et ses talents militaires (...) Il agit et c'est un homme avec lequel on peut être en affaires. » Margaret Thatcher, rappelle l'historien de la Russie Michel Heller, reprendra le mot à propos de Mikhaïl Gorbatchev...

À Saint-Pétersbourg, en ce début d'année 1800, le ton du palais impérial change radicalement : l'ennemi principal cesse d'être la France, supplantée dans ce rôle par l'Angleterre. Ce qui, en mars, fait écrire l'ambassadeur Charles Witworth à son gouvernement : « Nous devons être prêts à tout (...)

L'empereur a littéralement perdu la tête. Il n'est guidé dans ses actes par aucune règle ni principe. Toutes ses actions sont le fruit de son caprice ou de sa fantaisie. » Interceptée, la dépêche provoque l'expulsion du diplomate anglais et les prémices d'un nouveau renversement des alliances. Car, pour Paul I^{er}, nous dit son biographe Kazimierz Waliszewski, « l'alliance contre la France (républicaine) fut une prison » et son goût naturel l'incline aux « solutions extrêmes ». Il caresse pourtant encore l'idée de contribuer à l'établissement de Louis XVIII, cette fois sur la base d'un plan qu'en mars 1800 lui présente le général François Dumouriez. Le vainqueur de Valmy, passé depuis 1793 dans le camp de la légitimité, propose un débarquement en Normandie associant des troupes russes à l'armée des émigrés, avec le soutien de l'Angleterre et du Danemark. Le tsar semble d'abord approuver ce projet, qualifie Dumouriez de « Monk français », puis change encore brutalement d'avis et, le 15 avril, lui fait donner l'ordre de quitter le pays.

Bien informé, Bonaparte adresse plusieurs clins d'œil à l'empereur de Russie. D'abord par la libération de tous ses prisonniers – entre six et sept mille – renvoyés chez eux, bien nourris, habillés, chaussés de neuf, avec leurs armes et leurs drapeaux. Sans exiger d'échange en contrepartie, ce qui évidemment le sous-entend hors des gros sabots de la diplomatie traditionnelle. Puis avec la proposition de rétablir l'ordre de Malte dans ses foyers sous la protection de son grand-maître. La propagande napoléonienne, peut-être le plus grand savoir-faire du « petit caporal », bien qu'encore embryonnaire, démontre déjà son efficacité, entre le mythe du franchissement héroïque du pont d'Arcole (1796) et, plus tard, la supercherie des « pestiférés de Jaffa » (1804). Paul I^{er} y succombe. D'autant mieux que la prise de Malte par les Anglais, le 5 septembre 1800, courrouce le grand maître de l'ordre : on ne l'a pas associé à l'entreprise et le nouvel occupant de l'île ne semble pas décidé à rétablir les chevaliers dans leurs droits. La rupture entre Saint-Pétersbourg et Londres semble bien

consommée. En octobre, environ trois cents navires britanniques de commerce sont séquestrés dans les ports russes, une grande partie de leurs équipages – plus de dix mille marins – arrêtés et déportés vers les régions orientales de l’empire.

Parallèlement, le rapprochement s’opère avec Paris. Paul I^{er} envoie un ambassadeur à Bonaparte, le général-baron George de Sprengtporten, un Finlandais passé au service de la Russie afin de faciliter l’arrimage de son pays au grand voisin. Le voilà maintenant chargé de remercier le Premier consul de ses bontés en accusant réception des prisonniers russes et de lui faire part, au moins à mots couverts, de l’intention du tsar de sceller une alliance avec la France. « Puis-je mieux faire, aurait dit Paul, que d’adresser un traître à un usurpateur ? » L’envoyé spécial se présente devant Bonaparte muni d’une lettre de Nikita Panine, tout neuf ministre des Affaires étrangères jusqu’ici hostile à la France républicaine mais plus attaché à son poste qu’à ses convictions : « les deux états respectifs, écrit-il, de la France et de l’empire de Russie par leurs distances éloignées ne pourront se trouver jamais dans le cas de se nuire réciproquement ; ils pourront en revanche se réunir et, dans une bonne harmonie, empêcher que les autres (puissances), par leur envie de s’agrandir et de dominer, ne fassent tort à leurs intérêts. » Une observation de bon sens que l’histoire confirmera à plusieurs reprises et que France et Russie, selon les périodes, exploiteront ou perdront de vue.

Or la république consulaire manque alors cruellement d’alliées. Vis-à-vis d’elle, les pays européens se classent en deux catégories : celle des ennemis et celle des puissances qui ont signé un armistice, forcément momentané. Aucune possibilité d’alliance véritable ne pointe à l’horizon. Encore taxée de révolutionnaire, la France ne saurait, malgré ses récents et brillants succès, triompher seule de tout un continent. Aussi la démarche russe tombe-t-elle on ne peut mieux.

Talleyrand, ministre des Affaires étrangères depuis novembre 1799, demande cependant, et poliment, des gages : comment en effet se lier avec

un empire qui nourrit en son sein une grande partie de l'émigration royaliste et chez qui le légitime hériter du trône – le « prétendant » en langage républicain – a trouvé un confortable refuge ? La Russie doit clarifier sa position, mais rien ne presse. Moyennant quoi Bonaparte souscrit avec entrain à la proposition : « je désire voir promptement et irrévocablement réunies les deux plus puissantes nations du monde », fait-il dire par son ministre. À ces mots Paul I^{er} ne se sent plus de joie. Il ne reste qu'à boucler la rédaction d'une grande alliance qui fera date... Un maréchal de la cour et diplomate de haut vol, antérieurement ambassadeur à Berlin puis à Vienne, Étienne Kalytchov, est envoyé à Paris avec des instructions datées du 19 décembre 1800 : la Russie reconnaît le Rhin comme frontière naturelle et indiscutable de la France ; toute latitude est laissée au Premier consul d'« en finir avec les Anglais », sauf à adhérer à, et donc à recevoir l'aide de la Ligue des puissances du Nord, que Paul essaie alors de mettre en place avec la Prusse, le Danemark et la Suède ; en contrepartie, les armées françaises devront évacuer les territoires occupés en Italie, restituer l'Égypte à la Porte et garantir la possession de Malte au grand-maître de l'ordre après en avoir chassé les Anglais. Les instructions comportent aussi un volet secret : la Russie aidera Bonaparte à débarquer des troupes en Angleterre et à mener contre elle une expédition vers l'Inde ; elle accordera à la France un nouveau traité de commerce particulièrement avantageux ; enfin Kalytchov devra souffler à l'oreille du Premier consul l'idée de prendre le titre de roi, de rendre la couronne héréditaire dans sa famille, ce que Saint-Pétersbourg reconnaîtrait aussitôt.

En attendant, il faut régler le problème de l'encombrant Louis XVIII reclus avec sa Cour d'opérette dans le palais ducal de Mitau. Ce qui ne tarde pas : le 7 janvier 1801, le roi de France en exil reçoit, du comte Maurice de Caraman, un émigré qui le représentait auprès du gouvernement russe, lui-même chassé de Saint-Pétersbourg, l'ordre de vider les lieux dans les deux semaines. Pathétique, Louis XVIII écrit au tsar pour pleurnicher en

évoquant l'état de santé de sa nièce la duchesse d'Angoulême. La lettre lui revient non décachetée, assortie de passeports, l'un – suprême humiliation – au nom du « comte de l'Isle », un titre de courtoisie que le frère de Louis XVI avait pris précipitamment en quittant la France en juin 1791, et un autre au nom de la « comtesse de La Meilleraye » (on ignore l'origine de ce choix), pour sa nièce, d'ailleurs en parfaite santé.

Paul I^{er} vient donc juste d'échanger une France contre une autre : abandonnant la royale et légitime, il adopte la postrévolutionnaire et consulaire, qui lui paraît bien plus prometteuse.

Voilà donc les « infortunés proscrits » quittant leur abri le 22 janvier sans savoir où ils trouveront le prochain, et désormais privés de la pension que leur servait le tsar, qui ne fait jamais les choses à moitié. Le temps glacial, les tempêtes de neige, le dételage des chevaux épuisés, la marche harassante d'un homme déjà frappé d'embonpoint, tombant et se relevant par le bras de la duchesse d'Angoulême, réincarnation d'Antigone soutenant Œdipe vers Colone, les nuits dans des auberges sordides, la méfiance des douaniers russes, vont beaucoup faire pour dessiner l'image d'une légitimité indestructible et triomphante des pires épreuves par la vertu de son bon droit.

Sans qu'il y soit pour rien, sinon par décret de la Divine Providence, Louis XVIII, tient sa revanche dans la nuit du 23 au 24 mars suivant : une conspiration de palais organise l'assassinat de Paul. On l'a expliqué par plusieurs causes : la détestation d'un monarque aux foudres incontrôlables, aux brutales volte-face, aux engouements personnels aussi rapides et éphémères que les disgrâces, rendant impossible la vie des ministres, des chefs de l'armée, de tout le personnel dirigeant. C'est à ce dernier qu'appartiennent les conjurés, dont le comte Nikita Panine, ministre des Affaires étrangères, le comte Piotr Pahlen, gouverneur militaire de Saint-Petersbourg, et les généraux Nikolaï Zoubov et Levin Bennigsen. Pour le roi de France errant vers la Prusse, il faut y voir aussi « la main du

gouvernement britannique », ce que nombre d'historiens confirmeront. Aux yeux de Germaine de Staël, « en Russie le gouvernement est un despotisme mitigé par la strangulation ».

La disparition de Paul ne provoque aucune crise dynastique : la loi de succession qu'il a instaurée fonctionne parfaitement en attribuant automatiquement le trône à son fils aîné, Alexandre, alors âgé de 23 ans. Une émigrée, Madame de Noisseville, qui assiste, le 15 septembre, au couronnement du nouveau tsar, écrit à l'un de ses correspondants à Vienne : « J'ai vu ce jeune prince marchant à la cathédrale, précédé des assassins de son aïeul (lire Pierre III), entouré de ceux de son père et, selon toute apparence, suivi des siens. » Une saillie qui aurait rencontré un grand succès aux Tuileries selon l'historien Fedor Golovkine.

L'avènement d'Alexandre ne semble pas augurer d'un changement de politique à l'égard de Louis XVIII : à la lettre de condoléances que lui adresse ce dernier de Varsovie – prussienne depuis le dernier partage de la Pologne en 1795 – où le roi Frédéric-Guillaume III a finalement daigné l'héberger, il répond en usant de la formule vexatoire « Monsieur le comte... ». Quant aux relations avec les émigrés comme avec le Premier consul, la nature méfiante et circonspecte du jeune tsar l'incline d'abord à la réflexion. Il recueille pour cela les conseils de l'un des hommes qu'il admire le plus, un grand seigneur français toujours en exil en Russie, à qui il confiera bientôt la direction de l'un des plus grands chantiers de son règne : le développement de la Nouvelle-Russie et la transformation d'Odessa en métropole modèle. Tandis qu'avec Bonaparte, puis Napoléon, commence un jeu de chat et de souris, chacun persuadé de tenir le rôle du chat...

Odessa mon amour

Voici l'homme qui, depuis Anne de Kiev jusqu'à nos jours, aura le plus marqué de son empreinte toute française l'histoire de la Russie. Aujourd'hui presque totalement inconnu du grand public, en dépit de qualités exceptionnelles dont l'énoncé de la liste, par tous ceux qui l'ont côtoyé, laisse presque pantois : l'intelligence, la courtoisie, l'élégance et la distinction, le sens de l'honneur, l'honnêteté et l'incorruptibilité, le désintéressement, l'absence d'ambition personnelle mais l'amour des plus hautes tâches, la fidélité, l'abnégation, une capacité de travail surhumaine servie par une créativité et une imagination hors pair... « Un grand homme pour tous, même pour son valet de chambre », nous dit Ghislain de Diesbach. N'en jetez plus !

Un des très rares personnages de l'histoire à ne compter aucun détracteur, à la notable exception de Talleyrand qui, voyant en lui un possible rival, tentera de le circonvenir en lui proposant, en 1815, le poste de ministre de la Maison du Roi. Essuyant un refus, le diable boiteux lui écrira : « vous être trop russe, monsieur de Richelieu, et bien peu digne du nom que vous portez. » Nous y reviendrons...

Russe en effet, et de plus en plus au cours des années qui vont suivre la montée d'Alexandre sur le trône. Pour le comte de Langeron, toujours émigré à Saint-Petersbourg, « Le grand-duc avait constamment accordé à

Monsieur de Richelieu un intérêt, disons même une amitié qui les honorait également tous deux (...) Il l'avait admis dans son entourage ; il lui confiait ses chagrins, ses inquiétudes. Sa confiance ne pouvait être mieux placée. »

S'agissant des négociations engagées par Paul I^{er} avec le Premier consul, le nouveau tsar entend bien les poursuivre mais, conseillé par Richelieu, sur des bases totalement nouvelles. Pour cela, il remplace Kalytchov par le comte Arkady Markoff, ancien collaborateur de Catherine II disgracié par son successeur, et le munit de nouvelles instructions, nettement en retrait des précédentes. Il s'agit seulement de consolider la paix. Le tsar abandonne toute action belliqueuse contre l'Angleterre, rétablit des relations diplomatiques normales avec elle ainsi qu'avec l'Autriche, et renonce, pour lui-même, au titre de grand-maître de l'ordre de Malte.

Le 8 octobre 1801, Markoff et Talleyrand signent ainsi un simple traité de paix et de bonne entente, assorti deux jours plus tard de clauses dites secrètes, à vrai dire seulement complémentaires puisque leur contenu ne tarde pas à être divulgué : rétablissement de relations diplomatiques normales avec échange d'ambassadeurs de plein exercice ; engagement mutuel de n'apporter aucun soutien, militaire ou financier, aux ennemis de l'autre partie ; reconnaissance du rattachement de la Savoie à la France contre le versement d'une indemnité au royaume de Piémont-Sardaigne ; retrait des troupes françaises de Naples ; indépendance et neutralisation militaire des îles Ioniennes, ainsi que de l'Égypte ; examen en commun des moyens d'accorder des compensations aux principautés allemandes amputées par la France de leurs territoires rhénans. Cette dernière stipulation se traduira par la convention du 4 juin 1802 proposant à la Diète de Ratisbonne – le parlement du Saint-Empire germanique – une médiation franco-russe entre les principautés.

C'est au même moment que le général Michel Duroc arrive à Saint-Petersbourg pour discuter de l'expédition militaire combinée contre

l'Inde... Et s'en retourne donc après avoir seulement respiré l'air frais des bords de la Neva. Sa route croise alors celle du général comte Gabriel d'Hédouville, qui a participé à plusieurs campagnes militaires pour le compte de la République et que Bonaparte vient de nommer ministre plénipotentiaire en Russie, pendant que Markoff reste à Paris avec des attributions similaires.

Le traité de Paris éclaire d'un jour différent la situation des émigrés, que Bonaparte voudrait voir regagner leurs foyers. Pour cela, il leur faut se faire rayer de la liste primitivement définie et établie par une loi du 17 novembre 1793. Or, depuis cette date, une trentaine de textes législatifs et administratifs ont complété ce régime, devenu un vrai casse-tête. Mais le sénatus-consulte du 17 octobre 1800 ouvre largement les portes de la France aux proscrits d'hier et leur offre la possibilité de recouvrer tout ou partie de leurs biens séquestrés. Dès lors, un dilemme taraude le duc de Richelieu, comme plusieurs de ses homologues : doivent-ils rentrer en France, où les appellent leurs familles et la récupération de leurs patrimoines ? Ou bien s'ancrer dans leur nouveau pays et aider Alexandre à réaliser les nombreuses réformes qu'il ambitionne afin que la Russie devienne un véritable État de droit, doté d'une administration objective et efficace, ainsi que d'une armée bien organisée et bien équipée ? S'il opte pour la première formule, encore faut-il à Richelieu franchir un dernier obstacle : ayant, en janvier 1793, rejoint l'armée autrichienne tout en exerçant une mission d'information pour le compte du cabinet de Saint-Pétersbourg, il a porté les armes contre la France, notamment lors du siège de Valenciennes en juillet puis, au printemps de 1794, lors de la campagne des Flandres. Mais à ses yeux, comme à ceux de la plupart des émigrés combattants, il ne s'attaquait nullement à la France, il en défendait même « une certaine idée », contre les crimes de la Terreur et la sanguinaire dictature de Robespierre. Sa guerre, si elle avait connu le succès, aurait plutôt ressemblé à une marche pour la libération du pays. Il n'empêche que

son passé militaire lui interdit officiellement le rapatriement. Toutefois, les efforts, diplomatiques d'une part, du comte Markoff, d'autre part, plus personnels, de la duchesse de Richelieu, résidant toujours à Paris, obtiennent une décision libérale du Premier consul : le 19 décembre 1801, le duc de Richelieu, ainsi que les comtes Charles de Lambert, commandant des hussards de la garde impériale, et de Langeron, sont rayés, mais à titre provisoire, de la liste des émigrés. Tous trois refusent cependant de tomber dans ce qu'ils considèrent comme le piège tendu par la loi d'amnistie du 26 avril 1802 qui transformerait le provisoire en définitif à la double condition qu'ils prêtent serment à la République et qu'ils renoncent à leurs grades acquis dans des armées étrangères, ce qui les rétrograderait dans le cas où ils poursuivraient en France leur carrière militaire. De surcroît, le terme d'amnistie, assimilant les émigrés à des criminels, ne relevait pas psychologiquement du meilleur choix...

Sur l'insistance de Talleyrand, Richelieu accepte néanmoins de rencontrer le Premier consul, sachant qu'Alexandre ne manquera pas de l'interroger à son sujet. Ce qui nous vaut un piquant portrait, adressé à son ami l'abbé Nicolle : « petit, vulgaire, s'exprimant dans un mauvais français, borné dans ses raisonnements, vaniteux, faisant des gestes ridicules à tout propos, inélégant au possible et... qu'on me pardonne, ne sentant pas très bon ». Quelques jours plus tard, assistant, au Théâtre-Français, dans une loge faisant face à celle de Bonaparte, à une pièce sur l'histoire des Stuarts, Armand s'amuse à applaudir à tout rompre chaque réplique contenant une allusion légitimiste. Ce qui lui vaut de recevoir, dès le lendemain, l'ordre de quitter Paris dans les vingt-quatre heures et la France sous huitaine : ni l'humour ni la dérision ne sont le fort de Bonaparte. De retour à Saint-Pétersbourg en octobre 1803, le tsar lui propose plusieurs fonctions auprès de lui. Mais Richelieu n'aime pas l'atmosphère des cours et entretient « un faible pour les déserts » : il se porte donc volontaire pour le gouvernement d'Odessa.

Entre-temps, la méfiance d'Alexandre, et de son ministre des Affaires étrangères Alexandre Vorontsov, à l'égard de Bonaparte s'est nourrie de plusieurs éléments jugés inquiétants du côté russe.

D'abord le renforcement de la présence française en Méditerranée et dans les Balkans, juridiquement consolidée par un traité conclu le 25 juin 1802 entre la République et l'Empire ottoman, et matériellement confirmée par une nouvelle concentration de troupes françaises sur la côte adriatique. Saint-Pétersbourg réagit en envoyant, en août, mille six cents hommes occuper les îles Ioniennes qui devaient être démilitarisées et qui deviennent République des Sept-Îles, placée sous protectorat russe.

En second lieu, le plébiscite du 2 août 1802 sanctionnant la nomination de Bonaparte comme Premier consul à vie fleure bon la dictature personnelle à la manière de Robespierre qui, le naïf, n'avait pas pensé à se faire ainsi adouber.

Toutefois le tsar et son entourage continuent à proclamer leur volonté de paix, indispensable aux réformes internes de l'État et de la société, comme au développement, et disons même à la civilisation, de certaines zones méridionales et orientales de l'empire.

Ce que dénonce vivement le savoyard Joseph de Maistre, arrivé en mai 1803 comme ambassadeur du roi de Piémont-Sardaigne. Demi-émigré comme son frère Xavier puisque non Français mais chassés de leur pays par la République, l'auteur des *Considérations sur la France* (1796), bréviaire contre-révolutionnaire après celui d'Edmund Burke – *Réflexions sur la Révolution de France* (1790) –, a deviné la boulimie de puissance personnelle de Bonaparte et sa détermination à la servir par des conquêtes prétendument réalisées pour le bien de la France. Il déplore donc l'attitude encore trop conciliante du tsar et, selon son habitude, ne mâche pas ses mots : « La Russie, assumant une attitude plus menaçante et élevant la voix, pourrait facilement rendre son équilibre à l'Europe, mais essayez de faire

entrer de telles idées dans une tête farcie par La Harpe. L'empereur n'a que deux pensées : la paix et l'économie. »

Maistre s'en prend ainsi à l'homme qui, de 1784 à 1795, fut le précepteur d'Alexandre et de son frère cadet Constantin. Frédéric de La Harpe, avocat d'origine vaudoise, avait rencontré les deux jeunes gens lors de leur « grand tour d'Europe » alors en usage chez les grandes familles patriciennes. Catherine II l'avait, dans la foulée, invité à devenir leur « guide culturel » par son enseignement du français et des grandes valeurs morales pour partie inspirées de l'esprit des Lumières. Depuis son retour au pays, à Lausanne, La Harpe correspondait régulièrement avec Alexandre, lui conseillant généralement ouverture, paix et tolérance. Son mentorat se combine plutôt bien avec celui du duc de Richelieu, les deux hommes promouvant les idées de ce qu'on pourrait appeler un légitimisme libéral haïssant la tyrannie et considérant l'institutionnalisation séculaire du pouvoir comme le meilleur des remparts contre cette dernière. Cela peut-il se combiner avec l'acceptation de la république en France, au sens quelque peu romain du terme, en abandonnant Louis XVIII à son triste sort ?

Toujours relégué à Varsovie, mais confortablement installé dans le très élégant palais Łazienki – il existe toujours et à le contempler on se dit que le malheur des princes, même en exil, est sans commune mesure avec l'ordinaire de leurs peuples – le « roi de France de droit », par son silence, commence à faire douter de sa détermination. Certains légitimistes commencent à envisager sérieusement son retrait. Ainsi, depuis son refuge d'Ettenheim dans le Pays de Bade, du duc d'Enghien, petit-fils du chef de l'armée de Condé et descendant, par la branche des Bourbons, de Saint Louis à la seizième génération. Dans cette hypothèse les royalistes reconnaîtraient son frère le comte d'Artois, alors en Angleterre, pour Charles X ou, à défaut, le duc d'Angoulême pour Louis XIX.

De son côté, Bonaparte voudrait couper au plus court et obtenir du roi en exil la renonciation pure et simple à ses droits, pour lui-même et pour sa

descendance. Il estime le parti royaliste en pleine déconfiture. Ses partisans se sont en effet beaucoup affaiblis au cours des derniers mois : nombre d'émigrés rentrés chez eux se tiennent tranquilles, d'autres se rallient à un régime qui leur paraît assurer un ordre public que l'on pourrait presque croire contre-révolutionnaire, surtout depuis la ratification du Concordat, le 8 avril 1802. Quant aux derniers réfractaires, tels que le marquis d'Andigné et le général de Bourmont, ils goûtent aux charmes de la détention politique parmi les condamnés de droit commun. Le moment semble donc venu, avec cette douce fermeté dans laquelle excelle Talleyrand, d'inviter Louis XVIII à sortir du tableau avec les honneurs. Dans ce but, le Premier consul envoie à Berlin son diplomate préféré pour les missions spéciales, le général Duroc. Celui-ci entre en contact avec le président de la Cour de justice de Varsovie, Erich von Meyer. Lui promettant on ne sait quelle récompense ou lui versant on ne sait quel montant, il le charge, avec l'aval de Frédéric-Guillaume III et, par son intermédiaire, d'Alexandre I^{er}, de tenter une démarche auprès de celui qu'il nomme « le prétendant ». Le messenger doit faire valoir à celui-ci que « le gouvernement qui veut traiter avec les Bourbons n'est plus celui qui les a dépouillés (...) loin d'avoir renversé le trône, Bonaparte l'a vengé de tous les partis qui ont désolé la France (...) et que les Bourbons doivent se hâter de répondre tant que leurs résolutions ont encore quelque poids aux yeux du gouvernement français ». La menace se double néanmoins d'une petite douceur : contre sa renonciation, Louis XVIII obtiendrait, pour lui-même, sa famille et sa clientèle rapprochée, une généreuse compensation financière.

Ce qui soulève deux questions, politique et juridique. Demander au « fils de Saint Louis » de renoncer à ses droits, n'est-ce pas reconnaître leur existence nonobstant tous les événements intervenus depuis 1793 ? Et, si ces droits existent, comment le roi pourrait-il les abdiquer pour le compte de ses héritiers ? On retrouve là, à la fois la question soulevée par la renonciation de Philippe V roi d'Espagne à la couronne de France en 1713,

et la force du principe de légitimité, éternellement indestructible malgré les aléas de l'histoire. On en débat au sein du comité secret qu'Alexandre a formé avec ses plus proches conseillers, dont La Harpe qu'il a fait revenir à Saint-Pétersbourg. Le tsar aime à se poser en défenseur des lois fondamentales des royaumes sans négliger le pragmatisme auquel incite la confrontation avec la pure force. Consulté, le duc de Richelieu répond, depuis Odessa, qu'il convient de pousser au maximum les chances du maintien de la paix avec la France et de faire savoir à Bonaparte qu'intervenir, directement ou indirectement, auprès de Louis XVIII reviendrait à s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Puisque, apparemment, le roi ne bouge pas, laissons-le ne pas bouger. Mais ayant eu vent de l'agitation autour de sa personne et de ses droits, ce dernier fait sobrement savoir, le 23 février 1803, qu'il n'en possède aucun qu'il puisse abdiquer, coup de sifflet final...

La situation en Europe ne cesse alors de se tendre : la paix d'Amiens, que la France a conclue avec l'Angleterre le 25 mars 1802, est déjà rompue le 16 mai 1803 en raison de plusieurs violations de ses stipulations que chaque partie accuse l'autre de commettre : les Anglais n'ont pas évacué Malte, ni les Français la Hollande, le Piémont, Rome et Naples. On comprend qu'en réalité, personne n'était de bonne foi et que la perfidie avait régné de chaque côté de la table. De surcroît, ce qui fut peu souligné, les milieux d'affaires britanniques attendaient que la paix d'Amiens se prolongeât d'une convention commerciale. Or, bien au contraire, la France pratique un protectionnisme agressif tandis que ses navires corsaires continuent, ici et là, de traquer les transports marchands vers les colonies d'Amérique, notamment les Antilles...

Du côté russe, l'esprit d'apaisement prédomine encore : Pierre d'Oubril, censé plus perméable aux conceptions républicaines que Markoff, l'a remplacé à Paris et renouvelle auprès de Talleyrand les convictions déjà proclamées par le tsar, afin de tester la réaction du gouvernement français

au vu de sa récente évolution : « L'unique vœu de Sa Majesté serait que la paix renaisse durablement en Europe, que personne ne veuille s'arroger une suprématie quelconque et que le gouvernement français reconnaisse aussi l'égalité des États moins forts et tout aussi indépendants que lui (...) La Russie n'a aucune envie, aucun intérêt, de faire la guerre. C'est la force des circonstances qui lui dictera le parti qu'elle aura à prendre. » Pour toute réponse, Talleyrand joue les sphinx, prend des airs mystérieux et entendus, en quoi réside selon lui l'habileté diplomatique.

Fidèle à sa volonté de paix, Alexandre propose, le 5 juin, sa médiation entre la France et l'Angleterre mais se heurte à une fin de non-recevoir. Personne ne prend la peine de lui répondre car les armes parlent toute seules : la *Royal Navy* investit les colonies françaises des Antilles, les troupes françaises envahissent le Hanovre, principauté « personnelle » de George III.

Le tsar passe alors, vis-à-vis de Bonaparte, d'une volonté de bonne entente mâtinée de méfiance à la résignation de voir les choses se gâter. Il avait, par l'entremise de Joseph de Maistre, assuré de sa protection Victor-Emmanuel, roi de Piémont-Sardaigne depuis juin 1802. Or, voilà que, trois mois plus tard, Bonaparte a annexé le Piémont à la France, et qu'il se répand maintenant vers l'Europe du nord au motif de lutter contre l'Angleterre.

Le 19 juillet 1803, Alexandre écrit, en français, à La Harpe : « Je suis bien revenu de notre opinion sur le premier consul. Depuis son consulat à vie, le voile est tombé ; depuis lors c'est allé de mal en pis. Il a commencé par se priver lui-même de la plus belle gloire : celle de prouver qu'il avait travaillé sans aucune vue personnelle, uniquement pour le bonheur et la gloire de sa patrie, et fidèle à la constitution alors qu'il avait juré lui-même de remettre après dix ans le pouvoir qu'il avait en main. Au lieu de cela, il préfère singer les cours tout en violant la constitution de son pays. Maintenant, c'est un des tyrans les plus fameux que l'histoire ait produits. »

Mais comment réagir ? Fermer encore les yeux et persister dans les discours de paix tout en se tenant sur ses gardes et en fixant la ligne blanche à ne pas franchir ? Ou préparer un affrontement armé ? Si oui, avec quels alliés ? Car Alexandre se méfie également de l'interventionnisme britannique sur le continent.

Le 24 novembre, Vorontsov lui remet un rapport selon lequel les avancées de la France vers les Balkans pourraient viser un dépeçage à son profit de l'Empire ottoman d'Europe. Il préconise en conséquence la conclusion d'une alliance militaire avec l'Angleterre, et même la formation d'une nouvelle coalition, seul moyen de contrecarrer Bonaparte sur le front méditerranéen et oriental. Son alarmisme excède la réalité. Certes, des navires français croisent parfois non loin des détroits qui donnent accès à la mer Noire, des troupes françaises sont, comme on l'a vu, encore stationnées en Italie, et des agents français en Serbie soufflent sur les braises d'une révolte menaçant l'autorité ottomane. Mais le gros de l'effort français se situe à l'ouest : Bonaparte met presque tous ses moyens militaires dans son projet de débarquement en Angleterre. Pour cela il concentre, à partir de décembre 1803, l'essentiel de ses troupes dans un immense camp, sorte de caserne à ciel ouvert, près de Boulogne-sur-Mer.

Au même moment, tout en suivant de près le cours des événements d'Europe qui, le plus souvent, lui font hausser les épaules devant tant de bêtise et de vanité mal placée, le duc de Richelieu s'est attelé avec enthousiasme à une tâche presque cyclopéenne.

Fondée en 1794 comme ville nouvelle par Catherine II afin d'y installer une base navale faisant face aux Turcs, Odessa tient son nom d'une ancienne colonie grecque, Odessos, dont la légendaire splendeur se serait étendue sur le rivage de la mer Noire à partir de l'actuelle Varna en Bulgarie et aurait frappé l'imagination de l'impératrice.

Lorsque Richelieu la découvre, dans les derniers jours de 1803, les ambitions avortées de sa fondatrice n'ont laissé qu'une bourgade boueuse et

insalubre. Munie de « deux cabanes en bois couvertes de chaume servant d'églises », elle côtoie un « petit coin de la rade » pompeusement appelé port militaire, où relâchent de temps à autre de frêles navires de guerre. Leurs équipages semblent se demander ce qu'ils sont venus faire ici entre deux conflits contre les Ottomans. Mystérieux et désertiques, les lieux ont peut-être inspiré à Julien Gracq son sublime *Rivage des Syrtes* (prix Goncourt 1951 refusé par l'auteur).

D'emblée, Richelieu entrevoit ce que l'on peut faire de ce site à mi-distance de la Crimée et des bouches du Danube et du rôle qu'il pourrait tenir à la fois comme clé et comme verrou de cette Nouvelle-Russie dont rêve Alexandre. Il se met aussitôt au travail, dressant d'abord les plans ambitieux d'une cité modèle du futur, mais s'attachant en même temps à réunir les moyens de la rendre réalisable. En quelques semaines, il parvient à rassembler autour de lui une équipe d'une vingtaine de collaborateurs efficaces, choisis pour leurs talents complémentaires et constitués, pour les premiers, d'émigrés français demeurés en Russie, soudain tout heureux de participer à une vaste entreprise. Parmi eux, Dominique Bazaine, père du futur maréchal, polytechnicien et ingénieur du génie civil.

Les grands travaux de percement des rues, d'adduction d'eau, de creusement des réseaux sanitaires, de plantation des avenues, et de fondation des quais du nouveau port sont déjà bien engagés lorsque parvient la nouvelle de l'enlèvement, du simulacre de procès et de l'exécution sommaire, le 21 mars 1804, du duc d'Enghien sur ordre d'un Bonaparte ayant agi comme le chef d'une bande de criminels.

Un mois plus tôt, dans la ville de Königsberg autrefois disputée entre la Russie et la Prusse, et qui le redeviendra un siècle et demi plus tard, Emmanuel Kant s'est éteint, à près de 80 ans, sans susciter beaucoup d'émotion chez les têtes couronnées. Il est vrai qu'il avait écrit que « les méfaits des Jacobins ne sont rien comparés à ceux des tyrans du passé ».

Mais ses capacités cérébrales ayant sensiblement décliné au cours de ses dernières années, on ne sait rien de sa perception de Bonaparte...

Louis-Antoine de Bourbon-Condé, alors âgé de 31 ans, installé, un peu naïvement peut-être, à une dizaine de kilomètres de la frontière française, a été tiré de son lit par un régiment de dragons au mépris de la souveraineté du pays de Bade, conduit de force à Strasbourg puis transféré à Vincennes, où l'attendait une dizaine d'officiers formant un tribunal militaire chargé de le condamner à mort et d'organiser aussitôt son fusillement dans un fossé du château édifié par Philippe-Auguste et qui avait servi de siège au gouvernement de Charles V le Sage, deux cousins de ses ancêtres. Bonaparte a voulu faire un exemple en terrorisant les derniers royalistes qui ont approuvé l'inflexibilité de Louis XVIII et dont certains, comme le comte d'Artois, résident dans l'Angleterre en guerre contre la France. Le résultat dépasse ses espérances mais dans le sens contraire de ce qu'il attendait. Dans toutes les Cours d'Europe la stupéfaction le dispute à la consternation, bientôt fusionnées en irréductible haine de l'usurpateur devenu assassin. C'est peut-être à Saint-Pétersbourg que l'indignation se montre la plus vive. Pour Alexandre, Bonaparte a franchi la dernière limite acceptable et cela à trois titres : en violant le droit international, en maquillant un assassinat en jugement, et en s'en prenant à un prince de sang qu'adolescent il avait rencontré à Saint-Pétersbourg et qui incarnait à ses yeux quelque chose comme la perfection du raffinement français. De surcroît, la tsarine, du nom d'Élisabeth Alexeïevna depuis sa conversion à l'orthodoxie avec son mariage en 1793, mais née Louise-Augusta de Bade, est la fille du prince Charles-Louis de Bade et la sœur de son successeur Charles II Frédéric. Ayant réuni son conseil, le tsar décrète un deuil national et publie, le 5 avril, une protestation particulièrement sévère eu égard aux habituels usages diplomatiques : « Sa Majesté impériale, indignée d'une infraction aussi criante de tout ce que l'équité et le droit des nations peuvent prescrire de plus obligatoire, répugne de conserver plus longtemps des

rapports avec un gouvernement qui ne connaît ni frein, ni devoir d'aucun genre et qui, entaché d'un assassinat atroce, ne peut plus être regardé que comme un repère de brigands. » Mais, notamment sur les conseils de Richelieu, Alexandre renonce à rompre les relations diplomatiques avec la France et préfère charger d'Oubril de demander des garanties quant à la sécurité de l'Allemagne et le départ des troupes françaises d'Italie. Talleyrand rit au nez de l'ambassadeur par une note insolente : « de même que le Premier consul ne se mêle point des partis ou des opinions qui divisent la Russie, Sa Majesté l'empereur n'a aucun droit de se mêler des partis et des opinions qui peuvent diviser la France ». Plein de morgue, il ajoute oralement que son gouvernement ne s'est pas occupé de savoir si les assassins de Paul I^{er} avaient ou non traversé une frontière. La perfidie de l'affront révolte Alexandre qui rappelle son ambassadeur à Paris et ferme la légation. Bonaparte riposte en faisant de même pour Hédouville mais maintient, pour peu de temps, un chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, Gérard de Rayneval, qui deviendra, onze ans plus tard, le premier collaborateur de Richelieu.

Loin des disputes diplomatiques et du cynisme de chancellerie, qui lui font généralement hausser les épaules, ce dernier fait alors sortir Odessa de terre à une vitesse prodigieuse. Le tsar lui a octroyé des crédits illimités pour bâtir cette Saint-Pétersbourg du sud, future vitrine de son empire en face de l'Ottoman mais aussi démonstration de l'entrée de la Russie parmi les puissances qui n'ont plus rien à envier à la civilisation des nations de l'Ouest.

Richelieu s'est d'abord attaché à réorganiser de façon rationnelle l'administration de la ville, jusqu'ici bureaucratique, tatillonne et corrompue. Puis il s'est attaqué à l'aménagement et à l'urbanisme d'une agglomération informe qui ne comporte que des maisons de bois, des rues bourbeuses et tortueuses abritant une population disparate de sept à huit mille âmes semblant s'être échouée par hasard dans ce bout du monde. Le

nouveau gouverneur entreprend d'abord la rénovation du port afin de le rendre commercialement attrayant, condition préalable au développement économique de la ville et de la région. Deux mûles permettent bientôt d'accueillir simultanément plus de deux cents navires en eau profonde. Avec l'aide de deux architectes eux aussi français, Jean-Thomas de Thomon et son adjoint François Schaal, il passe ensuite à l'édification d'une ville selon ses rêves, construite d'après un plan régulier, où se croisent à angle droit des avenues rectilignes bordées de quatre rangées d'arbres, notamment des acacias blancs, et des rues se contentant de deux rangées. Thomon, qui a déjà construit le grand théâtre et la bourse de Saint-Pétersbourg (toujours visibles), dessine ici les élévations du théâtre et de l'hôpital central, Schaal celles de la bourse et de plusieurs églises, pour les confessions orthodoxe, catholique et juive. Partout la pierre, blanche et calcaire, tirée des carrières alentour récemment ouvertes, remplace le bois. Pour financer les grands travaux publics, le maître d'ouvrage privilégie, en plus des subventions du tsar, le recours à l'emprunt auprès des banques de Moscou et de Saint-Pétersbourg plutôt que les impôts locaux, qu'il parvient même à diminuer. Les particuliers sont incités à participer à l'œuvre commune selon une programmation cohérente, bénéficiant d'attributions gratuites de terrains et de prêts à la construction mais devant soumettre leur projet à approbation, préfiguration de ce que sera le permis de construire.

Aux yeux de Richelieu, le beau ne suffit pas, il faut aussi œuvrer au bien-être de toutes les classes sociales et à la qualité de la vie. Ainsi met-il en place le tout premier service public au monde d'enlèvement et de traitement des ordures ; il fonde un organisme de secours social, dont il assure lui-même une partie du financement en amputant les trois quarts de son traitement de gouverneur ; il définit de vastes programmes d'éducation et de formation professionnelle dans tous les secteurs d'activité dont la ville a besoin pour son expansion. Disciple des Lumières, il traque l'esclavage clandestin, supprime les châtements corporels et transforme les travaux

forcés en participation aux chantiers qu'il ouvre, moyennant rémunération. Élève des physiocrates, nourri des travaux de François Quesnay et d'Adam Smith, il entend promouvoir l'entreprise privée dans un cadre concurrentiel : « Ses principes, écrit Charles Sicard, un négociant marseillais déjà attiré par la renommée naissante de la ville et de son gouverneur, étaient de ne jamais accorder de monopoles, de privilèges ni même de trop grands avantages secondaires à titre d'encouragement, convaincu que la liberté en économie politique est le plus précieux de tous les facteurs de réussite. » Ce qui ne va guère de soi dans un pays enchaîné à l'arbitraire administratif et politique, qui vaut à Richelieu des échanges de courriers assez vifs avec Saint-Pétersbourg, parfois avec Alexandre lui-même.

Toutefois enchanté de ses réalisations, le tsar renforce le pouvoir de son représentant en le nommant, le 9 mars 1805, gouverneur de la Nouvelle-Russie. Cette région méridionale de l'empire, couvrant quatre cent mille kilomètres carrés, et comptant environ neuf cent mille habitants, attendait, depuis plus de quarante ans, l'essor promis par Catherine II. La réputation de ce qui se passe là-bas se propage, au-delà même des frontières de l'empire et attire les hommes dont Richelieu a de plus en plus besoin. Une colonie française s'ébauche dès la fin de 1804 et s'accroît rapidement : des émigrés venus de Saint-Pétersbourg pour exercer des tâches administratives et militaires, mais aussi des médecins, des vétérinaires, des archéologues, des artistes, des commerçants, des artisans, des agriculteurs appelés à faire fructifier des terres à blé encore sous-exploitées...

Au centre de cette société en plein fleurissement, Richelieu, insensible à l'argent comme aux honneurs factices, ne l'est en revanche pas à la reconnaissance de son succès. Sans famille auprès de lui, sans épouse et sans maîtresse, probablement asexué, il a reporté sur Odessa tout son capital et son besoin d'amour...

Sur cette œuvre monumentale, il continuera d'imprimer personnellement sa marque jusqu'en 1814 puis longtemps après par son souvenir. Dans le film de propagande bolchévique réalisé par Sergueï Eisenstein en 1925, *Le Cuirassé Potemkine*, la fameuse scène de l'escalier montrant des soldats tirer sur une mère en détresse et sur son landau laisse apercevoir, en surplomb, la main d'une statue exhortant à l'arrêt du carnage. C'est la main du duc de Richelieu, selon la sculpture de bronze réalisée de lui en dignitaire romain par Ivan Martos. Lorsque, cette même année 1925, le soviet d'Odessa, sans doute mal coordonné avec le maître du cinéma soviétique, décide d'abattre cette statue, symbole d'un ordre ancien et honni, le peuple de la ville vient, en dépit du risque de répression, faire autour d'elle barrière de son corps. De sorte que la statue est toujours là...

En septembre 1804, le conseiller personnel d'Alexandre pour la politique étrangère, Adam Czartoryski, d'origine polonaise, lui a remis un mémoire très étoffé *pour l'arrangement des affaires de l'Europe à la suite d'une guerre heureuse*. Le texte constitue à la fois un plaidoyer en faveur d'une alliance militaire avec l'Angleterre contre Bonaparte, l'homme le plus dangereux du continent qu'il convient d'arrêter avant qu'il ait commis trop de dégâts, et une réflexion géopolitique à long terme, comme les aime le jeune tsar épris de conceptualisation du monde. Persuadé qu'une nouvelle coalition contre la France, que ne manqueraient pas de rejoindre l'Autriche et la Prusse, l'emporterait par sa supériorité numérique, Czartoryski estime de surcroît que l'avenir du continent mérite mieux qu'une paix générale, toujours éphémère : la victoire sur la tyrannie consulaire devrait se prolonger d'une entente plurinationale en vue de fonder un système européen de concorde et de prévention des conflits. Adossé aux principes du libéralisme issu des Lumières et de la reconnaissance des nationalités – territoires naturels et peuples homogènes –, l'ensemble des puissances souveraines, petites ou grandes, organisées en républiques ou en monarchies constitutionnelles, se concerterait dans un cadre approprié afin

de sauvegarder la paix et d'assurer l'essor de l'Europe. Cette vision très moderne, préfigurant quelque peu la Société des Nations, voire l'Union européenne, séduit immédiatement Alexandre, qui la reprend totalement à son compte. Il en traduit la substance dans des *Instructions secrètes* adressées à Nicolas Novossiltsev, un autre de ses proches conseillers, afin qu'il aille, officieusement encore, les tester auprès du nouveau gouvernement anglais. Le fringant William Pitt vient en effet, le 10 mai 1804, d'en reprendre la direction à la suite du pacifique Henry Addington qui avait négocié la paix d'Amiens, jugée défavorable au Royaume-Uni par les intransigeants milieux d'affaires de la City.

Le contenu des *Instructions* va encore plus loin que le mémoire de Czartoryski en mentionnant, d'une part, l'idée que les peuples pourraient, dans l'avenir, participer au choix de leurs dirigeants, d'autre part en envisageant, même timidement, la formation d'une force militaire internationale pour des opérations de maintien de la paix.

Arrivé à Londres en novembre 1804, Novossiltsev s'est heurté au scepticisme de Pitt, dont le pragmatisme et le sens de la *realpolitik* condamnent les utopies à végéter dans d'autres têtes que la sienne et celles de ses amiraux. Finalement, les discussions ne débouchent, en février 1805, que sur une alliance militaire classique, sanctionnée par le traité de Saint-Pétersbourg du 30 mars suivant. Désireuse avant tout d'affaiblir la menace que présente pour elle le camp de Boulogne, alors fort de plus de cent quatre-vingt mille hommes, l'Angleterre consent d'importants subsides à la Russie pour que celle-ci détourne les armes françaises vers le centre du continent.

Entre-temps, Bonaparte est devenu, le 18 mai 1804, Napoléon empereur des Français, couronné et sacré à Notre-Dame de Paris le 2 décembre suivant, en présence d'un pape mi-otage, mi-potiche. Ce qui a soulevé dans toutes les monarchies d'Europe un mélange d'effroi et de moquerie, ainsi que la déception de Ludwig van Beethoven, qui débaptise sa *Symphonie*

héroïque, composée en 1802 en hommage au « sauveur des idéaux de la Révolution ». Trois empereurs sur le territoire européen, cela fait beaucoup et chacun commence à se demander comment supprimer l'un des deux autres, voire les deux.

Depuis Varsovie, Louis XVIII rappelle une fois encore que la légitimité française réside en sa seule personne. Il décide de réunir autour de lui tous les princes de sa famille, soit le duc et la duchesse d'Angoulême, déjà à ses côtés, son frère le comte d'Artois et le deuxième fils de celui-ci le duc de Berry, ainsi que le duc Louis-Philippe d'Orléans et ses frères, Antoine et Louis-Charles, tous réfugiés en Angleterre. Il entend s'appuyer sur leur concours pour s'adresser de loin aux Français afin de leur montrer que le royaume, tant éprouvé par ses « travaux guerriers », trouverait enfin le repos par le recours à la maison de France, solidaire d'elle-même. Croyant sentir Alexandre I^{er} mieux disposé à son égard que Frédéric-Guillaume III, un rien timoré, il souhaite que la rencontre se déroule en Russie. Il se met en route le 30 juillet 1804, curieusement sans connaître le lieu possible du sommet familial, ni la réponse des princes, ni même celle du tsar. Qui lui parvient le 8 août, glaciale et décourageante : « Vos démarches, inutiles, ne pourront que donner des armes à vos ennemis ; je ne saurais donc y adhérer et l'offre d'un asile en Russie repose sur la condition expresse qu'aucune démarche semblable n'y aura lieu. » Éternel double, ou triple, jeu d'Alexandre qui, il est vrai, fut à bonne école dans l'apprentissage de l'histoire des souverains d'Europe... Louis XVIII se rabat alors sur Gustave IV, le seul souverain restant à la fois acquis à sa cause et géographiquement abordable, tout en désirant rester neutre dans un conflit qui dépasse la Suède. Après que le sommet des Bourbons a bien eu lieu au rugueux château de Calmar (ou Kalmar, vielle cité viking à l'extrême sud-est de la Suède faisant face à la Courlande russe), que le duc Louis-Philippe d'Orléans y a plaidé haut et fort la réaffirmation de la seule légitimité française, et que toute la famille a vu, émue, arriver à elle le comte Axel de

Fersen, encore parfumé des souvenirs de Marie-Antoinette, Louis XVIII a réitéré l'intangibilité de son principe et de sa position, par une proclamation solennelle « du sein de la Baltique ». Puis il a poliment refusé l'offre d'asile de Gustave IV qui l'éloignerait encore de ses bases et a choisi de solliciter celle du tsar. Qui veut bien, à condition que ce soit à Kiev. Il n'est pas certain que cette référence pluriséculaire à Iaroslav le Sage, et à l'une des premières reines de la France capétienne, ait beaucoup touché le cœur peu enclin aux attendrissements historiques de Louis XVIII. Celui-ci dépêche alors auprès d'Alexandre son homme de confiance entre tous, le duc de Blacas, qui finit par obtenir, afin de mieux affronter les frimas de l'hiver, un retour à Mitau pour le mois d'octobre.

Bien loin de ces pathétiques questions d'intendance d'un monarque déchu qui, pense-t-on à Paris, demeure bien le seul à croire à son destin, Napoléon, partout triomphant et non content du titre impérial, s'autoproclame, le 17 mars 1805, roi d'Italie. Il a, de surcroît, annexé à la France l'ancienne République de Gênes, donnant ainsi raison à l'alliance scellée contre le danger grandissant qu'il représente. Ce qui convainc l'Autriche, jusqu'ici attentiste, de rallier la coalition anglo-russe, par un deuxième traité de Saint-Pétersbourg, le 28 juillet 1805. En revanche, la Prusse choisit de rester neutre.

Malgré la froideur de Londres envers le « grand dessein » colporté à grand frais par Novossiltsev et le peu d'enthousiasme, ou le refus, des autres monarques à se relancer dans une guerre contre la France qui, jusqu'ici, leur a surtout rapporté des défaites, le tsar se montre soudain belliqueux. « De ses visées pacifistes, nous dit son excellente biographe Marie-Pierre Rey, Alexandre I^{er} a fait son deuil. » Comment expliquer ce brutal retournement ? L'empereur de Russie, après avoir, via La Harpe, Richelieu et quelques autres, caressé une vision novatrice du monde, se serait-il finalement senti grisé par son pouvoir et une cour de flagorneurs, résolu à imiter tous ses devanciers, pour qui le trône pâlerait de ne pas se

couvrir de quelques illusoires mais sanglants lauriers ? En vérité, Alexandre s'avère à la fois influençable et entêté, en dépit de l'apparente contradiction de ces deux termes. Selon certains historiens, le persuasif Joseph de Maistre l'aurait convaincu que son devoir de prince chrétien l'appelait à prendre la tête d'une croisade visant, pour la paix du monde, à rétablir la France dans ses frontières naturelles. Quant à l'idée du même Maistre d'en garantir la stabilité par un retour des Bourbons eux-mêmes éventuellement corsetés par une charte constitutionnelle, Alexandre ne va pas jusqu'à s'y rallier, préférant conseiller à Louis XVIII d'attendre « de la libre volonté des Français mûrie par le malheur le retour de leurs anciens maîtres ».

Moyennant quoi, il s'obstine cependant à vouloir faire la guerre à Napoléon malgré les avis divergents de ses conseillers et de ses ministres. Les va-t-en-guerre, peut-être stipendiés par l'Angleterre tant leur alignement sur Londres semble dicté par la *City* aux mains pleines, sont pourtant minoritaires en face des « sages » du conseil du tsar qui, à l'instar du comte Fédor Rostopchine, que l'on retrouvera bientôt, et du prince Alexandre Kourakine, font valoir qu'aucun des intérêts vitaux ni aucune des ambitieuses perspectives de l'empire, notamment en Nouvelle-Russie, ne sont menacés par les turbulences provoquées là-bas par Napoléon. On touche ici à l'éternel dilemme russe, encore manifeste de nos jours, entre le développement endogène du plus vaste empire du monde incité à se préoccuper avant tout de lui-même, ce qu'aucune puissance extérieure ne lui conteste vraiment, et son aspiration à s'affirmer comme l'un des grands acteurs de ce même monde. Ou de l'art des dirigeants des nations à faire passer leur propre vanité pour celle de leurs peuples...

Mais voilà que dans les derniers jours d'août 1805, alors que l'on croyait le gros de l'armée française mobilisé en vue d'envahir l'Angleterre, Napoléon décide brusquement de transformer l'armée dite « des côtes de l'Océan » en « Grande Armée », et d'en faire « pirouetter » l'essentiel vers le centre du continent afin d'empêcher les armées russe et autrichienne de

réaliser leur jonction quelque part en Allemagne. On battra d'abord la deuxième, confortant ainsi la Prusse dans son profond désir de demeurer neutre, et dissuadant aussi peut-être la première de poursuivre sa marche. Le débarquement en Angleterre peut attendre, d'autant que Londres n'envisage nullement d'envoyer des troupes sur le continent, concentrant tous ses moyens dans la défense de son île. Après quatre semaines de marches forcées, abattant entre vingt et vingt-cinq kilomètres par jour, les premiers corps français, commandés par Bernadotte et Marmont, atteignent Wurtzbourg, à mi-distance de Francfort et de Nuremberg, où s'opère facilement leur jonction avec l'armée bavaroise alliée et où les rejoignent bientôt les troupes de Davout, Soult et Ney, en tout cent quarante-cinq mille hommes, prêts à dévaler vers le sud pour fondre sur les Autrichiens.

C'est ainsi que, tandis qu'en Nouvelle-Russie un grand seigneur français continue de mettre tout son soin à bâtir une espérance de progrès économique et social, des monarques sans grande imagination s'apprêtent à jeter le continent dans une nouvelle guerre incertaine.

La guerre, la guerre, toujours recommencée

Le 1^{er} octobre 1805, Alexandre arrive à Berlin, sans avoir pris la peine d'un détour par Mitau, afin de pousser Frédéric-Guillaume à rejoindre pour de bon la coalition. Il dispose d'un argument supplémentaire de poids lorsque, quelques jours plus tard, l'armée française qui occupait déjà le Hanovre, s'ébranlant vers le Danube, traverse une partie du territoire prussien en ayant négligé d'en demander l'autorisation. Ulcéré, le roi de Prusse se serait sans doute rangé à la position du tsar s'il n'avait ensuite appris que, le 8 octobre à Wertingen, au nord d'Augsbourg, puis le 14 à Elchingen, tout près d'Ulm, les Français ont bousculé les Autrichiens du général Mack, qui s'est barricadé dans cette forteresse, avant de capituler une semaine plus tard. Ce qui refroidit encore l'ardeur guerrière de Guillaume au grand dam d'Alexandre. Néanmoins, poussé par son épouse Louise, fervente admiratrice du tsar – on ne sait pas vraiment jusqu'où – il se laisse aller, dans la nuit du 22 au 23 octobre au château baroque de Sans-Souci, à une grandiloquente cérémonie à la lueur des flambeaux scellant l'alliance russo-prussienne au-dessus de la sépulture de Frédéric II. On décide de former une armée commune, dont on confie le commandement au maréchal russe Mikhaïl Koutouzov. Soldat dès l'âge de douze ans et ayant donc participé à nombre de campagnes militaires depuis près d'un demi-siècle, il fut aussi ambassadeur à Constantinople et à Berlin, gouverneur

général de Finlande, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg puis mis à l'écart, sans doute pour avoir refusé de participer au complot contre Paul I^{er}.

Mais, dès le lendemain, Frédéric-Guillaume se rétracte un peu en suspendant son engagement militaire à la réussite ou à l'échec de pourparlers multilatéraux de paix avant le 15 décembre suivant.

Puis un nouveau coup de théâtre intervient dans ce balancement sans fin entre guerre et paix : la nouvelle de l'écrasante victoire navale anglaise, survenue le 21 octobre à Trafalgar. Napoléon n'est plus invincible, il n'envahira pas la grande île. Ne peut-on dès lors l'arrêter aussi sur le continent ? Alexandre donne l'ordre à Koutouzov de se mettre en marche vers le sud. Il semble que le généralissime manque alors de confiance dans la capacité de ses troupes à affronter celles de Napoléon. Le 11 novembre, un premier accrochage, à Dürnstein, en Moravie, avec les troupes du général Édouard Mortier, l'oblige à reculer. Deux jours plus tard, Murat bouscule sévèrement son arrière-garde, commandée par le prince Bagration, et conclut un armistice avec ce dernier. Il n'a pas consulté Napoléon, qui le lui reproche vertement mais qui ne rejette pas, a priori, l'idée de nouer un dialogue avec Alexandre. L'Angleterre libérée de la menace d'invasion et n'ayant pas l'intention d'intervenir directement sur le continent, la Prusse toujours hésitante et prête à se défilier, l'Autriche déjà vaincue et peut-être encline à rechercher la paix, quel intérêt peut poursuivre la Russie à supporter presque seule un conflit dont elle a peu de chances de sortir victorieuse et qui, même dans ce cas, n'aurait pas grand-chose à lui apporter ? C'est ce que pense notamment Talleyrand, qui caresse aussi l'idée d'une paix avec l'Angleterre et d'une alliance avec l'Autriche. Après ses deux premiers échecs, Koutouzov a évité toute nouvelle confrontation et s'est replié au nord, sur la ville d'Olmütz (aujourd'hui Olomouc en Tchéquie), où le tsar vient le rejoindre.

Le 25 novembre, arrive là René Savary, aide de camp de Napoléon et porteur d'une lettre pleine d'amabilités pour Alexandre, mais qui ne

propose rien. À ce stade, la poursuite de la guerre pourrait encore être évitée mais, comme souvent dans l'histoire, une épée dégainée ne se remet pas facilement au fourreau, quand bien même les raisons de la brandir ont quasiment disparu.

À charge pour Savary de tester les intentions du tsar et d'observer l'état général de son commandement et de ses troupes. Reçu froidement, il remarque surtout la cour de jeunes princes et d'officiers qui entoure Alexandre et qui, beaucoup moins prudents que Koutouzov, s'échauffent d'une victoire aisée sur Napoléon en ne cachant rien du mépris que leur inspire son régime néo-révolutionnaire. Il relève aussi l'excellent français de l'empereur russe, dépourvu d'accent mais non de suffisance affleurant sous une courtoisie un peu trop appuyée.

Après un assez long entretien où perçoit surtout l'incompréhension mutuelle sur la situation en Europe, Alexandre rédige une réponse rapide « au chef du gouvernement français », ce qui en dit déjà long sur sa perception des choses, et qui ne comporte que de banales politesses autour de l'incontournable désir de paix « sur des bases équitables ». Le tout premier échange entre les deux empereurs s'avère pour le moins décevant. Napoléon demande cependant à rencontrer son « homologue », mais on sent bien qu'il s'agit surtout d'une démarche de curiosité et visant à se faire adouber parmi les monarques légitimes. Ce que pourrait y gagner la France ou la Russie n'apparaît pas même en filigrane. Le tsar, l'ayant parfaitement compris, répond en envoyant le prince Sergueï Dolgoroukov à Schönbrunn, où Napoléon vient de s'installer en maître après la fuite de François II. Celui-ci a dû sacrifier sa capitale à son refus d'une paix séparée avec la France, c'est-à-dire sans la Russie, ce qu'exigeait l'empereur français.

Arrogant mais précis, le messenger du tsar déclare que la Russie ne recherche aucun avantage pour elle-même, qu'elle n'intervient que pour défendre l'indépendance des États européens contre les appétits français, et

que la paix ne serait possible que si Napoléon renonçait à l'essentiel de ses conquêtes. Il ne reste donc qu'à fourbir les armes.

Selon son habitude, le Corse entretient deux fers au feu : avant de paraître offrir la paix à Alexandre, il a préalablement repéré et choisi le lieu où il attirera l'armée russe flanquée de ses renforts autrichiens. La suite se déroule donc telle qu'il l'a globalement prévue, le 2 décembre 1805 près du village d'Austerlitz (aujourd'hui Slavkov u Brna dans le sud-est de la République tchèque).

La bataille la plus fameuse du règne de Napoléon a fait l'objet d'un tel nombre de récits, d'analyses et d'évocations en tous genres qu'il nous paraît superflu d'y revenir encore. Retenons toutefois que les Russes y perdent vingt et un mille hommes, soit bien plus que les Autrichiens (moins de six mille), dont le propre gendre de Koutouzov et aide de camp d'Alexandre, le comte Ferdinand von Tiesenhausen – Léon Tolstoï en fera l'un des principaux personnages de *Guerre et Paix* (1865-1869).

Le désastre conduit aussitôt François II à conclure un armistice assorti de conditions très dures confirmées par le traité de Presbourg du 26 décembre suivant : l'Autriche perd d'importants territoires, en Italie du Nord, en Dalmatie et en Allemagne ; son souverain doit renoncer à son titre d'empereur germanique – Napoléon prévoyant déjà de supprimer l'archaïque Saint Empire – et devient François I^{er} d'Autriche. Avertissement est ainsi envoyé à Alexandre : persister à s'opposer à Napoléon dans une guerre perdue d'avance risque de s'avérer très douloureux pour l'empire vaincu. D'autant que le roi de Prusse, dont on ne compte plus les volte-face, accepte lui aussi de traiter avec le vainqueur d'Austerlitz.

De retour dans sa capitale, et en dépit de son pouvoir autocratique, Alexandre subit de vives critiques de ses conseillers, comme de sa mère Maria Féodorovna. Non seulement, il n'a rien fait pour éviter l'affrontement contre Napoléon mais il l'a, en plus, préparé de façon catastrophique,

écoutant les rodomontades de jeunes officiers inexpérimentés plutôt que ceux du sage Koutouzov. Le résultat ne s'est pas fait attendre...

Malgré la silencieuse, mais bien perceptible, bronca de la Cour de Saint-Pétersbourg, le tsar s'obstine dans sa stratégie d'hostilité absolue à la France impériale et de quête de l'alliance prussienne quels que soient les déboires accumulés de ce côté. Or, le 15 février 1806, Frédéric-Guillaume a conclu un traité, signé par son représentant à Paris, attribuant le Hanovre à la Prusse contre le rattachement à la France de quelques territoires allemands et, surtout, engageant les deux puissances à une guerre contre l'Angleterre. Ce qui ne dissuade pas Alexandre de renouveler ses offres à Berlin. Contre toute attente, son entêtement, incompréhensible sur le moment, s'avère productif quelques mois plus tard : la création, le 30 juin 1806, de la Confédération du Rhin sur les ruines du Saint-Empire, sous le protectorat de la France et sans consultation de « l'allié » prussien, inquiète sérieusement l'entourage de Frédéric-Guillaume et donne raison à Louise quant à l'inexorable danger napoléonien. Provoquant un nouveau changement de cap : le 12 juillet, Alexandre obtient du roi girouette sa promesse écrite de ne pas aider la France dans l'hypothèse d'un conflit entre elle et la Russie, de renouer avec l'Angleterre et de participer aux préparatifs d'une nouvelle – la quatrième depuis la Révolution – coalition contre la France. Le tsar croit avoir gagné la partie diplomatique lorsqu'il apprend qu'une semaine auparavant, Pierre d'Oubril, envoyé à Paris pour négocier l'échange des prisonniers après Austerlitz, a signé de son propre chef un « traité de paix et d'amitié » avec la France... Aussitôt annulé.

Poussé par Alexandre, Frédéric-Guillaume adresse, le 18 septembre, un ultimatum à Napoléon, réclamant rien moins que la suppression de la Confédération du Rhin et le retrait de toutes les forces françaises sur la rive gauche du fleuve. La maladresse psychologique des monarques et leur ignorance des réalités laissent souvent l'observateur pantois. Prévisible, la réaction française n'en étonne pas moins par sa rapidité : le 24 septembre

l'armée impériale entre en Prusse, le 2 octobre elle remporte les décisives victoires d'Iéna et d'Auerstaedt, le 15 octobre, elle investit Berlin, que Frédéric-Guillaume a fui avec sa famille pour se réfugier à Memel (aujourd'hui en Lituanie) près de la frontière russe, d'où il appelle son allié au secours. Une dizaine de jours plus tard, Napoléon fait son entrée solennelle dans la capitale prussienne et décrète, contre l'Angleterre, un blocus continental de tous les échanges avec ce pays.

De nouveau, la mère et les conseillers du tsar l'incitent à la circonspection : l'armée prussienne anéantie, l'Angleterre barricadée dans ses îles et ses colonies, l'Autriche soumise, les troupes russes, encore traumatisées par le souvenir d'Austerlitz, se trouveraient seules en face de la Grande Armée, et alors que pointe la menace d'un nouveau conflit – le huitième répertorié – contre l'Empire ottoman.

Napoléon est encore à l'origine du danger : le traité de Presbourg a transféré à la France la côte dalmate sur la mer Adriatique, ce qui la rend désormais voisine de l'Empire ottoman mais aussi de la République des Sept-Îles, placée sous protectorat russe depuis 1802. Écartelé entre ses deux trop puissants voisins, le sultan Sélim III a d'abord autorisé la flotte russe à franchir les détroits afin d'assurer le contrôle des îles. Puis, intimidé par le général Horace Sébastiani envoyé à Constantinople par Napoléon, il a accepté de limoger des gouverneurs de province trop partisans de l'amitié russe et, finalement, décidé de fermer les détroits à la marine du tsar contre l'appui promis par la France. *Casus belli* auquel Alexandre réagit fermement en envahissant les provinces ottomanes de Moldavie et de Valachie en novembre 1806.

Plusieurs émigrés français demeurés au service du tsar tiennent un rôle important dans cette campagne : non seulement le duc de Richelieu qui, en sa qualité de gouverneur de Nouvelle-Russie, supervise l'ensemble des opérations et en dirige la logistique, mais aussi des hommes comme Louis de Rochechouart, son aide de camp, le marquis de Traversay qui, de major

général de la flotte de la Baltique est devenu amiral commandant en chef la flotte de la mer Noire, le comte de Langeron, toujours prêt à se porter en avant, Théodorite de Rougé qui va surtout commettre des ravages dans le cœur des belles Moldaves histoire de soutenir la réputation française...

L'efficacité des « Français du tsar », que Saint-Pétersbourg se plaît à saluer, n'empêche pas la guerre de s'éterniser, l'état-major étant contraint de réserver le plus gros de ses forces au front occidental. En effet, malgré les conseils de prudence de son entourage, Alexandre a, le 26 octobre 1806, annoncé solennellement la reprise de la guerre contre la France, une fois encore non pour servir des ambitions russes mais pour porter assistance à des États indépendants violentés par Napoléon, en l'occurrence la Prusse mise à genoux. Chez Alexandre, le mysticisme rejoint de plus en plus souvent l'idéologie politique : il sollicite l'Église orthodoxe d'excommunier le « tyran français », et le fait aussi qualifier par divers canaux de « bête de l'Apocalypse ». On ne parle pas de « guerre sainte » mais on sent en sourdre l'idée. Le tsar fait également donner de la voix à quelques personnalités réputées francophiles, dont le comte Rostopchine qui compose, en français, une comédie satirique bien ciblée et intitulée *Le Mort-Vivant*.

La francophilie de la bonne société russe ne régresse pas pour autant : on continue de séparer par des cloisons étanches la politique de « l'ogre corse » et la culture française dont les élites se piquent toujours, notamment lors de représentations théâtrales suivies de magnifiques réceptions où brillent, à l'unisson, « l'esprit de Paris » et celui de Saint-Pétersbourg...

Le général Bennigsen, expérimenté et doté d'un sens aigu de l'organisation, remplace Koutouzov, nommé gouverneur de Kiev. En moins de deux mois il parvient à mettre sur pied une armée de cent vingt mille hommes, bien équipée et entraînée, qui a (presque) oublié Austerlitz et dispose d'une redoutable artillerie comptant près de cinq cents canons. Elle se rassemble à Bartenstein (aujourd'hui Bartoszyce dans le nord de la

Pologne), où Alexandre la rejoint en faisant halte à Mitau pour saluer, enfin, Louis XVIII. Le tsar voudrait assurer le roi de son plein soutien pour recouvrer sa couronne mais en lui précisant bien que celle-ci ne saurait signifier un retour pur et simple à la monarchie d'Ancien Régime : de nouvelles idées ont fait leur chemin depuis sa disparition et on garantira d'autant mieux une Restauration qu'on saura en tenir compte. Le monarque podagre, cloué sur son fauteuil, dépourvu de toute aménité, produit un effet désastreux sur le tsar, lequel serait reparti en confiant à ses proches qu'il venait de rencontrer « l'homme le plus nul et le plus insignifiant d'Europe » ajoutant : « jamais il ne montera sur le trône »...

Après l'entrée de Napoléon dans Varsovie, le 18 décembre 1806, se succède, dans le nord de la Pologne, toute une série d'affrontements franco-russes, chaque fois sans grande portée mais toujours meurtriers. Les Russes, le plus souvent défaits, se retirent néanmoins en bon ordre et donnent l'impression de vouloir épuiser l'armée française en la contraignant à d'incessantes poursuites. Mais ils s'épuisent eux-mêmes à cet exercice jusqu'à ce que Bennigsen décide d'y mettre fin en prenant solidement position, le 6 février 1807, près du village d'Eylau, à quarante kilomètres au sud de Königsberg.

La tactique de fuite, puis de regroupement, des Russes leur a permis de bénéficier d'une supériorité numérique, ce dont Napoléon, comme toujours depuis les premières guerres de la Révolution, se moque complètement, ce qu'ils ne savent pas. Au plus fort de la bataille qui fait rage durant deux jours d'affilée, les Français n'alignent que cinquante-sept mille hommes, contre plus de soixante-dix mille chez l'adversaire. Et ils l'emportent... Certes, une balance objective, mesurée après coup, des pertes et des effrois permettrait de conclure à un équilibre dans l'épouvantable carnage. Mais ce sont les Russes qui reculent, et les Français qui restent maîtres du terrain. La « victoire d'Eylau », première véritable confrontation militaire massive de l'histoire exclusivement entre Français et Russes, sème derrière elle un

goût de sang difficile à digérer. Napoléon a-t-il vraiment déclaré, contemplant, au deuxième soir de la bataille, l'amoncellement des corps – plus de trente mille morts et blessés du côté français, à peu près autant du côté russe – qu'une seule nuit de Paris « réparerait tout cela » ? On feindra de s'en offusquer, y compris chez ces monarques, dont Alexandre, qui n'accordent pas de respect excessif à la vie de leurs soldats.

Toujours est-il que, pour sa propagande personnelle, dont on sait qu'il prend grand soin, Napoléon ressent le besoin de se disculper, comme on l'a vu plus haut avec « les Pestiférés de Jaffa ». De retour à Paris, il fait organiser un concours de peintres pour illustrer sa victoire d'Eylau mais, plus encore, sa compassion devant tant de victimes auxquelles il porte secours. Le lauréat est encore Antoine Gros, qui ne ressent aucune gêne à travestir une deuxième fois la réalité. Il en sera récompensé par le titre de baron. Il est vrai que l'œuvre, un tableau de huit mètres sur cinq, aujourd'hui exposé au Louvre, impressionne par sa noirceur et sa poignante composition. Victor Hugo en tirera le crépusculaire *Cimetière d'Eylau* (dans *La Légende des siècles* [1876], Jean-Paul Kauffmann une poignante évocation, *Outre-Terre* [2016], qui relève à la fois du récit de voyage, de l'essai historique et de la réflexion sur la vanité et la fragilité des hommes... Eylau (aujourd'hui en Russie dans l'enclave de Kaliningrad) sera rebaptisée Bagrationovsk en 1946 en hommage au prince Bagration, qui seconda Bennigsen et lui sera donc préféré sans autre raison...

L'armée russe, malgré des pertes considérables, parvient une fois encore à se retirer en relatif bon ordre. La Grande Armée, à peine moins affaiblie, renonce à la poursuivre. Confiant dans sa bonne étoile, Napoléon, qui découvre à Varsovie les charmes de Marie Walewska et la berce d'illusions sur sa politique polonaise, fait reprendre haleine à ses troupes dans l'attente d'un nouveau choc contre les Russes, qu'il espère décisif. Une trêve tacite s'instaure entre les belligérants, Alexandre restant déterminé à ne rien céder en dépit de nouveaux avis alarmistes de son conseil.

Ce qui ouvre la porte à un petit ballet diplomatique. Frédéric-Guillaume voudrait bien traiter mais ne dispose d'aucune monnaie d'échange, ce qui coupe rapidement court aux discussions, hormis l'idée d'un congrès général pour la paix auquel personne ne croit vraiment. La position de l'Autriche, dont les troupes pourraient prendre la Grande Armée à revers, constitue la principale inconnue. Étienne-Denis Pasquier, le futur ministre de Louis XVIII alors rallié à Napoléon, remarque opportunément qu'à ce moment-là, « une résolution hardie de Vienne aurait pu changer le cours de l'histoire ». Talleyrand entretient quelques échanges avec le baron Charles de Vincent, un diplomate d'origine lorraine, que lui a envoyé François I^{er}. Napoléon les berce de bonnes paroles afin de faire traîner leur dialogue et que l'Autriche ne bouge pas avant le grand choc attendu. Ensuite il sera trop tard pour elle. Tandis que, sur le front oriental, une armée russe reste engagée dans la guerre contre la Turquie, l'empereur des Français parvient à aggraver encore la position de son ennemi en concluant, le 4 mai, une alliance avec le shah de Perse à qui il promet, pour prix d'une offensive contre la Russie, l'annexion de la Géorgie.

Le terrible hiver de 1807, dont ont beaucoup souffert les soldats en campements, ainsi devenus des « grognards », faisant place à des journées plus douces, les manœuvres militaires reprennent. Pendant que le maréchal Lefebvre va assiéger Dantzig, qui capitule le 24 mai, une série d'escarmouches signale la fin de la trêve et l'approche d'une confrontation probablement déterminante. Celle-ci a lieu le 14 juin à Friedland (aujourd'hui Pravdinsk), un village situé à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Königsberg, et à une trentaine à l'est d'Eylau. Désastreuse pour l'armée russe, qui perd près de vingt-cinq mille combattants, tués, blessés ou prisonniers, et reflue, cette fois en bien moins bon ordre. Pour Bennigsen et son état-major, la cause est entendue : il faut mettre fin aux hostilités, ce dont le général en chef supplie le grand-duc Constantin d'aller convaincre

son frère. La chute de Königsberg, peu après investie par Davout, confirme que le tsar n'a plus de troupes en état d'arrêter les Français.

Paradoxalement, le parti des « faucons » à Saint-Pétersbourg, où maintenant figure la mère du tsar, hier adepte de la paix, ne veut rien entendre. On évoque – déjà – la possibilité d'une nouvelle stratégie militaire consistant à attirer les Français le plus loin possible de leurs bases et de leurs sources de ravitaillement puis à compter sur l'aide du « général hiver » pour les anéantir. On répéterait ainsi ce qu'il advint, en 1703, de l'armée suédoise de Charles XII. Mais les jusqu'au-boutistes n'obtiennent pas gain de cause en face des arguments incontestables de l'état-major.

Après qu'un armistice a été signé le 21 juin, Alexandre accepte enfin de traiter et même de rencontrer Napoléon, qui a pris ses quartiers à Tilsit, une petite ville de dix mille habitants sur la rive gauche du Niémen, en bordure du territoire russe. En vue de ce « sommet historique » qui ne saurait se tenir ni en Prusse polonaise occupée, ni en Russie, les sapeurs français ne montent pas une tente, comme on l'a souvent dit, mais construisent à toute vitesse un radeau formé de barques juxtaposées afin de supporter une maison de bois comportant quatre pièces de dimensions respectables.

Des îles au milieu des fleuves, réelles ou artificielles, semblent devoir ponctuer quelques-uns des grands moments de l'histoire de l'Europe : c'est sur un îlot de la Saône, à une quinzaine de kilomètres en aval de Mâcon, que, le 15 juin 842, les trois petits-fils de Charlemagne convinrent de mettre fin à leurs rivalités et de se partager l'empire carolingien ; c'est sur la minuscule île des Faisans sur la Bidassoa coulant entre L'Espagne et la France que, le 7 novembre 1659, après trois mois d'âpres négociations, se boucla enfin le Traité des Pyrénées et le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse.

Alexandre et Napoléon ont-ils été sensibles à ces précédents ? Toujours est-il que, le 25 juin, abordant le radeau en début d'après-midi, les deux monarques tombent dans les bras l'un de l'autre, font assaut de

compliments réciproques, se congratulent « comme deux frères » qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps. Tilsit s'inscrit tout de suite dans la mythologie napoléonienne, célébrant l'amitié instantanée qui aurait saisi, et surpris eux-mêmes, les deux « géants », avides de se concilier et de dessiner ensemble l'avenir de l'Europe. Certes, Napoléon n'est qu'un parvenu aux yeux d'Alexandre, si fier de ses origines dynastiques, mais il est aussi le vainqueur d'un terrible tournoi, ce qui équilibre les deux plateaux de la balance. De sorte que chacun apporte à l'autre ce qui lui manque : pour l'un l'appartenance au monde pluriséculaire de la légitimité, ce dont l'absout Alexandre par son accolade ; pour l'autre la gloire d'une victoire militaire, dont Napoléon a la charité de ne pas rappeler sa mutation en implacable défaite.

Ils ne se quittent presque pas durant deux semaines, se retrouvant plus souvent en ville, où tout un quartier leur a été réservé, que sur le radeau rapidement cantonné à son rôle symbolique. Laissant les détails mesquins de la négociation, qui à Talleyrand, qui à Kourakine et au prince Lobanov-Rostovski, lui aussi descendant de Rurik, les deux plus puissants souverains de la terre – du moins tels qu'ils se plaisent à en jouer les rôles – auraient procédé à une sorte de partage du monde, au moins du vieux continent, préfiguration de ce que l'on dira, à tort, résulter de la conférence de Yalta en 1945.

En trente-six articles, dont sept secrets, le traité du 7 juillet 1807 définit clairement deux zones d'influence majeure, de la France à l'ouest de l'Europe, de la Russie à l'est. Mais, contrairement à ce qui fut souvent dit et écrit, il ne constitue pas véritablement une alliance entre les deux empires, plutôt un pacte de bonne entente, de non-agression et de promesse de concertation.

La question allemande occupe plus de la moitié du texte. Napoléon rend ceux des territoires occupés qui appartenaient à des parents du tsar. En contrepartie, Alexandre reconnaît la Confédération du Rhin et la création

d'un royaume de Westphalie pour Jérôme, le plus jeune des frères Bonaparte. Faute de la reconstitution d'un royaume de Pologne, on crée un duché de Varsovie, dont le gouvernement est officiellement attribué au roi de Saxe, Frédéric-Auguste, mais de fait placé dans l'étroite dépendance française en tant que membre de la Confédération du Rhin. Dantzig devient ville indépendante.

Alexandre reconnaît aussi les royaumes taillés par Napoléon pour deux autres de ses frères, Louis en Hollande et Joseph à Naples, ainsi que le royaume d'Italie agrandi de l'ancienne République des Sept-Îles.

Concernant la Turquie et l'Angleterre, les clauses du traité paraissent plus floues. La Russie accepte de se retirer de Moldavie et de Valachie contre une médiation française qui, si elle échouait, donnerait lieu à de nouvelles discussions. L'Angleterre sera invitée par la Russie à venir négocier la paix en Europe et se verra, en cas de refus à la date limite du 1^{er} novembre suivant, déclarer la guerre un mois plus tard et opposer le blocus continental.

Enfin, la France et la Russie agiront de concert pour que l'Autriche, le Danemark, la Suède et le Portugal conviennent à leur tour des stipulations susmentionnées.

« Si l'on se replace, écrit justement Thierry Lentz, dans le contexte du temps, en feignant de ne pas connaître la suite, on peut juger le traité bon pour la France napoléonienne. » Tilsit représente en effet la plus grandiose des conventions franco-russes, auprès de laquelle toutes les autres, antérieures ou postérieures, exhalent quelque chose de mesquin, d'étriqué, de peureux. Chauvinisme ou bonapartisme mis à part, c'est l'apport de Napoléon qui en assure l'essentiel : en redessinant l'Europe à sa mesure sous les yeux – complices, ébahis, trompeurs ? – d'un tsar qui voit son honneur sauvé et maintenu son aptitude à porter beau. Le paritarisme de son interlocuteur lui permet, non seulement de préserver l'intégrité de son empire, mais plus encore de se positionner désormais comme l'autre grand

monarque du continent alors que ses devanciers ambitionnaient seulement d'être intégrés au groupe de souverains européens qui comptent. Alexandre le vaincu ressort grandi de Tilsit, alchimie napoléonienne.

Quant à l'avenir et à la portée concrète du spectaculaire traité, tout dépend de la sincérité des signataires. On apprend assez vite qu'ayant, par contrainte, fait bonne figure, le tsar considère le texte comme un expédient afin de gagner du temps, de reconstituer ses forces et de guetter le moment propice à la revanche. Pour Napoléon, il ne s'est agi que de neutraliser, au moins momentanément, la Russie afin de poursuivre la réalisation de son système de domination absolue du continent. Ce qui fera écrire au lucide et impitoyable Chateaubriand : « Des déclarations d'amitié, des serrements de mains, des embrassades, des projets fantastiques de conquêtes communes, tout cela n'était que des ajournements de haine. »

La façon dont la nouvelle du traité est accueillie en Russie semble lui donner raison : Saint-Pétersbourg, encore truffée d'émigrés français, réprouve, dans un silence qui cache mal les murmures, les concessions d'Alexandre à Napoléon. Certains, dont Semion Vorontsov, envisagent de reporter leur dépit sur les diplomates signataires en les faisant entrer dans la capitale juchés sur des ânes. Le mécontentement contre Alexandre atteint des sommets, à tel point que l'on évoque sans trop se cacher un possible changement de monarque. Les royalistes français y prêtent largement la main en ne se gênant plus pour déclarer, comme le baron de Damas, que « Bonaparte dirige les affaires de l'empire comme si c'était une province de la France. Le tsar n'est plus qu'un préfet. »

La trop subtile stratégie d'Alexandre n'a pas été perçue et ne peut, par sa nature même, faire l'objet d'explicitation de sa part. Il ne lui reste qu'à courber l'échine sous l'orage, renouveler le personnel ministériel et entreprendre un train de réformes internes qui détournera l'attention.

À Paris, en revanche, la joie éclate : la paix et la victoire conjuguées méritent coups de canon et emballement de la Bourse.

Que devient Louis XVIII dans ce nouveau contexte ? À Tilsit son cas fut à peine évoqué, aucun des deux empereurs ne voulant donner à l'autre l'impression de vouloir tirer sur une ambulance. Ce que comprend parfaitement le roi de France qui, dès lors, cherche un autre refuge que Mitau. Deux seulement s'offrent à lui : la Suède de Gustave IV, ou l'Angleterre de George III. Quittant la Courlande dans les derniers jours d'août 1807 sans avoir pris congé du tsar, Louis s'embarque d'abord pour la Suède. Il en repart après un séjour de cinq semaines ayant enfin reçu une invitation de l'Angleterre. L'un et l'autre royaume ne manquent ni de détermination ni de courage : Napoléon règne sur l'Europe sans le moindre compétiteur ; qui parierait une livre sur les chances d'une restauration monarchique en France ? Mais Louis ne parie jamais. Il est sûr de son destin. Et si jamais le fil de sa certitude venait à se rompre, pas de doute non plus : il pourra toujours se pendre avec...

Contre toute attente, l'histoire se met alors à entériner son intransigeance. D'abord par bribes. Peu à peu le soleil de Tilsit se couvre de taches brunes, aux tailles diverses et provenant d'horizons disparates.

En premier lieu, l'échange d'ambassadeurs résonne, dans chaque capitale, comme une provocation mutuelle. Ainsi, la nomination à Saint-Pétersbourg de René Savary, chef de la gendarmerie impériale au moment de l'assassinat du duc d'Enghien, choque tout spécialement la Cour de Russie. Lorsque, peut-être conscient de sa bétise, Napoléon le remplace, en novembre, par Armand de Caulaincourt, qui a déjà rempli des missions en Russie, le mal est déjà fait. Comme une « réponse du berger à la bergère », Alexandre envoie alors à Paris le comte Piotr Tolstoï, réputé proche des émigrés royalistes. Ce dernier s'obstine à n'appeler Napoléon que Bonaparte et ne cache pas ses accointances avec la vieille noblesse française, ce qui provoque beaucoup d'irritation dans l'émergente noblesse d'Empire.

En deuxième lieu, la médiation russe dans le conflit anglo-français ayant échoué comme il fallait s'y attendre, le tsar honore le traité qu'il a signé en déclarant, le 26 octobre 1807, la guerre à l'Angleterre et en pratiquant le blocus continental. Mais, mis à part quelques escarmouches maritimes, les deux puissances évitent de s'affronter directement et se limitent à quelques coups de canon de marine qui n'atteignent que rarement leur cible et à quelques rétentions de navires capturés en mer.

En troisième lieu, les questions polonaise et turque continuent de représenter des sources de discorde.

Désireux de tirer toutes les conséquences de Tilsit et de ficeler plus étroitement la Russie dans une alliance contre l'Angleterre, Napoléon propose à Alexandre de s'associer à une campagne militaire vers les Indes britanniques et d'en discuter les modalités lors d'une nouvelle rencontre bilatérale. Contre l'avis de son entourage, et après quelque hésitation, le tsar accepte une deuxième conférence des deux empereurs. Sa tactique consiste, ainsi qu'il l'expose à sa mère, à feindre son attachement à l'alliance avec la France afin de gagner du temps tant que Napoléon est le plus fort, tout en prévoyant, à terme, la chute du « redoutable colosse » et en se préparant à y prendre part quand le fruit sera mûr. D'autant que, le 22 juillet, soit deux mois avant la rencontre sollicitée, l'armée impériale a subi, à Bailén en Andalousie, sa première défaite : elle a ainsi perdu son invincibilité et, avec elle, une part de sa capacité à faire trembler les puissances. « Les cabinets de l'Europe, écrit justement Chateaubriand, étonnés du succès des Espagnols, rougissent de leur pusillanimité. » Alexandre le premier, curieux de la nouvelle attitude de l'empereur blessé.

Leur entrevue a lieu le 27 septembre 1808 dans la ville d'Erfurt, capitale du duché éponyme (aujourd'hui en Thuringe) créé en même temps que la Confédération du Rhin et où, en 1505, Martin Luther prit la tonsure. Le choix du lieu ne doit rien à cet événement mais tout à sa subordination directe à Napoléon.

Celui-ci a, comme à Tilsit mais en plus grande pompe encore, veillé à la mise en scène de l'évènement. Les discussions et les échanges se prolongent jusqu'au 15 octobre, ponctués de brillantes manifestations et festivités auxquelles on a convié un parterre de rois et de princes allemands, souverains qui n'en ont que le titre et ne sont venus là que pour assurer la claque du maître. S'ajoutent à eux une petite coterie d'écrivains et d'artistes rehaussant de leur réputation un congrès purement politique où, à dire vrai, ils n'ont que faire. Ainsi de Wolfgang von Goethe, venu en voisin de Weimar, à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Erfurt, recevoir la Légion d'honneur, accompagné de plusieurs de ses disciples dont le futur philosophe Arthur Schopenhauer. Ainsi également d'une partie de la troupe de la Comédie-Française, dont le célèbre Talma au sommet de sa popularité, qui, un soir sur deux, offre une représentation de pièces de Corneille, de Racine et de Voltaire. Des festins, des chasses, des bals et des revues de troupes complètent le programme. Ivre d'une gloire dont il ne peut se douter qu'Erfurt signale « le commencement de la fin », Napoléon pousse l'outrecuidance envers Alexandre jusqu'à le convier à visiter avec lui le champ de bataille d'Iéna pour commémorer l'anniversaire de la victoire française, un affront que le tsar ne pardonnera jamais...

Sur le fond, leur dernière rencontre – ils ne se reverront jamais – dévoile la vérité de ce que fut celle de Tilsit : une connivence de façade où chacun se persuade d'avoir manœuvré l'autre, le premier pour obtenir les mains libres en Europe, le second pour reprendre son souffle avant l'heure finale. Ou la ruse contre le mensonge.

Des nombreux, trop nombreux, sujets mis sur la table, aucun ne trouve de solution. Qu'il s'agisse des relations avec l'Autriche, avec la Prusse, avec le duché de Varsovie, avec l'Empire ottoman ou avec l'Angleterre, les désaccords s'avèrent complets, à peine maquillés par de bonnes paroles et des promesses de réétudier la question plus tard. Sur ces bases on ne peut plus floues se conclut une nouvelle convention pleine de vide, à laquelle le

tsar ne croit pas et qui exaspère Napoléon. D'autant plus qu'il subit, au lendemain d'Erfurt, une humiliation personnelle : désireux de divorcer de Joséphine qui ne peut lui donner d'héritier, il a jeté son dévolu sur la grande-duchesse Catherine, troisième sœur d'Alexandre. Celui-ci a d'abord procrastiné puis, de retour à Saint-Pétersbourg, il s'est hâté de la fiancer – d'ailleurs avec son plein consentement – au prince Georges d'Oldenbourg afin d'éviter une telle mésalliance.

Dans toutes ces tractations, Talleyrand a joué, à la lumière comme dans l'ombre, un rôle essentiel. Bien que n'étant plus ministre des Affaires étrangères depuis août 1807, Napoléon lui a demandé de le seconder à Erfurt. Mauvaise idée : le tortueux diplomate n'a pas craint de conseiller à Alexandre de résister à son interlocuteur. « C'est à vous de sauver l'Europe, lui déclare-t-il dès le premier jour, et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas ; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. » Implacable syllogisme qui va longtemps imprimer l'esprit des relations franco-russes vues du côté français. Et un peu plus tard, une deuxième affirmation qui influencera fortement les négociateurs alliés lors de la chute de l'Empire : « Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont les conquêtes de la France ; le reste est la conquête de Napoléon, la France n'y tient pas. » Peut-on parler de trahison ? Les admirateurs du prince de Bénévent estiment, de même que l'historienne Marie-Pierre Rey, qu'« effrayé par la mégalomanie de Napoléon, incapable de l'arrêter dans sa course folle, Talleyrand choisit de trahir l'empereur pour rester fidèle à l'idée qu'il se fait des intérêts français », et donc de s'appuyer pour cela sur le seul monarque du continent capable de faire encore le poids. Mais il sait aussi en tirer des avantages personnels, comme le mariage de son neveu avec la princesse Dorothée de Courlande, riche filleule du tsar, et monnayer auprès de celui-ci ses services à très haut prix...

De retour dans sa capitale, le tsar reçoit un accueil à l'opposé de celui qui suivit Tilsit à peine plus d'un an auparavant. La Russie relève d'autant mieux la tête qu'elle a mis à profit son ménagement, et même son encouragement, par Napoléon, pour s'emparer, en janvier 1808, de la Finlande au détriment de la Suède, et pour annexer les provinces de Moldavie et de Valachie déjà conquises sur l'Empire ottoman.

Durant les trois années qui suivent – de 1809 à 1811 – les relations entre Paris et Saint-Pétersbourg se dégradent irrémédiablement. Bien des éléments y contribuent. D'abord avec un nouvel incident matrimonial : n'ayant pu obtenir la main de la grande duchesse Catherine, Napoléon se rabat sur sa sœur cadette, Anna. Cette fois, le refus est plus facile à opposer : la grande-duchesse n'a que quatorze ans et, demeurée très enfant, n'est pas encore nubile. Mais Napoléon regarde l'argument comme une fausse excuse et se sent humilié une deuxième fois.

Autre sujet urticant : la splendeur de la réception offerte à Saint-Pétersbourg au roi et à la reine de Prusse, en janvier 1809 à l'occasion du mariage de la grande-duchesse Catherine.

Au-delà de ces vexations, Napoléon constate surtout que l'alliance russe ne s'exerce qu'à dose homéopathique, et bute sur au moins quatre problèmes étroitement liés les uns aux autres : l'Autriche, la Pologne, l'Angleterre et le blocus continental.

Profitant des difficultés de l'armée française en Espagne, Vienne a réarmé à outrance et bénéficié pour cela de quelques subsides anglais, ce qu'on appelle « la cavalerie de Saint-George », une expression dont l'origine demeure incertaine. Le parti de la guerre, qui veut effacer le cuisant souvenir de 1805, l'emporte auprès de François I^{er} et le convainc de se lancer dans une nouvelle campagne militaire qui prendra la France par surprise. Fatale erreur. À peine l'archiduc Charles a-t-il déployé son offensive en Bavière et l'archiduc Ferdinand en Pologne que la riposte napoléonienne submerge tout sur son passage : au soir du 13 mai 1809,

Napoléon dort à Schönbrunn. Mais l'Autriche ne s'avoue pas complètement battue. Après l'indécise bataille d'Essling, celle de Wagram, à dix kilomètres au nord-est de Vienne, le 6 juillet 1809, consacre sa défaite.

Alexandre, probablement attentif à l'avis de ses généraux – Friedland l'a dégrisé sur le plan militaire – a pris tout son temps pour intervenir aux côtés de son « allié » et a fourni une preuve de plus de sa duplicité dans l'attente de jours meilleurs : à Caulaincourt il réitère l'assurance de sa solidarité avec la France impériale, mais à l'ambassadeur autrichien, le prince de Schwarzenberg, il confie que cette alliance forcée lui pèse et qu'il fait, en secret, des vœux en faveur de l'Autriche. Le 3 juin, soit plus de cinquante jours après le début des offensives, les troupes du tsar entrent en Galicie, mais davantage pour contenir l'avance de l'armée polonaise qui seconde l'armée française que pour affronter les Autrichiens. Comme l'écrit Henri Troyat : « L'armée russe réussit ce prodige d'éviter par tous les moyens le contact avec les troupes qu'elle est venue combattre. » Bilan : deux Cosaques tués dans une échauffourée imprévue. On est loin du carnage d'Eylau, le baron Gros n'aura pas à sortir sa palette...

Ce qui justifie que, par le traité de paix signé à Vienne le 14 octobre, la Russie ne recueille presque rien de son vol au secours de la victoire, juste la région de Ternopol (aujourd'hui Ternopil en Ukraine), une aumône. Plus injurieux pour elle, l'agrandissement du duché de Varsovie à qui l'Autriche vaincue doit céder Cracovie, la capitale historique, et la Galicie occidentale, le tout sous protectorat français. Napoléon en profite pour rafler, à son profit ou à celui de son Empire – on ne sait plus très bien – le petit duché d'Oldenbourg, dot de la grande-duchesse Catherine : difficile de faire plus provocant...

Enfin le blocus continental met de plus en plus à mal l'économie russe. Depuis plus de trente ans l'Angleterre représentait le principal débouché de ses produits – fer, bois, chanvre, blé, cuir, crin... – à hauteur de la moitié de ses exportations et aussi son premier fournisseur, à peu près dans la même

proportion, en biens manufacturés. La France ne constituait en revanche qu'un partenaire commercial marginal. On a pu compter, en 1808, l'année précédant l'entrée en vigueur de l'embargo, plus de quatre cents navires marchands britanniques entrés dans le port de Saint-Pétersbourg, contre seulement cinq français.

En dépit de l'augmentation corrélative de la contrebande, et du peu de zèle de la police impériale pour contrôler le trafic maritime, le marasme s'est installé et s'aggrave de mois en mois. Le rouble a perdu la moitié de sa valeur, la rareté des produits importés alimente une inflation incontrôlable, de même que le déficit des finances publiques. Le mécontentement réenflamme contre le gouvernement du tsar, qui lui sacrifie son ministre favori du moment. Michel Speranski, professeur de sciences puis secrétaire de Kourakine, avait fait partie de la délégation russe à Erfurt, où Alexandre remarqua sa sagacité tandis que, de son côté, le « grand commis d'État » serait tombé en admiration devant Napoléon, spécialement pour son œuvre de modernisation des institutions françaises, dont il rêve dès lors d'importer le modèle. Ce qui a provoqué l'irritation d'une grande partie des élites russes francophiles qui distinguent nettement la France du tyran français. Sous la conduite de Nikolaï Karamzine, écrivain prolixe, auteur notamment de poèmes et de récits de voyage en France, préparant alors une magistrale *Histoire générale de la Russie* en douze volumes, une grande partie du personnel dirigeant de l'Empire se met à cultiver un nationalisme relativement agressif. À ses yeux, en singeant les mœurs et les modes occidentales, la Russie risque d'abdiquer son âme. Ne devant sa grandeur qu'à elle-même, il lui faut ignorer les modèles étrangers : « La Russie, écrit Karamzine, existe depuis un millénaire, sous l'aspect d'un grand empire et non d'une horde sauvage ; pourtant on nous parle toujours de nouvelles institutions et de nouveaux règlements, comme si nous venions de sortir des forêts de l'Amérique. »

Impressionné par la vigueur de l'opposition conservatrice, Alexandre a remis ses idées de grandes réformes et prend de plus en plus de distance avec la France de Napoléon. Mais, éprouvant le besoin de percer les desseins de celui-ci, il met en place une sorte de service de renseignements en France, dirigé par Charles Nesselrode, qui fut ambassadeur à Berlin. Originaire d'une famille de Westphalie émigrée en Livonie, né en 1780 à Lisbonne, où son père était ambassadeur de Russie, étudiant à Berlin, officier sous Paul I^{er} puis diplomate sous Alexandre I^{er}, il incarne à merveille cette race de parfaits Européens, nourri de plusieurs cultures, parlant allemand, anglais, français, portugais et italien, mais presque pas le russe... Arrivé à Paris, il prend immédiatement contact avec Talleyrand, dit « cousin Henry », qu'il considère comme le cheval de Troie de la politique française de la Russie. Lequel en profite encore pour se faire grassement payer. Les rapports confidentiels envoyés à Saint-Pétersbourg achèvent de persuader Alexandre de la chute inévitable de Napoléon mais, avant cela, d'une sérieuse éventualité de rupture de l'alliance, surtout si l'idée de transformer le duché de Varsovie en royaume de Pologne continue, malgré les dénégations officielles, de trotter dans la tête du gouvernement français. Dernier sujet d'irritation pour Alexandre : l'élévation du maréchal Bernadotte au rang de prince-héritier de Suède, sans qu'on ait pris la peine de le consulter. Encore l'intéressé se hâte-t-il de faire savoir qu'il ne sera jamais « l'homme de Napoléon » et gagne rapidement la confiance du tsar.

Cette dernière ayant, en revanche, presque totalement disparu entre les « grands amis » de Tilsit, l'année 1810 ressemble à une veillée d'armes en dépit de la poursuite des discussions diplomatiques, de plus en plus stériles. La Russie consent, malgré ses difficultés économiques, un vigoureux effort pour équiper et moderniser son armée. Le 10 décembre un oukase réduit à presque rien l'embargo sur le commerce avec l'Angleterre et instaure des droits de douane élevés sur les produits de luxe français, jusqu'ici fort prisés dans la riche société.

On se prend, dans les milieux conservateurs de Saint-Pétersbourg, à envisager de prendre l'initiative d'une guerre que l'on regarde comme inévitable. Un des conseillers d'Alexandre issu de l'émigration royaliste, Armand d'Allonville, établit alors un plan d'attaque du duché de Varsovie suivi d'un soulèvement de la Prusse et de plusieurs principautés allemandes désireuses de desserrer le carcan de la Confédération du Rhin. Le tsar fait masser des troupes à la frontière mais renonce finalement à déclencher les hostilités : « Ne convoitant rien à mes voisins, quel intérêt aurais-je à faire la guerre ? La Russie n'a pas besoin de conquêtes et peut-être ne possède que trop de terrain. »

L'année 1811 et le premier trimestre 1812 voient s'exercer une intense activité diplomatique, de la part de la France comme de la Russie. Napoléon tient à rassembler sous son autorité toutes les puissances européennes alliées, le plus souvent par contrainte, comme la Prusse et l'Autriche, Alexandre entend consolider la paix avec les puissances frontalières afin de pouvoir concentrer ses forces contre une maintenant probable agression française. Les renseignements qui lui arrivent de Paris confortent chaque jour davantage le caractère inéluctable de celle-ci : il apparaît clairement que Napoléon ne supporte pas la moindre brèche, ou même le moindre aléa, dans son système européen idéal et qu'il entend le parachever par une ultime campagne contre la seule puissance continentale qui demeure hors de son orbite. Après quoi, il sera aisé de mettre l'Angleterre à genoux.

C'est pourquoi, contre l'avis de Caulaincourt, il décide de lancer la Grande Armée contre la Russie, persuadé en outre que celle-ci prépare toujours une attaque du duché de Varsovie.

Alexandre adopte dès lors une stratégie purement défensive, qui repose d'abord sur la neutralisation des puissances voisines. Le 5 avril 1812, il conclut une alliance avec la Suède et obtient même de Bernadotte de précieux renseignements sur l'organisation de la Grande Armée et de pertinents conseils sur la façon de la combattre : « Il faut éviter les grandes

batailles, travailler les flancs de l'ennemi, l'obliger à des détachements et le harasser par des marches et des contremarches. Qu'il y ait des Cosaques partout. » Une recommandation qui sera suivie avec grand succès...

Même procédé avec la Turquie : signé le 28 mai 1812, le traité de Bucarest, négocié du côté russe par le comte de Langeron, procède à un partage territorial de régions limitrophes des deux empires, qui donne naissance à la Bessarabie et stipule la neutralité ottomane en cas d'attaque de la Russie par un pays tiers. Des pourparlers avec l'Angleterre, engagés début juin, confirment la renonciation mutuelle à la guerre prévue par l'accord de Tilsit et jamais véritablement mise en œuvre. De surcroît, le tsar attend de Londres une contribution à sa défense, « par les armements maritimes et en faisant le caissier ». Enfin l'Autriche et la Prusse, alliées forcées de Napoléon, participeront certes à l'offensive française mais, espère Alexandre, en se dérochant le plus possible. Ainsi la Russie a-t-elle élevé un rempart diplomatique sur presque tous les fronts possibles.

Entre-temps, Alexandre a, par l'intermédiaire de son ambassadeur en France, Alexandre Kourakine, tenté une démarche vers Napoléon que les historiens ont jugé diversement : en demandant que les troupes françaises stationnées en Pologne et en Allemagne s'éloignent de la frontière russe et en réclamant la neutralisation de la Prusse, il aurait accompli un ultime geste pour sauver la paix ou, au contraire, jeté un ultimatum rendant le conflit inévitable.

Le 14 juin, Napoléon signe la déclaration de guerre à la Russie, mais celle-ci ne parvient entre les mains du tsar qu'après que, le 22 juin, la Grande Armée, ou « Armée des vingt nations » compte tenu de la grande diversité des troupes mobilisées un peu partout dans l'Europe soumise à la France impériale, a franchi le Niémen. Quatre cent cinquante mille hommes se ruent ainsi sur la plaine russe, persuadés par leur chef que la campagne sera brève après quelques batailles décisives sur le modèle d'Austerlitz ou de Friedland.

On ne retracera pas ici la campagne de Russie, objet d'un nombre incalculable d'ouvrages et d'articles qui ont tous décrit les funestes erreurs de Napoléon, dont celle de croire qu'il pourrait encore négocier avec Alexandre, et comment la débâcle finale a condamné le régime impérial et son système européen. Pourtant, dans les premiers temps de l'offensive, le tsar ne se montre guère optimiste. Redoutant que Napoléon bouscule son armée jusqu'à Saint-Pétersbourg, il envisage de mourir en défendant son pays et n'a rien de plus pressé que de mettre à l'abri sa maîtresse chérie, Marie Narychkine, et leur fille Sophie, âgée de 4 ans. Il les envoie donc à Odessa pour demander au duc de Richelieu de veiller, lui écrit-il, « sur ce que j'ai de plus précieux au monde, plus précieux que la Russie, plus précieux que ma vie ». L'homme d'honneur et de confiance s'acquittera parfaitement de la tâche...

La campagne de Russie, pour toujours marquée par les épisodes effroyables que furent, entre autres, la bataille de Borodino, l'incendie de Moscou, la tragique retraite devenue déroute avec le passage de la Bérézina, s'achève par la retransversée du Niémen le 13 décembre 1812. « C'est avec la guerre contre la Russie, confiera de Gaulle à Alain Peyrefitte, que s'est amorcé le déclin de la France. »

Les alliances artificielles imposées en Europe par Napoléon se défont alors les unes après les autres pour former une nouvelle coalition regroupant autour du tsar à peu près toutes les têtes couronnées du continent, y compris celle du roi de Naples, Joachim Murat. Avant que leurs troupes pénètrent en territoire français, elles conviennent, principalement à l'instigation du tsar et de l'empereur d'Autriche, qu'elles ne font pas la guerre à la France mais seulement la guerre à Napoléon. Les émigrés qui s'engouffrent dans l'espoir de retrouver enfin leur pays regardent d'ailleurs les alliés comme des libérateurs et des amis.

« Nos amis les ennemis »

Dans cette chanson, intitulée *L'opinion des demoiselles* et écrite seulement en 1815 après les Cent-Jours, le poète pamphlétaire Pierre-Jean de Béranger a réussi, en quatre mots, à résumer et à qualifier parfaitement l'esprit de Paris au printemps de 1814, quand les forces alliées occupent une ville qui n'avait pas subi de troupes étrangères depuis le règne du malheureux Charles VI et la conclusion du traité de Troyes livrant, en 1420, la France au roi d'Angleterre.

Depuis l'échec de la Grande Armée en Russie, mais aussi en Espagne, l'histoire de l'Europe s'est accélérée. Dès que Napoléon a mis le pied sur sa terre, Alexandre a coupé court à toute possibilité de négociation, ce que son adversaire n'a pas su comprendre. Au point de diriger ses troupes vers Moscou, principal centre économique du pays, et non vers Saint-Pétersbourg, en escomptant exercer ainsi une pression contraignant le tsar à de nouvelles discussions. Mais pour celui-ci, c'était terminé : le conflit ne pouvait se clore que par l'anéantissement de l'un des deux belligérants, et du moment que Napoléon serait vaincu, sa défaite ne devait pas seulement libérer la Russie mais toute l'Europe d'une tyrannie tentaculaire et jamais en repos. Alexandre, auréolé de sa stupéfiante victoire, s'impose naturellement comme le chef de file de la coalition, au sein de laquelle il parvient presque toujours à faire triompher ses vues et à imposer silence

aux voix discordantes de tel ou tel allié à tel ou tel moment de la campagne d'Allemagne puis de France. Certains en effet, notamment les représentants de l'Angleterre et de l'Autriche, hésitent à pousser leurs armées jusqu'à Paris et préféreraient traiter avec Napoléon afin d'éviter de nouveaux bains de sang après tous ceux qui ont épuisé l'Europe depuis plus de vingt ans. Ils ont organisé dans ce but un congrès à Châtillon (Côte d'Or) dès la fin de janvier 1814. Mais quelques victoires françaises redonnent espoir à l'empereur alors qu'elles ne font que préparer la défaite finale. Il refuse dès lors de négocier, mettant ainsi tous les Alliés d'accord en les rangeant sous la volonté du tsar, opiniâtre dans la poursuite de ses trois objectifs : obtenir le départ de Napoléon et la suppression de son régime, contribuer à ce que la France se dote d'une Constitution tenant compte des apports des Lumières et conserver forte la « grande nation » en tant que facteur central de l'équilibre européen. La guerre qu'il mène relève moins d'une opération militaire que d'une mission civilisatrice, quasi divine, en tout cas providentielle depuis que son mysticisme, jusqu'ici latent, a pris le dessus sur toute autre considération. On forcerait à peine le trait en disant que son combat vise aussi le bonheur des Français. Il le répète à satiété en toute occasion et le fait dire à ses collaborateurs : « Seul Napoléon est mon ennemi, les Français sont mes amis, et je veux leur prouver que je viens rendre le bien pour le mal. » Et encore : « Le jour où je serai à Paris, je ne reconnaîtrai plus d'autre allié que la nation française. » Ce qu'il confirme, dès son arrivée, par deux décisions qui le rendent aussitôt populaire : la libération de deux cent mille prisonniers de la Russie depuis 1812 et la garantie de liberté offerte aux soldats égarés à la suite de la campagne de France.

De son exil anglais, au château d'Hartwell à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Londres, Louis XVIII salue la mansuétude du tsar et ne craint pas d'enfoncer le clou dans une proclamation au peuple français : « Recevez en amis ces généreux Alliés, ouvrez-leur les portes de vos villes,

prévenez les coups qu'une résistance criminelle et inutile ne manquerait pas d'attirer sur vous, et que leur entrée en France soit accueillie avec les accents de la joie. » On lui reprochera plus tard ces propos où l'on ne sait ce qui l'emporte, de la naïveté ou du cynisme. Toute armée d'occupation, quelle qu'elle soit, se comporte en effet presque toujours de la même façon avec les populations civiles. Il n'est guère que le degré de brutalité qui change et que les témoignages rapportent de façon disparate. L'attitude des Cosaques, dès le Rhin franchi à partir de la fin décembre 1813, a laissé des souvenirs contradictoires. La propagande napoléonienne n'a pas perdu de temps. Caulaincourt l'entend de la bouche de son maître : « Les Russes doivent paraître un fléau à tous les peuples (...) On ne doit plus voir qu'un ennemi en Europe. Cet ennemi, c'est le colosse russe. » On charge ensuite les préfets, censés organiser la résistance à l'envahisseur, d'imputer la défaite en Russie au « général hiver » et à la cruauté des Cosaques, mi-hommes mi-bêtes, qui va désormais fondre sur les villages de France, incités à se sacrifier pour la défense nationale.

Mais Alexandre a donné l'ordre à ses généraux de se montrer impitoyables à l'égard de ceux qui maltraiteraient les populations, peine de mort pouvant s'ensuivre, de même qu'il interdit toute atteinte aux monuments publics, aux œuvres et aux ouvrages d'art, y compris ceux édifiés à la gloire de Napoléon. Il tient par-dessus tout à montrer que, s'il n'oublie pas les atrocités commises par la Grande Armée en Russie, la mise à sac et la destruction de Moscou, il ne se présente nullement en vengeur mais, au contraire, en libérateur plein de magnanimité. De sorte que si l'on assiste, ici ou là, à quelques violences inhérentes à toute soldatesque, l'impression générale infirme plutôt l'image véhiculée par la propagande impériale, qui trouve moins à nourrir l'imagination que lors des campagnes militaires lointaines. En vérité il faut encore distinguer la province de Paris : dans les zones rurales et reculées, les Cosaques de passage, hors du contrôle de la hiérarchie la plus élevée, s'en donnent à cœur joie dans les pillages,

les rapines, les viols, les voies de fait en tous genres. En revanche, à mesure que l'armée russe s'approche de Paris, son commandement maîtrise de mieux en mieux la discipline des hommes.

À la suite de l'entrée du tsar dans la capitale, quelques heures seulement après la capitulation de la ville au petit matin du 31 mars 1814, les troupes russes, défilant en ordre clinquant sur les Champs-Élysées, se comportent avec dignité. Adèle Foucher, épouse de Victor Hugo, en atteste dans son ouvrage de souvenirs sur la vie de l'écrivain qui rencontre partout des écuries et des bivouacs russes : « Les Cosaques ne ressemblaient nullement à leur image ; ils n'avaient pas de colliers d'oreilles humaines ; ils ne volaient pas les montres et ne mettaient pas le feu aux maisons ; doux et polis, ils avaient un profond respect pour Paris, pour eux une ville sainte ; ils paraissaient gênés et presque honteux de l'occuper. » Elle ajoute que la plupart des citadins disent « les alliés » et beaucoup plus rarement « les ennemis ». Comme les soldats portent, en outre, un brassard blanc en signe de paix, se propage rapidement la rumeur de leur allégeance à la cause du retour des Bourbons.

Bien vite aussi, ils découvrent les charmes de Paris, et en abusent, souvent pour le bonheur du commerce local sous toutes ses formes, d'où le titre de la chanson de Béranger. Il en restera le terme de « bistro », phonétiquement l'appel des soiffards dans les cafés à ce qu'on les serve plus vite, quelques modes vestimentaires, dont les parements de fourrure, et l'engouement pour les « montagnes russes » installées sur les hauteurs de la ville et inspirées des courses de luges dévalant les collines.

On relève, dans la suite d'Alexandre, nombre de personnalités portant un nom à consonance française, issues de l'émigration ou de sources plus lointaines. Tel est le cas de Michel Barclay de Tolly, commandant en chef des armées russes dont un lointain ancêtre avait accompagné Guillaume le Conquérant en Angleterre. Celui aussi du Vaudois Frédéric de La Harpe qui, depuis 1803, ne quitte plus son maître. Parmi les officiers généraux on

relève la présence du comte de Rochechouart, fidèle aide de camp du tsar depuis 1805, celles de l'infatigable comte de Langeron et du très légitimiste baron de Damas, tous deux généraux dans l'armée russe. On salue aussi la mort, survenue le 29 mars après la bataille de Reims, de Guillaume, le fils du comte de Saint-Priest. Il faut enfin signaler la situation originale du comte Pozzo di Borgo. Ce gentilhomme corse, plus âgé de quatre ans que Napoléon Bonaparte qu'il avait bien connu à Ajaccio, subissait depuis toujours la jalousie et la haine implacable de ce dernier. Émigré, il est entré en 1804 dans la diplomatie russe dont il a gravi les échelons jusqu'à cette arrivée à Paris aux côtés du tsar qui va le nommer ambassadeur de Russie en France. Bien d'autres Français, ou « apparentés », sont arrivés en même temps qu'Alexandre, ou dans les semaines suivantes, et vont retrouver leur pays pour ne plus en repartir, du moins l'espèrent-ils...

Le tsar, qui devait initialement loger au palais de l'Élysée, a en été dissuadé par Talleyrand, au motif que le bâtiment était piégé. Il a donc accepté l'hospitalité de ce dernier, plus intrigant que jamais afin de tirer toutes les ficelles d'une situation inédite. L'hôtel de la rue Saint-Florentin, au numéro 2 (aujourd'hui propriété des États-Unis qui y hébergent des services consulaires et un cabinet d'avocats d'affaires) devient donc le centre du pouvoir, qu'il faut cependant partager avec la royauté qui effectue son retour. En effet, le 12 mars précédent, la ville de Bordeaux s'est, avec le soutien du duc de Wellington vainqueur de Napoléon en Espagne, soulevée en faveur de Louis XVIII en accueillant triomphalement son neveu le duc d'Angoulême. Tandis qu'à l'autre bout de la diagonale de la France, le comte d'Artois chemine vers Paris en éclaireur de la Restauration.

Alexandre y est plutôt défavorable a priori. Il porte peu d'estime à la maison de Bourbon, « race fatiguée », imperméable aux Lumières et n'ayant guère brillé contre Napoléon. Mais une fois à Paris, conseillé par Talleyrand et toujours sensible aux avis de son ami le duc de Richelieu, il réalise l'absence d'alternative crédible à l'établissement de Louis XVIII.

Toute autre formule s'avère rapidement impossible ou inopportune. La république ? Forcément révolutionnaire et donc dangereuse à ses yeux. Une régence de l'impératrice Marie-Louise ? La fille de François I^{er}, déjà détestée des Français, se conformerait probablement aux directives du prince de Metternich, le ministre autrichien des Affaires étrangères, l'homme fort du cabinet de Vienne. Recourir au duc d'Orléans ? Le chef de la troisième branche des Bourbons – la deuxième, d'Anjou, régnant en Espagne – fait figure de personnage trouble, très proche des intérêts anglais et méprisé par bien des émigrés. Le tsar a par ailleurs caressé l'idée de faire appel à Bernadotte. Mais l'intense propagande napoléonienne a discrédité « le traître » aux yeux des Français, et Alexandre entend tenir compte de la volonté du peuple afin de pallier tout risque de nouvel incendie. La multiplicité des solutions finit donc par sa réduction à la plus naturelle et la plus évidente. Du reste, Alexandre se montre fortement attaché à ce principe de légitimité auquel il doit son accession au trône et la conservation de celui-ci au moment où son pouvoir battait de l'aile après Tilsit.

Tout va alors de plus en vite et tout se passe comme si l'histoire s'écrivait d'elle-même sans le secours de ceux qui, dépassés par son tourbillon, prétendent néanmoins y contribuer. En moins de deux mois, c'est une nouvelle France qui naît aux yeux de tous sans qu'aucun y puisse mais. Le 2 avril, encore conseillé par son hôte, Alexandre reçoit une délégation du Sénat impérial, conduite par son président, François de Barthélémy, qui le congratule chaleureusement. Le lendemain ces mêmes sénateurs, qui devaient leur carrière et leur fortune à Napoléon, prononcent sans vergogne sa déchéance et désignent Talleyrand chef d'un gouvernement provisoire en attendant qu'il soit statué sur la forme définitive des institutions.

Le 6 avril, réfugié à Fontainebleau, lâché par ses maréchaux qui le persuadent de l'inutilité, et même de la criminalité, de toute résistance

armée, Napoléon signe une abdication inconditionnelle, ainsi que l'ont exigé Alexandre et les représentants alliés derrière lui. Le même jour, les Sénateurs décrètent que « le peuple français appelle librement au trône Louis Stanislas Xavier de France, frère du dernier roi et après lui les autres membres de la maison de Bourbon dans l'ordre ancien et accoutumé. »

Le 10 avril, les Alliés conviennent du sort personnel à réserver à Napoléon. Alexandre domine la réunion et impose un traitement relativement généreux à l'ennemi abattu : la souveraineté de l'île d'Elbe au large de la Corse, le maintien de son titre d'empereur et une confortable liste civile de deux millions et demi de livres par an (soit environ 18 millions d'euros)... à la charge du contribuable français.

Le surlendemain, le comte d'Artois arrive à Paris, muni du titre de lieutenant général du royaume qu'il tient de son frère depuis le 28 janvier 1793. Consécutivement à son vote du 6 avril, le Sénat impérial ne peut que « l'enregistrer », de même que le tsar et que Talleyrand, qui préserve seulement son portefeuille des affaires étrangères. Le même jour, Alexandre déménage : il quitte la rue Saint-Florentin pour s'installer enfin à l'Élysée, palais déminé qui ne fut jamais miné...

Louis XVIII, dont le comte d'Artois a habilement balisé le chemin, notamment grâce à ses bonnes relations avec Louis de Rochechouart et aux percutantes interventions de son ami le baron de Vitrolles auprès du tsar, débarque à Calais le 24 avril en descendant du *Royal Sovereign*, le navire amiral du roi d'Angleterre, pavoisé pour l'occasion du drapeau blanc fleurdelisé. Ne voulant pas entrer dans Paris sans une parfaite assurance d'y être bien reçu, il fait prudemment halte à Compiègne, dans le château préféré de son grand-père. Là, tel un suzerain convoquant un vassal qui n'a fait que son devoir en lui portant secours, il invite Alexandre à venir y dîner et y dormir le 1^{er} mai. Bien qu'un peu vexé par la nature de la réception –

Louis XVIII se fait servir en premier et héberge son invité dans une chambre au bout du château – le tsar se résigne à lui promettre son appui

mais en invoquant aussi, comme il l'a déjà fait à Mitau, la nécessité pour la France royale de prendre un petit bain de jouvence, c'est-à-dire d'adopter une Constitution introduisant une dose de libertés publiques et de prérogatives parlementaires. Le Sénat a pris les devants en adoptant un texte, mais terriblement maladroit : d'une part on a, dans la précipitation, recopié des dispositions de la Constitution de 1791, dont on ne peut avoir oublié l'échec, d'autre part les sénateurs impériaux ont préservé leurs rentes en s'autodésignant membres d'une des nouvelles assemblées à naître. Alexandre saisit sans peine que cette dernière formule discrédite complètement le projet. Il reconnaît donc à Louis XVIII le pouvoir de reprendre les choses en mains, d'autant plus facilement que ce dernier s'est déjà converti à la monarchie constitutionnelle pour avoir, comme son frère, observé de près le fonctionnement des institutions britanniques, de meilleur aloi que les institutions russes...

Le lendemain, 2 mai, par la déclaration de Saint-Ouen, à la porte de Paris, Louis XVIII exclut tout retour à l'Ancien Régime et s'engage à octroyer une charte constitutionnelle qui, sans réduire sa souveraineté, organisera le fonctionnement du pouvoir politique dans un esprit conforme aux libertés publiques indispensables. Le 3 mai il effectue, à son tour, une entrée triomphale dans sa capitale. Le 30 mai, le traité de Paris, conclu entre les Alliés et le gouvernement du roi, arrête les nouvelles limites territoriales de la France. Les promesses de garantir à la « grande nation » des frontières naturelles, dont la totalité de la rive gauche du Rhin, ont disparu. Mais une partie des conquêtes de la Révolution lui reste néanmoins acquise, spécialement dans le nord-est et du côté de la Savoie. L'ensemble des surfaces ainsi gagnées par rapport à la France d'avant 1792 ajoute environ 630 000 habitants à une population de 29 millions. De surcroît, aucune indemnité de guerre n'est imposée au royaume rétabli, ni d'obligation de rendre les œuvres d'art rapinées à l'étranger, ni enfin d'occupation du territoire : c'est ici encore Alexandre qui l'a emporté parmi les Alliés. Pour

le reste, la fixation du nouvel équilibre européen est renvoyée à un congrès ad hoc, qui se tiendra à Vienne et où le gouvernement français pourra, lui aussi, faire valoir ses vues.

Alexandre a pris une part variable à l'ensemble de ces événements, se montrant parfois très présent et même directif, parfois distant, laissant le plus souvent la France s'arranger avec elle-même, notamment pour la rédaction de la future Charte constitutionnelle. À partir du 31 mai, son rôle est quasiment terminé.

Le troisième séjour d'un tsar, ou d'un tsarévitch, à Paris, ne ressemble à aucun des deux précédents. Pierre le Grand avait laissé de son passage un souvenir que l'on pourrait plus tard qualifier de *rock'n'roll*. Le grand-duc Paul, ébloui par les splendeurs de la cour de Louis XVI, s'était au contraire comporté en hôte un peu intimidé. Rien de tel avec Alexandre qui, durant ses neuf semaines parisiennes, a combiné à merveille courtoisie et détermination, bienveillance et autorité, disponibilité et distance. Et fait la conquête de presque tout le monde, surtout de cœurs féminins, suscitant une « alexandromanie » parfois à la limite du ridicule.

Le 2 juin 1814, soit deux jours avant l'octroi de la Charte constitutionnelle par Louis XVIII, il quitte Paris sous les vivats, bientôt suivi de ses troupes dont le départ soulage une population qui commençait à se lasser du poids quotidien des Cosaques en dépit de leur relative bonne conduite globale. L'escortent également des exportateurs de vins français, principalement de Champagne.

Pozzo di Borgo représente désormais le tsar dans un climat qui pourrait reposer sur la confiance mais qui se teinte rapidement de quelques grisailles. L'ambassadeur, chargé de rendre compte à son maître de l'évolution du nouveau régime politique français et de le rassurer sur le choix dynastique des Alliés, manifeste quelque inquiétude à travers ses dépêches. Il relève d'abord que si la Charte du 4 juin introduit bien une monarchie tempérée, le roi et son entourage ont commis l'erreur de la

présenter non comme un droit du peuple mais comme une offrande du souverain. Chateaubriand aussi, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, dénoncera l'incongruité des termes de charte « octroyée », et Victor Hugo, dans une formule lapidaire des *Misérables*, notera que « [la maison de Bourbon] rechigna. Le peuple le vit ».

Pozzo di Borgo remarque ensuite la vivacité des ferments d'opposition et même de potentielle subversion qu'alimentent des sociétés secrètes républicaines, et surtout une armée au chômage de plus de six cent mille hommes, dont les prisonniers libérés, désormais rémunérés en demi-solde, soit un traitement proche de la misère pour les sans-grades et les sous-officiers.

Il déplore enfin que le conservatisme du pouvoir s'appuie sur un retour forcé du peuple à la religion catholique la plus étriquée et la plus réactionnaire, faisant fi des Lumières et du libre-arbitre des individus.

À cela s'ajoutent deux petites vexations imposées à Alexandre par la rigidité de la famille royale de France. La première concerne le sort de Caulaincourt, fiché par le duc de Blacas, ministre de la Maison du Roi, comme une personnalité suspecte, alors qu'Alexandre le tient en haute estime et l'a recommandé à Louis XVIII. La deuxième est d'ordre matrimonial : après avoir, comme on l'a vu, refusé à Napoléon la main de sa sœur la grande-duchesse Anne, Alexandre la verrait bien, maintenant qu'elle va sur ses vingt ans, épouser le duc de Berry. Charles-Ferdinand, deuxième fils du comte d'Artois toujours célibataire à trente-six ans, constitue le meilleur parti de France. Troisième dans l'ordre de succession au trône – après son père et son frère aîné – mais seul Bourbon en état de procréer, l'avenir de la dynastie repose sur lui. Ainsi le tsar pourrait-il devenir l'oncle du futur roi de France. Le duc de Richelieu, revenu d'abord à Saint-Pétersbourg remettre à son ami son « dépôt sacré », incite vivement à cette union. Le 1^{er} janvier 1815, il vient à Paris pour présenter ses devoirs à Louis XVIII et l'entretenir de l'idée du mariage. Mais le roi de France,

sous l'influence de sa nièce la duchesse d'Angoulême, austère vestale du temple de la royauté traditionnelle, manifeste une exigence difficilement acceptable : non pas que la grande-duchesse se convertisse au catholicisme par son mariage, ce qui coule presque de source, mais qu'avant même ses fiançailles, elle abjure sa foi orthodoxe. L'émissaire a beau faire valoir que ce serait outrager le tsar et la Sainte Russie, Louis XVIII s'entête, ce qui fait capoter le projet. Richelieu, amer et dépit, apprendra plus tard qu'il aurait dû aussi y voir l'influence de Talleyrand, alors engagé dans de sombres manipulations diplomatiques.

Sur le plan politique en effet, l'avenir de l'Europe et des relations franco-russes s'inscrit principalement dans le cadre multilatéral du congrès de Vienne, qui s'est ouvert le 1^{er} novembre 1814. On aurait pu croire qu'après toutes les épreuves traversées et tout le sang versé, les puissances auraient à cœur de remiser leurs vanités, de rechercher la concorde et de bâtir durablement une Europe de la paix. Hélas, l'incapacité de la plupart des monarques à renoncer à jouer les conquérants et à maîtriser leurs appétits individuels en faveur de l'intérêt général suscite bientôt de nouvelles dissensions. L'Autriche et la Prusse se posent en rivales pour dominer l'Allemagne après la disparition de la Confédération du Rhin. Elles se disputent notamment les éventuelles dépouilles du petit royaume de Saxe, le seul resté fidèle à Napoléon et qui mérite donc qu'on l'en punisse. Dans un esprit comparable, la suppression du grand-duché de Varsovie donne à la Russie l'idée de rétablir le royaume de Pologne mais sous contrôle du tsar. Ce à quoi s'opposent l'Angleterre et l'Autriche, mais non la Prusse du moment qu'elle annexerait la Saxe. D'où nouvel embrouillamini, tractations sans fin, secrètes ou au grand jour, intrigues en tous genres, serments d'amitié et de solidarité aussitôt trahis ou démentis, manœuvres subtiles et complexes dans lesquelles excelle tout spécialement Talleyrand. De sorte que, le 3 janvier 1815, deux jours après la rencontre de Louis XVIII et de Richelieu, le gouvernement de la France tourne casaque

et renie tout ce qu'elle doit à la mansuétude d'Alexandre : son représentant à Vienne conclut avec ceux de l'Autriche et de l'Angleterre une convention secrète dirigée contre les ambitions polonaise et saxonne de la Russie et de la Prusse, et susceptible de provoquer encore la mobilisation de troupes.

C'est encore Napoléon qui va mettre d'accord tous les roués diplomates, en quittant, au nez et à la barbe des flottes royales, sa prison dorée de l'île d'Elbe le 26 février. Le 1^{er} mars il débarque sur le continent, à Golfe-Juan. Puis c'est, selon le mot de Chateaubriand, « la conquête de la France par un seul homme. » Incapable de faire face aux évènements, Louis XVIII et son gouvernement prennent la fuite vers le nord, ainsi que la plupart des ambassadeurs alliés, dont Pozzo di Borgo qui continuera de représenter le tsar de toutes les Russies auprès du roi de la seule France qui vaille. Le 20 mars, Napoléon couche aux Tuileries.

Alexandre ainsi que les autres chefs d'État européens ont été complètement pris par surprise, sceptiques au début, ahuris à la fin. Napoléon découvre à Paris le texte de la convention secrète du 3 janvier et envoie aussitôt une estafette le porter à Saint-Pétersbourg afin de montrer qu'il vaut mieux, finalement, traiter avec lui qu'avec les Bourbons. Mais en dépit de ses proclamations en faveur de la paix et de ses intentions de n'entreprendre aucune reconquête en Europe, le nouveau Napoléon n'inspire aucune confiance au tsar, qui campe sur ses positions de 1814 : afin d'évincer de nouveau le perturbateur de l'Europe, il engagera, écrit-il à sa mère, « jusqu'à [son] dernier homme ». L'unanimité se fait d'ailleurs très vite entre les Alliés qui, de Vienne, déclarent le 13 mars Napoléon « hors la loi » et poursuivent les travaux du congrès, dont l'acte final est signé le 9 juin 1815. La nouvelle carte de l'Europe fait la part la plus belle aux trois grandes puissances continentales victorieuses. La Russie récupère la majeure partie du duché de Varsovie, qui devient un « royaume de Pologne » vassalisé par son grand voisin. La Prusse qui n'en demandait pas tant – mais qu'il faut indemniser de ne pas annexer la Saxe – reçoit la

Westphalie et surtout l'essentiel de la Rhénanie ; elle traverse le fleuve et compte désormais, par la Sarre, une frontière avec la France qui ne demandera qu'à s'élargir ; elle encercle de surcroît plusieurs des principautés allemandes de la « Confédération germanique » qui remplace la napoléonienne « Confédération du Rhin ». L'Autriche gagne la Lombardie, la Vénétie et une bonne partie de la côte adriatique orientale. Quant à la France, son sort demeure suspendu aux opérations militaires engagées par les Alliés contre l'ogre ressuscité.

Tandis que Louis XVIII et les siens trouvent refuge à Gand, alors aux Pays-Bas (aujourd'hui en Belgique), non loin de là, le 18 juin à Waterloo, les armées anglaise et prussienne, les plus rapidement disponibles, écrasent l'armée impériale. Bien que la défaite ne soit pas déterminante par elle-même, les maréchaux d'Empire refusent une deuxième fois de poursuivre une lutte perdue d'avance car les divisions autrichiennes et russes se profilent à l'horizon. Ils contraignent donc Napoléon à une deuxième abdication, le 22 juin.

Ainsi les Russes n'ont pas eu à combattre les Français, ce dont, malgré sa détermination, se réjouit Alexandre. Arrivé à Paris le 10 juillet, il se réinstalle au palais de l'Élysée pour y reprendre, presque naturellement et sans contestation des autres puissances, son rôle de chef de file des Alliés et de principal interlocuteur de Louis XVIII, rentré dans sa capitale seulement deux jours auparavant. Bien que la conduite peu glorieuse du gouvernement royal devant le « vol de l'Aigle » eût pu valoir au tsar une nouvelle tentation de recourir à une autre formule que la deuxième restauration des Bourbons, il n'en est rien. Alexandre joue cette fois sans trop d'arrière-pensées la carte de la légitimité, d'autant que le principal vainqueur de Napoléon, le duc de Wellington et, derrière lui, le gouvernement anglais, y sont parfaitement acquis.

Il se veut aussi, et encore, le défenseur de la France quand les autres puissances, surtout la Prusse, entendent lui faire payer chèrement l'accident

des Cent-Jours. Il reprend son leitmotiv de 1814 : « Il ne faut pas traiter la France en ennemie. On ne doit y exercer aucun droit de conquête. » De ses entretiens avec Louis XVIII, il ressort que celui-ci doit changer de gouvernement, se débarrasser de l'imprévisible Talleyrand qui a, du reste, perdu toute crédibilité après son coup tordu contre la Russie et ses intrigues de palais. Mais à qui faire appel ? Le comte d'Artois a déjà avancé un nom à son frère, mais celui-ci ne garde pas un très bon souvenir de sa rencontre de janvier avec l'intéressé. Alexandre sort de sa manche le même nom, assurant que nul mieux que le duc de Richelieu ne saura faire face aux Alliés dans la périlleuse négociation d'un nouveau traité de Paris. Mais le gouverneur de la Nouvelle-Russie se fait tirer l'oreille : il ne nourrit pas d'ambition personnelle en France, la manie des cabales et des coups fourrés de la politique parisienne le dégoûte, il ne rêve que de revenir en Crimée couler des jours paisibles dans son petit domaine d'Azou-Dagh au jardin planté d'espèces rares. Talleyrand a démissionné le 19 septembre et personne n'arrive à fléchir Richelieu. Trois jours plus tard, Alexandre le convie à une longue promenade en calèche à travers Paris afin de lui tenir ce discours : « Je vous délie de tous vos engagements envers moi à condition que vous serviez le Roi comme vous m'avez servi. Soyez le lien sincère de l'alliance entre nos deux pays. Je l'exige au nom du salut de la France. Je vous en conjure au nom de notre vieille amitié et de l'admiration que je vous porte depuis si longtemps. » Le lendemain, Richelieu accepte sa nomination par Louis XVIII, comme ministre des Affaires étrangères et président du conseil des ministres (le titre restera en vigueur jusqu'en 1958). Ce qui provoque le persiflage de son prédécesseur : « Le duc de Richelieu, excellent choix en vérité ! C'est l'homme de France qui connaît le mieux la Crimée ! » Moins d'une semaine plus tard, Alexandre repart pour Saint-Pétersbourg dans une atmosphère bien moins festive qu'un an plus tôt et nomme le comte de Langeron gouverneur d'Odessa.

S'ouvrent les négociations entre le chef du cabinet français et les représentants alliés, soit pour la Russie le prince Andreï Razoumovsky, ancien ambassadeur à Vienne, musicologue ami de Beethoven – à qui il commanda plusieurs œuvres –, le conseiller privé d'Alexandre, Nesselrode, déjà pressenti comme prochain ministre des Affaires étrangères, le comte Capo d'Istria, un Grec passé au service du tsar quand la Russie occupait les îles Ioniennes puis venu à la diplomatie comme ambassadeur en Suisse, enfin Pozzo di Borgo. Les séances officielles et plénières se tiennent à l'hôtel de Charost, siège de l'ambassade britannique (il le demeure de nos jours) proche du palais de l'Élysée. Le vicomte Castlereagh, ministre des Affaires étrangères de George III, les préside. Parallèlement, les quatre délégués russes se réunissent régulièrement, et officieusement, avec Richelieu. Sans aller jusqu'à former un front commun, qui indisposerait trop leurs partenaires anglais, autrichien et prussien, ils coordonnent leurs positions et la façon de les exposer.

Après deux mois d'âpres discussions, le deuxième traité de Paris, signé le 20 novembre, se montre certes bien plus dur pour la France que celui de 1814 mais plus doux que les exigences initiales des Alliés ne le faisaient craindre. Et que Talleyrand, à la veille de quitter le ministère, avait acceptées en totalité... Le territoire national se voit réduit mais seulement de cinquante mille kilomètres carrés, soit cinq cent trente mille habitants –

1,5 % de la population totale. Alors que l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse entendaient revenir aux frontières du 1^{er} janvier 1790, Richelieu et ses « amis » russes obtiennent que la France conserve ses places fortes dans les Flandres et les Ardennes et évite l'occupation de Strasbourg. L'indemnité de guerre, de 700 millions (soit environ six milliards d'euros) est étalée sur cinq ans et ne servira pas à édifier une ligne de fortifications contre la France. La présence des forces étrangères ne couvre que sept départements, et pourrait se réduire à trois ans si le comportement de la

France l'autorisait. Enfin, il n'est nulle part fait mention de la rétrocession des œuvres d'art volées lors des campagnes antérieures.

Globalement, on a limité les dégâts. Louis XVIII s'en réjouit. La presse salue l'efficacité de Richelieu, alors que Metternich la déplore...

Le coût de l'indemnité de guerre et de l'occupation militaire reste cependant élevé dans un pays qui doit se relever de bien des cendres et qui subit, en 1816, de très mauvaises récoltes. De concert, Richelieu et Pozzo di Borgo recherchent tous les moyens d'alléger la charge. Rouvrant des pourparlers avec les alliés, ils parviennent à leur arracher une diminution et un rééchelonnement de la dette, enfin, par la convention d'Aix-la-Chapelle du 9 octobre 1818, le départ anticipé des troupes d'occupation au 30 novembre suivant. Une fois encore, Alexandre s'est dressé en faveur de la France. Il l'invite même à rejoindre la Sainte-Alliance qu'il a formée le 14 septembre avec l'Autriche et la Prusse. Son objectif, quelque peu utopique, consiste à garantir une paix perpétuelle fondée sur la commune foi chrétienne des pays membres, accessoirement à constituer, le moment venu, un bloc contre la Sublime Porte.

Ses membres se sont engagés à se réunir régulièrement dans de nouveaux congrès, un peu sur le modèle de celui de Vienne, afin d'examiner ensemble toute question d'application ou d'interprétation des traités, et de prévenir tout risque de conflit international ou de déstabilisation d'un royaume, y compris par des causes internes. « Les princes de l'Europe, nous dit encore Chateaubriand, avaient la tête tournée de congrès : c'est là qu'on s'amusait et qu'on se partageait quelques peuples ». Après celui d'Aix-la-Chapelle, ceux de Troppau en 1820 et de Laybach en 1821 réunissent l'Autriche, la Prusse et la Russie afin de convenir des moyens, pacifiques ou militaires, de dresser un barrage contre divers mouvements insurrectionnels en Europe, principalement dans les royaumes de Sardaigne et des Deux-Siciles ainsi que dans les États pontificaux. Il est alors piquant de constater qu'Alexandre, hier donneur de

leçons de constitutionnalisme à Louis XVIII, pousse à la répression de mouvements « patriotiques » réclamant une Constitution pour leur pays. L'Angleterre refuse de s'associer à la démarche, et la France n'y a pas été invitée. Il semblerait que, depuis le départ de Richelieu du ministère, à la fin de 1818, la diplomatie française ait perdu de ce poids qu'elle commençait tout juste à regagner.

Ce qui n'empêche pas la fille du comte Fédor Rostopchine – gouverneur de Moscou au moment de l'incendie de la ville du 14 septembre 1812 juste après l'entrée de Napoléon – de rencontrer à Paris et d'épouser, le 13 juillet 1819, le comte Eugène de Ségur, petit-fils de l'ambassadeur de France en Russie rencontré plus haut...

L'assassinat du duc de Berry, le 14 février 1820, et le consécutif désarroi de la maison de Bourbon comme du gouvernement royal ramènent Richelieu au pouvoir, alors qu'il s'apprêtait à repartir pour Odessa – où Langeron vient d'inaugurer plusieurs édifices publics à son nom. Sa nomination redresse l'image et la considération de la France en Europe, surtout auprès du tsar qui voudrait l'associer à une expédition militaire en Méditerranée afin de porter secours aux populations serbes et grecques en révolte contre l'oppression ottomane : « Que la France, déclare-t-il à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, le comte de La Ferronnays, ouvre le compas sur la Méditerranée depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux Dardanelles, qu'elle choisisse ce qui est à sa convenance pour l'acquérir, elle peut être sûre non seulement du consentement mais encore de l'assistance la plus sincère, la plus efficace de la Russie. » Napoléon vient de mourir, le 5 mai 1821, dans la lointaine île de Sainte-Hélène. Sa disparition semble alors symboliser la mutation de l'ennemi russe en ami définitif. D'autant mieux qu'au même moment Joseph de Maistre, revenu d'exil en 1817, publie ses *Soirées de Saint-Pétersbourg, ou Entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence*. Troisième bréviaire de la pensée contre-révolutionnaire, l'ouvrage place en Dieu la source de tout pouvoir

politique et, partant, regarde la révolution française comme « satanique » en prétendant mettre l'homme à la place de Dieu. Au contraire, le régime politique russe, obéissant à la Providence, s'adapte parfaitement à la nature de l'homme comme à la nature des choses. Il suit donc un chemin vers un but connu de Dieu seul.

Bien loin alors des spéculations théoriques sur le pouvoir, fatigué des machinations politiciennes et de l'hypocrisie de ceux qui, officiellement, le soutiennent tout en parlant dans son dos, Richelieu remet sa démission définitive le 13 décembre 1821. Malade, il repousse plusieurs fois son départ pour la Crimée et meurt à Paris d'une congestion cérébrale, le 17 mai 1822. Il a cependant eu le temps de laisser un testament concernant les relations franco-russes, qu'il adresse à son successeur, Joseph de Villèle : « Si la quintuple alliance venait à être dissoute, s'il fallait recourir à des alliances séparées et choisir entre l'Angleterre et la Russie, je n'hésiterais pas un moment (...) Séparées l'une de l'autre par d'immenses espaces, que seule la frénésie d'un conquérant énié de sa fortune pourrait essayer de franchir, la France et la Russie ne peuvent avoir de motifs de se nuire ; leurs intérêts ne sont jamais en opposition, aucune rivalité ne peut exister entre elles. La prospérité de l'une ne peut faire du tort à l'autre, et la réunion de leurs forces suffit pour maintenir la paix du monde. »

S'il ne désapprouve nullement cette analyse, Villèle, hostile aux aventures guerrières car avant tout soucieux de conforter l'économie du pays, convainc toutefois Louis XVIII de ne pas donner suite à la demande d'Alexandre, d'ailleurs formulée de façon plutôt timide, de l'aider à secourir Grecs et Serbes. Le tsar se résigne donc à voir la question d'Orient posée lors d'un nouveau congrès, qui s'ouvre à Vienne le 7 septembre et se poursuit à Vérone le 20 octobre 1822. Cette fois la France, représentée par son ministre des Affaires étrangères, Mathieu de Montmorency assisté de Chateaubriand, ambassadeur à Londres, et l'Angleterre, par le duc de Wellington qui a remplacé Castlereagh après la mort de celui-ci, sont bien

participantes et actives. Pour un résultat plutôt inattendu : alors que la question grecque, qui a motivé la réunion, est évacuée comme gênante, on se penche sur celle d'Espagne où une junte a pris le pouvoir et retient en otage le très conservateur Ferdinand VII, cousin de Louis XVIII mais que révolte toute idée de Constitution. Davantage que son ministre, Chateaubriand prend une part essentielle dans la décision de confier à la France le soin d'intervenir en Espagne au secours de la légitimité compromise. Sa rencontre avec Alexandre y compte pour beaucoup : le tsar admirait déjà l'auteur du *Génie du christianisme*, paru en 1802 et qu'il a beaucoup médité. Découvrant maintenant le talent d'un diplomate hors pair, dont le souffle romantique des arguments se marie à merveille avec son mysticisme messianique, le faiseur de l'Europe idéale use de tout son poids pour que la France, en dépit des réticences anglaise et autrichienne, redevienne une puissance sans entrave internationale à qui l'on confère de surcroît le droit, et même le devoir, d'intervenir militairement dans un pays voisin. Il va jusqu'à récompenser Chateaubriand de sa clairvoyance en le recevant dans l'ordre impérial de Saint-André. Ce dont le Français ne se montre pas peu fier, obtenant en outre, le 28 décembre 1822, le poste de ministre des Affaires étrangères.

Fierté encore accrue par le plein succès de l'expédition. L'armée de cent mille hommes, commandée par le duc d'Angoulême, qui franchit la Bidassoa le 7 avril 1823 balaye toute résistance sur son passage et, là où l'armée napoléonienne s'était engluée, traverse l'Espagne jusqu'à Cadix. Le 3 octobre, par l'assaut des forts du Trocadéro, dont une place de Paris illustre le souvenir, les voltigeurs français délivrent Ferdinand VII prisonnier des « révolutionnaires » et le rétablissent sur son trône.

Reste la question des colonies espagnoles d'Amérique, engagées dans un mouvement vers l'indépendance avec le soutien des États-Unis. Alexandre voudrait qu'on s'y oppose et compte, ici encore, sur l'adhésion de la France. La Russie détient elle-même une partie du continent nord-

américain depuis que Vitus Béring, un marin danois au service de la tsarine Élisabeth, cartographia les limites orientales de son empire et parcourut ainsi l'Alaska en 1741. Par un ukase du 4 septembre 1821, Alexandre a affiché ses intentions d'étendre le territoire impérial vers le sud et d'entamer dans ce but des discussions avec l'Angleterre. D'une façon plus générale il regarde l'Amérique comme un espace de colonisation européenne, ce qui implique de défendre l'empire espagnol. Mais il se heurte à des obstacles trop importants pour se lancer seul dans une telle entreprise : le Royaume-Uni considère comme inéluctable l'indépendance des nations latino-américaines ; le président des États-Unis, James Monroe, met en garde, par sa déclaration du 2 décembre 1823, les puissances européennes contre toute ingérence sur le continent ; enfin si la France a rendu sa couronne à Ferdinand, elle n'entend pas se lancer dans de lointaines, coûteuses et aléatoires aventures, ce que La Ferronnays est chargé de faire comprendre à Alexandre. L'utopisme de ce dernier commence d'ailleurs à provoquer des gorges chaudes dans les chancelleries et une légère prise de distance de la part des autres monarques. Ce qui se manifeste plus clairement encore lorsqu'en janvier 1824, la Russie adresse à ses partenaires européens un projet de plan pour assurer un minimum d'autonomie aux populations grecques au sein de l'Empire ottoman. S'ensuit, de juin à août, une première conférence des ambassadeurs d'Angleterre, d'Autriche, de France et de Prusse à Saint-Pétersbourg, qui n'aboutit à rien, puis une deuxième en février 1825, cette fois sans l'Angleterre. Le tsar a encore pris un ancien émigré pour aide de camp, en la personne du général Alexandre Michaud, un ami de Joseph de Maistre. Leur idée, qui consiste à créer trois principautés hellènes demeurant néanmoins sous le contrôle de la Porte, ne séduit personne, pas même les insurgés grecs.

Louis XVIII est mort le 16 septembre précédent. Son frère et successeur, Charles X, paraît a priori moins timide sur le plan international

et plus enclin à suivre le tsar dans ses projets de panchristianisme européen. Mais il n'entend pas se précipiter. Il a conservé le gouvernement de son prédécesseur, avec Villèle à la présidence du Conseil et le baron de Damas aux Affaires étrangères, qui avait remplacé Chateaubriand au mois d'août précédent. Ami du tsar comme on le sait, on pouvait s'attendre à ce que celui-ci soutînt plus franchement encore la politique russe. Mais, comme souvent en diplomatie et d'une manière générale en politique, l'arrivée au pouvoir d'un homme qui vous est proche et que vous avez aussi couvert de bienfaits ne garantit nullement son appui. Examinant la question d'Orient et les perspectives tracées par Alexandre, le ministre français donne pour instruction à La Ferronnays d'approuver le plan russe, mais avec deux réserves qui en annulent la portée : ne rien adopter sans l'unanimité des participants et tout faire pour éviter une promesse d'intervention armée de la France. Sans allié véritable, la Russie finit, le 19 mars, par consentir de mauvais gré à un protocole des quatre puissances qui ne les engagent qu'à proposer, séparément, leurs bons offices dans le conflit ouvert entre Constantinople et les insurgés grecs. Alexandre, qui en attendait beaucoup plus de la France, ne cache pas son dépit. Il envisage une expédition des seules forces russes mais tarde à se décider alors que les nationalistes grecs accumulent les échecs contre l'armée turque. Un comité philhellène se met en place à Paris avec la participation de personnalités très diverses, comme Chateaubriand, La Fayette et Las Cases. Mais le gouvernement français ne bouge toujours pas, ce qui incite Alexandre à se rapprocher de l'Angleterre, d'où George Byron, notamment admiré du très populaire Lamartine, est parti rejoindre les rebelles grecs. Le 19 avril 1824 à Missolonghi, un port commandant l'accès au golfe de Corinthe au-dessus du Péloponnèse et assiégé par les Turcs, le célèbre poète a succombé à la fièvre des marais. Depuis lors, la cause de l'indépendance grecque, devenue celle de toute l'Europe romantique, va finir par réveiller les gouvernements anglais et français. Mais sans Alexandre, qui meurt le 1^{er} décembre 1825 au cours

d'un voyage dans le sud de la Russie où, après avoir pris froid, son organisme surmené a lâché prise.

Dans les derniers mois de sa vie, il avait caressé un ultime rêve auquel il aurait voulu encore associer la France : mettre fin au Grand Schisme et ranger l'Église orthodoxe sous l'autorité de Rome.

Aucun tsar avant lui n'avait autant prêté d'intérêt à la France, subi sa politique ou influé sur elle, ni tissé avec elle tant de liens divers. Jamais non plus autant de Russes n'avaient eu l'occasion de la découvrir. Leur bonne société se flattait depuis longtemps d'en importer la culture mais la distance demeurait ; elle ne s'était raccourcie que de façon unilatérale, par l'émigration royaliste. Depuis 1814, un mouvement s'était produit en sens inverse. Installé à Paris, le comte Rostopchine s'émerveille d'observer ce pays qu'il avait cru combattre quand il n'avait combattu qu'un « accident de l'histoire ». Il en fait part dans les lettres à son épouse restée en Russie et publiées sous le titre de *Notes sur la société française vers 1825* : « J'ai fait de bon cœur ma paix avec les Français ; ils sont tout autres chez eux que hors de leur pays ! » Remarquant « la modestie, la simplicité et le naturel avec lesquels on se transporte des bords de la Neva à ceux de la Seine », il conclut : « assurément ces deux peuples sont faits pour s'entendre mieux que n'importe lesquels de deux autres peuples au monde ». Son amie Sophie Swetchine, convertie au catholicisme par la lecture des œuvres de Joseph de Maistre, s'est installée en 1817 à Paris avec son mari, un général russe ; très vite son salon est devenu l'un des mieux fréquentés et l'un des premiers cercles du catholicisme libéral. On y débat beaucoup de l'avenir politique et moral de l'Europe, on ne doute guère du rôle moteur qu'y joueront France et Russie rapprochées.

Pourtant, malgré bien des bonnes volontés réciproques, les relations franco-russes exhalent en 1825 un parfum d'inachevé laissant espérer, ou redouter, de nouveaux soubresauts venus du sud de l'Europe, spécialement

autour de l'épineuse « question d'Orient » selon la formule lancée deux ans plus tard par Metternich.

OceanofPDF.com

Épineuse question d'Orient

Alexandre n'ayant pas eu d'enfants, la règle de succession désigne son frère Constantin. Mais celui-ci a, dès 1822, renoncé d'avance au trône en raison de son mariage morganatique avec une comtesse polonaise et catholique sans parenté royale ni princière. La couronne revient donc au troisième des frères Romanov, Nicolas, ce qui le place dans la même situation dynastique que Charles X, deuxième frère de Louis XVI. Ce à quoi le roi de France n'est guère sensible : pour lui, les Russes, asiatiques et orthodoxes, n'appartiennent pas à la même civilisation ; il l'a déjà démontré en s'opposant, comme sa nièce la duchesse d'Angoulême, au mariage de son fils le duc de Berry avec la grande duchesse Anne. Deux choses néanmoins vont le rapprocher de Nicolas I^{er} : l'hostilité aux idées trop libérales et le sort de la Grèce.

À vingt-neuf ans, le nouveau tsar est l'époux, depuis huit ans, d'une fille de Frédéric-Guillaume III, Charlotte devenue Alexandra Féodorovna, et déjà père de cinq enfants, dont l'aîné, le tsarévitch Alexandre, a sept ans. Éduqué par les soins de Paul I^{er}, qui lui donna le goût des uniformes, de la hiérarchie et de l'autorité mais non des Lumières, il traîne derrière lui la réputation d'un ultraconservateur, peu enclin à libéraliser l'autocratie russe, mais avant tout d'un homme démunie de toute préparation aux affaires de l'État. Or, parmi les élites du pays, on compte de nombreux cadres désireux

de faire évoluer le régime vers des formes constitutionnelles et parlementaires. Alexandre avait feint de le vouloir aussi mais s'était finalement fort bien accoutumé au pouvoir absolu et discrétionnaire. De sorte que sa mort et sa succession hésitante – Nicolas ayant d'abord manifesté des scrupules à supplanter son frère Constantin – fournissent à quelques comploteurs de haut rang, surtout des officiers et des dirigeants de sociétés secrètes comme il en pullule alors dans les vieilles monarchies d'Europe, la tentation d'un coup d'État. Au lendemain de la Noël de 1825, sous la direction du prince Serge Troubetskoï, colonel dans la garde impériale et franc-maçon, un groupe d'officiers soulève trois régiments en vue d'envahir le Palais d'Hiver, d'y former un gouvernement provisoire, avec l'assentiment ou non de Nicolas, et d'adopter aussitôt deux mesures générales : l'abolition du servage et la mise en chantier d'une Constitution garantissant notamment la liberté d'expression. Mal organisées et mal commandées, les troupes rebelles traînent leurs guêtres sur la place de l'Amirauté où, le soir venu, les troupes fidèles au tsar viennent les canonner. Fin de l'insurrection « décembriste » et des espoirs de libéralisation du régime. L'épisode provoque peu d'émotion en France mais conforte Charles X dans ses préventions à l'égard d'un pays où l'on est capable de s'emballer contre la légitimité comme chez un vulgaire potentat oriental. Il le rassure aussi sur la capacité du monarque russe à maintenir l'ordre dans son royaume. Pourtant, lors de leur procès en juin 1826, plusieurs décembristes souligneront que leur séjour en France, en 1814 et 1815, les aura convertis aux vertus de la liberté que l'on y respirait dans les premiers jours de la Restauration...

Quant au sort de la Grèce, Nicolas rouvre le dossier à la page où Alexandre l'avait laissé. Comme ses prédécesseurs, il le situe dans le contexte plus vaste et toujours bouillonnant des relations avec l'Empire ottoman, qu'il appelle « l'homme malade de l'Europe ». Ayant nommé ambassadeur à Constantinople le comte Alexandre de Ribeaupierre, fils

d'un émigré tué à la bataille d'Ismail en combattant aux côtés de Richelieu, Nicolas lui fait savoir qu'« il suffit de jeter les yeux sur la carte pour se convaincre que du jour où les possessions russes approchèrent des rives de la mer Noire, la libre communication entre cette mer et la Méditerranée, et une forte influence à Constantinople, passèrent au premier plan des priorités de la Russie. »

L'attentisme français, ayant poussé à traiter avec l'Angleterre, tout en tenant également l'Autriche à l'écart, signale la fin de la politique des congrès et le retour à la diplomatie plus classique des arrangements bilatéraux ou multilatéraux à géométrie variable. Le « protocole de Saint-Petersbourg », négocié entre Nesselrode et Wellington en qualité d'envoyé spécial, conclu le 4 avril 1826, en fournit le premier exemple. Compromis boiteux car les deux puissances poursuivent des objectifs opposés – l'une garder les mains libres, l'autre l'empêcher d'agir seule – il prévoit seulement une médiation anglo-russe entre la Porte et les nationalistes grecs en vue d'accorder à leur pays une forme d'autonomie non précisée, selon un calendrier non fixé, dans un espace non déterminé.

Aux Tuileries, sous l'influence du baron de Damas en qui il a toute confiance, Charles X se départit de sa méfiance initiale à l'endroit de la Russie et constate la convergence de ses aspirations avec celles de la France autour de la question grecque. Si, en effet, Nicolas veut, à la fois, affaiblir l'Empire ottoman, fil rouge de la politique russe depuis plus de trois siècles, et venir en aide aux Grecs, majoritairement orthodoxes, épouser la cause de ces derniers pourrait deux fois servir le règne du Bourbon. D'abord en renforçant sa popularité – Charles X aime beaucoup plaire – car le mouvement philhelléniste rencontre un succès croissant en France et réclame du gouvernement une intervention, y compris militaire, pour obtenir la liberté de la Grèce. Ensuite dans une perspective géopolitique : une victoire de la Russie sur les Turcs à laquelle la France aurait participé ne vaudrait-elle pas, en retour, l'appui du tsar pour revoir le traité de Paris

de 1815 et donner enfin au royaume des lys cette rive gauche du Rhin qui achèverait dix siècles de quête du « pré carré » ?

Pozzo di Borgo explique à Damas que le tsar, trop contraint par son face-à-face avec une Angleterre qui ne songe qu'à brider son supposé expansionnisme, souhaite que la France adhère au protocole du 4 avril afin de le faire évoluer dans l'intérêt mutuel des deux puissances. Fort de l'acceptation française, Nicolas obtient l'ouverture de nouveaux pourparlers à Londres en avril 1827. Discutés, du côté français, par Jules de Polignac, ambassadeur auprès de George IV, ils débouchent, le 6 juillet, sur la conclusion d'un traité tripartite « pour la pacification de la Grèce ». La convergence de vues philhellènes entre la France et la Russie doit beaucoup au comte de Choiseul-Gouffier, rencontré plus haut parmi les émigrés français en Russie du temps de Catherine II. Son ouvrage *Voyage pittoresque de la Grèce*, dont le premier tome parut en 1782 et le deuxième en 1809, rencontra un grand succès dans les deux pays et fit haïr par ses lecteurs l'oppression ottomane sur « le berceau de la civilisation » dont on redécouvrit alors l'importance après un peu d'oubli.

Plus concret que celui de Saint-Pétersbourg, l'accord de Londres somme Turcs et Grecs de parvenir à un armistice dans le délai d'un mois, faute de quoi les trois puissance signataires prendront « tous les moyens exigés par les circonstances ». Bien que la menace soit claire, Constantinople fait, comme on s'y attendait, la soude oreille, ce qui entraîne l'appareillage des flottes anglaise, française et russe – venue de Kronstadt – vers les lieux du conflit. Le 20 octobre, dans la baie de Navarin, au sud-ouest du Péloponnèse, elles détruisent les trois quarts de la flotte turque imprudemment placée sur leur passage... Après quoi la guerre reprend ses droits sous la forme traditionnelle. En avril 1828, l'armée russe envahit les provinces turques du nord, ce qui provoque le froncement des sourcils autrichiens. Mais Charles X, bien résolu à demeurer solidaire du tsar, fait savoir que si l'Autriche s'en prenait à la Russie, il n'hésiterait pas à se

porter au secours de celle-ci. Tandis que l'Angleterre, ne sachant trop encore où se situe l'intérêt de la *City*, se tient sur la réserve, la France débarque, dans les derniers jours d'août, un corps expéditionnaire en Morée (l'ancien nom du Péloponnèse, peut-être dû à l'abondance de mûriers). Commandés par le général Nicolas Maison, quinze mille soldats aguerris –

Charles X répugne aux embrigadements massifs de jeunes gens inexpérimentés à la manière de Napoléon – se rendent totalement maîtres du terrain après deux mois de combats et surtout de sièges de forteresses.

Dès lors toutes les puissances européennes regardent la France comme redevenue, révolutionnaire ou non, parfaitement autonome politiquement et dangereuse militairement. Nicolas s'en félicite, à la russe, en portant force levées de verre – *za zdarovié* ! – à ce virage historique.

Ainsi enclenché, le processus d'indépendance de la Grèce avance inexorablement. À la satisfaction commune de Charles X et de Nicolas, tombent les unes après les autres les demi-mesures ayant visée à ménager, d'une façon ou d'une autre mais toujours impraticable, le rattachement des Hellènes à l'Empire ottoman. Une nouvelle rencontre des ambassadeurs à Londres, à laquelle participe, aux côtés de Polignac, le représentant de la France à Constantinople, le comte Charles Guilleminot, propose, le 12 décembre, malgré les réticences anglaises, de fixer les frontières de la Grèce bien au-delà du seul Péloponnèse, ce qu'entérine la conférence du 22 mars 1829. L'armée russe, poursuivant sa progression, atteint Andrinople (aujourd'hui Edirne) et pourrait bientôt menacer la capitale de l'Empire ottoman. Mais par souci de modération et pour éviter un embrasement plus général si d'autres puissances venaient à s'en mêler, Nicolas fait arrêter la marche de ses troupes et conclure la paix d'Andrinople, aussi favorable à la Russie que prometteuse pour la Grèce. Quelques jours plus tard, le tsar écrit, en français, à son frère Constantin : « Cet heureux évènement a eu lieu le 2 septembre, dix-sept ans après l'entrée des Français à Moscou. Ce rapprochement singulier ne vous

échappera point. Tout ce que nous pouvions désirer l'a été et nos garanties sont immenses. »

Voici donc le sultan Mahmoud II contraint d'accepter les clauses de la dernière conférence internationale puis, finalement, l'indépendance pure et simple de la Grèce, proclamée à Londres le 3 février 1830 par les représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Il paraît évident que la collusion de ces deux dernières, jointe à l'irrésistible poussée des troupes russes du général Diebitsch, aura tenu le rôle directeur dans l'émancipation de la Grèce et dans l'écroulement de la conception de l'Europe immobile selon Metternich. Devenu ambassadeur auprès du Saint-Siège, Chateaubriand ne se désintéresse pas pour autant du reste de la politique étrangère. Il communique à son ministre, le comte de La Ferronnays qui a quitté depuis peu Saint-Pétersbourg pour le boulevard des Capucines, des réflexions très voisines de celles du duc de Richelieu sept ans auparavant : « Il y a *sympathie* entre la Russie et la France ; la dernière a presque civilisé la première dans les classes élevées de la société ; elle lui a donné sa langue et ses mœurs. Placées aux deux extrémités de l'Europe, la France et la Russie ne se touchent point par leurs frontières ; elles n'ont point de champ de bataille où elles puissent se rencontrer ; elles n'ont aucune rivalité de commerce, *et les ennemis naturels de la Russie sont aussi les ennemis naturels de la France*. En temps de paix, que le cabinet des Tuileries reste l'allié du cabinet de Saint-Pétersbourg, et rien ne peut bouger en Europe sans leur consentement commun. En temps de guerre, l'union des deux cabinets dictera ses lois au monde. » Mais, ainsi que Richelieu, Chateaubriand ne fait aucune mention de la Pologne, comme si la France, trop éloignée d'elle, devait s'en désintéresser ou remettre son sort à la Russie. Ce à quoi, on le verra bientôt, le gouvernement et, plus encore, l'opinion et la société françaises ne peuvent tout à fait se résigner.

Dans l'immédiat, les trois puissances doivent discuter de la forme à donner au régime de la jeune nation hellène. Les insurgés de 1821, alors

sans aucun soutien extérieur, avaient, dès janvier 1822, mis en place des institutions politiques de type républicain. Ce qui ne peut convenir à aucun de leurs « libérateurs ». Ceux-ci ont jusqu'ici regardé la question comme réservée à une phase ultérieure. Qui paraît maintenant venue. Mais les travaux des diplomates, toujours réunis à Londres, ont à peine débuté qu'un nouveau conflit se noue en Méditerranée : exaspérés par les provocations de la régence d'Alger – officiellement placée sous l'autorité du sultan, en réalité parfaitement autonome – et par la poursuite de la piraterie qu'elle héberge, Charles X et Polignac, devenu ministre des Affaires étrangères en août 1829, décident d'en finir une bonne fois pour toutes.

Le 25 mai 1830, une escadre de 103 navires de guerre emportant 42 000 hommes quitte la rade de Toulon. Son objectif : non plus bombarder le port « des barbaresques » comme à plusieurs reprises dans le passé, et sans résultat, mais débarquer des troupes à proximité de la ville, l'investir et en chasser le gouvernement du dey.

Londres se montre immédiatement hostile à l'opération et se fait menaçante : si la France ne prend pas l'engagement, en cas de probable victoire et de prise d'Alger, de rétablir là-bas l'autorité du sultan, l'Angleterre pourrait déployer sa flotte devant le littoral occupé par les Français. Refusant de se laisser impressionner et possédant une longue expérience, après six années d'ambassade, des tentatives d'intimidation britannique, Polignac saisit l'occasion d'affirmer le recouvrement par la France de sa totale liberté de manœuvre. Il rejette sans appel la demande du cabinet anglais et confirme sa fermeté en concentrant quelques troupes sur la frontière des Pays-Bas, alliés du Royaume-Uni et en butte aux nationalistes belges qui espèrent un soutien de Paris.

La Russie n'attend pas pour manifester son appui à l'initiative de Charles X et faire savoir qu'elle aiderait la France en cas de conflit avec les Pays-Bas. Nicolas va jusqu'à envoyer plusieurs officiers au corps expéditionnaire commandé par le général de Bourmont, ministre de la

Guerre, afin qu'ils l'aident éventuellement de leurs conseils mais surtout qu'ils observent les manœuvres de l'armée française dont le tsar se déclare d'avance admiratif.

Toutefois, lorsque le duc de Mortemart, ambassadeur depuis avril 1828 après la nomination de La Ferronnays aux affaires étrangères, vient demander au tsar la récompense de la parfaite et récente entente entre la France et la Russie, il se heurte à un silence gêné : promouvoir la révision des frontières arrêtées en 1815, même par la puissance diplomatique conjuguée des deux pays, soulèverait trop de tempêtes dans les crânes des dirigeants anglais, autrichiens et prussiens.

La capitulation d'Alger, le 5 juillet 1830, met l'Angleterre devant le fait accompli. Londres cesse alors de s'agiter et ne met aucune menace à exécution. Mais c'est Paris qui s'agite : après trois journées d'émeute, les 27, 28 et 29 juillet, la révolte de la rue, soutenue par la haute banque et la presse à son service, provoque la chute de Charles X suivie, le 9 août, de l'élévation au trône de son cousin le duc d'Orléans, Louis-Philippe, roi des Français.

À Saint-Pétersbourg, Nicolas prend très mal la chose. Inattendue et résultant d'un mouvement insurrectionnel, cette grave entorse à la légitimité heurte de front ses principes. Cherchant à mobiliser les moyens de s'y opposer, il envoie à Vienne le général-comte Alexeï Orlov, et à Berlin le maréchal Diebitsch, qui a gagné ce titre par ses succès contre les Turcs. Mais personne à Londres, sachant Louis-Philippe depuis longtemps très proche des intérêts anglais. Ses envoyés reviennent bredouilles : aucune des deux capitales, ayant déjà vérifié l'inoffensivité et le conservatisme du nouveau gouvernement français, n'accepterait de mettre en branle la Sainte-Alliance contre lui. Même dans les rangs des serviteurs du tsar, on ne voit aucun péché dans le « roi des barricades », qui a su justement en user pour éviter la république, un tour de force que l'on peut saluer. Pozzo di Borgo n'obéit pas à l'ordre de quitter Paris et soigne au contraire ses relations avec

le nouveau gouvernement, dont le ministre des Affaires étrangères, Mathieu Molé, n'a pas économisé ses efforts pour convaincre les chancelleries des excellentes intentions de son maître. Nesselrode le croit et incite le tsar à reconnaître lui aussi la monarchie dite de Juillet – en réalité d'août. Il a parfaitement intégré que l'adoption du drapeau tricolore et l'abandon de la fleur de lys au profit du coq gaulois constituent à la fois des concessions de façade aux républicains et des signes d'apaisement, sinon de soumission, à l'intention des monarchies européennes : le tricolore est celui qui flottait à Waterloo et déjà Napoléon ne voulait pas du coq car « le renard le mange » !

Nicolas accepte finalement, comme tous les autres monarques et princes d'Europe, à l'exception du duc François IV de Modène, de reconnaître le nouveau régime. Mais il se prononce bon dernier. Le 2 novembre il donne audience à l'envoyé spécial de Louis-Philippe, le général Baptiste Atthalin, ancien officier de la Grande Armée, qui avait notamment combattu à Eylau. Curieusement, le tsar ne s'offusque pas de cette maladresse et prend connaissance de la lettre du roi des Français lui expliquant qu'il n'a nullement usurpé la couronne mais qu'il a, selon sa justification devenue classique, accepté celle-ci afin d'éviter des désordres massifs auxquels le gouvernement était incapable de remédier. Quelques jours plus tard, le général Édouard Mortier vient présenter ses lettres de créance. Lui aussi a combattu les Russes et fut même commandant de la garde impériale durant la campagne de 1812. Ici encore, Nicolas ne trouve rien à y redire, se bornant à quelques petites vexations à l'égard de Louis-Philippe comme le refus de l'appeler « Monsieur mon frère » ou « mon cousin » selon l'usage entre les monarques d'Europe. Comme l'a subtilement observé l'historien René Bazin, « Cette monarchie de Juillet passait à l'étranger moins pour révolutionnaire que pour bourgeoise, ce qui se pardonne plus difficilement. »

Les relations franco-russes paraissent néanmoins en voie d'apaisement après cette brève poussée de fièvre sur les bords de la Neva lorsque des événements survenus aux Pays-Bas semblent de nature à la réactiver. Le 25 août 1830, Bruxelles se soulève contre l'autorité de Guillaume I^{er}, un roi hollandais qui leur est trop étranger. Les troupes néerlandaises ne peuvent résister à l'insurrection qui, le 4 octobre, proclame l'indépendance de la Belgique. En totale contradiction avec son engagement en faveur de la Grèce, Nicolas adopte aussitôt une position rigoureuse, se disant prêt à envoyer 60 000 hommes contre les Belges. Leur révolte sonne donc comme une grave menace pour le nouveau gouvernement français, forcément soupçonnable d'avoir caché son jeu, d'avoir favorisé la rébellion, toujours dans le même but historique d'étendre le territoire français vers le Rhin, de dévoiler son vrai visage héritier de la Révolution et des guerres auxquelles Louis-Philippe a d'ailleurs participé, en septembre 1792 à Valmy, en novembre à Jemappes et en mars 1793 à Neerwinden. Molé tente de rassurer tout le monde. À Pozzo di Borgo, il déclare que, dans les circonstances présentes, la tentative de sécession belge est « le plus grand malheur qui puisse arriver à la France ». La « grande nation » a renoncé à ce surnom qui remontait au règne de Louis XIV. Elle ne lorgne plus vers le Rhin. Elle accepte le « statu quo européen » selon le mot de Nesselrode. Enfin, Louis-Philippe vient de ressortir Talleyrand – soixante-seize ans – de la naphtaline pour l'envoyer à Londres se mettre aux ordres de Wellington. Que peut-on faire de plus rassurant ?

L'ambassadeur français se range sans conditions à toutes les propositions du Premier ministre britannique, ce qui finit par irriter Molé, qui remet sa démission, et Nesselrode qui regrette qu'on n'ait pas demandé l'avis de la Russie avant de convoquer, à Londres plutôt qu'à Paris, un congrès des cinq puissances, dites « de premier ordre », afin de statuer sur la question belge. Leur première réunion se tient le 4 novembre sous la présidence du ministre anglais des Affaires étrangères, Lord Aberdeen.

Sans grande originalité elle préconise un armistice, ce qui revient implicitement à reconnaître à l'insurrection belge un embryon de légitimité en dépit de l'opposition exprimée par le représentant du tsar, le comte Matuszewicz, Polonais d'origine et Français d'éducation comme de sentiments.

Les deux parties ont à peine accepté un cessez-le-feu qui va, espère-t-on, donner tout pouvoir à la négociation diplomatique, qu'un autre incendie s'allume à l'Est. Il implique directement la Russie comme, possiblement, ses relations avec la France. En effet, le 29 novembre, Varsovie se soulève contre le protectorat incarné par le grand-duc Constantin, frère du tsar et vice-roi de Pologne. Ce dernier s'enfuit tandis que la Diète proclame la déchéance des Romanov. Aucune puissance européenne n'envisage de se porter au secours des révoltés : selon les articles premier à 14 de l'acte final du congrès de Vienne, la question polonaise relève exclusivement de la Russie. Sans le moindre état d'âme, le gouvernement français s'aligne sur la position commune sans même que celle-ci ait été formulée, en invoquant le principe de non-intervention.

La cause polonaise enflamme toutefois bien des esprits français. Des manifestations de solidarité avec le « peuple opprimé » se multiplient à Paris. On jette des pierres contre l'ambassade de Russie. Le poète Casimir Delavigne compose une *Varsoviennne* que l'on chante dans les rues. Des sociétés d'entraide et de secours se mettent en place, parlent beaucoup, agissent peu. Une grande partie de la presse conspue régulièrement l'attitude du tsar, de nouveau présenté comme un ours tyrannique et cruel venu des confins barbares de l'Asie, un « cannibale » écrivent quelques journaux.

La Chambre des députés en débat avec passion et examine plusieurs résolutions appelant la France à se porter au secours des descendants de Stanislas Leszcynski. On peut s'étonner de cette tendance persistante à vouloir, depuis Catherine de Médicis, s'impliquer dans les affaires de

Pologne, pays lointain et comptant bien peu de points communs ou d'intérêts partagés avec la France. On mentionne certes la religion catholique mais on constate que les plus ardents militants de la défense de la Pologne, dont La Fayette qui réclame une intervention militaire pour « réparer la honte du partage » de ce pays, se recrutent plutôt chez les libres penseurs et même chez les républicains anticléricaux.

Nicolas entend réprimer sévèrement l'insurrection polonaise, d'autant mieux qu'il pense adresser ainsi un avertissement contre-révolutionnaire à une Europe qu'il juge trop encline à prendre les dissidences nationalistes en considération. En effet, le 20 décembre, la conférence de Londres a reconnu, malgré, ici encore, l'opposition du représentant russe, le prince de Lieven, l'indépendance de la Belgique. Mais le concert des diplomates a aussi retenu la suggestion de ce dernier d'imposer à la jeune nation une « neutralité perpétuelle garantie par les cinq grandes puissances ». C'est l'origine de la fameuse neutralité belge, que violera l'Allemagne en 1914 et en 1940 provoquant chaque fois le courroux de la Russie, tsariste comme soviétique...

Devant l'invasion de la Pologne par l'armée russe, qui rencontre bien des difficultés à progresser, le gouvernement français, poussé par son opinion publique, teste auprès de l'Angleterre puis de la Prusse l'idée d'une médiation internationale. Personne ne le suit. Louis-Philippe confie alors au duc de Mortemart, ancien ambassadeur en Russie et autrement mieux vu du tsar que le général Mortier, le soin de proposer à Nesselrode les bons offices de la France. Tentative sèchement repoussée : malgré son caractère plutôt ouvert et quelque peu libéral à l'occasion, le ministre russe ne porte guère la Pologne dans son cœur : « Elle ne cesse de nous susciter des embarras, écrit-il à l'un de ses correspondants. Il vaudrait mieux la disloquer. Si elle pouvait tout à coup disparaître, cela nous arrangerait tous. » Un mouvement patriotique soulève d'ailleurs le peuple russe contre cet insupportable voisin auquel Alexandre eut la faiblesse d'accorder une Constitution et une

certaine autonomie. D'autant que la sanglante anarchie qui déchire alors le peuple et les dirigeants polonais eux-mêmes semble donner raison à l'intransigeance du tsar. Le 8 septembre, après de terribles combats aux portes de la ville, l'armée russe entre dans Varsovie. Lorsque la nouvelle parvient à Paris, le ministre français des Affaires étrangères vient en rendre compte devant une Chambre des députés houleuse. Horace Sébastiani, cinquième titulaire du poste depuis l'arrivée de Louis-Philippe au pouvoir, incarne parfaitement la totale indétermination de la politique extérieure de la monarchie de Juillet à ses débuts. À des députés médusés, il annonce froidement que, depuis quelques jours, « la tranquillité règne à Varsovie », des mots bientôt transformés par la presse en une formule qui va rester fameuse et servir souvent à dénoncer la veulerie des gouvernements de l'époque comme des suivantes : « l'ordre règne à Varsovie ». Les partisans français de la Pologne ne baissent pas les bras ; de nouvelles associations voient le jour, notamment un *Comité provisoire de l'émigration* qui, encouragé par La Fayette, réclame que l'on accorde à tout Polonais réfugié la citoyenneté française. Sans suite...

Toutes ces turbulences, plus verbeuses que concrètes et que le gouvernement ne parvient pas à endiguer, ont d'abord indisposé Nicolas. Après sa victoire, elles ne font qu'inoculer en lui une méfiance teintée de mépris envers la France, à rebours de ses sentiments initiaux. Au général Ivan Paskevitch, qui est venu à bout de Varsovie, il écrit : « À Paris on s'est déchaîné contre nous et on nous a injuriés follement. Tout cela est fort bien, car cela prouve clairement qu'ils étaient pour l'autre camp et que ce choc, par contrecoup, les a durement touchés. En Angleterre, en revanche, on a accepté l'évènement comme il faut et honorablement. »

Les relations franco-russes viennent de fortement se refroidir. La belle entente pour libérer la Grèce se range au magasin des souvenirs perdus, d'autant qu'un nouveau conflit en Orient va encore élargir le fossé entre la

France de Louis-Philippe et la Russie de Nicolas, décidemment peu faites pour s'épauler.

Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte pour le compte de l'Empire ottoman mais, de fait, parfaitement indépendant, avait soutenu le sultan dans sa lutte contre les Grecs. Vaincu, son suzerain avait oublié de le récompenser par l'attribution du gouvernement de la Syrie. Il s'est donc retourné contre lui et a lancé une expédition en Palestine. Très vite ses troupes ont débordé celles du sultan. À la fin de 1832, elles menacent Constantinople. Voici la France interpellée, mais pourquoi ?

Depuis le regain d'intérêt scientifique pour l'Antiquité au XVIII^e siècle, depuis l'expédition de Bonaparte de 1798 à 1801 et, plus encore, depuis les travaux de Champollion suivis de l'ouverture des premières salles d'égyptologie au musée du Louvre en 1827, la France et l'Égypte entretiennent d'excellentes relations. Méhémet Ali a offert deux cadeaux précieux, et surtout originaux, à Charles X : une girafe – la première vue en France – et les deux obélisques de Louxor, dont l'un sera érigé place de la Concorde en 1836, et l'autre restera dans son pays. Les gouvernements de Louis-Philippe ont continué d'aider l'Égypte à se moderniser, y compris sur le plan militaire. Toutefois, en 1832, le ministère du maréchal Soult ne soutient que de loin et « moralement » l'initiative guerrière de Méhémet Ali.

Apparemment affolé, Mahmoud II appelle au secours son ennemi de toujours, la Russie. Qui n'hésite pas à intervenir. Nicolas déclare qu'« il faut défendre Constantinople car cette guerre n'est que le produit de l'esprit de révolte qui s'est emparé de l'Europe et spécialement de la France ». Il la soupçonne d'exciter le pacha. Prudemment, celui-ci a arrêté l'avance de ses troupes dans l'attente de la réaction des puissances. Tandis que Londres et Paris tergiversent autour de l'idée d'une médiation armée, la très active diplomatie russe impose au sultan, le 8 juillet 1833 à Unkiar-Skelessi, sur la côte orientale du Bosphore, un traité fort avantageux pour elle : l'accès à la

mer Noire devient l'exclusivité des navires de guerre russes et turcs, à l'exception de toute autre marine. Deux mois plus tard, une convention tripartite dans laquelle la Russie a réussi à entraîner l'Autriche et la Prusse les engage à protéger l'Empire ottoman et, tant qu'à signer quelque chose, à se porter assistance en cas de nouveaux troubles en Pologne. Un succès russe d'autant plus grand qu'il n'a pas coûté une goutte de sang. Le pacha ne perd rien à avoir interrompu son offensive : on lui concède le contrôle de la Grande Syrie, soit à peu près l'actuelle Syrie, le Liban, Israël et la Jordanie.

La France se trouve complètement hors circuit, ce qui ne suffit pas encore à Nicolas : il entend, selon Nesselrode, « neutraliser autant que possible l'alliance funeste qui s'est établie entre la France de Juillet et l'Angleterre libérale ». Et lorsque, le 8 décembre 1834, Pozzo di Borgo quitte Paris pour Londres, son successeur le comte Pahlen reçoit pour avertissement que « les divergences de principe » entre la France et la Russie n'autorisent pas de « relations de confiance ».

Mais si, entre deux grands pays, rien jamais ne dure, surtout au XIX^e siècle, en revanche tout recommence toujours. Une perspective de dégel se dessine durant l'été de 1835. François Guizot fait observer, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, qu'« aucune négociation pendante, qu'aucune affaire spéciale à traiter » n'existe alors entre Paris et Saint-Pétersbourg, alors que, par ailleurs, on se préoccupe de marier bientôt le fils aîné de Louis-Philippe et héritier du trône, le duc Ferdinand-Philippe d'Orléans, âgé de vingt-cinq ans. Pourquoi ne pas en profiter pour rapprocher la France de la Russie ? Talleyrand, retour de Londres et fidèle à sa politique de la balance, juge épuisés les charmes de l'alliance anglaise ; le temps est revenu de faire les yeux doux aux puissances continentales. Prosper de Barante, partant comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en remplacement du général Maison qui n'y brilla guère, sait que Nicolas possède au moins une fille en âge de se marier, la grande-

duchesse Maria, qui vient d'avoir seize ans. Risque-t-on d'en parler devant lui ? Et que doit-il répondre ? Louis-Philippe, qui garde rancune au tsar du mépris dont celui-ci l'accable, coupe court à l'idée. C'est, dans l'histoire, la quatrième occasion manquée – après celles de Louis XV, de Napoléon et du duc de Berry – d'une union dynastique franco-russe. Celle d'Anne de Kiev et d'Henri I^{er}, plus de huit cents ans auparavant, serait-elle destinée à demeurer la seule ?

Les petits camouflets réciproques se poursuivent. D'août à octobre, puis en mai et juin 1836, parcourant l'Europe à la manière des princes d'autrefois, le duc d'Orléans et son frère cadet le duc de Nemours visitent l'Angleterre, l'Allemagne, la Prusse, l'Autriche et l'Italie mais négligent de se rendre en Russie, ce qui étonne Nicolas : « ils auraient pourtant reçu un accueil digne d'eux ». Charles X meurt en exil, à Göritz (ville aujourd'hui frontalière entre l'Italie et la Slovénie) le 6 novembre 1836. Alors qu'à Paris un lourd silence officiel entoure la nouvelle et qu'on interdit même les messes en souvenir du défunt, Nicolas décrète un deuil national de vingt-quatre jours. Seul des souverains d'Europe à s'extraire des condoléances convenues, il adresse au duc d'Angoulême, « Louis XIX », une longue lettre en forme d'hommage, rappelant tout ce que « la civilisation européenne » doit au comte d'Artois et au dernier roi de France, depuis la Restauration de 1814 jusqu'à l'éradication de la piraterie barbaresque en passant par le déchiffrement des hiéroglyphes et la libération de la Grèce. En dépit de l'invitation du gouvernement français à tous les ambassadeurs étrangers de s'en abstenir, le comte Pahlen revêt ostensiblement le deuil.

Après deux années et demie de calme relatif dans les relations internationales, les braises rallument encore une fois le feu du côté de « l'Orient compliqué ». Tout chasseur sait qu'un animal blessé se montre souvent plus dangereux que lorsqu'il est resté indemne. Tel est bien le cas de l'Empire ottoman, dont le sultan n'a jamais vraiment supporté le protectorat imposé par les Russes en 1833 après ses défaites contre le pacha

d'Égypte. Il attendait donc l'heure de la revanche, qu'il croit venue en juin 1839. Le 21 de ce mois, l'armée ottomane franchit l'Euphrate pour attaquer la Syrie et se fait, une deuxième fois, écraser par les troupes de Méhémet Ali. Trois puissances européennes, l'Angleterre, l'Autriche et la France, décident de s'en mêler, dans une totale cacophonie et, dans un premier temps, en « omettant » d'y associer la Russie. Puis l'Angleterre raccroche celle-ci au train, mais en évacuant la France. Rarement la diplomatie européenne a baigné dans une telle confusion. D'un peu partout on excipe d'« intérêts nationaux », dont on ne sait toujours pas en quoi ils consistent mais qui font et défont plans, accords et arrangements divers à un rythme échevelé. On arrive même au point où, en France, le gouvernement d'Adolphe Thiers, s'estimant grugé par ses partenaires qui se sont entendus sans lui, encourage un accès d'effervescence nationaliste. L'opinion publique, acquise à Méhémet Ali, confond le sort de celui-ci avec le relèvement glorieux de la France. Les journaux appellent aux armes, on chante *La Marseillaise* dans les théâtres et lors des banquets... C'est aussi le moment du transfert en France des cendres de Napoléon, ramenées de Sainte-Hélène par le prince de Joinville, troisième fils de Louis-Philippe, et inhumées aux Invalides le 15 décembre 1840. Paradoxale situation puisque l'évènement consacre la réconciliation avec l'Angleterre mais participe de la nostalgie des succès militaires de l'Empire qu'elle a contribué à abattre.

Si donc on réclame la guerre pour venger l'honneur national bafoué, on ne sait trop contre qui : l'Angleterre, qui redoute l'expansion française en Méditerranée, depuis Alger et Le Caire, et qui a préféré pactiser séparément avec la Russie ? Celle-ci, qui « protège » la Turquie contre l'Égypte alliée de la France ? L'Autriche, d'où Metternich insulte l'honneur gaulois en daubant sur sa diplomatie de gribouille ? La Prusse, qu'ont inquiétée les clameurs patriotiques revendiquant la frontière du Rhin en même temps que leur solidarité avec les bords du Nil ? Ou contre les quatre à la fois ? Louis-Philippe, réalisant alors qu'il s'est laissé emporter trop loin par celui qu'il

appelle son « petit ministre », trouve la solution : ne faire la guerre à personne puis, toute honte bue, rejoindre la convention de Londres du 13 juillet 1841 sur les détroits, qui permet à la Turquie de fermer ceux-ci à tout navire de guerre en temps de paix. La Russie abandonne ainsi les privilèges obtenus en 1833. Nicolas en impute largement la responsabilité à la politique de la France, crieurde, brouillonne et finalement couarde. Ce que les légitimistes français, toujours irréductibles au régime de Juillet, nomment, non sans clairvoyance, son « patrouillotisme ».

Aux yeux du tsar, la monarchie légitime possédait une colonne vertébrale et avec elle, sous Charles X comme sous Louis XVIII, l'entente fut (presque) parfaite. La monarchie bourgeoise, elle, n'a aucune tenue, son dos se courbe à tous vents et sa duplicité peut ressurgir à tout moment. Il rêve de l'éliminer du concert européen, imaginant par exemple que, dans l'éventualité de l'effondrement de l'Empire ottoman, dont il demeure à terme persuadé, la garde du Bosphore revienne à la Russie, celle des Dardanelles à l'Angleterre et à l'Autriche. Mais cette fois, c'est Londres qui renâcle, toujours suspicieuse à l'égard de la présence des autres puissances en Méditerranée. Pour Nicolas, ce sont encore les intempestives intrigues françaises qui ont partout semé méfiances et discordes, ce qui revient à leur prêter beaucoup...

D'une façon plus générale, la France de Louis-Philippe déconsidère la Russie de Nicolas, tandis que la Russie de Nicolas méprise la France de Louis-Philippe. Chacune se persuade de son côté que l'autre n'en a plus pour longtemps à survivre. Les ambassadeurs de France à Saint-Pétersbourg décrivent un pays économiquement misérable, gangrené par les sociétés secrètes, prêt à exploser et à se disloquer, perclus de conjurés latents susceptibles d'assassiner le tsar à la moindre crispation. L'écrivain et ami des artistes Astolphe de Custine se taille un beau succès avec la publication, en 1843, de *La Russie en 1839*, récit de voyage qui se veut le pendant de celui d'Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1840), ce

dernier ayant prédit l'avènement de deux grandes puissances dans le monde, les États-Unis et la Russie. Mais le deuxième ouvrage adopte un parti radicalement opposé, décrivant la Russie comme un pays arriéré, gangrené de sauvagerie et de superstitions, inapte à tout progrès... L'historienne Véra Milchina a observé que « la vision de la Russie propagée par les serviteurs de la monarchie de Juillet ressemble beaucoup à celle que lui consacreront les manuels scolaires soviétiques ».

Du côté russe, on juge aussi la France au bord du gouffre. Une note anonyme rédigée en novembre 1841 pour le compte du chef de la haute police du tsar, le comte Alexandre de Benkendorf, fait dire à celui-ci que le pays qui fut si glorieux sous Napoléon est maintenant « dans une situation calamiteuse ». Une analyse largement partagée par les légitimistes français, ces « émigrés de l'intérieur » selon la formule de la femme de lettres Delphine de Girardin. Les mêmes, par contrecoup, idéalisent la Russie, ancre de salut contre l'hydre révolutionnaire, régime bien moins autoritaire et bien plus consensuel qu'on ne le dit, beaucoup plus chrétien aussi même si sa foi est orthodoxe, mais Alexandre n'avait-il pas rêvé de la remettre sous l'autorité de Rome ? Le gouvernement du tsar ne saurait faire fi de ces admirateurs, d'autant plus précieux qu'ils accourent spontanément. Ainsi le comte Paul de Choulot, qui fut l'un des principaux lieutenants de la duchesse de Berry lorsqu'elle essaya, en 1832, de soulever la Vendée contre « l'usurpation louis-philipparde », propose ses services au même Benkendorf en lui déclarant : « En Europe, deux principes se disputent le terrain. L'un, quoi qu'on en dise, est représenté par Louis-Philippe : c'est la révolution envahissante. L'autre, qui a l'Empereur de Russie pour symbole, est le principe d'ordre, de stabilité, de résistance légitime. Tout ce qui se trouve entre ces deux souverains ne forme que des chaînons intermédiaires (...) Aujourd'hui c'est de la seule Russie que peut nous venir le salut. » D'autres légitimistes s'offrent à devenir des agents de Saint-Pétersbourg, c'est-à-dire à fournir des renseignements sur l'état d'esprit des Français, sur

les mouvements subversifs clandestins et sur les moyens de ne pas être pris au dépourvu quand la « monarchie bâtarde » tombera. Car il faudra alors la faire tomber du bon côté, celui du retour à la légitimité en la personne de Louis XIX ou de son neveu le duc de Bordeaux, futur Henri V, tous deux vivant alors en exil en Autriche.

Le tsar répond avec prudence à leurs avances, ayant pour règle de conduite de ne rien faire contre un régime qu'il a reconnu, même à contrecœur, mais une fois pour toutes. Ce qui ne fait pas obstacle à certains accommodements. Saint-Pétersbourg accepte d'aider les royalistes d'opposition de deux manières : par l'esprit, en leur fournissant des arguments, et par la poche en les arrosant de subventions secrètes, à titre personnel ou en faveur de leurs journaux, tels que *La Mode*, *La Gazette de France* et *La Quotidienne*. La Russie a-t-elle aussi financé les campagnes électorales de certains légitimistes ? Des rumeurs ont circulé après les élections législatives de juillet 1842 qui virent un rebond inattendu du parti royaliste, alors très divisé, et qui obtint néanmoins vingt-huit députés, contre vingt dans la Chambre précédente. On n'inventera rien en accusant Vladimir Poutine de s'être immiscé dans les élections américaines de 2016. Non plus qu'auparavant quand les pays occidentaux redoutaient l'action secrète d'agents communistes, de fait les successeurs des légitimistes du siècle précédent...

En vérité les autorités russes reprochent moins à Louis-Philippe d'être un révolutionnaire, sachant parfaitement qu'il en est le contraire, que d'être parvenu au pouvoir par la révolution, d'avoir fait mine de l'accepter et de mener une politique qui conduira inévitablement à une nouvelle révolution, sensiblement plus radicale celle-là. Il faut ici reconnaître à Nicolas et à ses partisans une certaine perspicacité...

En effet, à partir de 1842, la monarchie de Juillet entre dans un irrémédiable déclin, paradoxalement au moment où l'on pourrait croire qu'elle a enfin touché le port en acquérant, avec François Guizot, cette

stabilité gouvernementale qui lui a tant fait défaut jusque-là. Sur le plan interne le régime subit les catilinaires de Lamartine, l'un des plus grands orateurs, sinon le plus grand, de l'histoire parlementaire française, qui dénonce inlassablement le conservatisme étriqué – notamment le refus du suffrage universel –, le bellicisme passif – les ridicules fortifications de Paris – et le cynisme social – « enrichissez-vous ! ». Et pointe la Russie comme un empire « chevaleresque ».

Pour l'anecdote ce même Lamartine se serait peut-être entiché, en 1841, d'une certaine Anna Galitzine. Issue de l'une des plus anciennes familles de l'aristocratie russe, dont un membre, venu en France en 1814, s'inscrit parmi ceux qui ont choisi de n'en plus repartir, la jeune femme s'est fait construire un chalet à Cauterets (Hautes-Pyrénées, où il existe toujours). Contemplant les montagnes, elle y dévore les poèmes romantiques. Alphonse n'aurait pas non plus été insensible au charme et à l'impressionnante intelligence d'une autre jeune femme d'origine russe et demeurée en France pour les mêmes raisons, Anastasie de Klustine, épouse du diplomate Adolphe de Circourt... Lamartine se dit alors favorable à une solide alliance avec la Russie, de même que Victor Hugo, Honoré de Balzac, Prosper Mérimée.

Le mécontentement grandissant contre le pouvoir en place s'alimente à la fois de la montée du paupérisme, dans les villes comme dans les campagnes, auquel le gouvernement semble indifférent et que vient aggraver la crise économique et financière de 1846 en partie due à une mauvaise gestion des finances publiques, des jeux politiques aussi stériles qu'illisibles, enfin un ennui général que distille un régime sans imagination ni panache, surtout après la mort accidentelle, le 13 juillet 1842, du duc d'Orléans héritier du trône.

Le grisâtre immobilisme de Guizot se traduit aussi sur le plan international. Désormais la France se tait. Se consacrant à la poursuite de la conquête de l'Algérie, elle laisse la Crète, malgré une révolte populaire et

les protestations du roi de Grèce, le bavarois Othon de Wittelsbach choisi par les cinq puissances en 1833, repasser sous l'autorité ottomane. Le temps où la France de Charles X tenait le premier rôle dans la libération des Hellènes paraît bien loin, ce dont s'amuse tristement Nicolas, alors qu'il effectue, en juin 1844, un voyage « triomphal » en Angleterre. La Russie conclut avec elle un important traité de commerce et le tsar reçoit les chaleureuses congratulations de Victoria. Paris grince des dents, en silence. Mais Louis-Philippe tient rapidement sa revanche d'amour-propre : la jeune reine a trouvé le tsar « pas très intelligent et dénué de tout raffinement (...) Son instruction est très insuffisante ; la politique et l'armée, voilà les seuls sujets qui l'intéressent. » Quatre mois plus tard, le roi des Français se rend à son tour à Londres. Efficacement secondé par son ambassadeur le comte de Saint-Aulaire, il abonde dans le sens de ses interlocuteurs qui redoutent l'expansionnisme russe en Orient et demeurent disposés à lui barrer la route de Constantinople. Le coin que le tsar avait cru pouvoir enfoncer entre la France et le Royaume-Uni se referme : Paris semble dorénavant prêt à tout sacrifier à l'alliance anglaise. Le 19 juin 1845, comme par rétorsion, un oukase surtaxe le pavillon français dans les ports russes de façon à rendre quasiment nuls les échanges commerciaux, déjà à la peine entre les deux pays. Après quoi, les relations franco-anglaises se détériorent à leur tour avec l'affaire des mariages espagnols : Londres et Paris ont voulu, parfois ensemble, parfois séparément, trouver des conjoints à la jeune reine Isabelle II d'Espagne et à sa sœur Louise-Fernande. Après moult tractations, chaque pays redoutant que, par héritage dynastique, la couronne d'Espagne roule un jour dans la corbeille de l'autre, Louis-Philippe réussit à ce que son dernier fils, le duc de Montpensier, épouse la cadette sans avoir reçu l'aval de Palmerston, le cassant chef du *foreign office*, ce qui met celui-ci en furie.

Parallèlement, le climat se réchauffe un peu avec la Russie : le grand-duc Constantin, deuxième fils de Nicolas, jeune homme de 19 ans

passionné de marine et déjà commandant d'une frégate, croise en Méditerranée. Il émet alors le vœu de relâcher à Toulon pour admirer en connaisseur l'arsenal et la flotte de guerre française. On l'y accueille le 11 avril puis, une semaine plus tard, en Alger. Le populaire mensuel *L'Illustration* en rend compte dans ses colonnes avec un bienveillant portrait. Quelques semaines plus tard, le baron de Barante se voit gratifié de l'ordre de Saint-Alexandre Nevski, le deuxième ordre russe par le prestige après celui de Saint-André. À l'automne, la France ayant subi de très mauvaises récoltes, spécialement de blé, le gouvernement russe offre de lui en vendre à un prix avantageux, tiré du grenier ukrainien. De même propose-t-il, pour alléger une dette d'État devenue problématique, d'acquérir des titres de rente à un taux avantageux pour la France, une sorte d'emprunt russe inversé et avant la lettre. Guizot profite de ces bonnes dispositions, quelque peu surprenantes néanmoins, pour suggérer l'ouverture de discussions en vue d'un accord de commerce faisant table rase des récentes nervosités.

Mais le 21 février 1846, le nationalisme polonais s'est réveillé à Cracovie : une insurrection contre son statut bâtard de « ville libre » et de « république » sous la triple tutelle de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie réclame son rattachement à la Pologne dont elle est la capitale historique. À l'initiative de Nicolas, les trois pays, pas fâchés de la brouille entre l'Angleterre et la France, envoient sans hésiter des troupes réprimer le mouvement. Ils conviennent, le 6 novembre, de simplifier la situation en rattachant la fière cité catholique, et son territoire d'un millier de kilomètres carrés, à l'empire d'Autriche, moyennant le versement d'indemnités à la Prusse et à la Russie. Nicolas veut en effet soigner son alliance avec Vienne, toujours dans cette idée fixe de dépecer un jour l'Empire ottoman. Le nouveau soulèvement polonais a encore suscité de l'émotion en France. Paris proteste, faiblement, d'autant que sa fâcherie avec Londres empêche d'adopter une position commune et que l'Angleterre décide de ne pas se

mobiliser pour Cracovie. « Le lâche, a écrit Goethe, ne menace que s'il se sent protégé. » La France ravale donc son indignation.

Ce qui ne l'empêche pas de demeurer une terre d'accueil, aux hommes comme aux idées. En juin 1844, chassé de Russie pour ses idées subversives, et après avoir quelque temps erré en Europe, Michel Bakounine s'installe à Paris, où il se lie avec Karl Marx et Friedrich Engels. En janvier 1847, le rejoint son ami Alexandre Herzen, un essayiste politique souvent considéré comme le père du socialisme russe, militant de l'abolition du servage et déjà condamné dans son pays pour délit d'opinion. Ainsi la France donne-t-elle refuge à son premier dissident russe, qui devient bientôt un ami de Joseph Proudhon. On ne sait comment le gouvernement du tsar réagit au départ en exil du Soljenitsyne de l'époque. On sait en revanche que la relative détente franco-russe se trouve mise à mal par une gaffe de l'ambassadeur de France à Constantinople à propos de l'irrédentisme polonais, autrement dit sur les deux points les plus sensibles de la politique étrangère russe. Le comte de Bourqueney reçoit avec faste puis présente avec faveur aux dirigeants ottoman un Polonais du nom de Vladislav Zamoyski, qui n'est autre que le neveu d'Adam Czartoryski, ancien chef de l'insurrection de novembre 1830 et du gouvernement provisoire polonais qui s'ensuivit. Saint-Pétersbourg fait les gros yeux, Paris rappelle aussitôt à l'ordre son représentant, qui avait sans doute voulu flatter les sentiments favorables à la Pologne de l'opinion française.

Cet incident mineur, ajouté aux tête-à-queue diplomatiques – selon la formule de l'historien Guy Antonetti – vus plus haut, illustre combien la politique étrangère de la monarchie de Juillet a touché le fond. Il est vraiment temps pour le pays de se débarrasser d'un régime à bout de souffle qui lui fait honte.

Ce qui advient, à une vitesse sans précédent, entre le 22 février 1848, première barricade dans Paris, et le 24 février, abdication de Louis-Philippe. Cette nouvelle révolution, « l'instant solennel (qu'il prédisait) depuis dix-

huit ans », provoque chez Nicolas des sensations mitigées, « mélange de satisfaction ironique et de crainte prémonitoire » nous dit Henri Troyat. Si, en effet, le tsar applaudit, discrètement, la chute d'un régime qu'il n'a jamais porté dans son cœur, il s'inquiète vite du risque que peut faire peser sur l'Europe l'apparition d'une république aux destinées chaotiques et aux aspirations messianiques vers le « printemps des peuples ».

OceanofPDF.com

Des destinées du « printemps des peuples »

On attribue généralement cette expression au républicain vénitien Daniele Manin afin de désigner le mouvement d'émancipation populaire et nationale qui parcourt presque toute l'Europe à la suite de la révolution française de février et qu'a magistralement analysé François Fejtö, un siècle plus tard. En dépit de la disparité des situations, partout deux revendications dominent : la reconnaissance du droit des peuples à participer à la conduite de leur pays à travers le suffrage universel et une Constitution écrite ; ainsi que l'exercice de la souveraineté dans un cadre homogène déterminé par le concept de nationalité. Sur le moment, ces aspirations écartèlent comme jamais les pouvoirs politiques en France et en Russie.

La révolution déclenchée à Paris le 22 février 1848 s'est emballée : le jour même de l'abdication de Louis-Philippe, la république a été proclamée, un gouvernement provisoire s'est mis en place et a porté Lamartine à sa tête. Également ministre des Affaires étrangères, celui-ci s'est hâté, comme son prédécesseur d'août 1830, Mathieu Molé, de tranquilliser les monarchies voisines, mais de façon plus ambiguë : le 27 février, il écrit aux ambassadeurs en poste à Paris pour les assurer que « la forme républicaine du nouveau gouvernement n'a changé ni la place de la France en Europe, ni ses dispositions loyales et sincères à maintenir des rapports de bonne harmonie avec les puissances qui voudront, comme elle, l'indépendance des

nations, et la paix du monde. » Nicolas s'inquiète de la mention de l'indépendance des nations : le texte vise-t-il la Pologne, si populaire chez les révolutionnaires français ? Par son chargé d'affaires Paul Kisseleff – le comte Pahlen a quitté la France en 1841 et n'a pas été remplacé – le tsar sait que, derrière Lamartine, ancien légitimiste et républicain modéré, poussent des radicaux qui veulent restaurer la grandeur de la France en exhumant les souvenirs des guerres de la grande Révolution et des idées de liberté alors propagées en Europe au son du canon.

Le 4 mars, Lamartine précise ses intentions en envoyant à tous les ambassadeurs de France un manifeste à communiquer aux gouvernements auprès desquels ils sont accrédités. Il y expose qu'on ne saurait assimiler la France de 1848 à celle de 1792 mais que, pour autant, la position *a priori* pacifiste de la république de dix jours n'a « pas pour objet de se faire pardonner l'audace qu'elle a eu de naître ». Elle entend « faire réfléchir les souverains et les peuples (...) et donner des gages à l'humanité » car, si la république n'intentera la guerre à personne, « elle n'a pas besoin de dire qu'elle l'acceptera » si on la lui impose. Le manifeste prend aussi le risque – semble-t-il imposé à Lamartine par la gauche de son gouvernement – de considérer que « les traités de 1815 n'existent plus aux yeux de la République française » mais qu'elle veut bien les admettre « comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations ». Enfin, la dernière partie du texte résonne comme un avertissement : « Si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe, ou ailleurs, nous paraissait avoir sonné (...) Si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre elles pour consolider une patrie (...) la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes. »

Cela revient évidemment à agiter un chiffon rouge à la face du tsar qui, déjà, ayant appris la révolution de France durant un bal, se serait tourné vers les officiers présents : « Messieurs, préparez-vous à monter à cheval ! »

Le 7 mars, Prosper de Barante, comme la plupart des ambassadeurs de France, est démis de ses fonctions car jugé trop compréhensif de l'autocratie tsariste, étant ici précisé qu'il ne réside plus qu'en France depuis 1845. Personne ne le remplace pour le moment, d'autant qu'aucun pays, à l'exception des États-Unis d'Amérique, n'a encore reconnu le nouveau régime français et que la pilule républicaine de février s'avère plus difficile à avaler que la pastille de juillet.

Les propos de Lamartine trouvent leur premier écho en Angleterre avec le mouvement chartiste qui réclame le suffrage universel et une Constitution écrite. Le ministre français reçoit leurs délégués le 11 mars et en profite pour fixer un principe : alors que son collègue, Alexandre Ledru-Rollin, se prend à rêver d'« États-Unis d'Europe » et pourquoi pas, « de l'Atlantique à l'Oural », lui, beaucoup plus prudent, déclare que « les libertés des peuples ne valent que conquises par eux-mêmes sur leur propre territoire ». Il est donc hors de question pour la France d'intervenir directement et à son initiative. Ce qui n'apaise qu'à moitié Nicolas, qui fait alors approcher les autres monarchies en vue d'une action commune. Mais celles-ci ont d'autres chats à fouetter : les soulèvements se multiplient sous leurs pieds ; ils doivent donc régler leurs problèmes internes avant de songer à refaire 1814, quand rien ne bouge encore chez eux. Or, le 13 mars une violente insurrection éclate à Vienne, pour réclamer une Constitution et la fin de la monarchie absolue. Pris de court, l'empereur Ferdinand, qui a succédé à son père François, en 1835, abdique en faveur de son neveu François-Joseph tandis que Metternich, mesurant alors son extrême impopularité, s'enfuit honteusement, caché sous des draps dans le fourgon d'une lingère... Le 18 mars et les jours suivants, ce sont Berlin, Venise, Milan, Budapest qui s'enflamment, avec des revendications similaires. Il devient impossible de prétendre que le changement de régime en France n'y est pour rien. Le mouvement touche aussi la Moldavie et la Valachie, territoires ballottés depuis plus d'un siècle entre Russie et Empire ottoman. Mais les deux

cœurs d'empire demeurent à l'écart des troubles. Et si la rébellion touche aussi la Pologne, elle ne concerne que la petite partie du pays annexée par la Prusse en 1815. Comment expliquer cette exemption dont bénéficient les autorités de Saint-Pétersbourg et de Constantinople ? Dans l'Empire ottoman, les notions de libertés publiques ou de démocratie n'ont pas pénétré les élites turques. En Russie on se souvient encore de la répression du soulèvement « décembriste », dont les responsables purgent toujours leur peine d'exil en Sibérie. Ce qui n'empêche pas plusieurs journaux de rendre compte, de façon parfois bienveillante, des événements de France, reproduisant souvent les discours de leurs chefs de file, Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc... Mais la police politique créée par Nicolas en 1826 se montre redoutablement efficace, toujours sous l'autorité du comte de Benkendorf. Cette préfiguration du sinistre KGB (créé par Staline en 1954) dite « troisième section de la chancellerie impériale » intensifie la lutte contre ce que Nicolas et la hiérarchie de l'Église orthodoxe surnomment « faux-croyants » ou encore « schismatiques », soit toute forme d'association, même la plus petite ou la plus éphémère, et même si elle se limite à quelques réunions d'hommes qui rêvent d'un avenir meilleur. Les agents de la troisième section espionnent, encouragent les délations, arrêtent à tour de bras et ne prennent pas toujours la peine de déférer les accusés devant un tribunal. Emprisonnements, déportations et simples châtiments corporels – toujours le fameux *knout* – vont bon train. Nicolas en retirera bientôt le sobriquet de « bastonneur ».

Ce qui l'indiffère ou même plutôt le flatte. Il a beau jeu de fulminer contre ceux qui sauvent leur trône par quelques concessions constitutionnelles, comme à Vienne, à Francfort, à Copenhague, à Venise... Le 28 mars, le tsar « de toutes les Russies » et, par-dessus-tout, de la « Sainte Russie » publie un manifeste, qu'il a rédigé lui-même, en français. Versant dans le providentialisme qui lui tient lieu de foi politique, il s'affiche volontiers belliciste : « Après la bénédiction d'une longue paix,

l'Europe occidentale est soudain troublée par de nouveaux soulèvements (...) Nées en France, la révolte et l'anarchie ont gagné l'Allemagne voisine et se répandent avec une insolence qui grandit à mesure que les gouvernements cèdent avec plus de facilité ; leur torrent dévastateur a finalement atteint nos alliés (...) Maintenant, ne connaissant plus de bornes, elles menacent dans leur insolence l'empire qui nous a été confié par Dieu (...) Mais cela ne sera point. Notre ancien cri de guerre : "pour la foi, le tsar et la patrie" nous mènera, une fois de plus, à la victoire ! » Moins exalté, Nesselrode ne croit pas aux rodomontades de son maître, ni à leur crédibilité ni à leur utilité. Il fait donc discrètement savoir, par Kisseleff, au gouvernement parisien que la Russie n'a aucunement l'intention d'agir contre la France, tout au plus pourrait-elle venir en aide à des États tiers qui solliciteraient son secours. Ce qui est le cas de l'Autriche de François-Joseph l'appelant à la rescousse pour mater la rébellion hongroise.

De son côté, le gouvernement provisoire de la république se trouve de plus en plus souvent interpellé par les dirigeants insurrectionnels. Il accueille aussi un nombre croissant de réfugiés, soit pour fuir la répression, soit pour utiliser la France comme base arrière. On en compte bientôt plus de cent mille, venus principalement d'Allemagne, d'Italie, d'Irlande, de Hongrie mais surtout de Pologne. Ainsi Lamartine et ses collègues sont-ils appelés à discuter d'un choix stratégique essentiel : la révolution, et sa fille la république, sont-elles viables dans un seul pays ou doivent-elles s'exporter pour subsister ? Une question qui, après 1917, taraudera aussi les dirigeants bolcheviks, opposant Staline, partisan de la première formule, à Trotski, promoteur de la deuxième.

La question polonaise est encore au centre du débat. Le 15 mai, des pétitionnaires envahissent le palais Bourbon. Que faire ? Au-delà de « l'illusion lyrique » dans laquelle verse parfois le ministre des Affaires étrangères, lui-même doit bien reconnaître que la France n'est pas en état, ne serait-ce qu'en raison de ses problèmes internes, de lancer une armée à

travers l'Allemagne et que seule vaut la voie diplomatique, perdue d'avance...

C'est si vrai que l'insurrection du 23 juin 1848, cette révolution dans la révolution, risque bien d'emporter la république et oblige ses dirigeants à se concentrer sur ce seul sujet. La majorité conservatrice de l'Assemblée nationale, élue le 23 avril contre le sens apparent de l'histoire qui s'écrivait en février, choisit la répression à outrance de la révolte ouvrière et limoge le gouvernement provisoire pour donner les pleins pouvoirs à un nouveau « chef de l'exécutif », le général Eugène Cavaignac. Ne donnant pas dans la dentelle, ses troupes écrasent violemment les derniers manifestants le 26 juin. La révolte des Polonais a pris fin le 9 mai. On peut cette fois déclarer : « l'ordre règne à Paris, ainsi qu'à Varsovie ».

Nicolas se félicite des deux dénouements, et même de l'ensemble de la situation en Europe où, presque partout, la réaction triomphe. Un homme comme Cavaignac a tout pour lui plaire, d'autant que celui-ci a le bon goût d'envoyer enfin à Saint-Pétersbourg un ambassadeur de plein exercice, le général Adolphe Le Flô qui, né en 1804, n'a pu participer aux campagnes napoléoniennes. Ayant surtout servi en Algérie contre des rebelles musulmans, persuadé lui aussi de l'écroulement à terme de l'Empire ottoman, il en confère longuement avec le tsar. De leurs entretiens éclot, éternel recommencement, l'idée d'une alliance entre la France et la Russie, leur conjonction permettant de prendre en tenaille toutes les velléités révolutionnaires d'Europe et, pourquoi pas, de venir ensemble à bout de la Porte. Mais, de Paris, Kisseleff envoie des dépêches doutant de la pérennité du pouvoir républicain et de son chef du moment. La Constitution française du 4 novembre prévoit en effet l'élection au suffrage universel d'un président de la république doté de larges compétences. Cavaignac sera bien sûr candidat mais le diplomate russe observe avec intérêt et un incontestable sens de la prémonition le cheminement d'un certain Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur défunt. Alors que personne en France ne

lui accorde encore la moindre chance d'accéder au pouvoir malgré sa récente entrée à l'Assemblée, Kisseleff en juge autrement. Il sent frémir les aspirations, sinon encore à un régime autoritaire, du moins à la direction du pays par un homme fort, aussi bien du prestige d'un nom que d'une formidable capacité démagogique. Les événements lui donnent raison au-delà de toute raison : le 10 décembre, l'homme qu'il a pressenti devient le premier président de la République française avec 74 % des voix, contre 20 % à Cavaignac.

À la différence du visionnaire Kisseleff, ni Nicolas ni Nesselrode ne croient possible un coup d'État de Louis-Napoléon visant à rétablir l'Empire. Ils se félicitent en revanche de sa première initiative en politique étrangère : le 24 avril 1849, un corps expéditionnaire français commandé par le général Oudinot débarque près de Rome afin, officiellement, de s'interposer entre Autrichiens et républicains italiens, en réalité pour rétablir le pouvoir temporel du pape. Paris volant au secours de l'Europe la plus conservatrice réjouit le tsar. Quatre jours plus tard, la Russie reconnaît la République française. La littérature applaudit par la plume de Prosper Mérimée. L'auteur à succès de *Colomba* (1840) et de *Carmen* (1845), académicien depuis 1844, découvre et commence à traduire, en 1849, les œuvres de Pouchkine, de Gogol et d'Ivan Tourgueniev. Il publiera aussi, faisant de nombreux émules jusqu'à sa mort en 1870, des études sur la Russie, dont l'histoire, les mœurs, la culture, la langue et les paysages le fascinent...

Durant les deux années qui suivent sa reconnaissance de la république, le tsar demeure globalement confiant quant à l'évolution de la politique française. Dans les dissensions qui opposent de plus en plus souvent le président de la république à la majorité des députés, il a plutôt tendance à donner raison au premier, homme d'ordre contre-révolutionnaire confronté à une assemblée de bavards irresponsables. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, Nicolas charge Kisseleff de remercier « le prince-

président », qu'il considère comme un « homme énergique et lucide » d'avoir « sauvé la France de la révolution rouge ».

Le cheminement vers l'Empire, symboliquement achevé le 2 décembre 1852, ne semble pas davantage inquiéter Saint-Pétersbourg.

Le 17 janvier 1853, Nicolas prend l'initiative d'écrire à Napoléon III : « Nos relations doivent être sincèrement amicales, reposer sur les mêmes intentions : maintien de l'ordre, amour de la paix, respect des traités et bienveillance réciproque. » Nicolas ne va pourtant pas tarder à mesurer l'imprévisibilité de la politique étrangère française, qu'a déjà laissé deviner la valse des ministres, neuf en moins de quatre ans, record de toute l'histoire de France. Dépourvu de conception géopolitique, en proie à une agitation continuelle et brouillonne, Napoléon III veut asseoir sa légitimité à la fois sur la nostalgie de la grandeur impériale, sur les promesses faites au peuple pour obtenir son concours à travers les plébiscites et, au plan international, sur la restauration de l'influence française en Europe et dans le monde. Mais sans trop savoir comment poursuivre ce troisième objectif ni mesurer les conséquences de ses engagements. Il se prend donc à rêver d'une démonstration de force qui n'emporterait pas de lourdes conséquences mais ferait un peu briller la flèche du drapeau tricolore. Il faut, pour cela, éviter toute attitude provocatrice aux frontières et choisir un terrain plus lointain. Voilà qu'une obscure querelle sur le partage des lieux saints en fournit l'occasion. Insérée dans l'Empire ottoman, Jérusalem comporte plusieurs sanctuaires et églises relevant de toutes les religions monothéistes, juive, musulmane et chrétienne, cette dernière se divisant entre catholiques, orthodoxes et protestants. Si les troisièmes restent extrêmement discrets, il n'en va pas de même des deux premiers qui, régulièrement, se disputent les accès à certains endroits sacrés. La « Sainte Russie » se montre tout particulièrement sourcilleuse dans sa défense des prérogatives orthodoxes. Les clés d'une église de Bethléem remises, volontairement ou par erreur, à la « mauvaise confession » déclenchent une

byzantine dispute avec les catholiques. Par son envoyé extraordinaire à Constantinople en mars 1853, le prince Alexandre Menchikov, Nicolas fait demander des explications au sultan Abdul-Medjid. Celui-ci, au lieu d'avouer la vérité, à savoir qu'il n'exerce là-bas aucune autorité réelle, se drape dans sa dignité de *basileus* pour répondre par une fin de non-recevoir. Nicolas saisit aussitôt ce prétexte en envoyant ses armées envahir – pour la quatrième fois de cette histoire – la Moldavie et la Valachie, dites principautés danubiennes depuis qu'y souffle un sentiment national commun. Napoléon III y voit, autre prétexte, l'occasion d'agiter bien haut ses toutes neuves couleurs impériales en y ralliant, de surcroît, les catholiques les plus intransigeants : il ordonne à l'escadre de Toulon d'aller croiser en mer Égée. L'Angleterre qui, elle, n'a pas besoin de prétexte pour veiller à la bonne tenue de la région afin de garantir la continuité de sa route des Indes, se fait également menaçante, envoyant quelques navires de guerre. De fil en aiguille, les tentatives diplomatiques, faites de « notes » et de contre-notes, ne servent qu'à alimenter un dialogue de sourds. Voici donc l'Angleterre, la France et la Porte alliées militairement contre la Russie. Les hostilités commencent en novembre 1853 lorsque des vaisseaux turcs canonnent quelques bateaux russes tandis que la flotte franco-anglaise traverse le Bosphore. Quinze jours plus tard, trop lente à se mouvoir, celle-ci ne peut empêcher la marine russe de détruire l'escadre du sultan, au large de Sinope sur la côte nord de la Turquie.

Après de nouvelles tentatives diplomatiques infructueuses, Napoléon III décide de se poser seul en médiateur. Le 29 janvier 1854, il écrit une longue lettre à Nicolas afin de sortir de l'impasse : soit un armistice immédiat, suivi du retrait des troupes russes des principautés danubiennes contre le départ des flottes anglaise et française de la mer Noire, puis la reprise des négociations entre représentants du tsar et du sultan en vue d'une convention qui serait ensuite soumise à la validation des « quatre puissances », l'Angleterre, l'Autriche, la France et la Prusse. Faute de quoi,

on serait contraint de laisser parler les armes. Sous la tonalité très personnelle de la lettre – autographe mais bientôt publiée par *Le Moniteur* – perce le désir de traiter avec le tsar sur le registre de l'amitié entre les deux grands de l'Europe, autrement dit de retrouver un peu du parfum de puissance partagée autrefois entre Tilsit et Erfurt. Mais Napoléon III se fourvoie doublement. Comme Alexandre vis-à-vis de son oncle, Nicolas ne le regarde pas comme un égal dynastique. Surtout, approchant de la soixantaine, il est devenu particulièrement rigide, susceptible et entêté. Il pourrait, comme Charles X, déclarer qu'il veut « marcher et mourir avec ses vieilles idées ». La libération de tous les chrétiens d'Orient et, à la clé, la réduction de la Porte à la Turquie et à ses territoires musulmans serait le vrai couronnement de son règne. Il demeure donc imperméable à toutes les formules de paix alambiquées qui, depuis 1815, n'ont jamais rien résolu du côté oriental. Sa réponse à Napoléon III tombe comme un couperet : c'est non.

Refusant ensuite l'ultimatum franco-anglais du 27 février exigeant le départ des troupes russes des principautés, le tsar est communément regardé comme le principal responsable du déclenchement du conflit armé. Pourtant, rappelé à Saint-Pétersbourg, Kisseleff sollicite une dernière audience de Napoléon III et, encore visionnaire, le met en garde : « La France se lance dans une guerre inutile pour elle, dans laquelle elle ne peut rien gagner et où elle servira seulement les buts et les intérêts de l'Angleterre. »

En dépit du caractère effectivement hasardeux de l'entreprise, l'opinion publique se range très majoritairement dans le camp des bellicistes. Hier admirateur de la Russie, Victor Hugo tourne casaque et appelle aux armes, ainsi que Jules Michelet, Joseph Proudhon, Félicité de Lamennais... en somme toute la cohorte des humanistes pacifistes, d'inspiration chrétienne ou socialiste. Les salles de spectacle s'en mêlent : le public chante *La Marseillaise* avant les levers de rideau ; au théâtre de l'Odéon une fantaisie

de Joseph Rivière, intitulée *Les Cosaques*, rencontre un énorme succès en caricaturant des Russes « mangeurs de suif » et parlant une langue horrible à base de « tcheff-tchiff-tchoff ». La presse fait chorus, à travers articles et dessins stigmatisant le peuple barbare et son chef sanguinaire. Pour la première fois on représente le soldat russe avec des yeux injectés de sang, des vêtements hirsutes et ce fameux « couteau entre les dents » qui servira plus tard à symboliser le danger bolchevik...

En Russie, au contraire, on ne relève aucun déchaînement passionnel contre la France, ni contre l'Angleterre. Pas plus d'ailleurs que d'enthousiasme en faveur de cette nouvelle guerre contre la Porte. Les élites – car on ne peut pas trop parler là-bas d'opinion publique – se montrent extrêmement réservées, d'une part inquiètes de l'isolement de leur pays qui, malgré les espérances du tsar, n'a pu rallier à sa cause ni l'Autriche ni la Prusse, d'autre part dubitatives quant aux capacités de leur armée à combattre trois ennemis à la fois.

Le plan franco-britannique consiste à détruire les deux ports militaires russes de Crimée d'où partent les navires s'attaquant à la Porte. Les opérations militaires commencent donc véritablement le 22 avril 1854 par le bombardement d'Odessa, la plus française de toutes les villes russes, tout un symbole dont n'ont pas manqué de se gausser les marins anglais. Elles s'achèvent le 12 septembre 1855 par la prise de Sébastopol, principal enjeu stratégique, après un éprouvant siège de onze mois.

Durant toute cette campagne l'impréparation des troupes s'est manifestée des deux côtés. Napoléon III ne sait pas plus faire la guerre que la paix, on s'en rendra compte tout au long de son règne. Le corps expéditionnaire français, qui aura, en tout, mobilisé plus de trois cent mille hommes, souffre des terribles carences de sa logistique et de son intendance. Alors qu'en 1823 (en Espagne), en 1828 (en Grèce) et en 1830 (en Alger), le gouvernement français avait pris grand soin de l'équipement, du ravitaillement et des secours sanitaires offerts aux combattants, la

campagne de Crimée a renoué avec les temps napoléoniens où l'on traitait les hommes, selon le mot de Chateaubriand (dans *De Buonaparte et des Bourbons*, 1814) comme « de la chair à canon ». Le premier commandant en chef de l'expédition, le maréchal de Saint-Arnaud, s'en ouvre le 26 mai à Napoléon III : « Je le dis avec douleur à Votre Majesté, nous ne sommes pas en état de faire la guerre tels que nous sommes aujourd'hui constitués. » Du coup celle-ci piétine, multipliant les affrontements indécis et les pertes humaines en grand nombre, non seulement au combat, mais de maladie, de froid, de malnutrition, d'accidents divers...

Du côté russe, la situation n'est pas meilleure. Dans ce camp, c'est l'armement qui s'avère insuffisant et surtout inadapté à une guerre « moderne ». Voilà quarante ans que l'armée du tsar n'a pas affronté de grande puissance européenne. Elle s'est laissé distancer en matière technique et paraît mieux outillée pour la parade que pour le terrain.

De sorte que les hostilités prennent fin sur un bilan humain effroyable : près de cinq cent soixante-dix mille morts, dont quatre cent cinquante mille Russes, quatre-vingt-quinze mille Français, qui ont fourni le plus gros effort, et seulement vingt-deux mille Anglais.

Dans l'intervalle, Nicolas est mort, le 2 mars 1855, démoralisé par l'inéluctabilité de sa défaite. Son fils aîné et successeur, Alexandre II, trente-six ans, n'a d'autre choix, après avoir essayé de résister encore quelques mois, que d'accepter les conditions posées par les vainqueurs. Associées à l'Angleterre et à la France, l'Autriche et la Prusse en sont déjà convenues entre elles, à Vienne, depuis le 9 avril 1854 quand elles tentaient d'éviter la guerre ou, à défaut, d'en arrêter la conclusion. Ces conditions comportent quatre points, relatifs à l'autonomie limitée des principautés de Moldavie et de Valachie, à la liberté de navigation sur le Danube, à la neutralisation partielle de la mer Noire et à la protection des chrétiens au sein de l'Empire ottoman. Le tsar les ayant acceptées officiellement le 15 janvier 1856, elles servent de base au congrès qui s'ouvre le 25 février à

Paris dans les neuves et resplendissantes salles inaugurées à cette occasion du palais d'Orsay, qui va ensuite devenir le siège du ministère des Affaires étrangères. Les réunions se tiennent sous la piquante présidence française du ministre Alexandre Walewski, fils que Napoléon eut de la Polonaise Marie Walewska, tandis que la Russie est représentée par le comte Alexis Orlov, gastronome éclairé qui va donner son nom à une recette de selle de veau. Après un mois de travaux, le traité signé le 30 mars entérine toutes les exigences de la coalition formée contre la Russie. Cinquante-deux États, dont toutes les principautés allemandes et italiennes, y adhèrent, ce qui l'a fait parfois comparer à l'acte final du congrès de Vienne. Chef-d'œuvre de verbiage diplomatique et d'art de diluer les problèmes les plus délicats, le traité ne résout rien de la « question d'Orient », humilie la Russie en la contraignant à se rétracter, et n'apporte aucun avantage à la France en dépit de l'énorme sacrifice humain qu'elle a consenti. Pour autant, ni ses dirigeants, ni ses journaux, ni son opinion publique ne réaliseront de longtemps l'énorme gabegie de la guerre de Crimée. On croit au contraire que la France a retrouvé le premier rang en Europe, ce qui devrait lui permettre de concrétiser quelques ambitions et de nouer de nouvelles alliances, comme lui valoir le déférent respect de ses voisins.

Rien, ou presque de tout cela, ne se produit.

Deux semaines après la signature du traité du 30 mars, Nesselrode cède, après quarante ans de service, sa place de ministre des Affaires étrangères au prince Alexandre Gortchakov. Aristocrate élégant, raffiné et cultivé, francophile comme il se doit, il a déjà occupé plusieurs postes diplomatiques et participé au récent congrès de Paris. Il y a rencontré le comte de Morny, président du Corps législatif, et demi-frère de Napoléon III par leur mère, Hortense de Beauharnais, épouse adultère de Louis Bonaparte. Tous deux s'accordent sur les intérêts convergents des deux pays qui, alliés, deviendraient les insurpassables arbitres de l'Europe. Les familles des quatre-vingt-quinze mille soldats français morts en Crimée

peuvent se demander pourquoi on n'y a pas pensé plus tôt... Alors que Kisseleff reprend ses fonctions à Paris, Morny part pour Saint-Pétersbourg en envoyé extraordinaire, chargé notamment de représenter Napoléon III au sacre d'Alexandre II. Il parvient assez vite à conclure, le 2 juin, un traité de commerce abaissant de moitié les droits de douane entre les deux pays. Puis il organise la rencontre des deux empereurs à Stuttgart le 13 septembre 1857, qui se déroule dans un climat de bonne volonté réciproque – Alexandre II accepte, lui, d'appeler Napoléon III « mon frère ». On s'accorde sur l'idée d'unifier la Moldavie et la Valachie dans un royaume de Roumanie, première concrétisation du volet nationaliste du « printemps des peuples », on parle d'alliance, y compris militaire, et on se promet de faire creuser la question par ministres et ambassadeurs compétents. Mais Alexandre II veut que la Russie se concentre avant tout sur ses propres affaires et « soigne par des mesures domestiques les blessures infligées par la guerre ». Il ne peut donc envisager de prêter directement son concours aux ambitions italiennes de Napoléon III, susceptibles de provoquer une guerre contre l'Autriche qui regarde le nord de la péninsule comme sa chasse gardée. Toutefois, il consent, par un accord secret du 3 mars 1859, à observer une « neutralité bienveillante », c'est-à-dire à soutenir diplomatiquement auprès des autres puissances l'intervention française en Italie et lui reconnaître, le cas échéant, le droit à quelques annexions de territoires du côté de Nice et de la Savoie.

Les relations franco-russes semblent donc devoir suivre une nouvelle pente ascendante. Effectuant, de juin 1858 à mars 1859, un long voyage de découverte qui le conduit de Saint-Pétersbourg jusqu'aux monts du Caucase et à Tbilissi en Géorgie, Alexandre Dumas, alors au sommet de sa popularité, fait à Kazan une curieuse et émouvante rencontre. Ayant, trente ans plus tôt, appris par un article de presse que certains des « décembristes » déportés en Sibérie avaient été accompagnés de leurs épouses ou de leurs fiancées, il s'intéresse tout particulièrement au cas du

comte Alexis Waninkoff, suivie en déportation par sa fiancée d'origine française, Louise Dupuy. Il en tire finalement un roman, publié en 1840, *Le Maître d'armes*. Or voilà que lors de la soirée donnée en son honneur par le gouverneur de la ville, celui-ci invite un homme et une femme d'un certain âge à s'avancer vers l'écrivain : « Je vous présente le comte et la comtesse Waninkoff. » Stupéfaction et émotion de l'auteur mis en présence de ses personnages, héros d'un récit romancé que leur aventure peu ordinaire avait inspiré... De retour en France, Dumas publie son *Voyage en Russie* qui dépeint certes des paysages sauvages, parfois même lugubres et effrayants, mais qui, à l'inverse de celui de Custine, évoque des populations plutôt ouvertes et chaleureuses, plus cultivées qu'on ne dit, constate beaucoup moins de misère dans les campagnes que dans d'autres contrées d'Europe, et des autorités moins brutales et corrompues qu'on ne l'a colporté en France.

L'ouvrage participerait donc d'un éclaircissement de l'horizon russe si deux obstacles ne venaient se dresser sur le chemin de la réconciliation : l'inévitable retour des questions d'Orient et de Pologne.

Comme on l'a vu, le traité de Paris de 1856 n'a rien résolu. D'une part, il a fixé de manière trop floue les frontières entre la Russie et la Porte. D'autre part, les chrétiens vivant dans l'Empire ottoman se plaignent encore des persécutions que leur fait subir la majorité musulmane, notamment au Liban et à Damas durant l'été de 1860, sur lesquelles les autorités turques ferment les yeux. Alexandre II souhaite donc la réouverture du dossier par les puissances censées garantir la bonne application du traité et espère pour cela l'appui de Napoléon III. Qui se dérobe. Il choisit, pour ne pas froisser l'Angleterre, d'organiser de nouveaux ballets diplomatiques, d'envoyer quelques troupes au Levant afin d'y rétablir la tranquillité mais qui, dès que Londres a froncé les sourcils, se retirent avant d'avoir accompli leur besogne. Le tsar en attendait beaucoup plus de « son ami » et commence à douter de la fiabilité d'un homme qui se déballonne presque aussi vite qu'il

a bombé le torse. Aussi refuse-t-il de s'associer à lui en vue d'une médiation dans la guerre de Sécession américaine, qui a débuté en avril 1861 : le tsar ne voit pas, malgré l'Alaska et les établissements russes de Californie, en quoi cela le concerne, et s'étonne de la tendance de Napoléon III à sauter sur chaque occasion de faire entendre sa voix dans le monde, surtout pour ne rien dire d'original... Il a, en revanche, la bonne surprise de bénéficier, deux ans plus tard, de son soutien en faveur de l'émancipation de la Serbie, enfin détachée de l'Empire ottoman, autre incidence à terme du « printemps des peuples ». Mais le énième soulèvement polonais, en janvier 1863, renvoie le tsar à ses appréhensions : malgré son souci affiché de faire du neuf, Napoléon III s'aligne sur l'historique, et stérile, solidarité de la France avec le peuple polonais. D'autant plus facilement que l'Angleterre et l'Autriche se montrent plutôt enclines à agir de même dès lors que la subversion ne se propage pas chez elles.

Cette même année 1863, la comtesse de Ségur publie ses premiers romans évoquant la Russie. Elle a déjà obtenu de remarquables succès en réhabilitant les contes de fée avec *Les Nouveaux Contes de fées* parus en 1856, puis avec la trilogie des « Sophie » – *Les Malheurs de Sophie*, *Les Petites Filles modèles* et *Les Vacances* – publiés en 1858 et 1859. Cette fois, *L'Auberge de l'Ange gardien* et, surtout, le feuilleton du *Général Dourakine* prennent pour toile de fond la guerre de Crimée. Ils dispensent aux enfants, parfois en filigrane, quelques leçons de morale chrétienne autour des injustices de la conscription, de la stupidité des affrontements armés que rachètent toutefois la générosité de cœurs purs que l'on aurait a priori jugés impitoyables. Ils décrivent aussi la barbarie des châtiments corporels et du servage dans les campagnes que, justement, Alexandre II, tsar humaniste, vient de faire abolir.

Humanisme cependant à géométrie variable : la répression du soulèvement polonais ne suscite aucun état d'âme impérial. Comme par le

passé et, serait-on tenté de dire, comme d'habitude, l'armée russe écrase le soulèvement qui, après février 1864, n'émet que de sporadiques fumerolles, totalement éteintes en mai 1865. Ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Autriche n'ont bougé. Seule la Prusse de Bismarck a ostensiblement soutenu la Russie qui, militairement, n'avait nul besoin de son secours mais apprécie désormais le concours politique de Berlin et prend ses distances avec Paris. Où, de surcroît, Alexandre Herzen, qui a fondé avec Bakounine la revue *La Cloche*, y multiplie les diatribes contre le régime tsariste. Ne voulant voir dans les débuts de l'évolution libérale du régime que faux-semblants visant à repeindre l'autocratie de couleurs trompeuses, il continue, depuis la publication, en 1855, de *Le Peuple russe et le socialisme*, d'appeler à la révolution.

La redoutable habileté politique de Bismarck, qui contraste avec les fréquentes balourdises napoléoniennes, parvient à rendre Alexandre II favorable aux ambitieux objectifs territoriaux de la Prusse dès lors qu'ils se concentrent vers l'ouest et vers le centre de l'Europe. Peu après la décisive bataille de Sadowa, le 3 juillet 1866, à la suite de laquelle l'Autriche vaincue se voit éliminée de toute influence en Allemagne, le kronprinz Frédéric et le « glorieux » général Edwin von Manteuffel se rendent à Saint-Petersbourg afin de parachever l'échange conçu entre Bismarck et Gortchakov : la Russie ne fera pas obstacle à la création d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, première étape de l'unité allemande sous l'égide de la Prusse ; en contrepartie, la Prusse s'engage à œuvrer en faveur de la révision du « cauchemardesque », selon le mot d'Alexandre II, traité de Paris et notamment de la réouverture de la mer Noire à la marine de guerre russe. Obnubilé par le « principe des nationalités », dont il se veut le champion en Europe, Napoléon III ne s'émeut nullement de cet accord et approuve d'ailleurs Bismarck dans sa politique d'unification de l'Allemagne.

Du reste, son attention se trouve alors polarisée par la catastrophique dégénérescence de l'expédition française au Mexique. Lancée en janvier 1862 afin de transformer un pays déchiré par la guerre civile en puissance catholique vassale de la France et vaguement rivale des États-Unis, elle doit maintenant solder son échec par le retrait de ses troupes et l'abandon de son protégé « l'empereur » Maximilien de Habsbourg – il sera fusillé par les républicains mexicains le 19 juin 1867. Jamais la France ne se sera autant déshonorée dans une opération internationale où elle n'avait que faire, laissant interloquées les autres nations européennes, dont la Russie...

Et une nouvelle bévue va encore dégrader les relations de Paris avec le tsar. Amateur de pompeuses réceptions, l'empereur des Français a convié ensemble « ses frères » russe et prussien à visiter l'exposition universelle « d'art et d'industrie » qui se tient du 1^{er} avril au 3 novembre 1867. Arrivé le 2 juin, Alexandre II va de fête en fête mais, lors de sa visite du palais de Justice, deux avocats, Charles Floquet et Maurice Joly – le premier deviendra président du conseil en 1888 – parviennent à s'approcher de lui et à l'interpeller hardiment : « Vive la Pologne... Monsieur ! » Les jours suivants, la police ne peut empêcher de jeunes Parisiens de le crier à plusieurs reprises sur son passage. Plus grave : le 6 juin, revenant, en calèche, d'une revue militaire à Longchamp en compagnie de Napoléon III, il essuie un coup de pistolet tiré presque à bout portant par un Polonais de 21 ans, Antoni Berezowski. Mais l'arme explose entre les mains du tireur en détournant la balle de sa cible. Dans l'entourage du tsar, on fait discrètement observer que les autorités françaises auraient peut-être pu éloigner de la capitale les réfugiés polonais les plus vindicatifs et « connus des services de police ». Napoléon III et Eugénie, craignant que le tsar n'abrège son séjour, redoublent de prévenance et le supplient de rester à Paris selon le programme prévu. Alexandre II se rend si facilement à leurs raisons qu'il va même jusqu'à prolonger sa présence à Paris au-delà du

calendrier convenu. Mais son amitié pour Napoléon n'y est pour rien : sa maîtresse Catherine Dolgorouki est venue discrètement le rejoindre après un long voyage en Italie. Ce qui soulève d'autres problèmes de protection pour la police française...

Le caractère erratique et imprévisible de la politique étrangère de Napoléon III, que Bismarck a encore ridiculisé en dévoilant ses tractations secrètes en vue d'obtenir l'appui de la Prusse pour annexer le Luxembourg, a détourné de la France la plupart des chancelleries d'Europe. De sorte que, lorsqu'en juin 1870 s'enfle un malentendu entre Paris et Berlin à propos de la succession d'Isabelle II sur le trône d'Espagne, la Russie, de même que l'Autriche et que l'Angleterre, déclarent leur neutralité en cas de conflit armé franco-prussien. Sourd à tous les avertissements et se berçant d'illusions devant le bellicisme de l'opinion publique que la presse impériale a elle-même alimenté, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet.

Après la rapide défaite française, la chute de Napoléon III, la proclamation de la république le 4 septembre et, dans la foulée, la formation d'un gouvernement « de la Défense nationale » présidé par le général Jules Trochu – « participe passé du verbe *trop choir* » s'esclaffe Victor Hugo – le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, envoie aussitôt Adolphe Thiers quémander de tardifs appuis à Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg. Partout l'accueillent de bonnes paroles mais, en résumé, « la France a voulu la guerre, qu'elle se débrouille », ou, en langage d'aujourd'hui, « elle a joué, elle a perdu ». Alexandre II, qui a plutôt manifesté sa sympathie à l'égard de la Prusse – Guillaume I^{er} est aussi son oncle maternel – traite un peu de haut l'émissaire français : il veut bien prêter son concours pour que s'engagent des pourparlers de paix, il s'adressera pour cela à Guillaume ; mais il déclare aussi que, de ce qu'il peut en connaître, les propositions allemandes lui paraissent « acceptables ».

La défaite française présente au moins un avantage pour la Russie : par une lettre circulaire aux puissances du 31 octobre 1870, Gortchakov fait savoir que son pays ne se sent plus lié par le traité de Paris de 1856, après que Napoléon III a si longtemps refusé de le rediscuter. La conférence de Londres du 13 mars 1871, qui réunit à peu près les mêmes participants, valide la position russe et offre ainsi au tsar un remarquable succès diplomatique.

Le 10 mai suivant, à Francfort, la France laissée seule dans son tête-à-tête avec la Prusse se soumet au diktat du vainqueur, principalement la perte de l'Alsace et de la Moselle, le versement d'une indemnité de guerre de cinq milliards de francs (soit environ trente-cinq milliards d'euros) étalée sur trois ans et l'occupation de six départements du nord durant la même période. L'Europe peut s'étonner : voilà un pays qui, depuis près de vingt ans, clairotte son ambition de réviser « par le haut » le « honteux » traité de 1815 et qui, en fin de compte, le révisé par le bas en cédant des provinces, non pas issues des guerres de la Révolution mais françaises depuis Louis XIV. Triste dénouement du « printemps des peuples »...

Quelques semaines plus tard, dans une France blessée, démoralisée et isolée, la comtesse de Ségur publie son dernier roman, au titre que l'on peut espérer prémonitoire, *Après la pluie, le beau temps...* Lequel va mettre un peu de temps à se lever. Car si Gortchakov, maintenant quelque peu inquiet de l'arrogance croissante de Bismarck comme du poids que prend l'Empire allemand, proclamé le 18 janvier 1871 dans la galerie des glaces du château de Versailles, privilégierait bien un rapprochement avec la France, Alexandre II continue de s'en méfier : après l'imprévisible Napoléon III, voici la non moins imprévisible république, dont la révolte de la Commune, du 18 mars au 28 mai, a donné la mesure de la dangerosité. Le tsar préfère donc, à l'incertaine et aventureuse amitié française, garantir la paix du continent et conserver les mains libres en mer Noire par une « Entente des trois empereurs » qui le lie à Guillaume I^{er} et à François-Joseph. Tous trois

verraient d'un bon œil se réaliser en France la restauration monarchique dont il est alors fortement question. L'héritier du trône, le comte de Chambord, a réuni sur son nom l'unanimité des royalistes, y compris des princes d'Orléans descendant de Louis-Philippe ; la majorité de l'Assemblée nationale lui serait également favorable du moment qu'il accepterait quelques concessions sur la nature parlementaire du futur régime et sur la couleur du drapeau national ; la république, proclamée à la sauvette le 4 septembre 1870, n'est encore que provisoire. En mai 1872, se rendant comme chaque année à Ems (aujourd'hui Bad Ems en Rhénanie-Palatinat) pour y « prendre les eaux » selon la mode du temps, Alexandre II propose de faire un détour par l'Autriche afin d'y rencontrer le comte de Chambord, si possible en compagnie de François-Joseph ; ils examineraient ensemble comment faciliter le retour de la légitimité en France. Le tsar a déjà conçu une sorte d'échange avec la nouvelle France monarchique : connaissant l'aversion que porte le chef de la maison de Bourbon à l'Empire ottoman, surtout pour une question religieuse, il troquerait une reconnaissance par « Henri V » des droits russes sur la mer Noire et les détroits contre un peu plus de tolérance en faveur des catholiques polonais. Mais l'intéressé refuse : une telle entrevue, qui ne pourrait demeurer secrète, perturberait les pourparlers en cours entre la France et l'Allemagne pour la libération du territoire. De surcroît, elle servirait de prétexte à Bismarck – très hostile à une restauration monarchique en France qui serait synonyme d'un pouvoir fort – pour durcir son attitude dans les négociations. Enfin, le prince ne veut pas devoir son trône, même pour partie, à un marchandage international qui rappellerait la déplorable image du retour « dans les fourgons de l'étranger ».

Quoiqu'il en soit, républicaine ou monarchique, comme après 1815, la France se relève beaucoup plus vite qu'on n'aurait pu croire. Elle parvient à s'acquitter avec anticipation du paiement de l'indemnité de guerre et obtient ainsi le retrait des troupes allemandes d'occupation en septembre 1873. De

plus, elle commence à se réarmer puissamment sur fond de discours nationalistes en faveur de la récupération des provinces perdues. Bismarck s'en irrite et, dès janvier 1875, envisage d'y mettre le holà par la force. De sa résidence autrichienne, le comte de Chambord écrit à Alexandre II pour le prier d'en dissuader son cousin Guillaume. Il écrit aussi à Élie de Gontaut-Biron, ambassadeur de France en Allemagne et fils de celle qui fut sa gouvernante quand, enfant, il portait le titre de duc de Bordeaux. Le maréchal de Mac Mahon, président de la République depuis mai 1873, intervient parallèlement auprès de Gortchakov par l'intermédiaire du général Le Flô, redevenu ambassadeur de France en Russie car la république naissante recourt largement à l'ancien personnel de la monarchie de Juillet. Réceptif à ces démarches, Alexandre II, de nouveau sur la route d'Ems, s'arrête à Berlin. Il obtient alors de Guillaume, lui aussi sensible aux messages reçus de l'héritier du trône de France et du légitimiste Gontaut-Biron, qu'il éteigne le feu de son chancelier. Trois monarques, en fonction ou en exil, viennent ainsi de sauver la mise à la république, où l'on publie alors la première édition en un seul volume du *Capital* de Karl Marx...

Au cours des années suivantes, perturbées une nouvelle fois par des révoltes dans les Balkans, le soutien russe aux peuples slaves qui veulent se libérer de l'emprise turque, le tout entraînant d'autres conférences internationales, la France ne joue qu'un rôle très effacé, pour ne pas dire nul même si ses ministres ou ses ambassadeurs sont conviés à toutes les tables de négociation. Ses problèmes internes l'emportent sur tout et elle a perdu son rang de grande puissance incontournable.

L'Europe s'agite sans elle et voit se constituer en son centre une potentielle « superpuissance » fondée sur l'alliance austro-allemande nouée à Vienne le 7 octobre 1879, dite de la « Duplice ». Malgré la menace que celle-ci pourrait représenter pour la Russie, Alexandre II demeure fidèle à l'entente des trois empereurs qui lui paraît constituer la meilleure digue contre le surgissement, qu'il redoute plus que tout, de nouveaux

mouvements révolutionnaires. Avec l'âge – il vient d'avoir soixante et un ans –, le tsar libéral, initiateur, selon les mots d'Hélène Carrère d'Encausse, d'une *perestroïka* préfigurant celle de Gorbatchev, entre en lui-même et se réfugie dans un certain conservatisme. S'il envisage encore de doter la Russie d'une Constitution introduisant une dose de régime représentatif, il estime que, sur le plan international, le concert des têtes couronnées apporte le meilleur gage de stabilité et de paix.

Mais l'entente des trois empereurs n'implique pas nécessairement l'entente des trois gouvernements. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, un mouvement général, inauguré en Angleterre quelques cinquante ans plus tôt, transfère progressivement le pouvoir du chef de l'État au ministère. C'est particulièrement vrai en Allemagne avec Bismarck et, de façon plus oscillante, en Autriche depuis l'influence de Metternich et la création, en 1848, de la fonction de ministre-président. Elle est alors exercée par Eduard Taaffe, presque aussi autoritaire et conservateur que son collègue allemand, et dont les historiens ont trop souvent négligé le rôle dans l'histoire européenne de cette fin de siècle.

Sûr de sa force, de celle de l'Empire allemand et de ses bonnes relations avec Taaffe, Bismarck ne ménage pas spécialement la Russie, s'étant déjà mis en travers de ses ambitions panslaves lors du congrès de Berlin de juin 1878, et menant maintenant contre elle une véritable guerre douanière. Gortchakov alerte le tsar sur les visées purement égoïstes de l'Allemagne : « continuer de compter sur cette alliance serait pure illusion ». Peine perdue, Alexandre II n'en démord pas.

Quant à sa crainte du terrorisme, l'histoire ne tarde pas à lui donner raison, à ceci près que le danger majeur venait de l'intérieur de l'Empire et non des fantasmées filières révolutionnaires excitées par la France républicaine ou les partisans polonais. Le 13 mars 1881, revenant d'une parade militaire qui, ironie du sort, ressemblait à celle de Paris qui lui avait valu un coup de pistolet, il reçoit cette fois une bombe jetée par des

activistes révolutionnaires tout ce qu'il y a de plus russe. Et y succombe. Sans avoir encore eu le temps d'aller applaudir Sarah Bernhardt, qui effectue bientôt chez lui une « tournée triomphante ».

Son fils cadet – l'aîné étant décédé en 1865 – et successeur, Alexandre III, âgé de trente-six ans, considère l'attentat comme le fruit d'une trop grande permissivité du régime et proclame, dans un manifeste du 29 avril suivant, que seul le système autocratique peut préserver l'ordre et la justice. Le 18 juin, il confirme l'entente des trois empereurs tandis que, le 20 mai 1882, la « Duplice » se mue en « Triplice » avec l'adhésion de l'Italie, unifiée grâce à Napoléon III, mais qui redoute que ses ambitions coloniales en Afrique du Nord ne se heurtent à la forte présence française dans la région. Or l'Allemagne et l'Autriche lui promettent de la secourir pour le cas où la France, qui jette alors son dévolu sur la Tunisie, l'attaquerait. Jamais cette dernière ne s'était trouvée aussi isolée depuis qu'elle n'est plus la puissance dominante en Europe. Seule l'Angleterre victorienne demeure vaguement son alliée, non sans quelque distance et, le cas échéant, au prix fixé par Londres.

Pour sortir de la nasse, Paris n'a d'autre option que de faire les yeux doux à Saint-Pétersbourg, nonobstant l'autocratie détestée par la république et le peu d'attrait du nouveau tsar pour un pays toujours aussi peu fiable. Avant, finalement, de consentir à s'allier avec lui... mais du bout des doigts.

Vers une alliance... en filigrane

Afin de se rapprocher de la Russie, la France doit commencer par montrer patte blanche. C'est pourquoi son gouvernement débat gravement du choix de son représentant au couronnement d'Alexandre III, prévu pour le 26 mai 1883. Jules Grévy, président de la République qui a succédé à Mac Mahon en janvier 1879, pourrait bien s'en aller lui-même. Mais il n'est pas d'usage que les monarques étrangers se rendent à la cérémonie car ils se trouveraient placés au-dessous de celui que l'on couronne. Cela vaut-il pour un président de la République ? Oui, estime-t-on car il est, lui aussi, chef d'État. Au surplus un libre-penseur, de tendance radicale et qui a annoncé sa totale soumission au régime représentatif ne serait pas du meilleur effet dans la cathédrale de l'Assomption de Moscou, le Reims des tsars. On convient donc d'envoyer William Waddington. Ministre des Affaires étrangères de décembre 1877 à février 1879, il participa au congrès de Berlin de juin et juillet 1879 au cours duquel l'Angleterre pesa de tout son poids pour contenir l'influence russe dans les Balkans et où la France se fit plutôt discrète. Devenu ensuite, durant dix mois, président du Conseil, ce protestant d'origine écossaise a montré, dans un contexte politique houleux, pas mal de souplesse et d'ouverture d'esprit. Ce n'est donc pas un mauvais choix pour essayer d'entretenir le tsar du désir de la France de se rapprocher de la Russie. La tâche pourrait d'ailleurs lui être facilitée par Nicolas de

Giers, le ministre des Affaires étrangères qui vient de succéder à Gortchakov, dont il était l'adjoint. Né russe, en 1820, mais issu d'une vieille famille suédoise ayant quelques ascendances françaises, il agit avec prudence, cherchant toujours à bien repérer d'où vient le vent. Sa mission est d'autant plus délicate que le tsar demeure sous l'influence de son ancien précepteur, Constantin Pobiedonostsev, devenu procureur général du Saint Synode – de fait le véritable chef de l'Église orthodoxe russe –, un ultraconservateur défiant envers toute forme de progrès et regardant encore la France comme un diabolique foyer révolutionnaire. Heureusement, sous la cuirasse d'un autocrate fermé aux idées nouvelles, Alexandre III sait écouter et discuter avec franchise les avis qu'on lui présente. Ainsi reçoit-il Waddington avec intérêt et, après avoir enregistré ses bonnes paroles, admet-il que la Russie et la France devraient approfondir leurs intérêts communs. Mais il se voit mal conférer avec des gouvernements météores, dont on ne peut savoir qui, demain, les animera, avant de tomber à leur tour. Depuis son arrivée au pouvoir, deux ans auparavant, la France a déjà usé cinq ministères. Aussi Alexandre III martèle-t-il ce conseil à Waddington : « Ayez de la stabilité, de la stabilité avant toute chose ! » Autrement dit, ce que la république parlementaire, en proie à la domination des partis, aura le plus de mal à assurer.

Ce que mesure parfaitement le nouvel ambassadeur de France, le général Antoine Appert. Une nomination pourtant surprenante : officier ayant participé à la guerre de Crimée, puis major-général de la garde impériale, puis président d'un tribunal spécial pour juger les militaires qui faisaient partie des « Communards », puis commandant d'un corps d'armée, il ne possède aucune expérience diplomatique. Et le voilà qui se révèle comme le plus efficace instrument de réduction de la méfiance du tsar à l'égard de la France républicaine. Peu après son arrivée à Saint-Pétersbourg, il écrit à son ministre, Challemel-Lacour, que « si la Russie était aussi assurée de la solidité du gouvernement français en face d'un parlement aux

réactions incontrôlables, l'attitude du tsar changerait du tout au tout : il s'éloignerait de Berlin pour se rapprocher de Paris ».

Il est vrai que la Prusse bismarckienne mène alors la vie dure à la Russie. Pour le « chancelier de fer », marxiste qui s'ignore, seuls les rapports de force gouvernent le monde et, spécialement, les nations. L'amitié, la solidarité, la fidélité n'existent pas en la matière. Il ne s'agit là, comme le pensent aussi Marx et Engels, que de « superstructures » idéologiques qui camouflent, sous leur moralisme, la réalité d'airain de la seule relation qui comptât jamais dans l'histoire des sociétés, celle du dominant et du dominé. À bien y regarder, Machiavel ne disait pas autre chose, et Bismarck a fait du *Prince* son livre de chevet. Pour lui, la diplomatie, comme toute la politique, obéit à cette indomptable exigence. Que renforce, dans le cas présent, la perspective de hisser l'Allemagne à la place de première puissance en Europe, et même dans le monde. Point besoin, pour cela, de ronds de jambe entre monarques dans des congrès sans fin. Il faut au contraire s'imposer, intimider le partenaire, le mettre devant le fait accompli et n'en rien démordre après avoir poliment écouté ses doléances. Si Bismarck déteste la France, il méprise la Russie, dont il estime qu'elle lui mangera d'autant mieux dans la main qu'il se montrera plus impitoyable avec elle et que le tsar, dernier avatar d'une race épuisée, s'y soumettra au nom de sa pauvre croyance dans les rutilantes célébrations d'entraide entre empereurs coupés de la réalité des vrais enjeux.

Aussi bien Berlin conduit-elle une politique économique défavorable à la Russie, que Bismarck veut appauvrir, non seulement, comme on l'a vu, par sa très agressive politique douanière et protectionniste mais surtout, à partir de 1884, en asséchant le financement de l'industrie russe en plein essor par des emprunts auprès des banques allemandes.

La France disposerait-elle alors d'arguments suffisants, y compris financiers, pour faire basculer la Russie de son côté ? Appert y travaille avec ardeur et bénéficie pour cela d'une aide rarement mentionnée : l'amitié

qu'ont tissée son épouse, Élinor, et l'impératrice Marie Féodorovna, toutes deux d'origine danoise et norvégienne. Née Marie Sophie Frédérique Dagmar de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg – soit un des plus remarquables noms à rallonge des familles princières du temps – la deuxième nourrit un fort ressentiment anti-allemand depuis que la Prusse s'est emparée par la force, en 1866, de son duché familial de Schleswig-Holstein. Un ressentiment que la première, née Élinor Recha Hoskiaer, ne manque pas d'entretenir sur les conseils de son ambassadeur d'époux.

Mais celui-ci, alors que toute l'Europe bruisse – et bruissera encore pendant trente ans – d'un inévitable deuxième conflit armé entre l'Allemagne et la France, avertit son gouvernement du faible secours que pourrait apporter la Russie en de telles circonstances : dans un rapport adressé en novembre 1884 à son ministre – maintenant Jules Ferry, également président du Conseil – il signale que l'armée russe, en dépit de sa puissance reconnue, « n'est pas plus en mesure que par le passé de se mobiliser promptement car ses régiments sont disséminés à des distances énormes (...) Ils manquent en outre de matériel de transport et d'équipement pour une longue route ». En d'autres termes, l'intendance russe est aussi famélique que la française durant la guerre de Crimée. Plus grave : les chemins de fer russes, encore embryonnaires, ne comportant le plus souvent qu'une seule voie, s'avèrent impropres à la rapide mobilisation de masse que nécessiterait une riposte efficace à une agression austro-allemande. Bismarck fait alors construire un réseau ferré étroitement maillé et bientôt apte à verser sur n'importe quel front une armée bien équipée, puisée dans une des populations les plus denses d'Europe.

Bien que conservant son rapport secret vis-à-vis des autorités russes, Appert ne manque pas de réitérer sans relâche ses analyses géo-politico-stratégiques auprès de Giers, qui s'y montre de plus en plus sensible et attend le moment propice pour en convaincre son maître.

Hélas pour ce prometteur horizon, la III^e République a hérité du Second Empire son incomparable art de la bévée.

C'est d'abord, en janvier 1885, l'annonce d'une mesure de grâce pour le prince Pierre Kropotkine, anarchiste et terroriste qui, chassé de Russie, a fomenté, en octobre 1882, dans cette France qui lui avait donné refuge, un attentat dans un restaurant lyonnais qui provoqua la mort d'un employé. On le condamna pour cela à cinq ans de prison, une peine jugée trop faible à Saint-Pétersbourg mais dont on n'aurait rien dit si, maintenant, l'auteur de l'acte et ses complices n'allaient être libérés. Appert a beau expliquer, embarrassé, que cette mesure s'inscrit dans celle, plus générale, de l'amnistie des criminels de la Commune, l'entourage du tsar éprouve bien du mal à établir la relation.

C'est, en second lieu, l'annonce, en mai 1886, du remplacement du général Appert par un certain général Billot, sans que le gouvernement français ait pris la peine de consulter Nicolas de Giers. La décision résulterait exclusivement de la nécessité pour le cabinet Freycinet – le huitième depuis 1881 – d'offrir quelques têtes à la gauche parlementaire afin d'acheter sa neutralité. Le tsar s'en offusque personnellement et charge Giers de faire savoir son étonnement par le truchement de l'ambassadeur russe en France, le baron de Mohrenheim. Curieusement, Freycinet, si docile à l'intérieur pour conserver sa position, joue à l'étranger les hommes d'État indépendants et confirme la nomination. Ce qui entraîne une vive réaction du tsar ; non seulement il récusé Billot, que tout cela dépasse, mais il rappelle aussi Mohrenheim et déclare que, dorénavant, un simple chargé d'affaires suffira de part et d'autre. En observateur intéressé de cette petite tragicomédie, Bismarck peut rire sous cape. En vérité, les rapports entre la France et la Russie trébuchent une fois de plus sur des questions de classe et de légitimité dynastique. Alexandre I^{er}, à Tilsit, ne pouvant dignement s'abaisser devant « un petit caporal », accepta néanmoins, à son corps défendant et pour l'intérêt de son empire, de traiter avec lui. Son petit-

neveu, dans une position comparable mais pour un enjeu tellement plus faible, refuse de se faire imposer une nomination par un éphémère dirigeant républicain.

Survient, en troisième lieu, l'épisode du général Boulanger. Ministre de la Guerre dans le cabinet Freycinet depuis janvier 1886, maintenu à son poste dans le cabinet Goblet en décembre, il ne cesse de se répandre en déclarations fracassantes contre l'Allemagne, ce qui lui vaut une grande popularité et le surnom de « général Revanche ». Paulus, grande vedette du café-concert, chante en son honneur une des chansons patriotiques qui connaîtra le plus de succès dans l'histoire de France, *En revenant de la Revue* (paroles : Lucien Delormel et Léon Garnier, musique : Louise-César Desormes). La presse « nationale » l'encense, ce qui excite aussi les journaux allemands, qui se mettent à dénoncer l'agressif coq gaulois. Le tsar et son ministre estiment alors qu'une alliance avec la France représenterait, pour un aussi sulfureux personnage et pour tous les excités qui l'acclament, une vive incitation à se lancer dans une guerre contre l'Allemagne. Saint-Pétersbourg reprend donc ses distances avec Paris.

Le chargé d'affaires français, Oliver d'Ormesson ne ménage pas sa peine pour tenter de combler le fossé. Charmeur, il s'attire les bonnes grâces personnelles de Giers. C'est un début. Autre soulagement : depuis le 30 mai 1887, le général Boulanger ne fait plus partie du gouvernement que dirige le conciliant et peu remuant Maurice Rouvier. La coqueluche des bonapartistes et des orléanistes mêlés continue cependant d'activer un mouvement nationaliste et belliciste. On craint même une tentative de coup d'État contre la république avec l'aide de ceux qui, selon le mot de Jacques Benoist-Méchin, « sont toujours à la recherche d'un soldat capable de la renverser (...) avec du sang de Brumaire dans les veines ».

La fièvre boulangiste se calme peu à peu tandis que la cote de la France remonte en Russie. Le 6 septembre 1887, dans un contexte de liberté croissante de la presse, les *Nouvelles moscovites* publient un long article qui

en atteste : « Les intérêts de l'Allemagne exigent une Russie faible. Les intérêts de la France veulent au contraire une Russie forte (...) Toutes les coalitions des puissances européennes renferment un germe d'antagonisme et de méfiance, sauf celle de la Russie et de la France qui est naturelle. » Chateaubriand ne disait pas autre chose... Un mois plus tard, Giers rouvre les discussions avec Paris en vue de l'affectation d'un ambassadeur de plein exercice. Ce sera Paul de Laboulaye, qui fut déjà premier secrétaire à Saint-Pétersbourg et y a laissé un excellent souvenir. Le tsar l'accueille chaleureusement mais déplore encore les turbulences françaises – le président Grévy, compromis dans un trafic de décorations, a dû démissionner : « Vous traversez des épreuves qui vous empêchent d'avoir de l'esprit de suite dans votre politique et qui ne nous permettent guère de marcher avec vous. » Alexandre III et sa garde rapprochée éprouvent toujours du mal à comprendre un pays si versatile qui, hier, plébiscitait un dictateur friand d'aventures militaires inconsidérées, aujourd'hui se vautre dans les crises ministérielles à répétition selon les fougades d'un Parlement qui ne sait s'il est conservateur ou révolutionnaire. Le cabinet Rouvier est le dixième depuis 1881, et chute, lui aussi, après sept mois d'exercice...

Mais la politique financière de Bismarck, qui réserve tous les capitaux allemands aux investissements en Allemagne, nuit gravement à l'économie russe. Elle aussi en pleine modernisation, elle manque cruellement de ces précieux capitaux en raison d'un système bancaire trop peu développé. Il lui faut donc se tourner vers les pays disposant de banques puissantes et accoutumées aux lucratives prises de risques, autrement dit vers l'Angleterre (première puissance économique et financière mondiale), la France (troisième, après les États-Unis et devant l'Allemagne) et les Pays-Bas, puissance de deuxième ordre mais disposant d'un réseau bancaire particulièrement dynamique et internationalisé. On peut lire dans *Le Nouveau Temps* du 8 décembre 1887 : « Si l'on veut faire face aux nécessités actuelles, il faudra nouer de nouvelles relations financières au-

dehors et mettre à profit les sympathies du peuple français à notre égard (...) s'affranchir du joug financier de Berlin (...) la lutte économique étant inévitable, il n'y a plus de concession à accorder. »

Ivan Vichnegradski, ministre des Finances depuis le début de l'année, entame des démarches auprès de ses homologues des trois pays susvisés. L'accueil le meilleur, et le plus rapide, vient du français Pierre Tirard, également président du Conseil.

La Russie est alors très à la mode en France. Bien que publié voilà plus de dix ans, le roman de Jules Verne, *Michel Strogoff*, compte encore de nombreux lecteurs, de même que l'ensemble de l'œuvre de la comtesse de Ségur, « née Rostopchine » et morte en 1874. Parue en 1879, la traduction française de *Guerre et Paix* de Léon Tolstoï a réveillé la nostalgie des gloires de l'Empire tout en offrant aux Français une vision plutôt touchante du peuple russe et, plus encore, le désir, toutes choses égales par ailleurs, d'un nouveau Tilsit. Tourgueniev, disparu en 1883 et qui résidait en France depuis 1857, était devenu l'ami de Gustave Flaubert, d'Émile Zola, d'Alphonse Daudet, d'Edmond de Goncourt... Sa pièce de théâtre, *Un mois à la campagne*, montée en 1879, se joue toujours régulièrement sur les scènes de Paris et de province. Avec *Le Roman russe*, paru en 1886, l'académicien Eugène-Melchior de Vogüé fournit un large tableau de la littérature russe depuis les origines ; il en montre la richesse créative et la diversité, signale les valeurs de compassion et de tolérance qu'elle porte souvent, met en lumière ses récentes audaces qui tranchent avec le conformisme que l'on pourrait souvent reprocher à la littérature occidentale. Son amie, l'écrivaine féministe et salonnière Juliette Adam, utilise largement *La Nouvelle Revue* qu'elle a créée en 1879 pour faire connaître la culture russe et pour plaider en faveur d'une alliance des deux pays.

Par les ballets que chorégraphie Marius Petipa, un Marseillais devenu russe, la France découvre une tout autre approche de la danse classique, ce

qui relance son intérêt. En 1887 le Kirov projette d'effectuer sa première tournée à l'étranger et choisit la France, avec au programme *Le Lac des cygnes* sur la musique de Tchaïkovski et le livret de Begitchev. Tout cela contribue à transformer et à valoriser l'image d'un pays encore souvent regardé comme archaïque. Le gouvernement français juge donc bon pour sa popularité de répondre favorablement aux propositions venues de Saint-Pétersbourg. Le temps de tout mettre en place sur le plan technique et le premier emprunt de l'État russe est émis à l'intention des banques et des épargnants français le 10 décembre 1888, pour un montant de 500 millions de francs (trois milliards et demi d'euros), au taux de 4 %, amortissable par tirage au sort avec une dernière tranche prévue pour... 1969. Il doit servir à financer des milliers de kilomètres de voie ferrée, notamment pour un train transsibérien, ainsi que des industries chimiques et minières alors en plein essor. Formidable succès : soutenu par toutes les grandes banques de Paris, notamment le Crédit lyonnais, la Société générale, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie financière des Frères Rothschild... il est souscrit en deux jours. Dix-sept autres suivront jusqu'en 1909.

L'alliance financière prélude-t-elle à une alliance politique, voire militaire ? Guillaume I^{er} est mort le 9 mars 1888. Son fils Frédéric III est mort trois mois plus tard, laissant lui aussi le trône à son fils, Guillaume II, pour lequel le tsar n'éprouve aucune sympathie, déplorant chez lui « des manières de cabotin » et l'estimant encore plus imprévisible que feu Napoléon III ou que la république. La tsarine l'exècre. Alexandre III semble donc s'apprêter à accomplir quelques pas vers la France lorsqu'un curieux incident paraît pouvoir tout remettre en cause.

Jusqu'ici principalement occupé par la maîtrise et l'aménagement de ses immenses territoires asiatiques, ainsi que par ses multiséculaires démêlés avec l'Empire ottoman, l'Empire russe n'avait prêté aucun intérêt à l'Afrique et laissait donc les autres puissances – Allemagne, Belgique,

France, Italie, Portugal et Royaume-Uni – se partager le contrôle du continent conformément au traité de Berlin du 26 février 1885.

Or voici que, le 7 janvier 1889, un navire autrichien débarque à Tadjourah, sur la côte somalienne, une troupe de Cosaques commandée par un aventurier du nom de Nicolas Achinov, dont il n'a jamais été parfaitement établi s'il a agi seul ou s'il a bénéficié d'un vague encouragement de son gouvernement. Lui et ses cent cinquante hommes prennent possession d'un fort abandonné par les Italiens ; ils hissent le drapeau russe à son sommet et baptisent l'endroit « Nouvelle Moscou ». Or les lieux dépendent du territoire d'Obock (aujourd'hui République de Djibouti) sous protectorat français. Les représentants de celui-ci n'y voient nul malice, convaincus qu'il s'agit d'une mission officielle, à visée scientifique et religieuse qui ne restera là que peu de temps. Mais elle s'incrute, provoquant, le 30 janvier, l'intervention d'un détachement français demandant aux Cosaques de baisser leur pavillon et de bien vouloir indiquer la date de leur départ. Devant le refus d'Achinov, l'affaire monte, par télégraphe, jusqu'à Paris puis jusqu'à Saint-Pétersbourg, où le tsar nie toute implication et donne carte blanche au gouvernement français pour se débarrasser des squatters comme il l'entend. Le 17 février les Français bombardent le fort, qui capitule instantanément, puis réexpédie par bateau la garnison vers son pays d'origine : fin paisible de l'incident qui, dans un autre climat entre Paris et Saint-Pétersbourg, aurait pu fournir une préfiguration de ce que sera l'affaire de Fachoda entre l'Angleterre et la France neuf ans plus tard.

Trois mois après, la France a l'occasion de rendre sa politesse à la Russie : le 29 mai 1890 la police découvre, chez une quinzaine de réfugiés russes en région parisienne, tout un arsenal, notamment des bombes et des explosifs destinés à un ou plusieurs attentats contre le tsar. En plus de la procédure judiciaire qui s'ouvre, le ministre français de l'Intérieur, Léon Bourgeois, décide de faire étroitement surveiller les émigrés russes établis

en France en inscrivant tous ceux dont le comportement semble douteux sur un fichier spécial. L'apparition des premiers « fichés S » de l'histoire donne pleine satisfaction à Alexandre III : « La France a donc un gouvernement ! » Il se dit toutefois déçu par les peines prononcées en juillet contre les terroristes interpellés : trois ans de prison ferme.

Alors que Mohrenheim souligne dans ses dépêches la sympathie croissante inspirée par la Russie à l'opinion publique française, son homologue Laboulaye croit le moment venu d'aller un peu plus loin. En janvier 1891, il suggère l'idée d'une visite cordiale de la flotte de guerre française à Cronstadt. Acceptée. L'entourage du tsar se passionne alors pour les questions de protocole : le souverain russe devra-t-il recevoir en personne les officiers en visite ? Et si oui, à bord d'un navire de quel pavillon ? Quel hymne fera-t-on jouer ? *La Marseillaise*, ce chant révolutionnaire et xénophobe ? Sinon, par quoi le remplacer ?

L'escadre française, commandée par le contre-amiral Alfred Gervais, est magnifiquement accueillie. Le tsar, entouré de sa famille et de ses ministres, se rend à bord du navire amiral *Le Marengo*, un cuirassé encore à voile et à vapeur de la classe « Océan » ; il écoute, tête nue et au garde-à-vous, l'orchestre militaire russe exécuter une tonitruante *Marseillaise*, mais sans les chœurs afin d'éviter ces paroles qui fâchent, suivie du *Dieu protège le tsar*. Puis, chose plutôt rare, il prononce une petite allocution dédiée à « la haute figure » du président Sadi Carnot, qui a remplacé Grévy le 3 décembre 1887. Durant la dizaine de jours que la flotte française, toujours surnommée « la Royale », reste ancrée à Cronstadt, festivités et visites se succèdent, toujours en des lieux pavoisés aux couleurs des deux pays, bleu-blanc-rouge d'un côté, blanc-bleu-rouge de l'autre. À son départ, le 4 août, l'amiral Gervais ne croit pas déplacé d'inviter, en retour et au nom du président français, la marine russe à se rendre à Brest ou à Toulon.

Laboulaye aussi regagne la France, sans doute avec le sentiment d'avoir bien œuvré pour son pays. Son successeur, le comte Gustave de

Montebello, petit-fils du maréchal Lannes à qui il doit son titre de noblesse, veut battre le fer tant qu'il lui paraît chaud. Dès sa prise de fonction, il propose au tsar de concrétiser la bonne entente franco-russe, sinon par une convention en bonne et due forme, du moins par un échange de notes entre les deux chefs d'État. Mais il s'entend répondre qu'il n'y a pas lieu d'y mettre une précipitation excessive. Toutefois le contexte y pousse vivement : depuis le retour de « la Royale » dans ses ports, la presse française, pour une fois presque unanime, ne cesse de se féliciter de l'« admirable et irremplaçable amitié franco-russe ». À Saint-Pétersbourg et à Moscou, la France redevient furieusement à la mode, on veut en lire les derniers auteurs, on veut en déguster les charmes culinaires, les ventes de Champagne font un bond prodigieux. Alexandre III lui-même, d'ordinaire plutôt frugal, en encourage la consommation à la Cour. Mais il faut laisser à la légende, aussi jolie soit-elle, la transparence de la bouteille de Cristal pour éviter les poisons, et son fond plat pour qu'on n'y cache pas de bombe : l'opération aurait été techniquement impossible et Alexandre III, non plus qu'Alexandre II quand la cuvée fut créée, n'était pas obsédé à ce point par les attentats contre lui... Autre élément favorable à la concrétisation écrite de l'entente, la préoccupante évolution de l'Allemagne : Guillaume II a limogé Bismarck, considéré comme trop tendre... et l'a remplacé par le général Léo von Caprivi. Adeptes du culte de la suprématie militaire prussienne, il forme aux yeux du tsar un dangereux tandem avec le trop agité Guillaume II, dont on moque ici le militarisme d'opéra en le voyant monter dans un train avec des éperons d'argent à ses bottes !

Le 15 août, l'échange de notes proposée par Montebello se transforme – subtilité diplomatique – en échange de lettres entre Alexandre Ribot, président du Conseil et Nicolas de Giers : les gouvernements des deux pays conviennent de « se concerter sur toutes les questions de nature à mettre en cause la paix générale », précisant que « pour le cas où cette paix serait

effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des parties serait menacée d'une agression, ils s'entendraient sur les mesures à prendre immédiatement ». Cela reste encore flou mais l'avancée est indiscutable.

Hélas, comme si à chaque perspective de sensible rapprochement, un grain de sable venait s'insinuer dans les rouages, éclate en France le scandale du canal de Panama. Causé par la faillite de la Compagnie de Ferdinand de Lesseps qui, pour éviter la banqueroute, aurait corrompu des dirigeants politiques afin qu'ils incitent les épargnants à investir dans une affaire condamnée au naufrage. Ce qui impacte doublement les intérêts de la Russie : la Bourse de Paris s'est effondrée sous le poids de la défiance des épargnants, ce qui n'augure rien de bon pour un prochain emprunt russe ; et Mohrenheim est lui-même soupçonné par la presse d'avoir lui aussi touché des pots de vin. Le temps nécessaire à ce qu'une enquête le blanchisse et que le gouvernement français, maintenant d'Émile Loubet, présente ses excuses au gouvernement russe, les discussions peuvent reprendre comme si de rien n'était. La France veut conclure une véritable alliance politique et, surtout militaire. Bonne surprise : Alexandre III a fait fondre ses préventions. Le 17 octobre 1892, les chefs d'état-major respectifs des deux pays, les généraux Joseph de Miribel et Nicolas Obroutchev signent une convention militaire stipulant que si les puissances liées par la « Triple » mobilisent leurs armées, la France et la Russie feront aussitôt de même et se prêteront mutuellement assistance, sans qu'une concertation préalable soit nécessaire. En cas d'attaque de la France par l'Allemagne ou par l'Italie, « la Russie emploiera toute ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne ». En cas d'attaque de la Russie par l'Allemagne ou par l'Autriche, la France agira de même. Les forces des deux alliés « s'engageront à fond et en toute diligence, de manière à ce que l'Allemagne ait à lutter à la fois à l'Est et à l'Ouest ». La durée de l'alliance n'est pas précisée mais calquée sur la Triple qui, conclue en 1882, arrivera en échéance en 1902 et pourra être renouvelée. Les stipulations de la

convention paraissent donc claires, mais on peut s'étonner des estimations fournies quant aux « forces disponibles » : un million trois cent mille hommes du côté français, pour un pays de moins de quarante millions d'habitants, contre seulement « de sept à huit cent mille » du côté russe, pour un pays de cent vingt-huit millions d'habitants. Considérable déséquilibre, certes imputable aux lenteurs prévues de la mobilisation russe mais que ne corrige aucune clause de montée en puissance ultérieure. L'engagement russe reste donc en demi-teinte. Qui plus est, la réserve du tsar se traduit par son exigence que le texte de l'accord reste absolument secret, ce qui ne fait pas vraiment l'affaire de la France qui voulait le brandir aux yeux du kaiser. Puis sa ratification se fait attendre. Mais la visite, en septembre 1893 à Toulon, de l'escadre russe commandée par l'amiral Theodor Avellan, soulève le même enthousiasme que précédemment à Cronstadt. Alexandre III ratifie enfin l'accord le 27 décembre. Sadi Carnot, qui n'attendait que cela, appose sa signature dès réception du document, le 4 janvier suivant. Le texte en reste certes secret mais son esprit et sa substance générale sont devenus publics. En France comme en Russie, les milieux conservateurs et modérés s'en félicitent. Paris connaît une vague de russophilie sans précédent, non seulement en faveur de la littérature, du théâtre, de la musique et de la danse, mais aussi dans la mode et la gastronomie. Certains couturiers lancent la vogue des robes en fourrure assorties aux toques et au manchons de la même matière. *L'Illustration* du 9 juin 1894 lui consacre plusieurs pages de belles images. Pourtant, les belles Parisiennes n'y succomberont pas : « nous n'allons pas nous déguiser en ourses ! ». L'attrait pour la cuisine russe rencontre plus d'échos, avec l'ouverture de restaurants spécialisés, l'engouement pour le caviar et les plats hors de prix... Enchantés de ce renouveau du goût russe chez les Français, les grands-ducs Vladimir et Alexis, frères du tsar, viennent à Paris dépenser des sommes folles et alimentent les chroniques de leurs frasques, toutes pardonnées...

En échange, l'émigration vers la Russie connaît un regain d'intérêt, non plus pour l'aristocratie royaliste, mais pour des artisans, coiffeurs, parfumeurs, pâtisseries, couturiers... ouvrant boutique et cherchant fortune. Gouvernantes, précepteurs et cuisiniers français peuplent de nouveau les riches maisons de Saint-Pétersbourg et de Moscou.

La gauche, marginale et quasiment clandestine en Russie, plus étoffée en France, se montre davantage circonspecte devant cette république qui fraye avec le plus réactionnaire des régimes autoritaires. À Paris, la cinquantaine de députés socialistes élus en août et septembre 1893, emmenés par Jules Guesde et Jean Jaurès – qui en même temps se détestent – interpellent le gouvernement de Jean Casimir-Perier sur une alliance qui, pour eux, « sonne comme une déclaration de guerre », non pas à l'Allemagne mais « à la classe ouvrière ». À Saint-Pétersbourg, le journaliste Maxime Gorki – un pseudonyme qui signifie « amer » –, encore écrivain en herbe, ose, dans la revue littéraire *Le Messager du Nord*, s'insurger contre « le double jeu de Paris qui vante la démocratie républicaine et prête de l'argent au champion du despotisme », ce qui vaudra quelques semaines de prison à son auteur et la suspension de la revue. Il est vrai que les élites républicaines ont décidé de fermer les yeux sur la nature du régime tsariste. Elles ne réagissent même plus au triste sort de la Pologne, qu'Alexandre III a tout bonnement rayée de la carte, le déjà artificiel « royaume de Pologne » ayant été remplacé par la « province de Vistule » et le « gouvernement général de Varsovie ». Elles continuent en revanche de se jeter sur les emprunts russes : trois autres au taux de 4 % ont été lancés en 1889 et en 1890, puis encore trois au taux de 3 % entre 1891 et 1894, amortissables jusqu'en 1972. Pour un montant total de quatre milliards de francs (près de trente milliards d'euros) soit environ 8 % de la masse monétaire totale de la France, et près de 2 % du produit intérieur brut. Orchestré par de vigoureuses campagnes médiatiques, l'enthousiasme ne faiblit pas : « Prêter à la Russie c'est prêter à la France » lit-on sur des

affiches et dans les encarts des journaux « bourgeois » ; des cartes postales, des poupées russes, dont on découvre alors le charme, des tabatières, des stylos et même des jouets participent à la promotion des emprunts.

L'alliance est bien scellée mais elle ne revêt pas la même signification dans les deux capitales : à Saint-Pétersbourg, on la regarde comme une menace, une force de dissuasion qui détournera l'Allemagne de se lancer dans une nouvelle guerre ; à Paris, on considère au contraire celle-ci comme inéluctable et l'on compte sur le soutien de la Russie pour ouvrir un deuxième front. De surcroît, l'alliance ne jouerait pas si la France prenait l'initiative d'une agression afin de reconquérir l'Alsace et la Moselle derrière cette fameuse « ligne bleue des Vosges » dont on dit « y penser toujours, n'en parler jamais. » Comme le note justement Jacques Chastenet : « L'alliance, purement défensive, implique plutôt la renonciation tacite de la France à l'espoir d'une prochaine Revanche. »

Il ne suffit pas de conclure une alliance, il faut aussi la faire vivre, ce qui implique en premier lieu d'éviter de nouvelles sources de discorde entre les alliés. Les gouvernements des deux pays y prêtent désormais une scrupuleuse attention. Le 25 juin 1894, lors d'un déplacement à Lyon, Sadi Carnot, déjà victime de deux attentats manqués, est assassiné par un anarchiste italien. Alexandre III décrète un deuil national, ordonne des prières dans toutes les églises pour « recommander à Dieu l'âme du président vénéré de la nation amie », et envoie en France son ministre de la Police étudier comment les deux pays pourraient lutter de concert contre la vague terroriste et anarchiste qui, depuis quelques années, a déferlé sur l'Europe, spécialement en France et en Russie.

L'alliance nécessite également qu'on se mette bien d'accord sur ses modalités concrètes, et qu'on veille soigneusement à leur mise en œuvre. Pour ce faire, le général de Boisdeffre, qui a succédé en septembre à Miribel, décédé, comme chef d'état-major général, se voit chargé d'une mission de contact permanent avec le haut commandement russe. À ce titre,

il assistera en observateur aux grandes manœuvres qui se tiennent chaque année en août à Narva (aujourd'hui en Estonie). Sous la conduite de leurs respectifs ministres de la Guerre, les généraux Auguste Mercier et Piotr Vannovski, la France et la Russie, comme l'Allemagne, réalisent un vigoureux programme d'armement, d'équipement et d'entraînement de troupes de plus en plus nombreuses.

À sa mort, le 1^{er} novembre 1894, Alexandre III laisse un empire plus vaste que jamais mais aux frontières souvent difficiles à protéger, en voie de modernisation mais en proie à une contestation grandissante de l'autocratie, en paix mais menacé de nouvelles déflagrations en Europe.

La France honore le défunt avec emphase : drapeaux en berne et crêpes noirs sur tous les édifices publics ; vibrants éloges des présidents de la Chambre des députés et du Sénat saluant par-dessus tout le souverain du maintien de la paix et de l'amitié avec la France, puis suspendant la séance ; décret du gouvernement Charles Dupuy disposant que le pont sur la Seine projeté en face de l'hôtel des Invalides portera le nom d'Alexandre III ; message pour l'annoncer à la Russie de la part du président de la République élu le 25 juin précédent, Jean Casimir-Perier, qui entend par ailleurs redresser l'autorité du chef de l'État, sensiblement réduite par les jeux parlementaires. Alors qu'à l'inverse, le nouveau tsar, Nicolas II, vingt-six ans, fils aîné d'Alexandre III, offre a priori l'image d'un homme peu attiré par la vie publique et trop peu préparé à l'exercice du pouvoir, que son père n'aimait guère partager. Il ressent aussi, comme chacun en Europe, la montée des périls, dans ce continent trop étroit pour que vivent en bonne entente plusieurs puissances surarmées et comptant chacune un ou plusieurs motifs de passer à l'acte. Le règne de Nicolas, comme les présidences de Casimir-Perier, Félix Faure, Émile Loubet, Armand Fallières et Raymond Poincaré, traduit un grand désarroi devant tant d'alliances possibles, tant de conflits latents, tant d'hésitations et de contradictions mettant désormais le monde entier en péril.

Un imbroglio mondial

Et si l'on pouvait encore sauver la paix ? Rien n'est devenu inéluctable au mitan de cette dernière décennie du XIX^e siècle. Tout de suite intimidé et chapitré par l'entourage de son père, spécialement par Pobiédonostsev, Nicolas II en assume l'héritage dans son intégralité et le fait solennellement savoir lors de sa première déclaration officielle, le 17 janvier 1895. Dont, évidemment, l'alliance avec la France et son artisan Nicolas de Giers. Mais ce dernier disparaît à son tour le 26 janvier. La première grande décision du jeune tsar est de pourvoir à son remplacement. Il choisit le prince Alexis Lobanov-Rostovski, jusqu'ici ambassadeur à Constantinople et diplomate très expérimenté. Si son prédécesseur voyait dans la France républicaine une alliée nécessaire mais davantage imposée par les circonstances que par le cœur, lui se signale comme un ardent francophile, depuis toujours persuadé de la vocation des deux pays à marcher ensemble. Mais il place le maintien de la paix au-dessus de tout. Il s'attache donc à décriper les relations avec l'Allemagne, à relancer un dialogue avec l'Angleterre, un peu négligé au cours des dernières années, à user de diplomatie plutôt que de canonniers avec la Porte, enfin à s'ouvrir à la Chine en vue de faciliter la colonisation des régions extrême-orientales de l'empire. Mais il meurt après seulement dix-huit mois de ministère, le 30 août 1896. Son successeur, le comte Mouraviev, ne dispose pas de la même envergure ; homme de Cour

plus que de gouvernement, il renforce la tendance de son maître à l'indécision. Ainsi la perspective d'un voyage à Paris en octobre 1896 n'enchantait pas spécialement Nicolas II. Il a déjà, en janvier 1895, été choqué par la démission de Casimir-Perier causée par la volonté de celui-ci de tenir son rang au-dessus des partis pour le bien de l'autorité de l'État. Il s'interroge maintenant sur toutes les réactions qu'une compromission trop spectaculaire avec la France pourrait susciter en Europe. Mais son couronnement, le 20 mai 1896, dont on a surtout retenu le malheur d'une bousculade qui fit près de mille quatre cents morts, et sa maladresse de maintenir la suite des festivités, fournit une nouvelle occasion à la France de manifester son attachement à l'amitié russe. Le général de Boisdeffre, qui a déjà représenté la France aux funérailles d'Alexandre III, conduit une délégation qui compte surtout des militaires. Paul Déroulède, fondateur de la Ligue des Patriotes et acharné « revanchard », compose une sorte d'hymne à la « Russie éternelle » ; l'académicien François Coppée, qui fait un peu figure de poète officiel de la république aux côtés de Heredia, rédige un compliment en vers « aux cloches du Kremlin » dont il imagine déjà l'écho des cloches de France le jour où les deux pays devront combattre ensemble le même ennemi. Les journaux français abondent de portraits flatteurs du nouveau tsar, dont ils se plaisent à rappeler que, comme tous les enfants d'Alexandre III, il eut un précepteur français, Gustave Lanson, qu'il maîtrise parfaitement notre langue et qu'il en connaît la littérature en profondeur.

En octobre à Paris, l'horizon s'éclaire encore plus : l'accueil de la République aux souverains russes brise ce qui restait de glace. Dans ses propos le tsar en reste toutefois aux banalités, se conformant à l'exigence du secret des clauses de l'alliance de 1894 imposée par Alexandre III. Aucune déclaration finale n'ayant été publiée au départ de Nicolas II, certains s'interrogent sur la réalité concrète de l'alliance. Le socialiste Jean Jaurès, député du Tarn, déplore que les gouvernements osent faire mystère de

choses qui concernent nation et peuple en entier : « Faure (le président de la République) et Hanotaux (le ministre des Affaires étrangères) ont-ils le droit d'engager seuls notre pays ? »

Félix Faure se rend à son tour en Russie du 23 au 31 août 1897, où on l'accueille avec la même chaleur que connut Nicolas II à Paris vingt-deux mois plus tôt et selon un protocole presque identique. Jusqu'à la pose de la première pierre du pont de la Trinité qui, construit par une entreprise française, reliera les deux rives de la Neva. Mais Nicolas II parle toujours d'« amitié », jamais d'« alliance ». La France ressemble alors à une amoureuse guettant le geste magique : « Nicolas, dis-le-moi, ce mot que j'attends ! » C'est alors que, derrière les souverains, les diplomates retroussent leurs manches. Gabriel Hanotaux rédige le compliment final que Félix Faure dira au tsar sur le pont du *Pothuau*, le cuirassé qui l'a conduit à Cronstadt et à bord duquel il repart. Mouraviev donne son accord pour la formule : « deux nations amies et alliées », à laquelle Nicolas répond « alliance de deux puissances ». Ça y est, on y est !

Hélas, l'espoir que nourrissait Alexandre III et qu'entretient Nicolas II d'une France enfin stable, en ordre et tournant le dos à ses fantasmes révolutionnaires, s'écroule en octobre devant le pire spectacle de division nationale que l'on puisse imaginer en temps de paix : l'affaire Dreyfus. Ce qui, en l'espèce, inquiète le plus les dirigeants russes réside moins dans l'erreur judiciaire et la tentative des autorités de la camoufler que dans l'incroyable légèreté du ministère de la Guerre et de l'état-major français laissant, par manque de vigilance, un espion au service de l'Allemagne s'approcher de secrets militaires aussi cruciaux – en l'occurrence la mise au point d'un nouveau modèle de canon – puis se refusant à faire condamner le véritable coupable une fois démasqué, enfin dans l'ampleur stupéfiante prise par la polémique au point de discréditer toute une partie de la classe politique quand les Français devraient, plus que jamais, se serrer les coudes. Peut-on vraiment, en cas de turbulences internationales, compter sur un

allié pas même capable de maintenir un peu de cette autorité sans laquelle il n'y a pas d'État ? Consternée, la presse russe reproduit largement une lettre publique d'un certain colonel Lyautey : « On en arrive à ne plus croire du tout au sérieux de ce qui se passe en France et à ne plus gober ses corps constitués, sa justice, son administration, voire même ses conseils de guerre. »

Au cours de ces années, la Russie, encouragée en cela par l'Allemagne, regarde davantage vers l'Asie que vers l'Europe : la colonisation des territoires orientaux les plus éloignés allant bon train, le chemin de fer transsibérien progressant au même rythme, le gouvernement du tsar, suivant les préconisations de Mouraviev, fait avancer ses troupes, par mer et par terre, toujours plus loin vers le soleil levant. Elles prennent sous leur coupe la région de Mandchourie, dictent leur volonté à l'empereur de Chine Kouang-Siu et, surtout, s'emparent de Port-Arthur. Cet ancien port de pêche chinois, qui s'appelait autrefois Lüshunkou, porte dorénavant le nom d'un officier de marine anglais qui était venu y réparer sa canonnière en 1860. Considérée comme stratégique, la base navale fut fortifiée par les Chinois puis revendiquée par les Japonais. En avril 1895, la guerre menaçant, le cabinet de Saint-Pétersbourg a demandé à ceux de Berlin, de Londres et de Paris de se joindre à lui pour exiger du Japon qu'il renonce à Port-Arthur. Le premier accepte, le deuxième refuse, le troisième veut bien soutenir son allié en envoyant, depuis l'Indochine, trois navires de guerre croiser à proximité des eaux japonaises. Mais Tokyo cède avant leur arrivée à destination.

Simultanément, des massacres commis par les Turcs en Arménie provoquent une vive réaction russe et une presque aussi vive contre-réaction anglaise. Le gouvernement du tsar demande à la France quelle serait son attitude en cas de conflit entre les deux pays. Marcellin Berthelot, ministre des Affaires étrangères, assure Saint-Pétersbourg de son appui diplomatique mais non militaire. De 1896 à 1898, plusieurs révoltes

balkaniques ont menacé de dégénérer en conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Interrogé comme son prédécesseur, Gabriel Hanotaux revenu aux affaires a confirmé la position française.

En 1898, réponse du berger à la bergère dans un incident qui se déroule au Soudan égyptien. Rivaux dans leur colonisation de l'Afrique, l'Angleterre et la France ont eu la sagesse de conclure, le 14 juin à Paris, une convention de partage de leurs zones d'influence, mais qui s'avère insuffisamment précise. C'est ainsi que, trois mois plus tard, éclate l'incident de Fachoda, mettant face à face des troupes anglaises et françaises. Théophile Delcassé, qui a remplacé Hanotaux, s'en trouve fort embarrassé : par-dessus tout partisan d'une alliance étroite avec l'Angleterre, peut-il y sacrifier l'honneur national, que la presse française commence à agiter comme du temps d'Adolphe Thiers en 1840 ? Le ministre français croit trouver une porte de sortie en sollicitant l'appui de la Russie ou, du moins, sa médiation. Mauvaise surprise : Mouraviev lui conseille, afin de préserver la paix, d'évacuer Fachoda. Il est vrai que la turbulente république française vient d'envoyer un mauvais signal à son allié : le général de Boisdeffre, si chaud partisan de l'alliance russe et si apprécié des autorités de Saint-Pétersbourg, vient lui aussi d'être emporté par l'affaire Dreyfus. Après avoir été mis en cause dans le fameux « J'accuse ! » d'Émile Zola, le voilà contraint à la démission le 2 septembre 1898 avec la révélation de faux documents établis par des officiers d'état-major pour culpabiliser Dreyfus... Le 4 novembre, le chef de la mission française Congo-Nil, le capitaine Jean-Baptiste Marchand, reçoit l'ordre de quitter Fachoda.

Entre-temps inquiet de la multiplication des nœuds de crispations et des risques de guerre, le pacifique Nicolas II propose, le 24 août, la tenue d'une conférence internationale avec deux objectifs : le désarmement et l'obligation de recourir à l'arbitrage en cas de différend entre deux pays signataires. Mais dans cette Europe qui ressemble de plus en plus à un

chaudron bouillonnant, l'initiative du tsar est partout regardée comme utopique, à la manière de son arrière-grand-oncle Alexandre I^{er}. Mouraviev relance l'idée en janvier 1899 avec des ambitions revues à la baisse, ne faisant plus état que de « la limitation des armements » et des « voies se rapportant à la possibilité de prévenir les conflits ». Ouverte à La Haye le 18 mai, la conférence réunit vingt-six États : toutes les nations européennes, y compris la Porte, mais également les puissances en éveil, telles que les États-Unis, le Mexique, la Chine, le Japon, la Perse, le Siam... sans le Saint-Siège, ce qui en dit long sur l'évolution de son influence politique dans le monde – « le pape, combien de divisions ? » demandera Staline en 1935 – et sans les jeunes républiques d'Amérique latine, qui se sentent peu concernées. La question du désarmement n'est abordée que pour se voir immédiatement évacuée. En revanche, deux idées font leur chemin et aboutissent, le 29 juillet, à la conclusion de deux conventions porteuses d'avenir. La première, relative aux « lois et coutumes de la guerre », pose le principe que celle-ci ne permet pas tout, interdit certains types d'armes et de méthodes de combat ; elle connaîtra de nombreux prolongements. La deuxième précise les méthodes de médiation et d'arbitrage afin de prévenir, ou de résoudre, les conflits entre États ; elle prévoit pour cela la création d'une Cour permanente d'arbitrage, qui ne verra le jour qu'en 1907 à La Haye. La France et la Russie ont spécialement œuvré ensemble pour faire aboutir la conférence sur ce dernier point. La première y voit un moyen d'apaiser les rivalités coloniales en Afrique, la deuxième en attend la même chose pour l'Extrême-Orient. Voulant profiter de cette petite lune de miel, Delcassé se rend à Saint-Pétersbourg afin d'approfondir et de préciser l'alliance de 1894. Le 9 août, il convient avec son homologue Mouraviev de lui apporter deux modifications substantielles : sa durée, originellement tributaire de celle de la Triplice, devient illimitée ; son enjeu passe du « maintien de la paix générale » à celui de « l'équilibre entre les forces européennes ». Ce qui constitue à la fois une précision et une

restriction dans l'espace puisque l'objectif de « paix générale » peut concerner d'autres régions du monde que l'Europe.

L'exposition universelle de 1900, « bilan du siècle », tenue à Paris du 15 avril au 12 novembre 1900 fournit à la France une occasion supplémentaire de renforcer ses liens avec la Russie et à celle-ci d'afficher les considérables progrès techniques, notamment industriels, qu'elle a accomplis au cours des dernières années et qui doivent faciliter, en attirant la confiance des épargnants, les nouveaux emprunts qu'elle s'apprête à placer. La France n'est évidemment pas en reste d'amabilités. Le jour de l'ouverture de l'exposition, le président Émile Loubet, qui a succédé à Félix Faure le 18 février 1899, se rend en compagnie de l'ambassadeur de Russie, le prince Ouroussoff, qui a succédé à Mohrenheim en 1897, inaugurer le pont Alexandre III. Celui-ci débouche, rive droite de la Seine, sur l'avenue éponyme (renommée Winston Churchill en 1966) que l'on vient de percer entre le Grand et le Petit Palais, autres clous de l'exposition. Les autorités françaises espéraient la présence de Nicolas II mais la peur des attentats, qui affole Alexandra, en a dissuadé l'invité. Guillaume II, lui, souhaitait venir mais a compris qu'il ne serait pas le bienvenu ; il en tiendra rigueur au gouvernement français...

Les pavillons étrangers suscitant le plus de curiosité sont pourtant ceux de l'Allemagne – qui n'avait participé à aucune manifestation française depuis 1870 – et, bien sûr, de la Russie. On s'y extasie devant une gigantesque carte de France en mosaïque de marbres rares et de jaspe, avec indication de toutes les préfectures et sous-préfectures par l'insertion d'une pierre précieuse. « Les souscripteurs d'emprunts russes, ironise Jacques Chastenet, revoient là une petite partie de leur argent. » Le neuvième est lancé en mai 1901, avec un taux relevé à 4 %. On y souscrit avec le même empressement en dépit de rumeurs de corruption que fait circuler un journaliste russe installé à Paris, Élie de Cyon. Ce dernier ayant servi autrefois d'agent à Vichnegradski pour le placement du premier emprunt,

mais limogé par son successeur, Serge Witte, on met ses « révélations » sur le compte de la rancœur. De toute façon, après les affaires Boulanger, de Panama et Dreyfus, l'opinion est lasse des scandales, du moins pour un temps, ou alors s'y habitue...

Un an plus tard, du 17 au 21 septembre, Nicolas II accomplit son deuxième voyage en France. Débarquant à Dunkerque, il y est accueilli par le président Loubet qui le conduit jusqu'à Compiègne où il doit résider. Car Paris fait toujours aussi peur à Alexandra. Pour la circonstance le château a été restauré, remeublé et redécoré à grands frais, de même que son parc, richement réaménagé et illuminé. La fastueuse réception républicaine efface le souvenir – mais y songe-t-on seulement ? – de la façon quelque peu cavalière dont Louis XVIII avait, ici même, traité Alexandre I^{er}. Ce qui entraîne des protestations outrées de la part des socialistes, Jean Jaurès en tête, contre « le despote moscovite », les « fantaisies franco-russes » et le « chauvinisme français », principale cause de la formation de la Triplice.

Durant ce bref séjour, le tsar et la tsarine se rendent à Reims pour visiter la cathédrale des sacres ainsi que quelques vignobles prestigieux, dont celui de la maison Clicquot-Ponsardin, dirigé par le comte Alfred Werlé, également consul de Russie. Le 19 septembre, ils assistent, non loin de là, à Bétheny, à une revue militaire pour laquelle l'armée française a étalé, sous l'autorité du ministre de la Guerre, le général Louis André, le plus impressionnant des dispositifs. Cent mille hommes, cavaliers et fantassins, défilent en tenue d'apparat. Il faut prouver au tsar combien il a raison de cultiver l'alliance avec la France, gage d'invincibilité en cas de conflit majeur en Europe. Nicolas II se montre bienveillant mais on note toujours chez lui un fond de réserve, un « je ne sais quoi » laissant entendre qu'il ne regarde pas tout à fait le gouvernement républicain comme son égal, et qu'il se méfie de sa démonstrativité. Le tsar s'étonne aussi du faible pouvoir d'un président français, qui ne peut, *proprio motu*, conférer le grade de docteur en médecine à un Français très apprécié à Saint-Pétersbourg pour ses talents

de guérisseur, dit « Maître Philippe. » Il ne s'agit en réalité que d'un charlatan qui a réussi à séduire la Cour de Russie. On comprend mieux l'apparition et le poids ultérieurs d'un Raspoutine...

Ironie des circonstances, un roman rencontre alors un grand succès en France, *Quo Vadis*, du Polonais Henryk Sienkiewicz, alors que les ventes de *La Mort des dieux*, du russe Dimitri Merejkovski et d'inspiration comparable, se traînent loin derrière.

Moins d'un an plus tard, c'est au tour du président Loubet de se rendre en Russie, pour un très bref séjour, du 20 au 22 mai 1902. Échanges de cadeaux, dont de précieuses pièces du maître verrier lorrain Émile Gallé, revue militaire, splendides banquets dans de féériques palais, acclamations populaires dans les rues de la capitale, rien ne manque à un immuable programme. La presse française en remplit certes des colonnes mais un ton en-dessous de celui décrivant les visites précédentes. Pas de lassitude mais une diminution progressive du goût, comme celle d'un plat devenu habituel. Dans son discours final, Nicolas II, tout en invoquant « la fraternité d'armes » franco-russe, tient, une fois encore, à rappeler le caractère purement défensif de l'alliance. De leur côté, certains accompagnants du président français ont senti un vent mauvais souffler dans le pays, quelques signes d'animosité populaire à l'endroit de cette Cour archaïque et empanachée qui fait rêver, non plus aux princes des contes de fées mais à la justice sociale et peut-être à la république. Ainsi, pour Abel Combarieu, secrétaire général de l'Élysée, « Ces moujiks ont dû instinctivement rapprocher la simplicité du président de la morgue méprisante des grands-ducs et des nobles. »

Le tsar en a-t-il conscience ? Ses yeux se portent moins sur les problèmes internes de l'empire que vers un Extrême-Orient où les ambitions russes ne cessent de se faire contrarier. En dépit des efforts de Vladimir Lambsdorff, ministre des Affaires étrangères depuis bientôt quatre ans à la place de Mouraviev, la Chine lui a, sous la pression de l'Angleterre

et du Japon, refusé la cession officielle de la Mandchourie. Les relations devenant de plus en plus tendues avec le Japon, celui-ci a obtenu quelques assurances de l'Angleterre alors que Nicolas II avait fondé des espoirs dans l'accession au trône, le 22 janvier 1901, d'Edouard VII, oncle chéri d'Alexandra. Comme déjà la politique intérieure, la politique extérieure échappe progressivement aux monarques, dont les relations personnelles comptent finalement assez peu en face des « intérêts nationaux » que les gouvernements seraient les seuls à comprendre et à défendre.

L'accord anglo-japonais du 20 janvier 1902 stipule en effet que l'Angleterre restera neutre en cas de conflit entre le Japon et la Russie, mais qu'elle se portera au secours du premier si la deuxième reçoit le secours « d'une autre puissance », autrement dit de la France. Aussi bien Lambsdorff propose-t-il à Delcassé de conclure ensemble un accord symétrique. Mais le Français hésite : il déclare certes que l'alliance russe constitue « la pierre angulaire » de la politique extérieure de la France mais il fait aussi, à ce moment-là, de l'entente avec l'Angleterre sa priorité, estimant son aide indispensable dans l'hypothèse d'une guerre contre l'Allemagne. On convient finalement d'une déclaration commune, du 20 mars 1902, qui déçoit la Russie mais dont elle se contente faute de mieux : « Étant obligés d'envisager la possibilité d'actes hostiles de la part d'autres puissances ou de nouveaux troubles en Chine, [les deux gouvernements] se réservent le droit de prendre dans ce cas les mesures nécessaires pour la défense de leurs intérêts. » Difficile de faire plus flou...

Le 28 juin 1902, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie renouvellent leur triple alliance. Mais le 10 juillet suivant, un accord secret passé entre la France et l'Italie – dit accord Prinetti-Barrère, des noms du ministre italien et de l'ambassadeur français – stipule qu'en cas d'attaque de la première par l'Allemagne, la deuxième restera neutre. Les relations internationales deviennent de moins en moins lisibles. Le brouillard s'épaissit encore avec les prémices, au printemps et à l'été de 1903, d'une

nouvelle « Entente cordiale » – la première remontant à 1833 – dont on ne sait si elle vise seulement au partage de zones d'influences, principalement en Afrique et accessoirement en Asie, ou si elle doit aussi intégrer de façon explicite les relations avec les autres puissances. De sorte que, coincée entre Angleterre et Russie lors du déclenchement, en février 1904, de l'inévitable guerre russo-japonaise pour la domination de l'Asie orientale, la France risque de décevoir tout le monde. Guillaume II, toujours aux aguets, en profite pour tendre la main à Nicolas II, d'abord avec la conclusion, le 28 juillet, d'un traité de commerce qui enterre la guerre économique héritée de Bismarck, ensuite en lui apportant un précieux appui logistique lorsque celui-ci décide, en octobre, après une longue série de défaites, d'envoyer la flotte de la Baltique contre le Japon. Forte de quarante-cinq navires, elle doit rompre le siège de Port-Arthur. C'est la plus imposante et la plus longue expédition maritime jamais vue : plus de trente mille kilomètres à parcourir depuis le port de Cronstadt, en contournant l'Afrique car les onze cuirassés sont trop volumineux pour emprunter le canal de Suez. Ce qui soulève de redoutables problèmes logistiques, notamment de ravitaillement en charbon. Alors que la France se tait, Guillaume II met ses ports coloniaux du Togo, du Cameroun, du Sud-Ouest africain (aujourd'hui la Namibie) et de l'Afrique orientale allemande (aujourd'hui la Tanzanie) à la disposition de l'escadre russe.

Celle-ci, à peine engagée dans la mer du Nord, commet, le 21 octobre, une énorme bétise en bombardant par erreur des chalutiers anglais. La tension entre les deux pays atteint son paroxysme. La presse britannique se déchaîne. Premier ministre de sa Majesté, Arthur Balfour place la *Royal Navy* en alerte. Des navires britanniques suivent, menaçants, les bâtiments russes le long du golfe de Gascogne. Paris ne peut rester les bras ballants. Delcassé propose, conformément à la procédure retenue par la convention de La Haye de 1899 – dont ce serait la première application – la médiation de la France. Acceptée après quelque hésitation du côté britannique. Réunie

à Paris du 9 au 25 février 1905, sous la présidence de l'amiral français Ernest Fournier, assisté de trois autres amiraux, anglais, russe et autrichien, la commission *ad hoc* dégage la responsabilité personnelle de l'amiral Rojestvenski, pourtant ivre au moment des faits, et fixe à 66 000 livres sterling (environ cinq millions d'euros) l'indemnisation « volontaire » des pêcheurs par la Russie.

Trois mois plus tard, le 27 mai, l'escadre de la Baltique, décidément malchanceuse ou mal inspirée, se fait presque entièrement détruire par la flotte japonaise dans le détroit de Tsushima entre l'île d'Honshu et la côte sud de la Corée. L'empereur d'Allemagne écrit à l'empereur de Russie : « Ton alliée t'a manifestement laissé sans secours durant toute cette guerre. » Et lui propose de le rencontrer en juillet, dans l'île de Björkö, au sud-ouest de la Finlande. Nicolas, peu fait pour les grandes épreuves du pouvoir, y arrive démoralisé, non seulement par l'humiliante défaite – pour la première fois de l'histoire, une puissance européenne a été vaincue par un pays asiatique – mais également par les troubles sociaux qui secouent son empire et auxquels il ne sait quoi répondre.

Le 22 janvier précédent, deux cent vingt mille personnes sont venues apporter une pétition au Palais d'Hiver pour réclamer la liberté syndicale, le droit de grève, le suffrage universel et la réforme agraire. La manifestation faisait suite à de nombreux mouvements de contestation de l'autorité, au foisonnement de pamphlets politiques et économiques plus ou moins clandestins ou imprimés à l'étranger, comme le *Que faire ?* de Vladimir Oulianov, à des grèves ouvrières et à des attentats. Les manifestants ont immédiatement essuyé le feu de la troupe. Ce « Dimanche rouge », dont on ignore le nombre exact de victimes – on parle de centaines comme de milliers – a ruiné une grande partie de la confiance populaire dans le tsar. On assiste depuis lors à des flambées de grèves, à des attentats – dont l'assassinat du grand-duc Serge, oncle de Nicolas – à des pétitions, y compris de libéraux demandant une monarchie parlementaire, à l'apparition

des premiers soviets (conseils) ouvriers, à la propagation des idées marxistes, aux occupations de grands domaines terriens par les moujiks et à la création de l'Union paysanne panrusse revendiquant la terre comme un bien collectif. Tous les ingrédients de la future révolution sont déjà présents. Il y manque un point d'orgue, qu'atteint, le 27 juin, la mutinerie du cuirassé *Potemkine* dans le port d'Odessa. Dépendant de la flotte de la mer Noire et non de celle de la Baltique, il a échappé au désastre de Tsushima. La révolte de ses marins, qui n'est pas la première sur un tel bâtiment depuis la terrible défaite navale, va néanmoins devenir mythique et, comme on l'a vu plus haut, inspirer l'un des plus fameux films de l'histoire du cinéma soviétique.

Nicolas II, que son cousin Guillaume a invité à se délasser des cruautés du destin, a la tête ailleurs qu'aux affaires d'Europe. C'est donc apparemment en toute naïveté – on parlerait aujourd'hui d'abus de faiblesse – qu'il signe le texte que le kaiser met sous ses yeux d'un air consolateur. Pacte d'alliance défensive germano-russe, paraphé le 24 juillet 1905 lors d'un dîner à bord de *L'Étoile polaire*, il tient à la fois du « renversement des alliances » de la France en 1756, et du pacte germano-soviétique de 1939. La vodka et le johannisberg aidant peut-être, le kaiser a convaincu le tsar qu'une fois le traité convenu entre eux, la France, surtout pas consultée au préalable, y adhérerait en sa qualité d'« alliée naturelle » de l'Allemagne et de la Russie.

Revenu à Saint-Pétersbourg, Nicolas II se fait dégriser par ses ministres, principalement Lambsdorff et Witte, auquel le tsar vient de conférer – innovation de palais mais innovation quand même – le titre de Premier ministre. Pour lui, il est évident que la France ne se joindra jamais à un tel traité, qu'on a oublié l'Autriche-Hongrie, et que l'Allemagne de Guillaume II est la moins sûre des alliées. Recadré par son ministre, le tsar écrit à Guillaume II que, venu à Björkö pour se détendre, il n'avait pas apporté avec lui « les documents signés par son père et qui définissent clairement les principes de l'alliance avec la France ». Pathétique excuse de

petit garçon, à laquelle Guillaume tente en vain de rétorquer. La Russie rompt le pont. Pour le kaiser, la voilà rangée parmi ses ennemis, au moins potentiels.

Par chance pour Nicolas, la France n'a pas remarqué sa « boulette » : Delcassé a quitté le quai d'Orsay le 6 juin 1905. Après avoir survécu à six gouvernements, et orchestré le rapprochement avec l'Angleterre sans se démunir de l'alliance russe, il est tombé, comme il arrive le plus souvent, sur un dossier secondaire autant que sensible, la rivalité franco-allemande au Maroc. Son successeur, Maurice Rouvier, déjà président du Conseil, se préoccupe bien moins des questions internationales que de réparer en France les dégâts commis par l'hystérique politique anticléricale de son prédécesseur Émile Combes, tout en conduisant jusqu'à son terme le processus de séparation de l'Église et de l'État. Laquelle, au passage, a beaucoup choqué les milieux russes bien-pensants qui gravitent autour du tsar. Tandis que les milieux socialistes français, en sensible accroissement, se félicitent de l'embryon de révolution sociale dont l'exemple, inattendu, vient de la Russie si orthodoxe dans tous les sens du terme. Et qui s'amplifie en octobre avec de nouvelles grèves massives puis, sous l'égide d'un marxisme rassembleur, avec la réunion en un seul parti de tous les socialistes-révolutionnaires, *bolcheviks* (majoritaires) et *mencheviks* (minoritaires, de peu), enfin l'apparition de *soviets* de soldats, retour du front asiatique, affamés, découragés... Les socialistes français applaudissent à toutes ces prometteuses rébellions et appellent à la même union « de classes » dans leur pays. Nicolas II et Witte ont beau lâcher enfin du lest, spécialement pour l'élection d'une *Douma* (Parlement) au suffrage universel, il semble que cela intervienne trop tard. Les chefs de file socialistes prennent pour modèle la Révolution française, celle de 1792 et de la Terreur. On chante dans les rues *La Marseillaise des Travailleurs*, transmise par « les camarades » de France, dont les paroles ont été écrites par un poète russe, Pierre Lavroff.

Trop chiches, les concessions gouvernementales n'apaisent pas la situation : les révoltes, ouvrières et rurales, se multiplient jusqu'à la fin de l'année. Nicolas II et Witte changent alors de ton et font donner l'armée contre grévistes et manifestants.

Leur politique de répression interne offre un violent contraste avec leurs accommodements sur le plan international, imposés par les circonstances. Vaincue et à bout de forces, la Russie a accepté de traiter avec le Japon, lui-même épuisé par son effort de guerre. C'est encore la formule de la médiation qui s'impose. Cette fois l'initiative ne vient ni de l'Angleterre, trop liée au Japon, ni de la France, trop liée à la Russie, ni de l'Allemagne, dont la France et la Russie se méfient également, mais du président des États-Unis, Theodore Roosevelt, conseillé par son nouveau ministre de la Marine, dont le nom intrigue toutes les puissances européennes : Charles Joseph Bonaparte, petit-neveu de Napoléon I^{er} mais Américain de Baltimore né en 1851. Les négociations s'ouvrent le 14 août 1905 à Portsmouth, une base et un chantier naval du New Hampshire. Les États-Unis y voient à la fois l'occasion d'entrer de plain-pied sur la scène des grandes nations qui comptent et d'étaler leur savoir-faire en marine de guerre ; message clair : désormais, le monde ne tournera plus sans eux... Les négociations de Portsmouth aboutissent au traité du 5 septembre, rédigé en français, par lequel la Russie abandonne presque toutes ses prétentions en Extrême-Orient.

1905, année de tous les dangers, s'achève ainsi en Russie avec un ordre, interne comme externe, apparemment rétabli mais à quel prix ! Bloqué en Extrême-Orient, dupé, voire ridiculisé, par Guillaume II, Nicolas aurait pu voir sa cote, ainsi que celle de la Russie, baisser à Paris. Il n'en est rien, tant la logique des affaires s'avère indépendante de celle de la politique : le 4 avril 1906, le plus élevé des emprunts russes – 2 250 millions de francs, soit environ quatorze milliards de nos euros –, il est vrai au taux inédit de 5 %, trouve preneur dans les deux jours.

Succédant alors à Lambsdorff, Alexandre Izvolski, jusqu'ici ambassadeur à Copenhague, se montre très attaché à l'alliance avec la France. Mais il croit aussi nécessaire pour la Russie d'élargir son horizon à l'Ouest comme à l'Est. Donc, d'abord vers l'Angleterre, partenaire difficile car par-dessus tout attentif à deux choses : la consolidation de son empire colonial, le premier du monde devant lequel la France s'est inclinée ; et la préservation de ses mains libres en Europe afin, selon les cas, d'appuyer tel ou tel pays contre tel ou tel autre, dès lors que le continent reste divisé entre puissances qui ne lui font pas d'ombre.

Après d'âpres négociations, diplomates anglais et russes parviennent, le 31 août 1907, à s'accorder sur un partage des zones d'influence en Asie ainsi que l'Entente cordiale l'avait permis en Afrique avec la France. Oui, mais en cas de conflit en Europe ? Pour la première fois, un ministre russe condescend à admettre que si, comme par le passé avec la France, une puissance continentale menaçait de devenir hégémonique, l'Angleterre enverrait des troupes sur le continent, spécialement si la neutralité belge était violée. Ce qui vise évidemment l'Allemagne, dont les plans stratégiques et l'effort d'armement, particulièrement maritime, n'ont pas échappé à Londres. La convention anglo-russe dit donc les choses entre les mots, ce qui rassure la France et ouvre la voie à la Triple-Entente en face de la Triplice.

À l'Est, Izvolski a conclu, seul à seul cette fois avec le Japon, un accord de non-belligérance, du 10 juillet 1907, qui ressemble un peu à un remords de guerre inutile. Sage épilogue dont la promesse ne sera jamais tenue. Car Nicolas II a besoin d'une nouvelle ambition pour réaffirmer un trône de plus en plus contesté. Orient contraint, Occident bouché, reste le Sud. Le tsar se tourne donc vers la grande tradition de poussée vers les Balkans. Une perspective exclusivement russe où la France n'a guère de partition à jouer pour elle-même. En octobre 1908, l'Autriche-Hongrie profite d'une certaine confusion diplomatique et de l'indépendance de la Bulgarie, qui se

détache de l'Empire ottoman, pour annexer la Bosnie et l'Herzégovine, « au nez et à la barbe » d'Izvolski. Celui-ci sollicite alors le concours de la France et de l'Angleterre afin que la question du partage des influences dans les Balkans soit soumise à une conférence internationale. En vain. Ni Paris ni Londres, arc-boutés sur le concept purement défensif de leur Entente, n'entendent s'approcher de cette poudrière provoquée par l'animosité de trois mondes inconciliables : le germanique, catholique et regardant vers l'Autriche ; le slave, orthodoxe et, plus ou moins, russophile ; le musulman, pro-turc ou antiturc selon les cas.

Durant les deux années suivantes, tout se passe comme si chacun se concentrait sur ses problèmes internes ou, s'agissant de ses problèmes externes, les traitait indépendamment de ses alliés. Ce qui n'empêche ni le lancement d'un onzième emprunt russe, en janvier 1909, pour un milliard et demi de francs (neuf milliards d'euros) ; ni la poursuite des visites amicales et protocolaires comme celle du tsar, du 31 juillet au 2 août 1909, à Cherbourg, en présence du président Fallières, puis à Cowes afin de saluer les marines française et anglaise ; ni, sur le plan artistique, la révélation qu'apporte au public parisien le spectacle offert sur la scène du Châtelet par les ballets russes de Serge de Diaghilev : « Un grand coup de vent, dit le critique Jacques-Émile Blanche, a passé sur les steppes qui, traversant l'Europe, nous est venu rafraîchir, interrompant notre sommeil aux rêves confus. »

Cette même année, Autrichiens et Russes règlent ensemble leur différend sur la Bosnie, laissant seule la Serbie hostile à l'opération. En novembre 1910, Guillaume II invite Nicolas II à Potsdam afin de s'entendre sur au moins un point : qu'aucun des deux pays n'entre dans une combinaison hostile à l'autre. Le nouveau ministre russe des Affaires étrangères, Serge Sazonov, se montre en effet désireux de réchauffer un peu les relations avec l'Allemagne. Mais l'arrogance et les maladresses verbales

du kaiser comme de son récent chancelier, Bethmann Hollweg, font capoter le projet.

En juillet 1911, lors d'une nouvelle tension entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc, dite de la « crise d'Agadir », si l'Angleterre se range tout de suite et résolument du côté français, la Russie se garde bien de prendre position, comme pour répondre au silence de son alliée dans les affaires balkaniques. Dans le même esprit, elle conclut le 12 octobre, sans avoir consulté la France, une entente avec l'Empire ottoman, alors en guerre avec l'Italie pour le contrôle de la Tripolitaine. La convention autorise enfin, après des décennies d'affrontements et d'illusoirs traités, « le passage des bâtiments de guerre russe à travers les Détroits à condition que ceux-ci ne s'y arrêtent pas, sauf accord spécial à cet effet ». Des malentendus surgissent également entre Paris et Saint-Petersbourg à propos de divers projets de chemin de fer devant sillonner l'Empire ottoman, mêlant intérêts financiers et ingérences dans des territoires tiers.

Ces petites agaceries pourraient-elles remettre en cause la grande alliance franco-russe ? Non, car chacun des deux pays y tient profondément : la France a trop besoin de l'armée russe en cas de confrontation avec l'Allemagne, la Russie a trop besoin d'échapper à son isolement oriental et des capitaux français qui continuent d'affluer. De plus, homme de parole et de fidélité, Nicolas II n'envisage pas une minute de réviser ses engagements à la baisse.

Mais la réanimation de la flamme, comme dans tout couple bien constitué, paraît maintenant nécessaire. Ce sera l'œuvre de l'homme d'État d'envergure qui, le 14 janvier 1912, prend à la fois la tête du gouvernement français et le ministère des Affaires étrangères. Sentant l'opinion publique derrière lui, il entend approfondir l'alliance franco-russe, perçue plus que jamais comme une garantie contre la fatalité de l'ennemi.

L'ennemi de mon ennemi

À peine installé dans son bureau du quai d'Orsay, Raymond Poincaré décide de se rendre dès que possible à Saint-Pétersbourg. Il veut, après avoir fait litière des récents malentendus, préciser et renforcer certains points de l'alliance, qui a paru quelque peu languissante au cours des dernières années. Voulant « donner au pays le sentiment de sa sécurité », il ne croit pas, à la différence de certains de ses prédécesseurs, à la possibilité de combler le fossé qui coupe l'Europe en deux blocs « trinitaires ». Il ne cherchera donc pas à amadouer les membres de la Triplice, pas plus l'Italie que l'Autriche-Hongrie ou l'Allemagne. Il veut, au contraire, fortifier le bloc de la Triple-Entente, qu'il aimerait voir se transformer en Triple-Alliance malgré le souci prédominant au Royaume-Uni de toujours conserver les mains libres et, en présence de conflits, de se déterminer au cas par cas.

Dans sa relation diplomatique avec la Russie, Poincaré privilégie, plutôt que les messages à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, le dialogue avec Izvolski, l'ancien ministre des Affaires étrangères devenu ambassadeur à Paris en 1910 et encore plus partisan de l'alliance que par le passé. Ses visites au quai d'Orsay deviennent bientôt quotidiennes afin de préparer de nouveaux accords dont Poincaré ira ensuite discuter avec Sazonov. Celui-ci se rend à Paris en juin et pilote avec Delcassé, maintenant

ministre de la Marine, un accord de coopération navale, signé le 16 juillet suivant entre les chefs d'état-major, les vice-amiraux Charles Aubert et Alexandre de Lieven. Le texte prévoit d'une part une coordination des manœuvres, d'autre part une concertation approfondie sur les programmes et les techniques d'armement.

Quelques jours seulement après la clôture de la session parlementaire qui l'a retenu à Paris depuis son entrée en fonction, le président du Conseil embarque de Cherbourg, le 5 août, sur le croiseur *Condé*, direction Cronstadt. Réception rituelle, avec audience par Nicolas II et Alexandra – dont le Français remarque la mauvaise mine et l'air contrit –, parade militaire de soixante mille hommes et deux mille musiciens, déplacement à Moscou pour visiter le Kremlin... Quant aux choses sérieuses, Sazonov révèle à son homologue l'existence du traité secret conclu le 13 mars précédent entre la Bulgarie et la Serbie avec la bénédiction de la Russie, prolongé d'un accord militaire deux mois plus tard ainsi que de l'adhésion de la Grèce et du Monténégro pour former la Ligue balkanique. Poincaré ne s'y trompe pas : il s'agit bien, comme il l'écrira dans ses *Souvenirs*, d'une « convention de guerre », certaine contre la Turquie, probable contre l'Autriche, pour laquelle on a omis de consulter la France. Qui ne peut qu'en prendre acte et s'assurer, par « un contrôle vigilant », que la Russie s'efforcera d'éviter de nouveaux troubles dans les Balkans. Qui éclateront le 17 octobre suivant... Mais pour Poincaré, félicité dès son arrivée pour « le réveil militaire et national » de son pays, l'essentiel réside dans le poids que peut représenter la Russie en vue de dissuader l'Allemagne de s'attaquer à la France, et dans le soutien efficace de l'armée russe dans le cas où la guerre aurait néanmoins lieu. On convient, dans ce double but, qu'aucun des deux alliés ne mobilisera sans s'être préalablement coordonné avec l'autre, que les mobilisations ne seront pas contingentées, comme dans l'accord de 1894, mais « aussi massives que possible », qu'une fois rassemblées les deux armées seront tenues à « une offensive vigoureuse et,

autant que possible, simultanée », que la Russie, grâce aux capitaux français, va accélérer la construction de voies ferrées stratégiques vers la frontière allemande, enfin que les états-majors vont, sans plus attendre, collaborer plus étroitement sur le plan technique. En mars 1913, les deux amiraux déjà signataires de la convention du 16 juillet précédent, conviennent de surveiller ensemble, en mer du Nord comme en Baltique, les mouvements de la marine allemande qui, depuis un an, se renforce considérablement. Sollicitée pour se joindre à eux, la *Royal Navy* s'engage seulement à « ne rien faire qui puisse les gêner » et à tenir des « conversations » avec les responsables des flottes française et russe. Alors premier lord de l'amirauté, Winston Churchill donne une intéressante définition du bon politicien : « capable de prévoir l'avenir et d'expliquer ensuite pourquoi les choses se sont passées différemment ». Il se montre néanmoins conscient du péril allemand mais ne peut seul bouleverser trois siècles de principes britanniques à l'endroit des affaires du continent. Faute d'une alliance en bonne et due forme, la France et la Russie espèrent au moins pouvoir exercer une action conjuguée avec l'Angleterre.

Depuis le déclenchement de la guerre dans les Balkans, les troupes du sultan Mehmet V n'ont connu quasiment que des défaites. Le conflit menace de s'étendre car ni l'Allemagne ni l'Autriche, ni l'Angleterre, ni la France ne veulent voir s'effondrer l'Empire ottoman qui appelle au secours. Poincaré se hâte de proposer la tenue d'une conférence européenne, qu'approuvent aussitôt Londres et Berlin. Surprenante combinaison des trois puissances qui, traversant Triplice et Triple-Entente, veulent œuvrer pour la paix, non bien sûr sans quelque arrière-pensée. Militairement acculée, la Turquie demande l'armistice le 3 décembre, que la Russie conseille à la Ligue balkanique d'accepter. Ainsi peut s'ouvrir, le 16 décembre, la conférence de Londres qui, pour la première fois, met autour d'une même table tous les membres de la Triplice et de la Triple-Entente, presque un miracle. Que confirme le résultat des négociations et la

paix rétablie le 30 mai. On pourrait croire la guerre évitée par une sorte de renaissance du concert européen, assumée par les six grandes puissances. C'était sans compter avec la folie des Balkans : moins d'un mois plus tard, le 25 juin, la Bulgarie, mécontente de la part qui lui fut faite, déclare la guerre à ses anciens alliés. La Roumanie et la Turquie entrent aussi dans le conflit, qui s'achève le 10 août par le traité de Bucarest, particulièrement favorable à la Serbie, mais auquel, sans doute lassées de ces petits pays guerroyeurs, les grandes puissances n'ont pris aucune part décisive. De plus la tension entre l'Autriche et la Serbie est devenue telle que la première attend maintenant un prétexte pour infliger une bonne correction à ce roquet agressif. Les germes de la grande déflagration sont déjà en place.

Entre-temps, le 17 janvier 1913, Raymond Poincaré est devenu président de la République. Aristide Briand, précédemment ministre de la Justice, l'a remplacé à la tête du gouvernement mais, selon l'usage de la III^e République, pour peu de temps. La nomination aux affaires étrangères de Charles Jonnart puis de Stephen Pichon, noms courtelinesques, traduit la volonté du président de garder la haute main sur la diplomatie. Dès son premier conseil des ministres, il impose un changement significatif dans la représentation de la France en Russie : au falot Georges Louis succède Théophile Delcassé. Qui déclare aussitôt à Maurice Paléologue, directeur des affaires politiques au quai d'Orsay – et qui compte des empereurs byzantins dans ses ancêtres du XIII^e siècle : « Il faut que l'armée russe soit en état de prendre une vigoureuse offensive dans le plus bref délai, quinze jours au maximum... voilà ce que je ne cesserai de prêcher au tsar. Quant aux balivernes diplomatiques, aux vieilles calembredaines de l'équilibre européen, ce n'est que du verbiage. » Propos surprenants dans la bouche d'un diplomate, d'autant plus qu'ils se raccordent mal avec ceux de Poincaré lors de la conférence de Londres. Mais Delcassé a son réseau d'informateurs et, pour lui, aucun doute ne subsiste : l'Allemagne se prépare à la guerre et le gouvernement russe doit en être convaincu aussi

bien que lui-même. Il sait que se concocte à Berlin une nouvelle loi militaire – que le *Reichstag* votera le 3 juillet – portant les effectifs permanents de l'armée de 750 000 à 870 000, quand les effectifs français s'élèvent seulement à 480 000. Une odeur de guerre se répand, quoique sans aucun motif objectif décelable. « L'Europe entière, incertaine et troublée, écrit l'académicien et député catholique Albert de Mun, s'apprête pour une guerre inévitable dont la cause immédiate lui demeure encore ignorée, mais qui s'avance vers elle avec l'implacable sûreté du Destin. » Le général Joffre, chef d'état-major général des armées depuis juillet 1911, a revu ses calculs : si la France rétablit le service militaire de trois ans, imprudemment ramené à deux ans en 1905 dans un contexte anti-nationaliste, elle disposera d'une armée active de 700 000 hommes. Si l'on compte qu'en cas de guerre, l'Allemagne, tout en concentrant l'essentiel de ses troupes contre la France – conformément au plan Schlieffen, chef d'état-major en 1905 – devra cependant affecter un cinquième de ses forces au front russe, l'équilibre se trouve à peu près rétabli sur le front occidental. À ce stade, Joffre préfère ne pas tabler sur un soutien terrestre anglais. Le 7 août suivant, Louis Barthou, président du Conseil, et Eugène Étienne, ministre de la Guerre, tous deux proches de Poincaré, obtiennent du Parlement le vote de la « loi des trois ans ».

De divers canaux parviennent en France des informations selon lesquelles le kaiser, si apaisant lors de la dernière crise des Balkans, maintenant surexcité, regarderait la guerre comme « nécessaire et inévitable. » Si rien, dans les premiers mois de 1914, ne semble devoir provoquer de nouveaux conflits, l'atmosphère européenne se charge tant d'électricité qu'on le ressent jusqu'en Amérique. En mai le président Woodrow Wilson dépêche l'un de ses conseillers favoris pour faire le tour des capitales européennes en plaidant une conférence internationale dans le but de mettre fin à la course aux armements. Peine perdue, le colonel House rentre bredouille à Washington. Désormais on attend l'étincelle qui mettra

le feu aux poudres encore qu'aucune des grandes puissances ne se sent d'humeur à la provoquer, bien au contraire : de nouveau, surabondent les discours de paix.

L'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo par un activiste serbe, de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche, ne semble pas davantage devoir compromettre la paix. Poincaré croit dans un règlement pacifique de l'affaire. Le 16 juillet, accompagné par René Viviani, président du Conseil, il s'embarque une deuxième fois pour Saint-Pétersbourg, à bord du cuirassé *France*, voyage prévu depuis quatre mois. Vienne prépare alors un ultimatum à la Serbie mais décide de ne l'adresser qu'au lendemain du départ de Russie du président français. Étrange séjour que le sien : à Peterhof, plus que luxueuse résidence d'été du tsar, on festoie, on parade et on réitère pour la énième fois l'attachement réciproque à l'alliance mais sans réaliser que la guerre, que l'on ne voit pas à la porte, est déjà entrée par les fenêtres. Nicolas s'abstient d'accompagner Poincaré et Viviani à Saint-Pétersbourg. « Se rendent-ils bien compte, demande Jacques Chastenet, de la précarité du pouvoir de cet autocrate qui n'ose pas affronter sa propre capitale où une grève formidable vient d'éclater ? »

S'ouvre ensuite un étrange ballet, au cours duquel chefs d'États et de gouvernements multiplient en toutes directions les pas de danse en faveur de la paix mais procèdent simultanément à des mobilisations massives, chaque pays craignant de se trouver pris au dépourvu.

Les causes et le déclenchement du conflit, par des déclarations de guerre qui s'échelonnent du 28 juillet au 13 août entre toutes les puissances européennes, ont été mille fois décrits et analysés sans qu'il soit besoin d'y revenir ici.

L'alliance militaire franco-russe fonctionne conformément à toutes les espérances, et même au-delà. Si l'on en croit la presse des deux pays, chacun compte sur l'autre pour que, s'épaulant mutuellement à mille trois cent kilomètres de distance, les deux armées prennent en tenaille l'armée

allemande, supérieure à chacune des deux séparément mais inférieure à leur somme. Au chapitre des effectifs, les troupes russes et françaises, renforcées des apports belges et anglais, l'emportent largement sur celles de la Triplice. La France a pu mobiliser presque autant de troupes que l'Allemagne, soit environ 3 700 000 hommes, alors que sa population est sensiblement inférieure (moins de quarante millions d'habitants contre près de soixante-dix), ce qui représente un effort quasiment surhumain. La Russie ne peut aligner que 1 400 000 combattants durant les premiers jours, mais elle dispose d'un immense réservoir de huit millions d'hommes potentiellement en état de servir. Au total, les forces liées à la Triple-Entente disposent de 196 divisions d'infanterie et de 34 divisions de cavalerie, contre respectivement 155 et 21 chez l'ennemi. Mais les réalités sur le terrain démentent vite ces chiffres.

Complètement inadaptée, la stratégie française définie par le plan XVII – son numéro en dit long sur les hésitations antérieures depuis le plan I datant de 1875 – quand l'Allemagne applique l'immuable plan Schlieffen, provoque de terribles désillusions, qu'aggrave une tactique d'un autre âge : tels que prévus par un manuel de guerre inchangé depuis 1889, « l'offensive à outrance » et les assauts à la baïonnette de fantassins dépourvus de casque et portant des pantalons « garance » s'écroulent sous le feu des mitrailleuses allemandes. Bien vite les Français piétinent puis reculent en Alsace tandis que l'armée allemande envahit la Belgique. Sur le front oriental, après avoir quelque temps fait illusion, les insuffisances de l'armée russe, mal formée, mal équipée et lente à se mouvoir, éclatent au grand jour le 7 septembre avec le désastre de Tannenberg. La France ne peut plus se reposer sur elle pour enrayer l'avance allemande en obligeant celle-ci à transférer davantage de divisions sur le front oriental. C'est tout de même grâce à une première opération de ce genre que l'armée française parvient, du 5 au 12 septembre, à contenir l'ennemi sur la Marne. Par son sacrifice, l'armée russe a peut-être sauvé la France.

En 1915, les positions étant fixées à l'Ouest, l'armée allemande accroit son effort à l'Est avec l'objectif de faire céder une Russie démoralisée, dont les pertes sont effroyables, où la contestation du régime et l'impopularité de la guerre s'accroissent et dont le territoire est peu à peu envahi. On commence à y manquer de tout, pour la population civile comme pour les soldats. Trop serrée sur son propre front, la France ne peut lui porter secours et se met, à la fin de l'année, à redouter une paix séparée. Mais Nicolas II entend rester fidèle à sa parole.

Inconscient du risque de désintégration de son armée, voire de son pays, le gouvernement de Petrograd – Saint-Pétersbourg, de consonance trop germanique, a été débaptisé dès le début du conflit – poursuit encore son rêve de conquête de l'Empire ottoman. Le sultan, déjà soutenu par l'Allemagne lors des conflits balkaniques, a choisi son camp et lancé, le 14 novembre 1914, un appel à la guerre sainte – le *djihad* – contre les puissances occidentales. L'Angleterre et la France ont donc cessé de vouloir le protéger au nom de la préservation de l'équilibre européen auquel plus personne maintenant ne croit. Le 1^{er} mars 1915, Sazonov indique aux ambassadeurs anglais, George Buchanan, et français, Maurice Paléologue, que l'opinion publique russe pousse à une annexion pure et simple de Constantinople et des Détroits. Un accord secret est conclu dans la foulée pour accepter les revendications russes si la guerre aboutit à une « fin triomphante ».

Le front, malgré les multiples tentatives de « percée », demeurant opiniâtrement stable à l'Ouest tandis qu'à l'Est l'armée russe ne cesse de reculer, la France et l'Angleterre décident d'une vaste et audacieuse opération : ouvrir un troisième front qui prendrait l'ennemi à revers et permettrait d'aller ravitailler la Russie. Ainsi lance-t-on, en mars 1915, une offensive visant à se rendre maître des Détroits et à déboucher en mer Noire, soit une manœuvre exactement inverse de celle de la guerre de Crimée : cette fois l'allié est russe et turc l'ennemi. Mais l'entreprise,

enlisée aux Dardanelles, prend fin en janvier 1916. On ne sait trop comment Petrograd a ressenti l'affaire : en espérant une bouée de secours ou en redoutant que ses alliés viennent chasser sur ses terres. Quatre mois plus tard, le 16 mai 1916, en dépit de l'échec franco-anglais, et alors que l'issue de la guerre reste toujours aussi incertaine, l'Angleterre, la France et la Russie se partagent les futures dépouilles de l'Empire ottoman. Moyennant quoi, ses deux alliées soutiendront la France dans ses revendications sur l'Alsace-Moselle et sur la Sarre.

Les revers russes ont incité le tsar à limoger son cousin, le grand-duc Nicolas, petit-fils de Nicolas I^{er}, à la tête de l'armée et à prendre sa place, non parce qu'il serait un meilleur chef mais pour afficher sa détermination à défendre son pays et à ne pas traiter avec l'ennemi. Ainsi Napoléon III avait-il fait lors de la guerre de 1870... À Petrograd, Alexandra assure l'intérim du pouvoir civil. En juillet 1916, elle renvoie Sazonov, non en raison de sa traditionnelle bonne entente avec la France mais parce qu'il déplait à Raspoutine... Elle le remplace par Boris Stürmer. Soupçonné de germanophilie, et de tentation de négocier avec l'Allemagne, il est évincé à son tour, en novembre, au profit de Nicolas Pokrovski, qui partage les mêmes conceptions que Sazonov, maintenant ambassadeur à Londres. Son annonce à la Douma – le parlement russe instauré à la suite de la révolte de 1905 – que la Russie poursuivra, avec ses alliés, la guerre jusqu'à la victoire, suscite un tonnerre d'applaudissements. Mais la fierté patriotique fait mauvais ménage avec la réalité de la guerre et de la société : non seulement les troupes russes reculent devant un ennemi mieux organisé et mieux armé, mais la population civile, de plus en plus misérable sous l'effet de l'inflation et des rationnements, commence à ressentir de la haine contre un régime dont les élites continuent de mener ostensiblement grand train et dont il se dit de plus en plus que le véritable chef est moins le tsar qu'un *staretz* – vieux moine tenant à la fois du prêtre et du gourou – salace, corrompu et corrupteur qui a mis la tsarine sous sa coupe.

Ce que les alliés de l'Ouest ignorent, ou feignent encore d'ignorer. Ainsi tiennent-ils à Petrograd, en février 1917, une réunion destinée à affiner les buts de la guerre en cas de victoire. Gaston Doumergue, ministre des Colonies, y représente la France car son ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand, également président du Conseil, tient la barre à Paris. Malgré les réserves de l'Angleterre, il obtient la totale approbation du tsar non seulement sur la récupération de l'Alsace et de la Moselle mais aussi sur la confiscation à l'Allemagne de toute la rive gauche du Rhin pour être soit rattachée à la France, soit former un « État-tampon » indépendant qui donc jouxterait la Belgique à l'ouest, les Pays-Bas au nord.

L'insurrection qui éclate le 23 février 1917 surprend totalement la France et, semble-t-il, un peu moins l'Angleterre. Un deuxième « dimanche sanglant » retourne les forces de l'ordre puis une partie de l'armée contre le tsar qui a encore fait tirer sur le peuple. À Petrograd une foule d'émeutiers et de mutins s'empare de la forteresse Pierre-et-Paul, une prison pour détenus politiques. « C'est sa prise de la Bastille, écrit Hélène Carrère d'Encausse, et le lien noué avec la France de 1789. » Le soulèvement s'étend et provoque à une vitesse stupéfiante l'effondrement du système qui gouvernait la Russie depuis Ivan le Terrible : abdication forcée du tsar, instauration par la Douma d'un gouvernement provisoire modéré, agitation dans les milieux populaires en faveur d'une paix blanche, montée en puissance de syndicats et de partis révolutionnaires où déjà trois noms se distinguent parmi les meneurs : Lénine, dont l'Allemagne a facilité le retour au pays, Trotski et, accessoirement, le jeune Staline. La future URSS se dessine déjà.

D'autant mieux que le gouvernement provisoire, dirigé par le prince Georges Lvoff et principalement animé par Alexandre Kerenski, également ministre de la Guerre, n'a pas répondu à la volonté populaire de mettre fin à celle-ci. Légaliste, il entend honorer les engagements internationaux de la Russie et se laisse apitoyer par les arguments de Maurice Paléologue puis

de Joseph Noulens, ancien ministre de la Guerre puis des Finances, qui le remplace en avril. Or la situation militaire continue de se dégrader durant l'été avec, notamment, la prise de Riga par les Allemands. Elle favorise la préparation d'un coup d'État par le parti bolchevik, dont le programme tient en trois mots : « la paix, le pain, la terre ». C'est chose faite dans la nuit du 7 novembre (24 octobre du calendrier julien, d'où les termes de « révolution d'Octobre ») contre un pouvoir totalement désarmé. Dans son premier discours devant la Douma, Lénine, nouveau chef du gouvernement provisoire, présente sa première décision, le « décret sur la paix ». Traduit, une semaine plus tard, par une démarche de Trotski, ministre des Affaires étrangères, qui se rend à Brest-Litovsk, à l'extrême sud-ouest de la Biélorussie, où est installé le quartier général allemand. Ni Joseph Noulens, ni aucun ambassadeur, n'a été préalablement informé de la démarche. Mais elle ne surprend personne. En revanche, la délégation « soviétique », conformément à son idéologie internationaliste, demande une paix générale et non séparée. Elle servirait en effet de prélude, selon Trotski, à l'extension de la révolution à d'autres pays, dont la France, qui a connu des mutineries et où les idées socialistes commencent, croit-il, à fissurer « l'union sacrée ». Ce qui ne convient pas à l'Allemagne qui veut, au contraire, profiter du retrait russe pour basculer toutes ses forces vers l'Ouest où, depuis juin, affluent les renforts américains. Minés par ce désaccord de fond, les pourparlers traînent en longueur, d'autant plus que les bolcheviks escomptent toujours des révoltes populaires chez les autres belligérants. Les agents allemands tentent alors d'éveiller quelques nationalismes dans les régions occupées ou proches de l'être, comme l'Ukraine et les pays baltes. Les bolcheviks courant ainsi le risque, non seulement de ne pas voir la révolution se propager mais en outre d'en réduire le champ à une Russie atrophiée, demandent un armistice, conclu pour deux mois le 5 décembre 1917.

Les négociations avec les empires centraux ne progressant guère par la suite, les hostilités reprennent, toujours catastrophiques pour l'armée russe. De surcroît, en février 1918, ses occupants donnent l'indépendance à l'Ukraine et les Allemands bombardent Petrograd. Lénine replie alors le gouvernement à Moscou, d'où il ne repartira plus jusqu'à nos jours. Les bolcheviks acceptent de traiter dans les pires conditions : la convention signée à Brest-Litovsk le 3 mars 1918 ampute la Russie de la Pologne, de la Finlande et des trois pays baltes, Estonie, Lettonie et Lituanie, soit en tout 800 000 km² et près de 60 millions d'habitants : une hécatombe sur tapis vert.

Désormais isolée du reste de l'Europe, et ayant repoussé sa capitale du balcon de l'Europe vers le cœur de ses vieilles plaines centrales, la Russie n'entretient presque plus aucune relation d'État à État, aussi bien par la volonté des grandes nations occidentales, effrayées par ce que l'on commence à appeler le marxisme-léninisme, que par celle du gouvernement bolchevik. Celui-ci veut rompre avec tous les usages de la diplomatie traditionnelle, univers d'hypocrisie, fauteuse de guerres, superstructure camouflant la réalité des rapports de forces économiques et l'exploitation du prolétariat qui, seul ou presque, se fait tuer sur les champs de bataille. Paul Valéry, bien que non marxiste – c'est le moins qu'on puisse dire – l'a déjà, et bien mieux, dit en 1916 : « La guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui, eux, se connaissent mais ne se massacrent pas. »

La France tourne aussi résolument le dos à la « nouvelle Russie » : elle ne donne pas de successeur à Joseph Noulens, dont Moscou exige le départ en avril 1918 en même temps qu'elle décide de répudier la totalité des dettes de l'ex-empire des tsars. Le long feuilleton de l'affaire des emprunts russes va s'étaler jusqu'en 2019...

Elle ne semble pas, en revanche, pressée de tourner le dos à l'ancienne Russie, acceptant que reste à Paris, et occupe les locaux de l'ambassade,

Vassili Maklakov, nommé en octobre 1917 en remplacement d'Izvolski par le gouvernement provisoire de Lvoff, juste avant le coup d'État bolchevik. Georges Clemenceau, président du Conseil depuis novembre 1917, lui écrit comme à un ambassadeur en fonction mais sans lui demander de correspondre avec le gouvernement russe qui, par ailleurs, a omis de le rappeler ! Lui-même se considère tel un « un magazine posé sur un siège » pour en conserver l'usage à celui qui y était assis. Connaissant le risque que fait courir à sa vie et à celle de sa famille le maintien de Nicolas II en Russie, le vrai-faux ambassadeur engage des démarches auprès de Poincaré et de Clemenceau pour qu'on accueille les Romanov en France. Mais il faudrait recevoir une demande de leur part et le tsar vient justement de l'adresser à son cousin George V, qui lui ressemble comme un frère jumeau. Le Premier ministre, Lloyd George, n'y est pas opposé. Le déshonorant refus vient du roi, qui craint une populaire contagion antimonarchique : l'Europe des couronnes n'en finit pas de se suicider. Ayant peut-être, mais trop tard, songé à la France, Nicolas II est déporté en Sibérie. Le 17 juillet 1918, à Ekaterinbourg, le gouvernement de Moscou diligente son assassinat et celui de toute sa famille, contribuant ainsi à susciter le soulèvement de Russes favorables à l'Ancien Régime, que l'on appelle les Russes « blancs » en souvenir – hommage ou satire – des émigrés français puis des légitimistes, généralement partisans de l'amitié franco-russe. Début décembre, Clemenceau leur envoie le renfort de deux divisions qui, sous les ordres du général Philippe d'Anselme, débarquent en Crimée, occupent Odessa – encore un symbole – et viennent appuyer contre « les rouges » les volontaires du général Anton Dénikine. Est-ce alors le souvenir de la mutinerie du *Potemkine* qui pousse les marins français du *France* (qui avait transporté Poincaré à Cronstadt) et du *Jean Bart* à se rebeller ? Précipitant l'échec de la mission et entraînant l'évacuation des hommes. En dépit de l'effrayante saignée qu'elle a subie quatre ans durant, l'armée française est encore sollicitée par les dirigeants politiques pour se lancer dans des

expéditions pour le moins hasardeuses. Ce sera le cas de toutes les aides apportées aux Russes blancs qui, malgré leur courage et leur détermination, ne pourront renverser le cours de l'histoire, du moins pendant plus de soixante-dix ans...

Ayant fait cavalier seul depuis Brest-Litovsk, et Clemenceau s'y opposant farouchement, la Russie révolutionnaire n'est représentée dans aucune des conférences qui aboutissent aux trois grands traités de paix conclus entre les anciens belligérants, à Versailles le 28 juin 1919, à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre suivant et à Trianon le 4 juin 1920.

Tant que l'on croit possible la victoire des Russes blancs, les dirigeants français n'ont pas de mots assez durs contre le gouvernement des Soviets, que Clemenceau considère comme « le plus atroce, le plus barbare qui ait jamais dévasté aucun territoire du monde connu ». Il convient à ses yeux de se protéger de la contagion révolutionnaire en mettant « autour du bolchevisme un réseau de fils de fer barbelés qui l'empêche de se ruer sur l'Europe civilisée ».

Voici d'ailleurs que rebondit une fois encore la question polonaise. Devenue indépendante après la chute de la Russie impériale puis la défaite allemande, la Pologne en veut davantage. En mai 1920, son armée, conseillée par des officiers français, s'attaque à l'Ukraine et investit Kiev. Mais une contre-attaque de « l'Armée rouge des ouvriers et des paysans », soigneusement organisée et modernisée par Trotski, la met en déroute durant l'été. Le choix de la couleur rouge identifiée à l'univers soviétique en formation provient de deux sources : le drapeau brandi par les émeutiers français en juin 1848, teinté du sang du peuple, depuis lors adopté par la plupart des mouvements révolutionnaires socialistes ; et le caractère, presque synonyme, et interchangeable, dans la langue russe, des adjectifs « beau » (*krasivaya*) et « rouge » (*krasnyy*)...

Ce n'est probablement pas pour honorer la mémoire de Catherine de Médicis ou de Stanislas Leszczyński mais en restant dans la ligne de

Clemenceau, dont il est depuis longtemps le disciple et, depuis le 20 janvier, le successeur, qu'Alexandre Millerand décide d'apporter aux Polonais le secours d'une mission militaire de deux-cents officiers parmi lesquels figurent le général Maxime Weygand et le capitaine Charles de Gaulle. Efficace, elle permet à la Pologne de réaliser ses ambitions territoriales au détriment de la Russie et de l'Ukraine, consolidées par l'alliance avec la France du 19 février 1921 puis sanctionnées, le 18 mars suivant, par le traité de paix de Riga.

En novembre, s'évanouissent les dernières illusions sur le renversement du pouvoir soviétique par les Russes blancs : la défaite en Crimée de l'armée du général Wrangel et son évacuation par la mer Noire avec l'aide de navires français en sonne le glas. Elle entraîne deux types de conséquences : à court terme l'afflux en France de toute une population d'émigrés russes ; à plus long terme un changement de comportement du gouvernement français à l'égard du péril rouge, aussi bien en politique intérieure qu'extérieure.

Par bien des points, les émigrés russes ressemblent aux émigrés français des années 1790 : même rupture déchirante avec leur pays, leurs domaines, leur religion, leurs coutumes, leurs voisins, amis et serviteurs restant sur place ou fuyant dans d'autres directions. En trois ans, la France, leur destination favorite, en reçoit environ quatre cent mille. Des princes, des nobles, des anciens ministres et collaborateurs du premier gouvernement provisoire, des officiers en grand nombre parmi lesquels on remarque les principaux chefs de l'ancienne armée blanche, et des hommes illustres comme le grand-duc Nicolas, Sazonov, le prince Félix Youssoupov qui fut l'un des principaux artisans de l'assassinat de Raspoutine... La plupart arrivent démunis mais s'insèrent assez facilement dans la population française qui les accueille plutôt avec bienveillance. Il leur faut trouver des moyens de subsistance. La plupart se font embaucher comme ouvriers d'usine, mineurs, matelots, ouvrent des échoppes d'artisans ou

s'improvisent chauffeurs de taxis, créant ainsi leur légende. Ces derniers seront jusqu'à trois mille à la fin des années 1920. Parmi eux, écrit le spécialiste de leur histoire, Andreï Korliakov, « de nombreux officiers supérieurs de la garde impériale » car « possédant une excellente éducation et sachant conduire », une compétence encore rare à l'époque. L'ancien ambassadeur Vassili Maklakov devient un émigré de l'intérieur et dirige l'Office central des réfugiés russes. Ainsi accueille-t-il, en 1920, la famille Tarassov, dont un enfant de neuf ans, Lev Aslanovitch, deviendra l'écrivain et académicien Henri Troyat qui, par ses romans et ses biographies, contribuera à faire mieux connaître des Français les paysages, les mœurs, la littérature et l'histoire de la Russie comme du peuple russe. Il fera des émules, dont Hélène Carrère d'Encausse, aujourd'hui l'une des meilleures spécialistes françaises de la Russie.

Au sein de ces réfugiés politiques se glissent inévitablement quelques agents soviétiques venant faciliter la propagande de la « patrie du socialisme ». Celle-ci exerce un attrait croissant dans les milieux socialistes français, abondamment sollicités à travers l'Internationale communiste, ou « Komintern », fondé à Moscou en mars 1919. Les Soviétiques ne cachent pas leur intention d'exporter la révolution vers l'Ouest. En France, le parti socialiste, déjà dénommé Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) depuis sa création en 1905, s'est scindé en deux lors de son congrès de Tours en décembre 1920. Il existe désormais un Parti communiste français (PCF) adhérent de la III^e internationale, très lié – « inféodé » disent les mauvaises langues – au Soviet suprême qui siège à Moscou. Son premier dirigeant, Marcel Cachin, également directeur du quotidien *L'Humanité*, rentre alors d'un voyage en Russie où il est allé prendre ses ordres. Le PCF restera jusqu'à la fin des années 1980 le plus fidèle second du parti-père, dit parti-frère.

Le gouvernement français en tient nécessairement compte et doit renoncer à l'idée, devenue impraticable, d'une complète étanchéité avec le

monde communiste. Malgré quelques sirènes nationalistes gravitant autour de Charles Maurras et de *L'Action française* qui réclament l'interdiction du nouveau parti, les principes républicains et la loi de 1901 sur les associations interdisent une telle entorse à la liberté d'expression. Ni Georges Leygues, ni Aristide Briand, successeurs de Millerand à la présidence du Conseil, n'envisagent d'y recourir. Pas plus que Raymond Poincaré, revenu à la tête du gouvernement le 15 janvier 1922. Celui-ci doit en outre, sur le plan international, tenter de répondre aux récriminations des épargnants français floués par le reniement de sa parole par la Russie. Pour Lénine et son entourage, la création de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), qui voit officiellement le jour le 30 décembre 1922, regroupant, dans un premier temps, les Républiques socialistes soviétiques (RSS) de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine et de Transcaucasie, ne succède pas juridiquement à l'Empire de Russie. Du passé, la révolution bolchevik fait table rase. Pour autant, les dirigeants installés au Kremlin – dont l'origine et le site conviennent si bien au complexe de citadelle assiégée ressenti par le pouvoir soviétique – ne conçoivent pas un avenir dépourvu de relations diplomatiques. Georges Tchitcherine, ministre des Affaires étrangères depuis que Trotski est passé à la Guerre, recherche donc une « normalisation diplomatique ». Celle-ci vise surtout, selon la doctrine communiste, à gagner du temps afin de mieux préparer la révolution dans toute l'Europe.

La Russie participe donc, en avril et mai 1922 à Gênes puis en juin et juillet à La Haye, aux conférences internationales appelées à régler un grand nombre de problèmes de l'après-guerre restés en suspens. La France y évoque la question des emprunts. Sans résultat. En conséquence, elle refuse de reconnaître le nouveau régime russe. Une désagréable surprise l'attend : le 16 avril, l'Allemagne et la Russie ont conclu à Rapallo, tout près de Gênes, en cachette de la conférence, un accord bilatéral stipulant leur renonciation mutuelle à toute réclamation financière ou demande

d'indemnisation, la reprise de leurs relations diplomatiques et une collaboration militaire sur le plan technique. Poincaré ne décolère pas et renforce encore son intransigeance, aussi bien envers l'Allemagne pour qu'elle s'acquitte loyalement de ses dettes de guerre – ce qui va conduire la France à une brève occupation militaire de la Ruhr – qu'envers l'URSS. Cette dernière protestant contre la vente à la Roumanie de navires de guerre russes antérieurement capturés par la France, Poincaré affirme, en juin 1923, que « le gouvernement soviétique n'a pas le droit de revendiquer les navires russes puisqu'il n'est pas reconnu ; or il n'est pas reconnu parce qu'il ne paye pas ses dettes ; enfin, même s'il était reconnu, la France n'en a pas moins le droit de retenir les navires en question à titre de garantie de la dette impayée ». Les autres puissances occidentales se montrent moins sévères, acceptant toutes, entre février et juin 1924, de reconnaître l'URSS. Ce que Lénine n'aura pas vu, mort comme Louis XVI un 21 janvier, 1924, mais de maladie. Trois jours plus tard, Saint-Pétersbourg, qui a déjà perdu son statut de capitale, perd une deuxième fois son nom : adieu Petrograd, bonjour Léninegrad.

Le gouvernement radical d'Édouard Herriot, formé en juin, se résout à son tour le 28 octobre à l'acte de reconnaissance, mais en rappelant de façon assez ferme, d'une part qu'il n'entend pas abandonner la question des emprunts, d'autre part qu'il compte que Moscou s'abstiendra, comme Paris pour la Russie, de s'ingérer dans la politique intérieure des nations, visant ainsi clairement les partis communistes.

Après quoi les deux pays échangent des ambassadeurs : Jean Herbette, un ancien journaliste spécialiste de politique étrangère, et Leonid Krassine, un proche de Lénine auparavant ministre du Commerce extérieur. Ils conviennent également de la création d'une commission mixte chargée de proposer des solutions à l'épineux problème des emprunts. Nouvel échec et nouvelles mesures de rétorsion françaises, à vrai dire peu proportionnées mais seules disponibles : le maintien du séquestre des navires russes

confisqués en mer Noire et le soutien à la Roumanie dans son annexion de la Bessarabie sans consultation des populations concernées. Il arrive souvent que « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », si cher à la vulgate démocratique française, s'efface devant la *realpolitik*.

Si les rapports entre États demeurent donc empreints de méfiance et de réserves, l'idéologie communiste séduit un nombre croissant d'artistes et d'intellectuels français. Alors même qu'à partir de 1925, le poids du Komintern sous la férule de Staline s'alourdit sur tous les « partis-frères », l'adhésion au PCF devient en France de la dernière élégance. En 1927, le mouvement surréaliste d'André Breton y plonge presque en entier avec Benjamin Péret, Louis Aragon, Paul Éluard... Ils y retrouvent, adhérents directs ou simples « compagnons de route », le peintre russe installé en France Marc Chagall mais surtout des écrivains à la mode comme Anatole France, Henri Barbusse, Jules Romains... qui voient dans l'Union soviétique « la grande lueur de l'avenir du genre humain » et veulent, de leurs plumes et de leurs tréteaux, « servir la révolution avant tout ». Nicole Racine, qui leur a consacré une thèse, relève leur ignorance des théories marxistes et la confusion qui s'opère entre le matérialisme dialectique et un rêve de romantisme collectiviste qu'André Malraux baptisera « illusion lyrique ». Mais les nécessaires leçons de doctrine leur sont fournies en novembre 1927 à Moscou par la première « Conférence internationale des écrivains prolétariens et révolutionnaires », qui leur communique également le goût pour les purges, les exclusions, les dénonciations, les mises en accusation ou au ban du paradis socialiste. D'aucuns estiment, dans la foulée de Julien Benda, auteur en 1927 d'un essai retentissant, *La Trahison des clercs*, que la littérature et les arts se fourvoient en se mêlant d'idéologies politiques.

Les ramifications du parti communiste à l'étranger et l'aide, plus ou moins camouflée, que lui apporte la Russie soviétique inquiètent le gouvernement de Raymond Poincaré, encore revenu au pouvoir en

juillet 1926. Le 21 octobre 1927, il expulse l'ambassadeur russe Christian Rakovski pour « menées subversives ». Moscou ne bronche pas et le remplace sans délai par Valerian Dovgalevski qui, se tenant correctement, conservera son poste jusqu'en juillet 1934. Ce n'est pas le moins piquant des caractères de la politique soviétique que cette dichotomie permanente entre une action souterraine visant à déstabiliser les « démocraties bourgeoises » et une attitude le plus souvent respectable quand il s'agit de faire machine arrière après avoir été pris « la main dans le sac ».

Quelles que soient d'ailleurs l'influence et la pression soviétiques sur les partis et les mouvements révolutionnaires occidentaux, le PCF ne progresse guère dans les urnes : ayant obtenu 10 % des suffrages pour sa première participation aux élections législatives, en 1924, il ne monte qu'à 11 % en 1928. Moscou décide alors de le contrôler de plus près : en juillet 1930, Dimitri Manouïlski, l'un des principaux dirigeants du Komintern qui suit tout spécialement sa section française, pousse son poulain Maurice Thorez au poste de secrétaire général et lui affecte un chaperon en la personne de l'Autrichien Eugen Fried, officiellement « délégué » du Komintern. Sans grand résultat à court terme : aux élections législatives de mai 1932, le PCF descend à 8 % des suffrages, ce qui le place au cinquième rang des partis français, loin derrière sa sœur ennemie la SFIO de Léon Blum.

Parallèlement, n'ayant pas réussi, douze ans après sa révolution d'Octobre, à en propager le modèle à l'Ouest, la Russie soviétique, sans renoncer à cette ambition, se comporte de plus en plus sur le plan diplomatique comme une puissance fréquitable et recherchant l'apaisement. Ainsi a-t-elle adhéré en septembre 1928 au pacte Briand-Kellogg (du nom de ses deux initiateurs, les ministres français et américain des Affaires étrangères) qui a déclaré la guerre « hors la loi », puis conclu un pacte de non-agression avec la Pologne, le 25 juillet 1932. Enfin signé plusieurs traités de commerce avec les pays occidentaux en vue d'accélérer

sa modernisation, surtout industrielle. Sur laquelle vient, en 1930, ironiser un auteur de bande dessinée promis à un grand avenir, Hergé avec son premier album, *Tintin au pays des Soviets*.

Le dégel se poursuit avec la France et la signature, après de longues conversations, d'un pacte de non-agression le 29 novembre 1932. Dans la foulée, les deux pays décident d'échanger des attachés militaires et, ce qui n'était pas arrivé depuis 1914, d'organiser de réciproques visites d'État, au niveau des ministres des Affaires étrangères, respectivement Édouard Herriot et Maxime Litvinov, enfin de préparer un « grand » accord commercial.

Alors que l'horizon franco-russe s'éclaire enfin, des nuages autrement gros et gris planent bientôt sur le ciel de l'Europe. La contagion de la crise financière américaine de 1929 s'avère particulièrement douloureuse en Allemagne où la misère et le chômage poussent une partie croissante de la population à se jeter dans les bras des partis extrêmes, communiste et national-socialiste. Ce dernier arrive en tête, avec 33 % des voix, des élections de novembre 1932, ce qui finit par porter Adolf Hitler à la chancellerie, le 30 janvier 1933.

Ses discours belliqueux alarment d'abord la Russie en raison du virulent anticomunisme des nouveaux dirigeants allemands, de leur politique de réarmement et de leurs arguments pangermanistes. Après la déconvenue de plusieurs projets de plans européens pour garantir le maintien de la paix, la France se rend à l'évidence avec le cabinet d'« union républicaine et nationale » formé par Gaston Doumergue au lendemain de la manifestation nationaliste du 6 février 1934 qui manqua d'emporter le régime. Revenu comme ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, quoique foncièrement anticomuniste, considère l'URSS comme le meilleur contrepoids au retour du militarisme allemand, ainsi qu'on le pensait avant 1914. D'autant mieux que la Pologne, réputée solide alliée de la France, et par l'histoire et par le traité de 1921, vient de conclure, le 26 janvier 1934,

un pacte de non-agression avec l'Allemagne comme elle en avait conclu un avec l'URSS. Elle se pose ainsi en « pays-tampon », instrument de paix à courte vue, source inévitable de conflit à plus long terme.

Après deux rencontres avec Litvinov à Genève, où siège la Société des Nations (SDN) depuis novembre 1920, le ministre français lui soumet un schéma comportant trois traités : un pacte de l'Est, prévoyant une aide militaire immédiate en cas de conflit avec l'Allemagne et réunissant l'URSS, la Finlande, les pays baltes, la Pologne et la Tchécoslovaquie ; un traité d'assistance directe franco-soviétique ; un « acte général » déclarant les deux traités susvisés compatibles avec la SDN et entrant en vigueur dès que l'URSS aura rejoint cette organisation. Que l'Allemagne et le Japon viennent de quitter avec fracas. Moscou accepte la proposition française mais les autres pays sollicités se défilent, à l'exception de la Tchécoslovaquie. Grâce notamment aux démarches de l'infatigable Barthou, la quinzième Assemblée générale de la SDN approuve, le 19 septembre, par trente-neuf voix sur quarante-deux, l'adhésion de l'URSS, de surcroît assortie d'un siège permanent au Conseil qui réunit le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Le 9 octobre, Louis Barthou est assassiné à Marseille où il était venu accueillir le roi de Yougoslavie, toujours dans l'idée d'édifier un « cordon sanitaire » autour de l'Allemagne et de l'Autriche, où les partisans de l'*anschluss* gagnent sans cesse du terrain. À ses yeux, l'ennemi est redevenu l'ennemi, pas d'autre choix que de collaborer avec son ennemi à lui.

Pierre Laval succédant à Barthou affirme aussitôt vouloir mener la même politique. Dans cet esprit, il conclut avec le Royaume-Uni et l'Italie, le 14 avril 1935, à Stresa, un accord garantissant l'immuabilité des frontières en Europe mais sans engagements précis. Puis, le 2 mai 1935 à Paris, il signe avec l'ambassadeur Vladimir Potemkine un « pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique », clair par son objectif – résister à l'Allemagne hitlérienne pour préserver la paix de l'Europe – mais

emberlificoté dans ses stipulations : en cas de « menace d'agression » par un « État européen » contre la France ou contre l'URSS, les deux pays « se consulteront » en vue d'activer l'article du pacte de la SDN qui permet une action d'urgence de son Conseil. Dans le cas où celui-ci ne parviendrait pas à prendre une décision unanime, chacun des deux signataires apporterait « immédiatement » à l'autre « aide et assistance ». On ne connaît pas les noms des diplomates, probablement de carrière, qui ont élaboré un tel texte, contre lequel Hitler va protester énergiquement mais assurément en riant sous cape... Il comprend sans doute que la III^e République française, visiblement à bout de souffle, tombera un jour ou l'autre sous ses coups et qu'il ne lui reste qu'à guetter le moment propice.

En attendant, Laval se rend à Moscou du 13 au 15 mai pour y rencontrer Staline et Molotov, son ministre des Affaires étrangères. Tous deux incitent leur partenaire à accroître considérablement son effort militaire et proposent que les états-majors respectifs entament des discussions en vue d'une alliance militaire concrète. Leurs agents les ont informés des doutes et des hésitations de la politique de défense française, empêtrée dans ses contradictions entre les tenants d'une guerre défensive et les partisans d'un retour à la stratégie offensive par des divisions blindées comme le préconise le colonel Charles de Gaulle dans son ouvrage *Vers l'armée de métier*.

Pour le moment Laval compte qu'après cet accord, le PCF va recevoir l'ordre d'abandonner sa violente propagande antimilitariste. Elle cesse en effet dès le lendemain... Moscou veut aller plus loin : que, devenu respectable, le parti révolutionnaire renonce à son isolement et entre dans une coalition des partis de gauche afin d'accéder au pouvoir. Ainsi Staline pourra-t-il mieux peser sur la politique étrangère et de défense de la France, ce qui lui paraît d'autant plus nécessaire qu'en mars 1936, celle-ci n'a réagi que par des mots à la remilitarisation allemande de la Rhénanie en violation du traité de Versailles.

Des communistes, des généraux et des soviets

Les élections législatives françaises des 23 avril et 3 mai 1936 donnent la victoire au « Front populaire » formé par les partis radical, socialiste et communiste. Maurice Thorez, toujours sous la coupe de Fried, n'a pas épargné sa peine, ni pour convaincre les militants de ce nécessaire changement de cap, ni pour passer sous les fourches caudines des exigences républicaines et nationales – le drapeau tricolore, la *Marseillaise*, le jeu parlementaire, la liberté d'expression – ni pour s'entendre et se coordonner avec des dirigeants politiques que la veille encore il traitait de « sociaux-traîtres » ou de « valets du capitalisme ». Efficace métamorphose : l'académicien François Mauriac lui trouve « une voix douce ».

La propagande du PCF change également de cible, pour passer de la violente dénonciation des méfaits du capitalisme à l'encensement du modèle soviétique, crédité d'un système économique qui lui a permis d'échapper aux conséquences de la crise de 1929, soit au chômage, à la misère et à la montée des partis extrémistes, qu'on appellerait aujourd'hui populistes.

Quant aux relations d'État à État, on aurait pu conjecturer que le nouveau cabinet, dirigé par le socialiste Léon Blum, allait faciliter la conclusion de l'accord militaire souhaité par Staline. Or les communistes

français soutiennent certes le gouvernement mais sans y participer, ce qui les tient à l'écart d'un grand nombre de décisions, notamment dans le domaine de la défense. Par ailleurs, les plus hauts responsables des armées demeurent hostiles au « bolchévisme » et se méfient des visées de l'URSS au moins autant que de celles de l'Allemagne hitlérienne. De sorte que le ministre de la Guerre, le radical Édouard Daladier, et le chef d'état-major des armées en poste depuis 1931, le général Maurice Gamelin, ne se pressent guère pour faire avancer les discussions avec leurs homologues soviétiques. Qui, par ailleurs, estiment de plus en plus indéchiffrable la politique de défense de la France. La Belgique, son alliée depuis 1920, vient, le 18 juillet 1936, de faire volte-face en revenant à sa traditionnelle neutralité. À l'hôtel de Brienne, siège du ministère des Armées, on envisage alors de prolonger la ligne Maginot (du nom du ministre de la Guerre qui en eut l'idée) jusqu'à la mer du Nord. En effet, cette chaîne de puissantes fortifications, patiemment édifiée depuis 1928 le long de la frontière allemande – sacrifiant au passage le Luxembourg – s'arrête à celle de la Belgique, laquelle prend ici le relais par ses propres moyens et l'aide de son alliée. En réalisant cette prolongation, la France se trouverait, en cas de conflit avec l'Allemagne, dans une situation ubuesque : laisser la Belgique se faire envahir sans se porter à son secours mais, en application de l'alliance de 1921, voler à celui de la Pologne si elle était attaquée par le même ennemi ou par un autre ! De quoi, c'est vrai, déboussole Staline et Molotov qui ne peuvent davantage se coordonner avec le gouvernement français en face de la guerre civile espagnole.

Leur engagement stratégique avec le concours du PCF tient pourtant bon : en fin d'année, lors de la discussion budgétaire annuelle, les soixante-douze députés communistes, dûment chapitrés, votent les crédits militaires qu'ils avaient toujours repoussés jusqu'ici. Mais alors que l'image de l'Union soviétique ne cesse de s'améliorer, dans la presse et dans l'opinion publique, un véritable brûlot rencontre un immense succès de librairie :

paru le 8 novembre 1936, *Retour de l'URSS*, d'André Gide, se vend à 150 000 exemplaires en moins de trois semaines, un record historique pour un essai. Son auteur, « compagnon de route du Parti », appelait jusqu'ici régulièrement de ses vœux – son *Journal* l'atteste – l'avènement en France de cet homme nouveau et de cette société nouvelle, conçus là-bas, dans le laboratoire de la « patrie du socialisme ». Le considérant donc comme un précieux agent de propagande, Moscou l'avait invité à effectuer un voyage dont le récit servirait le communisme en France. Mais, sur place, l'illusion s'est muée en consternation : confiscation des libertés, terreur policière, culte de la personnalité de Staline, misère de la population... le « paradis des travailleurs » est un enfer.

Des intellectuels communistes français, dont Louis Aragon, l'ambassadeur d'URSS, Vladimir Potemkine, le délégué du Komintern, Eugen Fried, et d'autres tentent de faire interdire l'ouvrage puis de dissuader les journaux d'en rendre compte. Impossible sous une III^e République encore attachée à la liberté d'expression. Seule ou presque *L'Humanité*, dirigée par Paul Vaillant-Couturier, se tait. Mais ce n'est pas fini : choqué par la tenue des « procès de Moscou », instances caricaturales par lesquelles Staline se débarrasse de ses derniers concurrents bolcheviks, Gide reprend vite le marteau pour retaper sur la faucille avec *Retouches à mon « Retour de l'URSS »* qui paraît en juillet 1937 : « Que le peuple des travailleurs, écrit-il, comprenne qu'il est dupé par les communistes, comme ceux-ci le sont par Moscou. » Cette fois l'omerta se change en diatribe contre le nouveau traître. *L'Humanité*, qui tire alors à 350 000 exemplaires – son sommet – ne se tait plus. Un tombereau d'accusations et d'insultes déferle sur – c'est le hic – l'un des gourous de la jeunesse dorée de l'époque. La polémique soulevée par Gide ne tombe pas au meilleur moment pour le gouvernement du Front populaire. Miné par ses dissensions, confronté à une crise économique qu'il ne sait résoudre, contraint de dévaluer le franc et de renoncer à plusieurs promesses de

réformes sociales, Léon Blum a dû démissionner en juin 1937 et passer la main au radical Camille Chautemps, connu pour son anticomunisme. En janvier 1938, en désaccord avec le retour d'une politique économique et financière « aux ordres des puissances d'argent », selon le mot de son député du Nord Arthur Ramette, le PCF claque la porte. Avec la bénédiction du Komintern qui a perçu l'impossibilité d'une véritable politique de front populaire et qui, ne songeant qu'aux questions internationales, ne peut plus soutenir un gouvernement « otage du *Foreign Office* » selon l'expression de son porte-parole et député de la Seine, Jacques Duclos. Le rêve d'un avenir radieux se dissout dans le retour de politiciens conventionnels au sein de cabinets plus instables que jamais. Ainsi Chautemps est-il déjà démissionnaire et encore sans remplaçant lorsque, en mars 1938, l'Allemagne annexe l'Autriche. Le ministre français des Affaires étrangères, Yvon Delbos, se contente d'une protestation écrite, « la plus énergique ».

Hitler comprend qu'il peut tout de suite engager l'étape suivante. Staline qui, lui, n'a pas obtenu de réponse à sa proposition d'une conférence internationale contre « le développement des agressions en Europe », ne comprend plus ce qui se passe en France. Il médite donc de mettre un deuxième fer au feu en brisant la glace qui le coupe de l'Allemagne. Les échanges commerciaux, qui n'ont jamais cessé, fournissent un excellent prétexte à ouvrir des discussions. Ce dont peut se féliciter le maître du Kremlin à propos du pataquès tchécoslovaque du printemps et de l'été 1938. Ce pays artificiel, créé par le traité de Versailles sur les décombres de l'Empire d'Autriche, comporte une région, les Sudètes, de culture et de langue allemande tout naturellement tentée par un deuxième *anschluss*. En accord avec la France, l'URSS veut bien défendre militairement l'intégrité de la Tchécoslovaquie mais ses troupes devraient, pour cela, traverser une partie de la Pologne et de la Roumanie. Qui refusent. La première est en mauvais terme avec sa voisine, et les deux pays sont alliés de la France.

Pendant ce temps, Hitler et Mussolini parachèvent l'axe Rome-Berlin. De son côté, l'Angleterre offre sa médiation. Le 13 avril 1939, le gouvernement français confirme par une déclaration officielle son alliance avec la Pologne.

S'ensuit une interminable série de pourparlers, de négociations, de tractations, parfois publiques, parfois secrètes, ne réunissant jamais exactement les mêmes partenaires. Une fois encore le gouvernement soviétique invite Paris à des discussions militaires et les ouvre à l'Angleterre. Le général Aimé Doumenc et l'amiral Reginald Drax-Plunkett arrivent à Moscou en août. L'Anglais a pour mission de temporiser au maximum. On achoppe vite sur la question de la traversée de la Pologne par les troupes russes. Doumenc voudrait interroger les Polonais : et s'il s'agissait de les défendre contre l'Allemagne ? Dont on sait que, certes, elle les a soutenus contre les Tchécoslovaques, mais aussi qu'elle lorgne vers Dantzig, cette ville allemande imprudemment placée en Pologne par le traité de Versailles et, dont, de plus, le « couloir » rompt la continuité territoriale entre les Allemagnes occidentale et orientale. Mais le gouvernement Daladier, décidément bien inspiré, refuse la demande du général. Ce qui rend inutile la poursuite des échanges.

Pour le reste, sur le plan politique, on remue tant de vase que plus personne n'y voit goutte. Sauf Hitler qui, en accord avec l'Italie, obtient le 30 septembre de la France et de l'Angleterre, représentée par Neville Chamberlain, Premier ministre, l'abandon à l'Allemagne de la région des Sudètes. Londres et Paris ont confondu Munich et Canossa, ce qui procure à Churchill le terrible mot : « Vous aviez à choisir entre le déshonneur et la guerre, vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. »

L'accord s'est fait en tenant l'URSS à l'écart, mais une rumeur distille que le gouvernement soviétique a donné son pouvoir à Daladier. Ce que dément sèchement *La Pravda* du 2 octobre. L'entente entre les deux pays n'existe plus. L'Angleterre et la France signent ensuite, chacune de son

côté, un pacte de non-agression avec l'Allemagne, tandis que la Pologne se range du côté de cette dernière pour obtenir, elle aussi, un morceau de la Tchécoslovaquie. La pactomanie, cette maladie de l'entre-deux-guerres, est parvenue, en embrouillant les relations entre États, à fragiliser le continent comme jamais, dorénavant livré à toutes les aventures possibles. Le dernier acte diplomatique reste cependant à jouer, ce qui est fait le 23 août 1939 avec le pacte germano-soviétique. Conclu pour dix ans, il comporte deux volets bien distincts : le premier sacrifie à la litanie ordinaire de la non-agression, de la préservation de la paix et des consultations bilatérales en tant que de besoin ; le deuxième, tenu secret, délimite les sphères d'influence respectives et futures des deux puissances : à l'Allemagne la Lituanie, à l'URSS le reste des pays baltes et la Finlande.

Le sort de la Pologne est renvoyé à un accord bilatéral ultérieur.

On a dit que le pacte causa, selon le mot de l'historien Romain Yakemtchouk, « l'effet d'une bombe dans les capitales occidentales ». Preuve supplémentaire de leur cécité. Selon le maréchal Kliment Vorochilov, ministre russe de la Défense : « Les négociations militaires avec l'Angleterre et la France ont été rompues, non parce que l'URSS a conclu un pacte de non-agression avec l'Allemagne mais, bien au contraire : l'URSS a conclu ce pacte parce que les négociations avec la France et l'Angleterre ont abouti à une impasse. » La dite deuxième guerre mondiale peut commencer.

Le 1^{er} septembre, l'armée allemande pénètre en Pologne. Le surlendemain, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne afin de défendre leur alliée, qu'elles vont laisser envahir sans bouger : ce qu'on appellera la « drôle de guerre ». L'URSS ne l'entend pas ainsi : le 17 septembre c'est au tour de l'Armée rouge d'entrer en Pologne. Une semaine plus tard, Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du *Reich*, se rend à Moscou afin de convenir avec Molotov du contenu de la convention prévue sur le partage du pays, exactement comme

au bon vieux temps des tsars et des rois de Prusse. L'armée française campe derrière la ligne Maginot et commence à envoyer à Paris ces messages appelés à devenir fameux : « rien à signaler ».

En attaquant la Pologne, l'URSS est devenue l'ennemie de la France. Le 23 septembre, le PCF, toujours subordonné au Komintern, est interdit. Le 3 octobre, Maurice Thorez, quarante ans, et donc mobilisable, reçoit l'ordre de désertir pour se réfugier en Russie.

Les dirigeants soviétiques ne comprennent pas pourquoi la France est restée aussi longtemps l'arme au pied, ni pourquoi elle a attendu pour se battre le bon vouloir de la *Wehrmacht* en mai 1940 après que la cause de la guerre – la sauvegarde de la Pologne – a disparu, enfin pourquoi son armée, réputée si forte, s'est effondrée en six semaines. Ils comprennent en revanche que le maréchal Pétain juge qu'il faut cesser les combats. Ils maintiennent auprès de lui leur ambassadeur nommé en mars précédent, Alexandre Bogomolov.

Cependant, bien qu'allié, ou plutôt complice, d'Hitler, Staline n'a pas vu d'un œil serein l'écroulement français : voici désormais son pays au voisinage direct d'une superpuissance militaire qui ne semble pas tout à fait rassasiée. Aussi prête-t-il attention à ce général de brigade à titre temporaire qui, depuis le 18 juin à Londres, parle comme s'il incarnait la France légitime, indépendante et toujours en guerre contre l'Allemagne. En septembre puis en octobre, l'ambassadeur d'URSS au Royaume-Uni, Ivan Maïski, apporte une réponse favorable aux démarches intentées par de Gaulle, via René Cassin, ancien représentant de la France à la SDN : son gouvernement reconnaît la « France libre » en même temps que son chef. Il accepte également d'établir des relations avec le « Conseil de défense de l'Empire français », c'est-à-dire avec de Gaulle pour toutes les questions touchant à l'implication des colonies françaises. Il mentionne enfin son intention de contribuer à la restauration de la « grandeur de la France », de

quoi faire vibrer les cordes du général. Que, de l'autre côté de l'Atlantique, Roosevelt continue de boudier.

Le 22 juin 1941, Hitler déclenche l'opération « Barbarossa », un nom officiellement choisi par référence à l'empereur germanique Frédéric Barberousse qui rêvait de reconstituer l'empire de Charlemagne, mais qui pourrait aussi se traduire par « sus aux barbares ». À 3 heures du matin, sans déclaration de guerre, le pacte germano-soviétique vient de rendre l'âme. Moscou comme Berlin savaient que celui-ci ne servait que de répit à l'inévitable affrontement entre le communisme et le national-socialisme. Mais les Soviétiques ne s'attendaient pas à une rupture si rapide et se voient rapidement débordés sur le terrain militaire.

Comparables, sur les plans stratégique et géopolitique, aux intentions de Napoléon en 1812, celles d'Hitler en divergent par l'esprit : si l'empereur des Français respectait son homologue russe et, comme on l'a vu, espérait négocier avec lui, pour sa part le *führer* engage une lutte à mort, système contre système, peuple contre peuple, nation contre nation.

De Gaulle réagit immédiatement à l'agression allemande, Pétain aussi. Le premier assure l'URSS de sa parfaite solidarité car « quiconque lutte contre l'Allemagne combat en même temps pour la libération de la France ». Il projette de nommer un délégué de la France libre auprès du gouvernement soviétique. Enfin il compte que les communistes français rallieront sans plus attendre les rangs de la résistance intérieure. Le second rompt les relations diplomatiques avec Moscou en expulsant Bogomolov et en rappelant l'ambassadeur français, Gaston Bergery. Tandis que de Gaulle envoie le sien : le 13 mars 1942, Molotov accueille chaleureusement Roger Garreau, diplomate de carrière autrefois deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Moscou. Tous deux discutent de l'aide militaire réciproque que pourraient s'apporter l'URSS et la France combattante en dépit de l'immense écart entre leurs moyens respectifs. Mais l'objectif gaulliste est

que la France participe à la victoire future, indépendamment de son poids militaire.

Au printemps de 1942, la fulgurante avancée allemande s'embourbe dans la fonte des neiges, le sort de la guerre devient incertain. Tandis qu'à Vichy, Pierre Laval, chef du gouvernement imposé à Pétain par l'occupant, déclare, le 22 juin 1942, souhaiter la victoire de l'Allemagne, de Gaulle se rapproche de plus en plus de l'URSS. Grâce à elle, la France libre n'est plus seule en face du Royaume-Uni et des États-Unis, entrés en guerre à la suite du bombardement japonais de Pearl Harbor en décembre 1941. Cette bonne nouvelle, conforme aux prévisions du général dès juin 1940, se mâtime néanmoins à ses yeux d'un danger de collusion anglo-américain dont l'empire colonial français ferait les frais. Lors d'un entretien avec Bogomolov, devenu à Londres le représentant de l'URSS auprès des gouvernements européens en exil, de Gaulle exprime son souci de prendre ses distances et, pourquoi pas, de transférer le siège de la France libre à Moscou. En vérité, l'idée ne lui sert que de chantage pour amener Churchill à plus de compréhension à son égard et à se montrer moins soumis à Roosevelt. Le 25 novembre, la France libre et l'URSS conviennent de leur première collaboration militaire : une escadrille d'avions de chasse français, dénommée « Normandie » viendra assister l'Armée rouge. Elle participe à ses premiers combats en mars 1943. Devenue « Normandie-Niémen » sur proposition de Staline, elle accomplira quelques hauts faits d'armes jusqu'à la fin de la guerre, plusieurs de ses pilotes se voyant honorer du titre de « héros de l'Union soviétique ».

La victoire approchant, aussi bien sur le front de l'Est après la série de revers subis par les Allemands depuis la fin de la bataille de Stalingrad, en février 1943, que sur le front de l'Ouest, avec le débarquement des Alliés en Normandie le 6 juin 1944, de Gaulle redoute de plus en plus une mainmise des Américains sur la France, qui serait moins libérée que réoccupée. L'appui de l'URSS sur le plan international, comme celui des communistes

dans la Résistance, lui paraissent d'autant plus précieux. Mais il ne s'agit pas d'échapper à une tutelle pour en subir une autre. Le jeu de subtil équilibre dont dépendra l'indépendance de la France exige de son Comité de libération nationale, devenu Gouvernement provisoire le 3 juin 1944 en Alger, qu'il exerce en permanence une extrême vigilance de part et d'autre de ses alliés. Pour le moment, le plus gros danger de confiscation du pouvoir instauré à Londres quatre ans plus tôt vient des États-Unis et de Roosevelt, qui n'a jamais ni supporté de Gaulle ni compris le gaullisme. Il faut donc intensifier encore le rapprochement avec l'URSS, qui s'y prête volontiers au nom d'une évidente communauté d'intérêts à court terme. Le 24 novembre, accompagné de responsables politiques, dont le démocrate-chrétien Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance, et militaires, dont le général Alphonse Juin, l'un des vainqueurs de la campagne d'Italie, de Gaulle s'envole pour un voyage de deux semaines qui doit s'achever à Moscou. Il en attend deux éléments cruciaux pour la consolidation de son pouvoir, toujours provisoire : que le gouvernement soviétique dissuade le parti communiste français reconstitué de tenter un coup de force qu'il légitimerait par le sacrifice d'un grand nombre de ses militants dans la Résistance et qui lui vaut le surnom de « parti des 75 000 fusillés » (en vérité environ 25 000) ; que l'affichage d'une solide entente franco-russe dissuade les Américains de traiter la France en nation satellisée. Du reste, mais sans nourrir trop d'illusions à cet égard, de Gaulle caresse l'idée que, peut-être, Staline appuierait un projet, sinon d'annexion, au moins de contrôle par la France de la rive gauche du Rhin, ce serpent de mer réapparu de siècle en siècle.

La rencontre des deux dirigeants ne ressemble en rien aux embrassades de Tilsit. Ils ne pèsent pas le même poids, et la force est à peu près la seule chose que respecte Staline, bien plus héritier d'Ivan le Terrible que de Pouchkine. En face, la culture historique et la mystique nationale d'un Charles de Gaulle tournent à vide. « La princesse des contes ou la madone

aux fresques des murs » n'ont aucune place dans le temple du matérialisme dialectique. De plus, le maître du Kremlin regarde avec quelque mépris cette France qui s'est si grotesquement fait battre en 1940. Enfin, il sait que les gouvernements français, provisoires ou non, sont surtout éphémères. Où sera de Gaulle, dans seulement trois ou quatre mois ?

Selon Roger Garreau, leur premier entretien fut donc glacial. Dans ses *Mémoires*, le général dépeint sans complaisance son interlocuteur : « Staline était possédé de la volonté de puissance. Rompu par une vie de complots à masquer ses traits et son âme, à se passer d'illusions, de pitié, de sincérité, à voir en chaque homme un obstacle ou un danger, tout chez lui était manœuvre, méfiance et obstination. La révolution, le parti, l'État, la guerre, lui avaient offert les occasions et les moyens de dominer. Il y était parvenu, usant à fond des détours de l'exégèse marxiste et des rigueurs totalitaires, mettant au jeu une audace et une astuce surhumaines, subjuguant ou liquidant les autres. »

De Gaulle propose à Staline la conclusion d'une nouvelle alliance dans la lignée de celles de 1892 et de 1935. Mais l'URSS garde un mauvais souvenir de la deuxième, que la France n'avait pas respectée en pactisant à Munich avec l'Allemagne hitlérienne. Puis on bute, une fois de plus, sur la question polonaise, cette fois de façon inédite : Staline et Molotov voudraient que la France reconnaisse le gouvernement de Lublin, tenu par les seuls partisans communistes, alors que de Gaulle entend rester fidèle à celui exilé à Londres, à ses yeux le seul légitime. Mais, des deux côtés, on tient à signer quelque chose. On trouve sur la Pologne un compromis boiteux – l'envoi à Lublin d'un représentant français mais non de la France – et on conclut, le 10 décembre 1944, un « traité franco-soviétique d'alliance et d'assistance mutuelle » qui se contente de réaffirmer la volonté commune des deux pays de vaincre de concert une Allemagne déjà aux abois. On a connu des conventions plus reluisantes et surtout plus prospectives.

Aux élections du 21 octobre 1945 visant à former une Assemblée constituante, le Parti communiste obtient 26 % des voix et devient le premier parti politique de France. Maurice Thorez, retour d'URSS, en reprend la direction et, ancien déserteur, devient ministre d'État dans le gouvernement formé par Charles de Gaulle le 13 novembre 1945. Ce dernier a dû accepter les communistes mais leur a refusé les ministères « clés » de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères, ce qui ne manque pas de sel après l'alliance conclue avec l'URSS. À peine ébauché, le nouveau régime s'avère bancal. De Gaulle, désabusé par le retour du règne des partis, s'en retire le 20 janvier 1946, donnant ainsi raison à ce que pressentait Staline. Les communistes s'y maintiennent encore quatre mois, Thorez ayant même, un temps, revendiqué la présidence du Conseil. Avant de rompre avec le cabinet du socialiste Paul Ramadier mais avec l'idée de revenir néanmoins au pouvoir. Or, en septembre 1947, lors de la réunion du « Kominform » qui a remplacé le Komintern, son chef, Andreï Jdanov, également premier secrétaire du parti communiste soviétique, reproche sévèrement aux partis français et italien d'avoir participé à des « gouvernements bourgeois » et de le vouloir encore.

Tout se passe alors en France comme si la Deuxième Guerre mondiale n'avait pas eu lieu et que les mœurs de la III^e République reprenaient le dessus avec le même personnel politique, ou peu s'en faut. De nouveau, intellectuels et artistes rejoignent en nombre le PCF : Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de chimie en 1935 et, depuis 1946, haut-commissaire à l'énergie atomique ; le philosophe Maurice Merleau-Ponty, qui annonce l'avènement de la « dictature du prolétariat » dans un proche avenir ; le couple iconique et « existentialiste » formé par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir ; les peintres André Fougeron et Pablo Picasso... Certains d'entre eux trouvant par là un moyen assez sûr de faire oublier leur comportement durant l'Occupation.

Campant sur son statut de premier parti de France – avec 28 % des voix lors des dernières élections législatives, en novembre 1946, et une armée de 171 députés, quand les centristes en comptent 162 et les socialistes 102 –, obéissant à la « doctrine Jdanov » d'incompatibilité absolue entre les deux blocs et de déterminisme géopolitique imposant à chaque nation d'appartenir à l'un ou à l'autre, le PCF mène désormais une politique d'opposition systématique au gouvernement.

Parallèlement, les Soviétiques consolident méticuleusement l'asservissement des pays d'Europe centrale que les États-Unis et le Royaume-Uni ont placés dans leur orbite lors des conférences de Yalta, en février 1945, et surtout de Potsdam, en août suivant, tenues en l'absence de la France. Que pèsent d'ailleurs un Paul Ramadier, un Robert Schumann, un André Marie, un Henri Queuille et même un Georges Bidault, fugaces présidents du Conseil entre 1947 et 1949, en face d'un Joseph Staline ? Par comparaison, les relations de Pierre le Grand et du régent, de Napoléon I^{er} et d'Alexandre I^{er}, de Nicolas II et de Poincaré ne semblent plus appartenir à une autre époque mais bien à une autre planète. La France ne s'achemine-t-elle pas, avec des dirigeants craintifs depuis le départ de de Gaulle qui, lui, n'avait peur de rien ni de personne, vers une place de puissance de deuxième ordre ? Juste un peu au-dessus de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, sacrifiées à l'ours russe, mais faisant, elle, entre l'Allemagne et l'Italie vaincues, partie du clan de l'Ouest dirigé depuis Washington. Une situation qui fait bouillir le « retraité » de Colombey-les-Deux-Églises qui, dès avril 1947, est sorti de sa solitude. N'y tenant plus de voir la France s'enfermer dans la médiocrité, un « atlantisme passif » et les déchirements partisans, il fonde le Rassemblement du peuple français (RPF) qui ne se veut pas un parti politique de plus, encore qu'il lui ressemble comme un frère. Parmi ses objectifs, un dualisme qui confine à la schizophrénie : s'extraire de l'« atlantisme peureux et passif » et s'opposer aux menées du Parti

communiste, toujours suspect de la tentation de prise du pouvoir par la force ou, plus probablement, par la récupération des révoltes sociales organisées par sa courroie de transmission syndicale, la puissante Confédération générale du travail (CGT). Mais pour cela, l'appui populaire ne saurait suffire : si le RPF obtient de remarquables résultats lors des élections municipales d'octobre 1947, réunissant 38 % des suffrages et conquérant plusieurs grandes villes, dont Paris, Bordeaux et Strasbourg, il lui faudrait surtout des députés, or le prochain scrutin législatif n'aura lieu qu'en juin 1951, ce qui paraît horriblement loin aux gaullistes. Car, à leurs yeux, la France continue de s'enfoncer sur le plan international, comme sur le plan interne. Le risque schizophrénique touche aussi Moscou qui, d'un côté, se félicite de voir naître en France un mouvement indocile aux ordres de Washington mais, d'un autre, ne sait comment appréhender sa farouche hostilité au communisme.

Les États-Unis ont maintenu la présence de leurs troupes en Europe, presque instantanément converties de la guerre contre l'Allemagne au barrage contre l'Union soviétique. Ce qui se traduit par un nouveau traité instaurant, en matière militaire, une Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) conclu le 4 avril 1949 et auquel adhère la France comme privée de tout libre-arbitre national. Après quoi, ses gouvernements acceptent l'essentiel des diktats américains, tels que l'installation de bases militaires sur leur territoire et le réarmement de l'Allemagne fédérale (RFA) désormais coupée de sa partie orientale d'obédience soviétique.

Une fois abaissé et verrouillé son « rideau de fer », selon l'expression de Churchill, colonisant ainsi un petit quart de l'Europe, Moscou, solidement relayé par le PCF, condamne la politique coloniale de la France en Indochine, tellement contraire à la vision marxiste-léniniste du monde de demain. La guerre, qui sévit depuis novembre 1946, oppose l'armée française à l'« armée populaire vietnamienne » d'inspiration communiste et bénéficiant, à partir de 1950, du soutien de la République populaire de

Chine, alliée de l'URSS. Tandis que les États-Unis apportent leur aide à la France dans le cadre d'une croisade anticomuniste en Asie, dont la guerre de Corée constitue le deuxième volet.

Aux élections législatives de juin 1951, le RPF présente pour la première fois des candidats mais n'obtient que 22 % des voix, et 121 députés, ce qui est très en dessous de ses espérances. De son côté le PCF décline légèrement, avec 26 % des voix et seulement 103 députés en raison du mode de scrutin et du découpage départemental. Les autres courants, socialiste, radical, démocrate-chrétien, libéral et centriste, ont formé une coalition, dite de « troisième force », qui atteint la majorité absolue en voix (52 %) et en sièges (390).

Rejetés dans deux oppositions irréductibles, gaullistes et communistes s'affrontent durement sur la question indochinoise tandis que les opérations militaires s'envasent.

Le 5 mars 1953, la France et le monde apprennent, stupéfaits, la mort brutale de l'homme dont le culte de la personnalité avait atteint des proportions presque divines. Une attaque cérébrale vient de terrasser, à soixante-quatorze ans, le « petit père des peuples », selon la formule héritée du tsarisme et repeinte aux couleurs du communisme. Aucun chef d'État ou de gouvernement occidental n'est convié à assister aux grandioses funérailles. L'ambassadeur Louis Joxe y représente la France. Où le parti et l'intelligentsia communistes se déchaînent dans la grandiloquence des hommages, parfois teintés de polémiques lorsque, par exemple, Louis Aragon tempête contre le portrait du défunt que Picasso a crayonné en urgence : « une bonne femme joufflue affublée d'une moustache ». Bernard Buffet ironise : « Pour une fois que son modèle n'a pas l'œil à la place de l'oreille... »

À Staline, qui concentrait tous les pouvoirs comme rarement dans l'histoire, succède une direction collégiale, pas très lisible à ses débuts mais bientôt, et comme d'habitude, condensée dans un nouveau *leader maximo*,

en la personne de Nikita Khrouchtchev. Premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) le 14 septembre 1953, il devient le seul maître à bord cinq mois plus tard après avoir écarté Gueorgui Malenkov, président du Conseil des ministres, de la réalité du pouvoir.

Une de ses premières décisions consiste, le 19 février 1954, à faire avaliser par le comité central du parti le détachement de la Crimée de la République socialiste soviétique de Russie (RSSR) pour la rattacher à la République socialiste soviétique d'Ukraine (RSSU) ce qui n'a guère de portée dans l'immédiat eu égard à la concentration de tous les pouvoirs à Moscou, mais qui provoquera, soixante ans plus tard, une crise majeure...

La fugace impression de détente après la disparition de Staline ne produit guère de conséquences dans les relations avec l'Ouest et avec la France, toujours impitoyablement condamnée par Moscou pour la guerre coloniale qu'elle mène en Indochine. Mais le conflit s'achève en mai 1954 par le désastre de Diên Biên Phu. Le gouvernement français, que dirige le radical Pierre Mendès France, n'a alors d'autre choix que d'engager des pourparlers de paix et d'abandonner l'Indochine. Une défaite saluée par tous les partis communistes et par l'Union soviétique comme le gage de la progression de la cause révolutionnaire dans le monde.

Or voici qu'à peu près au même moment, le RPF et le PCF se trouvent engagés du même bord dans l'opposition au projet de Communauté européenne de défense (CED). Au motif de mutualiser la protection de l'Europe de l'Ouest en créant une armée multinationale, il s'agit en réalité de placer l'ensemble des forces des pays membres sous contrôle américain. L'idée choque autant les gaullistes que les communistes mais, également, une importante partie des socialistes et des conservateurs qui n'est pas disposée à abandonner l'indépendance nationale. De sorte que, le 30 août 1954, le Parlement français rejette un traité signé deux ans plus tôt par le gouvernement du modéré Antoine Pinay, et déjà ratifié par l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique et les Pays-Bas. Moscou salue une décision qui permet

de ne pas désespérer de la France mais subit presque aussitôt une déception avec la conclusion, deux mois plus tard à Paris, de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), sorte de CED au rabais réunissant la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. L'Union soviétique réagit en notifiant aux gouvernement anglais et français que la ratification de cet accord entraînerait l'annulation du traité d'alliance de 1944 qui, à vrai dire, n'a plus guère de sens depuis dix ans. Paris et Londres passant outre, le traité de 1944 est effectivement dénoncé par l'Union soviétique qui, le 14 mai 1955, conclut avec les sept pays de l'Est placés dans sa dépendance le Pacte de Varsovie. Les signataires subordonnent leurs forces armées à un commandement unique, évidemment russe, sorte de CED soviétique. La « guerre froide », terme forgé par l'écrivain britannique George Orwell, prend alors toute sa dimension et pourrait dépasser largement le cadre européen dans lequel on la croyait jusqu'ici circonscrite. Car Moscou regarde bien au-delà du continent. Même si le PCUS a, pour un certain temps, remis son ambition de conduire une révolution mondiale, il n'y a pas renoncé pour toujours. Plusieurs événements récents l'y encouragent : la récente révolution chinoise et le surgissement du « maoïsme », l'éveil de sentiments nationaux dans les colonies anglaises et françaises, l'aspiration de plusieurs pays en voie de développement à former un « tiers-monde » solidaire en dehors des deux blocs, comme vient de l'exprimer la conférence de Bandung (Indonésie) d'avril 1955. On y prononce pour la première fois les termes de « non-alignement » et de « coexistence pacifique ».

Afin d'échanger, au moins des impressions, sur tout cela, les socialistes Guy Mollet, président du Conseil depuis le 1^{er} février 1956 et Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, se rendent à Moscou du 15 au 19 mai. Konrad Adenauer, chancelier d'Allemagne de l'Ouest, a fait le même voyage quelques mois plus tôt. En vérité, la guerre froide n'a jamais

nui au tourisme diplomatique. On aura encore souvent l'occasion de le vérifier, même aux moments des tensions les plus acerbes. Mais, en l'espèce, ce déplacement passe presque inaperçu. Des discussions entre les deux Français et leurs homologues russes, il ne ressort rien sur le plan politique ; on affirme cependant la volonté mutuelle d'approfondir et d'institutionnaliser les échanges culturels et universitaires.

C'est alors qu'éclatent, presque concomitantes, les crises de Poznań, de Budapest et de Suez.

En juin, la rude répression d'une émeute antigouvernementale dans la vieille cité polonaise rappelle aux Français qu'autrefois ils soutenaient ce pays et que l'on criait « vive la Pologne monsieur ! » au passage du tsar. Maintenant, on se contente d'une protestation polie portée au Kremlin par le nouvel ambassadeur de France, Maurice Dejean.

En Hongrie, les choses vont plus loin puisque l'ampleur du soulèvement d'octobre et la tentative de libéralisation du régime obligent l'armée soviétique à intervenir et à renverser le gouvernement réformateur de Imre Nagy qui voulait se retirer du Pacte de Varsovie. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis saisissent de concert le Conseil de sécurité de l'ONU. Personne, à l'Ouest, n'est disposé à faire tuer des hommes pour Budapest. Le ballet diplomatique sert donc d'expédient ; après force notes et conciliabules new-yorkais, il débouche, le 4 novembre, sur une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies exigeant le retrait des forces soviétiques de Hongrie. En vain : leur présence sera même renforcée jusqu'en mai 1957. Se gaussant de l'inactivité des puissances occidentales, qu'au même moment Mao Tsé-toung qualifie de « tigres de papier », Khrouchtchev estime que leur soutien à la Hongrie est celui de « la corde qui soutient le pendu ». Les réactions sont particulièrement vives en France, surtout chez les socialistes, qui se montrent alors les plus sévères contempteurs du totalitarisme soviétique. Gêné, le PCF se tait. Mais pas forcément ses compagnons : le 9 novembre, dans un entretien avec

L'Express, Jean-Paul Sartre oublie le fameux, mais apocryphe « ne pas désespérer Billancourt » pour stigmatiser « la faillite complète du socialisme importé d'URSS ». Guy Mollet déclare que le PCF « n'est pas à gauche mais à l'Est ». Moscou formulant, durant la même période, de vives critiques sur les premiers pas de la coopération économique européenne, sur le rétablissement progressif de l'Allemagne comme État national et sur l'embrigadement des vieilles nations par les États-Unis, Christian Pineau abandonne un moment la « langue de bois ». Pour lui, l'Union soviétique veut « saper les organismes de coopération de l'Europe occidentale et, en utilisant fallacieusement le thème de l'indépendance nationale, isoler les pays occidentaux les uns des autres au moment où l'URSS elle-même poursuit son œuvre d'intégration de l'Europe orientale sur les plans politique, militaire, économique et atomique ».

La tension s'accroît encore avec la crise de Suez, qui fournit aux Soviétiques, après la guerre d'Indochine, une deuxième occasion de se positionner sur un terrain encore nouveau pour eux. Et de bénéficier en l'occurrence de l'inattendu soutien des États-Unis. Les deux superpuissances condamnent en effet à l'unisson l'intervention militaire franco-britannique du 5 novembre 1956 visant à maintenir le caractère neutre et international du canal de Suez que vient de nationaliser l'Égypte du président Gamal Abdel Nasser. Le Kremlin se fait même menaçant, se déclarant « pleinement résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient ». Guy Mollet a beau hausser le ton en répliquant que l'URSS n'a guère de leçon à donner quand elle-même fait couler le sang en Hongrie, son homologue anglais Anthony Eden défère à l'instruction des États-Unis de retirer ses troupes. Isolée, la France ne peut que suivre. Le 7 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies crée une force de police internationale chargée de contrôler la zone du canal évacuée par les troupes franco-britanniques. Effectivement appliquée cette

fois, la mesure va, comme on le sait, assurer durablement la paix au Proche-Orient...

Les autorités soviétiques ne s'en tiennent pas là : elles ont maintenant placé dans leur collimateur ce qu'elles appellent « la politique coloniale française » qui se déploie encore en Afrique du Nord et en Afrique noire. Le soulèvement de rebelles algériens, engagé au printemps de 1954 et qui, depuis lors, n'a cessé de prendre de l'ampleur, en constitue le premier point d'application. Pourtant Moscou se montre relativement prudent. Tout en se disant favorable à une totale indépendance de l'Algérie dans le cadre d'un décolonisation générale – la départementalisation du territoire lui paraissant un leurre purement juridique – Khrouchtchev assure à Maurice Dejean qu'il n'est pas disposé à suivre le PCF dans sa croisade antifrançaise en Afrique du Nord. Il ne lui cache pas sa crainte qu'un retrait trop rapide de la France ne provoque son remplacement par les États-Unis. Mais quelques mois plus tard, en mai 1957, le maréchal Boulganine, président du Conseil des ministres de l'URSS, change de cap, déclarant approuver les revendications du Front de libération nationale (FLN) et souhaiter un arrêt des combats le plus rapidement possible, jugeant que tout retard à la solution pacifique de la question algérienne ne peut que « profiter aux forces étrangères qui, d'ores et déjà, tentent de mettre la main sur les très riches ressources de l'Afrique du Nord ». Lisez : les États-Unis et le pétrole du Sahara.

Tout se passe néanmoins comme si les relations politiques et les relations culturelles appartenaient à des domaines parfaitement étanches. Les conclusions du voyage de Mollet et de Pineau à Moscou se traduisent, après plusieurs réunions d'experts à différents niveaux, par l'adoption, le 30 septembre 1957, de plusieurs accords techniques, créant une Commission mixte chargée de superviser et d'encourager le rapprochement culturel et linguistique entre les deux pays, établissant un programme d'échanges universitaires, scientifiques et artistiques, notamment entre le Bolchoï et l'Opéra de Paris.

Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement, à Moscou et partout dans le monde, que les dirigeants de la IV^e République sont incapables de trancher le nœud gordien de la question algérienne, qui finit par empoisonner toute la politique française, intérieure comme extérieure. L'aggravation des événements, notamment la tentation d'un coup de force militaire, accélère l'inévitable chute d'un régime à l'agonie. Le 13 mai 1958, du balcon du siège du gouvernement général d'Alger, le général Raoul Salan, l'un des officiers à la tête de l'insurrection, lance le nom qui, depuis plusieurs mois déjà, circulait dans l'opinion, les salles de rédaction, les couloirs du Parlement et les ministères. C'est donc bientôt avec une tout autre conception du pouvoir à Paris que vont se poursuivre les relations franco-russes.

De l'alchimie gaullienne à la déliquescence soviétique

L'arrivée, le 1^{er} juin 1958, de Charles de Gaulle à la tête du gouvernement français est plutôt bien ressentie à Moscou, où Khrouchtchev est devenu le maître absolu deux mois auparavant en cumulant les fonctions de premier secrétaire du PCUS et de président du Conseil des ministres. Sergueï Vinogradov, ambassadeur en France depuis juillet 1953, avait eu le nez creux en suivant les activités du Général depuis la suppression du RPF et en en rendant compte à ses supérieurs. Comme Louis XVIII à propos de Louis-Philippe, il aurait pu dire : « il ne bouge pas et pourtant il chemine ». Il sait, comme tout un chacun, que c'est désormais un homme fort qui tient la barre d'une république bientôt rénovée par ses soins, que cet homme est très attaché à l'indépendance nationale, et qu'il porte sur l'URSS un double regard, reconnaissant en elle les traits de la Russie éternelle mais haïssant l'idéologie et encore plus la pratique du régime communiste.

Alors que le dernier président du Conseil de la IV^e République se préoccupe avant tout d'instaurer de nouvelles institutions politiques et de pacifier l'Algérie, Nikita Khrouchtchev provoque une nouvelle crise internationale. Le 27 novembre, il dénonce l'accord interalliés de 1945 sur le statut de Berlin qui partage la ville en quatre zones d'occupation militaire, anglaise, américaine et française dans la partie occidentale de la

ville, russe dans sa partie orientale. Il propose, à la place, de transformer Berlin-Ouest en ville libre et démilitarisée, d'intégrer Berlin-Est (Pankow pour les Russes) dans la République démocratique allemande (RDA) créée en 1949 et correspondant à la partie de l'Allemagne conquise par l'Armée rouge. Il donne six mois aux Occidentaux pour accepter son plan. On a expliqué la brutalité du dirigeant soviétique par son inquiétude devant le récent, et pour lui inattendu, rapprochement franco-allemand – de Gaulle avait spectaculairement reçu Adenauer dans sa propriété personnelle de Colombey-les-Deux Églises en septembre – et par son exaspération de voir de plus en plus d'Allemands fuir la RDA.

Moins d'un mois plus tard, Charles de Gaulle devient le dix-huitième président de la République et le premier de la Cinquième. À la surprise de Khrouchtchev, il se montre le plus farouchement opposé de tous les dirigeants occidentaux à ce qu'il considère comme un ultimatum des Soviétiques mais qu'ils n'oseront pas, selon lui, mettre à exécution.

En effet, ils acceptent de discuter au-delà de la date butoir, comme le prouve la venue du leader soviétique le 23 mars 1960. Un événement de première importance : aucun chef d'État, ou de gouvernement, russe ne s'était rendu en France depuis Nicolas II. L'ont favorisé les deux récentes décisions du Général dans le sens de l'indépendance nationale : la reprise à l'OTAN du contrôle de la flotte de Méditerranée et le refus de stocker des armes stratégiques américaines depuis que la France a, le 13 février 1960, fait exploser dans le Sahara sa première bombe atomique expérimentale, entrant ainsi dans le carré des puissances nucléaires.

L'auteur des *Mémoires d'Espoir* explique comment il a, d'emblée, « hissé les couleurs », redonnant sans attendre son rang à la France, c'est-à-dire le premier. D'abord sur le plan diplomatique : le président Eisenhower ayant proposé une conférence internationale sur la question de Berlin, de Gaulle a saisi l'occasion pour suggérer qu'on ne la tienne pas trop tôt afin de la préparer soigneusement, qu'elle réunisse seulement les « quatre

grands », qu'on élargisse son champ à la situation générale de l'Allemagne et au désarmement, enfin qu'elle se tienne à Paris en mai 1960. Ce que les États-Unis et l'Angleterre de Macmillan ont accepté. Maintenant il reçoit Khrouchtchev sur un pied d'égalité. Ce que celui-ci admet spontanément. « Débonnaire et bon enfant », il est venu à Paris en famille. Durant une dizaine de jours, jusqu'au 4 avril, il ne se départit jamais de sa jovialité et de ses marques d'intérêt pour tout ce qui fait la France, où de Gaulle lui a confectionné un petit périple touristique qui le conduit à Versailles, Bordeaux, Arles, Nîmes, Marseille, Dijon, Verdun, Reims, Rouen. Les deux hommes passent ensuite deux jours à Rambouillet à discuter avec franchise, soit en tête-à-tête, soit avec leurs collaborateurs.

Mais, sur le fond, les désaccords prédominent, aussi bien au sujet de l'Allemagne que du désarmement. De Gaulle juge légitime une réunification de la première, dans des frontières internationalement établies et dans le cadre d'une construction européenne qui l'englobe et la ceinture. Déjà évoque-t-il « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Khrouchtchev, au contraire, entend conserver la division de l'Allemagne, faire reconnaître la RDA par la France et la maintenir solidement rivée à l'URSS. Quant à l'avenir du continent, la Russie ne saurait considérer l'Oural comme une frontière. Enfin, sur le désarmement, deux conceptions s'affrontent : pour la France, il s'agit de réduire les stocks affolants d'armes stratégiques qui s'accumulent chez les deux « supergrands » ; pour Moscou, comme d'ailleurs pour Washington, d'interdire à des tierces puissances de se constituer un arsenal nucléaire assurant leur indépendance. Ce débat, boîte de Pandore des illusions à perdre, fera, en vain, les délices de trois générations de diplomates...

Reste néanmoins la volonté commune de détente et de coopération bilatérale dans les domaines économique, scientifique et culturel, aux contours encore flous mais susceptibles d'avancées futures.

La conférence de Paris ne se présente donc pas sous les meilleurs auspices mais elle aura lieu, c'est déjà ça. Tout va capoter avec l'incident du Lockheed U-2, cet avion espion américain – dont le nom inspirera en 1976 celui du célèbre groupe de rock irlandais – abattu le 1^{er} mai par des missiles soviétiques alors qu'il survolait le territoire russe afin de photographier des sites nucléaires. Le pilote, qui a pu s'éjecter, est emprisonné. Moscou dénonce « l'agresseur américain ». Washington tente de s'exonérer en invoquant « une erreur de navigation » : mieux vaut incriminer un pilote que les étoiles du Pentagone.

Khrouchtchev arrive néanmoins à Paris le 7 mai en vue de la conférence tripartite pour laquelle on a astiqué lustres et pendules du quai d'Orsay. Mais il ne ressemble guère au visiteur enjoué du mois précédent. Encadré d'Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères, et du maréchal Rodion Malinovski, ministre de la Défense, héros de Stalingrad, communiste intransigeant et très hostile aux Occidentaux, il n'est venu que pour vitupérer contre les Américains, exigeant des excuses solennelles, des sanctions contre les véritables responsables, l'engagement de renoncer à tout espionnage militaire. De Gaulle qui, à juste titre, craint pour son sommet, tente de l'apaiser. Peine perdue : le dirigeant russe, en mission pour le compte de ses instances supérieures, *politburo* (comité central du parti) et *praesidium* du Soviet suprême (gouvernement centralisé des quinze républiques), ne dispose d'aucune marge de manœuvre. La conférence des quatre grands s'ouvre néanmoins le 17 mai, à trois... Khrouchtchev, toujours à Paris, tient pendant ce temps, au palais de Chaillot, une réunion publique que lui a organisée le PCF, toujours dirigé par Maurice Thorez, afin de pourfendre l'impérialisme américain. On peut éteindre les lustres du quai d'Orsay.

De Gaulle tiendra longtemps rigueur aux États-Unis d'avoir, par leur balourdise – ce ne sera pas la dernière – tué dans l'œuf à la fois une chance pour la détente et une manifestation de la France retrouvée. Les pro-

Américains, alors nombreux en France, rétorquent que l'affaire du U-2 a seulement servi de prétexte à l'URSS pour échapper à une conférence où elle se serait trouvée isolée sur la question allemande.

S'ensuivent quatre crises majeures affectant les relations franco-soviétiques. Impliquant toujours d'autres pays ou des régions tierces, elles se dénouent toutes avant de provoquer un conflit de grande ampleur. Jamais autant que durant cette période, de 1961 à 1964, les grandes puissances n'auront autant joué à se faire peur tout en sachant pertinemment la guerre impossible, notamment en raison du risque nucléaire.

Cela commence à Berlin, où la situation se détériore de plus en plus. Entre 1949 et 1960, la RDA a perdu plus de deux millions d'habitants, soit environ 12 % de sa population, qui a émigré à l'Ouest. Le phénomène, particulièrement criant à Berlin, touche plus spécialement des ressortissants jeunes et possédant une solide formation professionnelle. Ils s'enfuient vers l'Ouest, espérant échapper à un régime policier et à une société misérable, totalement désenchantés des « lendemains qui chantent » – texte d'une chanson communiste de 1937, écrite par Paul Vaillant-Couturier et composée par Arthur Honegger. Les jeunes Allemands de l'Est se reconnaîtraient plutôt dans la phrase de Paul Morand : « Ailleurs est un mot plus beau que demain. » Une humiliation pour le « paradis socialiste ». Du coup, le gouvernement soviétique n'y tient plus : dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 août 1961, la police de la RDA commence à entourer Berlin-Ouest d'une enceinte de barbelés et de chevaux de frise ; puis le gouvernement de Walter Ulbricht annonce que celle-ci sera rapidement remplacée par un mur de béton isolant complètement Berlin-Ouest du territoire de la RDA. En dépit de l'appel du bourgmestre de la ville, Willy Brandt, les puissances occidentales tardent à réagir. La situation est d'autant plus abracadabrante que, deux jours plus tard, s'ouvre à Moscou l'exposition nationale de la France. Khrouchtchev encourage la tenue de telles manifestations permettant aux entreprises de l'Ouest, pays par pays,

de venir présenter leurs produits au public russe. Les Américains vinrent en 1959, les Anglais en 1960, en 1961 voici le tour des Français. En ce temps-là l'Union soviétique n'a nullement conscience que son système économique court à la faillite. Bien au contraire, Khrouchtchev croit que le consommateur russe, confronté à la qualité des productions occidentales, aura à cœur de redoubler d'efforts au travail, conformément au *Gosplan* qui a pour objectif de rattraper puis de dépasser les Occidentaux. Si l'on en croit Georges Bortoli, alors correspondant de la Radio-Télévision française (RTF) à Moscou (il sera encore celui de l'ORTF puis d'Antenne 2), les visiteurs se précipitent pour admirer les Renault *Dauphine* et *Floride*, monter et s'asseoir dans une voiture de la SNCF, feuilleter les livres et les magazines français, essayer les vêtements à la dernière mode de Paris. Dans le même temps que des Allemands désespérés tentent, au péril de leur vie, de franchir le mur de Berlin en construction.

Le général de Gaulle réagit pourtant vivement : symboliquement, il transfère d'Algérie en Allemagne une division motorisée. Avec, il est vrai, aucune chance d'avoir à combattre l'Armée rouge – les hommes ont dû se féliciter d'échapper ainsi la lutte contre les fellaghas... Les États-Unis et le Royaume-Uni ne bougent pas, se contentant de protestations de leurs gouverneurs militaires en Allemagne de l'Ouest. Le président Kennedy attendra juin 1963 et que le mur soit bien parachevé, avec ses cent cinquante-cinq kilomètres encerclant entièrement Berlin-Ouest, pour dénoncer le sort ainsi imposé à des citoyens européens.

Le 5 septembre 1961, lors de l'une de ces spectaculaires conférences de presse auxquelles il a accoutumé les Français et qui rythment le courant du fleuve gaullien, le Général livre son explication de la décision soviétique : « quelque chose de tellement arbitraire et de tellement irrationnel qu'on est conduit à l'attribuer ou bien au déchaînement prémédité d'ambitions frénétiques ou bien à un dérivatif de grandes difficultés », ce qui ne fait guère de doute. On n'ira cependant pas plus loin. Le « mur de la honte »,

ainsi baptisé par l'hebdomadaire américain *Time Magazine* du 31 août 1962, tiendra encore debout pendant vingt-huit ans.

Khrouchtchev a alors beau jeu de faire observer l'incohérence française à défendre, sur le sol européen, la liberté des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, mais à les méconnaître sur le sol nord-africain. L'URSS attend cependant la signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, pour reconnaître officiellement le Gouvernement provisoire de la République algérienne. Proclamée le 5 juillet 1962, celle-ci laisse enfin le champ libre au général de Gaulle pour mener une politique extérieure ambitieuse et pour parler haut au nom de la France.

C'est alors que survient la crise des missiles que l'URSS a prévu d'installer à Cuba, soumise depuis 1959 au régime communiste de Fidel Castro et, depuis lors, en conflit larvé contre les États-Unis. Le 24 octobre 1962, Kennedy décrète le blocus de l'île, située à moins de cent cinquante kilomètres des côtes américaines, afin d'empêcher la livraison des armes par des navires soviétiques. Quand les autres pays occidentaux, notamment le Royaume-Uni, attendent un peu, de Gaulle se montre aussitôt l'allié le plus ferme des États-Unis, assurant que « les engagements réciproques de l'Alliance atlantique sont et demeureront la base de la politique de la France ». Le 28 octobre, Khrouchtchev ordonne à ses bateaux de rebrousser chemin, Kennedy s'engageant en contrepartie à ne pas envahir Cuba.

La France se sera donc finalement montrée plus ferme dans la crise de Cuba que dans celle de Berlin. Le général de Gaulle aurait-il, en dépit de ses discours sur l'indépendance de l'Europe et sur son opposition à la logique des deux blocs, quelque peu rogné ses convictions ? En vérité, son pragmatisme l'a emporté car il était incomparablement plus facile d'empêcher des bateaux soviétiques d'aborder à Cuba que de lancer une armée au secours de Berlin.

En outre, la Russie et la France campent toujours sur des positions opposées quant au désarmement. La première ne cache pas son

mécontentement devant la rapidité du rapprochement franco-allemand et tout spécialement contre la clause du traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 qui prévoit une coopération militaire entre les deux irréductibles ennemis d'autrefois. Moscou pousse les feux en faveur d'un accord mondial visant à interdire les essais nucléaires en atmosphère. Or la France n'en a pas terminé avec cette phase pour se doter d'une force de dissuasion aboutie. Washington commet alors une erreur psychologique : au lieu de soutenir le point de vue de son alliée, ce qui aurait témoigné de sa reconnaissance après la crise de Cuba et étant peu susceptible de subir un jour le feu nucléaire français, le gouvernement américain rejoint l'URSS le 5 août 1963 en signant avec elle et avec une centaine de pays formant leur double clientèle un traité de désarmement qui n'en est pas un, se bornant à interdire les expériences nucléaires non souterraines. La France s'est bien sûr tenue en dehors de cette tartufferie. Elle critique maintenant un deuxième volet des négociations russo-américaines pour un pacte de non-agression entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, ce qui reviendrait à entériner la logique et la suprématie des deux blocs.

De Gaulle jette encore un petit pavé dans la mare des deux « super grands » en reconnaissant la République populaire de Chine le 27 janvier 1964. La décision incommode autant les États-Unis, qui soutiennent Formose contre la mainmise des communistes sur le continent asiatique, que l'URSS, de plus en plus en délicatesse avec son grand voisin comme un siècle plus tôt, mais qui ne peut encore l'avouer, solidarité idéologique obligeant. La France et l'URSS poursuivent cependant, au nom de la détente qui demeure le maître mot, diverses actions de coopération économique et culturelle dans l'esprit initié en 1957.

Le 14 octobre suivant intervient un important changement de dirigeant à Moscou : Khrouchtchev se voit brutalement, mais paisiblement, évincé au profit d'un triumvirat composé d'Anastase Mikoyan, chef de l'État bientôt

remplacé par Nikolaï Podgorny, d'Alexis Kossyguine, chef du gouvernement et de Leonid Brejnev, premier secrétaire du PCUS.

Le PCF, qui attire toujours 22 % des électeurs, a aussi changé de dirigeant : Maurice Thorez, décédé le 11 juillet précédent, avait été remplacé un peu auparavant par son adjoint, Waldeck Rochet, un homme de cinquante-neuf ans, député de la Seine depuis 1945, « robuste paysan bourguignon monté à Paris, nous a dit Jacques Fauvet, en passant par Moscou, où il a suivi pendant un an les cours de l'école Lénine ». Mais favorable à un changement de stratégie du parti pour réaliser une nouvelle union de la gauche. Il ne s'agit plus de « plumer la volaille socialiste » selon la formule d'Albert Treint, un des dirigeants du parti à ses débuts en 1922, mais désormais de s'abriter sous son aile en cherchant chez elle un candidat à la présidence de la République pour l'élection de 1965, la première au suffrage universel direct.

En charge des affaires internationales, Kossyguine insiste auprès de Philippe Baudet, ambassadeur de France tout nouvellement nommé, sur l'importance que revêt pour Moscou la politique d'indépendance de la France. Il lui remet, le 22 décembre, un mémorandum plaidant pour des coopérations techniques accrues, des contacts plus réguliers, des relations approfondies et, à terme, la conclusion d'un traité global d'entente et d'amitié, sans aller toutefois jusqu'au terme d'« alliance ».

Dans le premier de ces buts, Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, effectue un séjour à Moscou en vue d'une collaboration pour la mise au point d'un standard de télévision en couleur. On peut s'étonner d'un tel choix s'agissant d'un pays où le pouvoir d'achat permet rarement de s'offrir un récepteur et dont les émissions sont strictement contrôlées par le pouvoir. Mais il est vrai que le jeune ministre français n'a pas une conception très différente de la télévision d'État, la seule autorisée dans chacun des deux pays. Le projet avançant rapidement, un accord se conclut

dès le 22 mars 1965 après que l'Allemagne a refusé de coopérer avec la France afin de développer son propre standard, de même que les États-Unis.

La commune volonté, non seulement de détente mais aussi d'actions conjointes, conduit Moscou à nommer ambassadeur en France une personnalité politique de haut rang, Valerian Zorine, jusqu'ici vice-ministre des Affaires étrangères. Gromyko vient à Paris en avril et s'entretient longuement avec le général de Gaulle, plus longuement encore avec son homologue Maurice Couve de Murville. Mais sur l'Allemagne comme sur le désarmement, les mêmes divergences demeurent. On s'accorde plus facilement à propos de la guerre au Vietnam puisqu'il s'agit là de condamner l'action d'un État tiers. Encore un désaccord subsiste-t-il sur la question du préalable à l'ouverture d'une conférence internationale : pour le ministre russe, il réside dans l'évacuation des troupes américaines, pour le ministre français, les États-Unis ne l'accepteront jamais, il faut éviter cette source de blocage. Il ne reste donc plus qu'à parler de coopération scientifique et culturelle comme on le fait depuis près de dix ans. Gromyko repart en invitant – ici encore selon un usage classique – le général de Gaulle à effectuer un grand voyage en URSS. On le préparera avec le plus grand soin afin de lui donner un maximum d'éclat et de marquer la volonté commune d'une notable réorientation des rapports Est-Ouest. Mais de Gaulle sera-t-il encore à l'Élysée ? L'élection présidentielle doit se tenir les 5 et 19 décembre prochains et il n'a toujours rien dit de ses intentions. Il tarde tellement à le faire que son Premier ministre, Georges Pompidou, envisage de plus en plus sérieusement de devoir prendre le relais. Ce que souhaitent les partisans d'un alignement sur les États-Unis, mais n'inquiète pas pour autant Moscou, à qui Zorine assure que cela ne changerait rien à la politique étrangère de la France.

De Gaulle n'annonce sa candidature que le 4 novembre. Le PCF soutient celle de François Mitterrand, un ancien ministre de la IV^e République, plus « socialisant » que socialiste. Ses convictions, surtout

en politique étrangère, ne sont pas claires. Il a soutenu l'Algérie française, on le dit atlantiste, tout en somme pour provoquer la méfiance des dirigeants soviétiques. Quel rôle ceux-ci auront-ils tenu dans la campagne électorale ? Sujet tabou. Deux choses seulement sont certaines : le PCF ne ménage pas ses efforts en faveur de Mitterrand alors que Moscou souhaite la victoire du Général. Comment surmontent-ils cette terrible contradiction ? Dès le 5 novembre, une dépêche de l'agence de presse soviétique *Tass* signale que nombre d'opposants à la V^e République vont cependant voter pour de Gaulle car ils approuvent « certaines des mesures positives et réalistes de sa politique étrangère ». C'est évidemment une partie de l'électorat communiste qui se trouve ainsi visée, et même appelée... *L'Humanité* « oublie » la dépêche, reprise par l'AFP. La direction du parti proteste poliment et Moscou le fait savoir ! Vraiment, étrange situation. La courroie de transmission est-elle cassée ou faut-il y voir, comme certains « complotistes », une stratégie finement élaborée entre le PCF et le PCUS ? Une fois de plus les communistes ne soutiennent-ils pas les socialistes comme la corde le pendu ? D'autant que l'Union des étudiants communistes (UEC) prend position contre Mitterrand. Désavouée par la direction du PCF, une partie d'entre eux va fonder les Jeunesses communistes révolutionnaires, embryon du gauchisme universitaire français que l'on va retrouver en mai 1968...

Quant au fond des choses, ce qui a pu se dire dans le secret des communications entre le Kremlin et le 44 de la rue Le Peletier, siège du PCF, risque de demeurer longtemps inaccessible.

Après sa difficile victoire, acquise au deuxième tour, le général de Gaulle accentue encore sa politique d'indépendance nationale, au point que plusieurs observateurs croient déceler en lui la volonté de faire de la France un pays non-aligné. L'année 1966 s'inscrit à cet égard comme une année cruciale, « un aboutissement, écrit justement Hélène Carrère d'Encausse, de la politique russe du général de Gaulle, qui ouvre la voie à une

transformation, à moyen terme, du paysage politique de l'Europe ». Joué en trois actes.

Acte I : le retrait de l'OTAN. Dans la foulée des mesures déjà indiquées plus haut, de prise de distance avec le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique, la France franchit l'étape ultime le 7 mars 1966. Un message du général de Gaulle au président Lyndon Johnson l'informe que, tout en demeurant dans l'Alliance, la France en retire ses troupes pour recouvrer l'intégralité de sa souveraineté, ce qui implique aussi la fermeture des bases américaines sur son territoire, l'interdiction de son survol par des avions militaires sans autorisation préalable et le transfert hors de France du siège du commandement de l'organisation, jusqu'ici installé porte Dauphine à Paris (l'ancien « palais de l'OTAN » abrite aujourd'hui l'université Paris-Dauphine) avec des annexes techniques à Fontainebleau et à Rocquencourt. Moscou applaudit, ainsi que les autres capitales du Pacte de Varsovie et que le PCF. Washington encaisse avec amertume mais se plie à la décision française que conspue, en revanche, une bonne partie de son opinion publique si l'on en croit la presse américaine. Guy Mollet et François Mitterrand désapprouvent : l'agence *Tass* avait donc bien deviné les choses. D'autres, plus modérés, surtout chez les diplomates, regrettent une occasion manquée : que la décision du Général soit intervenue avant de négocier une compensation de la part de l'URSS, ce qui aurait été la moindre des choses. Mais pour de Gaulle l'indépendance nationale ne se divise ni ne se marchande.

Acte II : le voyage en URSS, du 20 juin au 1^{er} juillet. Les deux gouvernements l'ont voulu symbolique, spectaculaire et retentissant. La presse de l'Ouest, notamment américaine, tombe tête baissée dans le piège, assurant à l'évènement une couverture hors norme, même si elle consiste à ironiser. Le fameux « Napoléon IV sur la Moskova ! » du *New York Times* fait le tour du monde des médias et ravit l'opinion publique française. Comme si les Russes l'avaient prévu, sort en même temps sur les écrans le

somptueux *Guerre et Paix* du cinéaste russe Sergueï Bondartchouk, qui va collectionner les prix les plus prestigieux du cinéma mondial, notamment l'Oscar du meilleur film étranger en 1969. France et Russie réconciliées communient ensemble dans la célébration de la plus monumentale campagne militaire de tous les temps, exception faite, peut-être, de l'opération Barbarossa mais qui, précisément, tranche avec elle comme un tournoi de chevaliers en face d'une mêlée barbare.

À y regarder de près, le voyage n'a rien d'exceptionnel. Il n'est ni original, ni spécialement long, ni vraiment productif. Depuis 1944 les visites en URSS de chefs d'État ou de gouvernements occidentaux se sont succédées en grand nombre. On comprend mal pourquoi Maurice Couve de Murville aurait, selon le journaliste Pierre Vianson-Ponté, déclaré : « Le plus spectaculaire est que ce voyage a eu lieu. » De Gaulle reste dix jours en URSS, Adenauer en a passé sept en 1955, Macmillan onze en 1959, Harold Wilson, Premier ministre britannique depuis octobre 1964, neuf et Richard Nixon en passera également neuf en 1972. Mais par son emphase, par les hyperboles des discours, par les propos tenus en langue russe par le Général, par l'interprétariat confié au prince Constantin Andronikov, un Russe blanc, par le soin apporté à une ribambelle de symboles sur l'ancienneté des rapports franco-russes, par l'excitation de la presse internationale, par la foule et la claque populaire rameutées à la méthode dite de Potemkine, oui l'évènement se classe hors des séries : alchimie gaullienne. Alors que, sur le fond, la moisson, bien que consistante, se situe un peu en dessous des espérances, surtout soviétiques. On évite de repasser en revue les désaccords subsistant toujours sur l'Allemagne orientale et sur le désarmement afin de parvenir au moins à la conclusion de deux accords bilatéraux spécialisés, l'un sur l'étude et l'exploration spatiales, l'autre sur la coopération scientifique, technique et économique comportant notamment la création d'une Commission mixte franco-soviétique devant se réunir au moins une fois par an afin de constater l'évolution des échanges

et de l'accélérer si nécessaire. Par ailleurs Paris et Moscou conviennent d'établir une ligne de communication directe similaire au fameux « téléphone rouge » qui relie le premier dirigeant soviétique au président des États-Unis. Rien donc de très innovant mais la détente en ressort consolidée et prometteuses les possibilités de futures collaborations.

Acte III : le discours de Phnom Penh. En visite au Cambodge à l'invitation de son chef d'État, le prince Norodom Sihanouk, champion du non-alignement, le général de Gaulle prononce, le 1^{er} septembre devant cent mille personnes, un retentissant plaidoyer en faveur de la paix au Vietnam surtout caractérisé par sa condamnation très ferme de l'intervention militaire américaine, déclarant qu'« il n'existe aucune chance que les peuples de l'Asie se soumettent à la loi d'un étranger venu de l'autre rive du Pacifique quelles que puissent être ses intentions et quelle que soit la puissance de ses armes ». Appelant à un règlement négocié du conflit, il en précise les seuls contours viables à ses yeux : « un accord ayant pour objet d'établir et de garantir la neutralité des peuples de l'Indochine ainsi que leurs droits de disposer d'eux-mêmes, chacun étant responsable entièrement de ses propres affaires ». Ici encore, Moscou approuve l'initiative et se dit prêt à faciliter, en liaison avec la France, la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Vietnam.

Du 1^{er} au 9 décembre 1966, Kossyguine rend sa visite à de Gaulle. Une fois de plus on se plaît à saluer les convergences et à vouloir élargir les champs de la coopération.

L'éclatement, le 5 juin 1967, de la guerre israélo-arabe qui ne va durer que six jours provoque des réactions très voisines de la part de la France et de l'URSS. À la surprise et à la tristesse d'Israël, elles joignent leurs voix au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour imposer, le 8 juin, un immédiat cessez-le-feu, parfaitement irréaliste et ne pouvant en rien résoudre les causes de l'affrontement. Puis la France s'abstient lors de l'examen d'un projet de résolution soviétique désignant Israël comme

l'agresseur et exigeant le retrait de ses troupes des territoires investis. Elle décide, unilatéralement, un embargo sur les armes à destination de l'État hébreu, geste particulièrement hostile à son encontre car celui-ci a déjà commandé, et payé, cinquante avions de chasse Mirage III tandis que l'URSS continue d'approvisionner ses ennemis. Une attitude très mal comprise par l'opinion française plutôt pro-israélienne. Et qui marque le début du déclin de la popularité du général de Gaulle comme celui de la diplomatie française. Ses différentes propositions pour rétablir la paix dans la région ne sont d'aucune utilité.

Six semaines plus tard, le 24 juillet, en visite à Montréal, le président français tire une balle dans le pied du non-alignement par son « vive le Québec libre ! » qui repousse le Canada dans les bras des États-Unis alors que le gouvernement fédéral de Lester Pearson, précisément inspiré par le modèle français, cherchait, lui aussi, à s'affranchir de la tutelle américaine.

Enfin, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques le 20 août 1968 afin de stopper la libéralisation de son régime sonne le glas des espoirs mis dans la détente. La France, comme les autres puissances occidentales, ne peut que laisser faire et boire sa honte en demi-silence : le 2 septembre, Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, demande à Zorine que l'URSS retire « immédiatement » ses troupes. « Cause toujours », aurait pu lui répondre l'ambassadeur si de telles paroles appartenaient au langage diplomatique... Quelques semaines plus tard, l'écrivain tchèque exilé en France Artur London publie *L'Aveu*. Si le livre ne rencontre qu'un succès d'estime, il en va différemment du film qu'en tirera Costa-Gavras deux ans plus tard et qui provoque une vive polémique entre le PCF et les intellectuels dits de gauche, dont les yeux commencent à se dessiller.

Entre-temps, les événements de mai 1968 ont fragilisé le pouvoir du général de Gaulle, qui doit certes sa survie au mouvement de redressement populaire et national qu'il a su provoquer en juin mais aussi, quelques jours

auparavant, au choix du PCF et de la CGT, probablement téléguidé par Moscou, de ne pas franchir le dernier pas de l'insurrection. Désormais en sursis et disposant d'un possible successeur rassurant en la personne de Georges Pompidou, il ne reste plus au Général qu'à soigner sa sortie, ce qu'il fait avec le référendum perdu d'avance du 27 avril 1969.

À l'annonce de sa mort, survenue le 9 novembre 1970, le président du Soviet Suprême, protocolairement première personnalité de l'URSS, Nikolai Podgorny, décrète un deuil national de deux semaines. Il prononce, du balcon du Kremlin, un discours extrêmement solennisé rendant hommage au rôle du Général dans la libération de l'Europe en 1944 et, plus encore, à sa politique d'indépendance nationale comme d'émancipation du tiers-monde. Il se rendra lui-même à la cérémonie organisée le 12 novembre à Notre-Dame de Paris.

Les successeurs du général de Gaulle, Georges Pompidou jusqu'en 1974 puis Valéry Giscard d'Estaing jusqu'en 1981, n'apportent aucune touche supplémentaire marquante dans les relations franco-russes. On reprend la détente là où on l'avait laissée après le coup de Prague, on continue de se visiter régulièrement – Pompidou en Russie en octobre 1970, Brejnev en France en octobre 1971, Pompidou en Russie en janvier 1973 et en mars 1974, Brejnev en France en décembre 1974, Giscard en Russie en octobre 1975, Brejnev en France en juin 1977, Giscard en Russie en avril 1979 –, on affectionne pour ces rencontres au sommet le paisible et un peu triste château de Rambouillet qui vit, en août 1830, abdiquer le dernier roi de France en exercice, on se réjouit de la poursuite de coopérations techniques pour lesquelles s'empilent les accords, mais sans jamais rien de novateur qui puisse étonner le monde. On donne en somme raison au mot d'André Malraux : « la politique est ce qui reste quand il n'y a plus d'histoire ».

Surtout, les relations franco-russes pâtiennent de deux phénomènes caractérisant la vie de l'Europe durant près de deux décennies : d'une part

l'*ostpolitik* initiée par Willy Brandt, devenu chancelier d'Allemagne fédérale en octobre 1969, et poursuivie avec constance par ses successeurs ; d'autre part la multilatéralisation des activités diplomatiques reléguant au deuxième plan le dialogue direct entre Paris et Moscou.

L'ouverture à l'Est de l'Allemagne fédérale se traduit dès novembre 1969 par son engagement à ne jamais posséder d'armement nucléaire, suivi, le 12 août 1970, de la reconnaissance de la ligne formée par les rivières Oder et Neisse comme frontière intangible et inviolable de l'Allemagne orientale. Notons au passage que le gouvernement de la RFA dispose ainsi pour un territoire situé en RDA... Dans aucun de ces deux cas, l'avis de la France n'a été sollicité. La force économique allemande fait le reste : en 1975, elle représente 5,5 % des échanges commerciaux de l'URSS, contre 2,8 % pour l'Italie et 2,5 % pour la France.

L'insertion de celle-ci dans la Communauté économique européenne (CEE), dépourvue de politique étrangère et, corrélativement, la persistance de l'intervention des États-Unis dans les relations extérieures des pays du continent aboutissent à ce que le dialogue avec l'URSS et ses affidés devienne de plus en plus multilatéral. C'est dans ce cadre que, réclamée depuis longtemps par le gouvernement soviétique afin de conforter juridiquement son glaci, et compte tenu du refus répété de la France de conclure avec lui un traité global, se prépare à partir de novembre 1972 la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui doit se tenir à Helsinki, capitale d'un pays neutre. La France n'est plus, pour l'URSS, qu'un interlocuteur parmi d'autres. Mais elle se montre toutefois particulièrement insistante pour que la question des droits de l'homme et des libertés publiques figure dans l'une des « corbeilles » de la négociation. L'opinion française semble en effet, plus que les autres, sensible au sort des dissidents soviétiques, dont les voix traversent les frontières ou viennent, réfugiées, s'exprimer à l'Ouest. Depuis que, le 16 juin 1961, le danseur étoile Rudolf Nouriev a refusé, à l'aéroport du Bourget, de regagner

l'Union soviétique, les demandes d'asile politique se sont multipliées. La France les a acceptées plutôt généreusement mais en priant ses bénéficiaires de demeurer discrets. Car l'omerta s'imposait. La voulaient pareillement le gouvernement français et ses opposants du PCF. Le premier au nom de la détente et de la coopération avec l'URSS, les seconds pour, comme on l'a vu plus haut, « ne pas désespérer Billancourt ». S'est ainsi formé entre eux ce que la doctrine marxiste-léniniste appelle une « alliance objective ». Or voilà qu'en 1973 paraît en France un monumental ouvrage témoignant avec un extraordinaire talent de l'horreur des camps de Sibérie, *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljenitsyne. Une révolution d'Octobre à l'envers, assortie d'inoubliables apostrophes qui provoquent plus de dégâts qu'un feu nucléaire. Telle, entre mille, que la repartie à Lénine assurant qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs : « on voit bien les œufs cassés, mais on ne voit pas l'omelette ! » Ou, bouleversante, la réaction rapportée par la pédiatre, et épouse du dissident Andreï Sakharov, Elena Bonner, d'une petite fille dont le père vient de se faire arrêter : « C'est fou ça ! Les ennemis du peuple arrivent même à se cacher dans les papas ! » Jusqu'où n'allait pas le lavage des cerveaux...

La CSCE du 1^{er} août 1975 à Helsinki convient finalement de stipulations relatives aux droits de l'homme et aux libertés publiques. Mais le gouvernement soviétique a tellement rechigné qu'on le crédite peu de son effort. On sait qu'il n'est pas sincère et que, derrière le rideau de fer, la répression des esprits libres ne fait que redoubler. Les voyageurs de retour d'URSS témoignent abondamment de la misère du peuple, de sa peur, des files d'attente devant des magasins d'alimentation faméliques, de l'omniprésence policière, des coups frappés à la porte à 5 heures du matin et des consécutives disparitions, du luxe et de l'arrogance des *apparatchiks*... Tandis qu'à Léninegrad, un étudiant du nom de Vladimir Poutine, vingt-trois ans, achève ses études de droit avec un mémoire sur la réglementation du commerce international.

Pendant près de quinze ans, les interminables conférences diplomatiques, le ballet des limousines devant les palais internationaux et toute une série de conventions ont beau s'ajouter les uns aux autres, on y croit de moins en moins. Car, simultanément, le visage de la vérité remplace peu à peu la traditionnelle « conspiration du silence » et l'on réalise que la détente sert surtout à camoufler l'horreur du goulag. Soljenitsyne a ouvert une brèche impossible à colmater. On s'y engouffre avec ardeur. Les humoristes comme les philosophes. En France, Guy Bedos et Coluche, pour ne citer qu'eux, après s'être longtemps retenus, se déchaînent sur le sandwich à la polonaise ou la mémoire des bouchers russes. Les anciens maoïstes André Glucksmann et Alain Finkielkraut, accompagnés de Bernard-Henri Lévy et de quelques autres signatures de poids, fondent le courant des « nouveaux philosophes » qui ne se lasse pas de ridiculiser les rares intellectuels demeurés fidèles au PCF, muets, sourds et aveugles devant les réalités, comme les journalistes de *L'Humanité* que dirige René Andrieu, érigé en tête de turc des penseurs de la Liberté. Seul Georges Marchais, secrétaire général du Parti depuis décembre 1972, échappe à leurs griffes grâce à son implacable dialectique.

La classe politique ne sait trop comment réagir au torrent : doit-elle sacrifier à l'impétuosité de son réalisme ou tenter de préserver les mensonges de la détente ? L'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique dans les derniers jours de décembre 1979 confirme aux Occidentaux qu'ils ne regardent toujours pas l'heure à la bonne pendule. Après que la plupart ont vivement réagi et, entraînés par le président américain Jimmy Carter, prévu des sanctions à l'égard de l'URSS comme le boycott des Jeux olympique de Moscou en 1980 et l'embargo sur les exportations de céréales, le président Giscard d'Estaing surprend tout son monde en se rendant à Varsovie le 18 mai 1980 pour parler de l'Afghanistan avec Leonid Brejnev. Sans autre résultat qu'un satisfecit de Moscou : « la France et l'URSS continuent de travailler ensemble ». Et qu'un retour à

Paris du Français se félicitant simplement de sa « conversation » avec le dirigeant russe. François Mitterrand, candidat malheureux à l'élection de 1974 et se préparant pour celle de 1981, y voit l'occasion de se hisser au-dessus de son concurrent, qu'il traite de « petit télégraphiste » du pouvoir soviétique.

Ce qui continue de frapper l'Occident est la déliquescence accélérée du bloc de l'Est. Tout semble avoir commencé en Pologne, avec la création, à Gdansk en août 1980, d'un syndicat ouvrier indépendant, *Solidarnosc*, dirigé par un certain Lech Walesa qui ne cache rien de son aversion à l'égard du régime politique de son pays. Une téméraire prise de position mais qui intervient après que le ciel est tombé sur la tête des communistes polonais, et de ceux des pays voisins, avec l'élection, deux ans auparavant, de l'évêque de Cracovie, Karol Wojtyla, au trône de Saint-Pierre.

En 1982, un des rares films du cinéma occidental à passer la barrière de la censure soviétique a pour titre « Mille milliards de dollars ». Sa distribution dans les cinémas de Moscou a été autorisée car l'œuvre d'Henri Verneuil dénonce les méfaits du capitalisme sauvage et comment on fait assassiner un journaliste qui veut les mettre en lumière. Les étudiants moscovites se précipitent dans les salles mais en ressortent avec une impression totalement différente de celle escomptée : ils ne parlent plus entre eux que d'une scène, pourtant très secondaire, où le journaliste prend une chambre dans un hôtel et commande un copieux petit déjeuner. Les jeunes Russes n'en croient pas leurs yeux : on a vraiment la liberté et les moyens de faire cela en Occident ? Andreï Makine, vingt-cinq ans, est parmi eux. Il rapporte : « À cette minute j'ai compris que l'Ouest avait gagné. »

Derrière l'anecdote, c'est tout un système qui s'effrite avec la fermeté de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique depuis mai 1979 et surtout de Ronald Reagan, président des États-Unis depuis janvier 1980. Ce dernier lance en mars 1983, son Initiative de défense stratégique (IDS), dite

aussi de la « guerre des étoiles », un gigantesque bluff faisant croire que l'Amérique saura bientôt tirer des missiles nucléaires depuis des satellites. Décontenancés, les généraux russes avouent au Kremlin que leur outil et leur recherche militaires sont incapables de suivre. En France, Michel Sardou se taille un beau succès avec une chanson solennellement orchestrée comme une anti-Internationale, *Vladimir Ilitch* :

(...)

En voyant les tiroirs de la bureaucratie

Remplis de tous ces noms de gens qu'on emprisonne

Ou qu'on envoie mourir aux confins du pays

(...)

Combien d'années faut-il pour gagner quatre sous

Quand on connaît le prix qu'on met dans une bombe

(...)

Où sont passés les chemins de l'espoir

Dans quelle nuit, au fond de quel brouillard ?

Rien n'a changé, les damnés de la Terre

N'ont pas trouvé la sortie de l'enfer.

(...)

Lénine relève-toi ils sont devenus fous !

Les paroliers, Pierre Delanoë et Michel Sardou lui-même, ignorent, ou feignent d'ignorer, que l'échec du modèle soviétique résulte de ses principes mêmes et non pas des déviations ultérieures de ses gouvernants. Mais un vieux fond de fascination pour le marxisme-léninisme subsiste, parfois même inconsciemment, chez les intellectuels et artistes français. Raymond Aron l'explique par la « supériorité méthodologique » de la doctrine, cette capacité à expliquer le monde à l'aune d'une immuable grille de lecture automatique, faisant toujours apparaître le moteur unique et

permanent de l'histoire que composeraient les rapports de force économiques et la lutte des classes.

François Mitterrand et son entourage, parvenus au pouvoir en mai 1981, procurent le meilleur exemple de cette myopie, plus ou moins volontaire. Leur imprégnation de la vulgate explique largement les ambiguïtés et les contradictions de la politique française à l'égard de l'URSS entre 1981 et 1985. Le gouvernement de Pierre Mauroy comporte quatre communistes, dont les dirigeants du parti ont approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan. Que Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, condamne dès son arrivée au quai d'Orsay, affirmant que les relations avec l'URSS ne pourront reprendre normalement tant que durera l'invasion. De même, en janvier 1982, stigmatise-t-il l'imposition de la loi martiale en Pologne, l'arrestation d'opposants, la suspension de *Solidarnosc* et la fermeture des frontières du pays. Mais le gouvernement français refuse de s'associer aux sanctions proposées par les États-Unis. Il est vrai que la France s'est accoutumée à clamer son soutien à la Pologne tout en l'abandonnant toujours à ses ennemis. Mieux : le 22 janvier de cette même année, la France conclut avec l'URSS un fabuleux contrat d'achat de gaz naturel pour une durée de vingt-cinq ans qui élève de 18 % à 35 % sa dépendance à l'égard de son fournisseur. Elle octroie également à celui-ci, ce qui fait bondir Ronald Reagan, une ligne de crédit afin de construire un gazoduc, version moderne des anciens emprunts russes.

Brejnev, décédé à son poste le 10 novembre 1982, est remplacé par Iouri Andropov, jusqu'ici président du KGB et déjà malade. Qui disparaît quinze mois plus tard, laissant la place à Constantin Tchernenko, autre apparatchik modèle enveloppé dans son âge – soixante-douze ans –, son ultraconservatisme, la grisaille du régime et l'abattement du peuple russe.

Durant toute cette période l'armée soviétique piétine et recule en Afghanistan. Combattue et parfois battue par les rebelles, elle subit de lourdes pertes et doute d'elle-même, d'autant que les missiles envoyés par

les États-Unis aux résistants nationalistes, les *moudjahidines*, font perdre le contrôle du ciel aux Soviétiques, bientôt éliminés de 80 % du territoire afghan. Ce qui n'empêche pas François Mitterrand, un mois avant de former un nouveau gouvernement sans les communistes, de se rendre, en juin 1984, en URSS afin de « renouer un dialogue constructif ». La politique extérieure de la France devient aussi illisible que sous le règne de Louis-Philippe, quand elle prenait le chemin d'une puissance de deuxième ordre.

OceanofPDF.com

Le petit coq face au grand ours

Le 11 mars 1985, tandis que Vladimir Poutine, trente-deux ans, achève à Moscou sa formation d'agent supérieur du KGB, Mikhaïl Gorbatchev succède à Tchernenko. À cinquante-quatre ans, il met fin à cette série de vieillards au balcon, paraissant souvent plus vieux que leur âge dans leur posture frigorifiée. Surtout, bien que lui aussi issu du KGB, où il fut un proche collaborateur d'Andropov, il paraît d'emblée déterminé à prendre le pays à bras-le-corps pour le sortir, au moins, de son ornière économique. Immense tâche, probablement surhumaine sans un radical changement de régime. Sous le regard souvent sceptique, toujours étonné, parfois avec une lueur d'espoir ou, au contraire, d'inquiétude, de la part des dirigeants occidentaux.

Le désir, apparemment sincère, du nouveau maître du Kremlin de réussir une profonde transformation de la société russe à travers *perestroïka* – une certaine libéralisation de l'économie – et *glasnost* – une plus grande transparence de la vie publique – rapproche une nouvelle fois la France et la Russie. C'est en France que Gorbatchev effectue, en octobre 1985, son premier voyage à l'étranger afin de dissiper les récents nuages, spécialement dus à l'expulsion de diplomates russes convaincus d'espionnage, et de discuter, toute lessive faite, de l'idée d'une « maison commune européenne ». Sa personnalité, si différente, par son ouverture et

par son air de franchise, de celle de ses prédécesseurs, comme la gentillesse détendue de son épouse Raïssa, séduisent instantanément l'opinion et les médias français. Une bonne impression encore augmentée par l'abord, technique mais chaleureux, d'Édouard Chevardnadze, le ministre des Affaires étrangères choisi en dehors de l'écurie des diplomates de carrière comme de la machine à formater les cerveaux. D'autant qu'il accepte sans barguigner de discuter de la situation de dissidents hautement symboliques, tels Andreï Sakharov, son épouse Elena Bonner et Anatoli Chtcharansky, un mathématicien soupçonné d'espionnage pour les États-Unis. Pendant, il est vrai, que des milliers d'autres, ignorés de tous, croupissent dans leurs geôles.

Le réchauffement franco-soviétique n'est qu'un feu de paille : à partir de mars 1986, la cohabitation en France entre un président de gauche et un Premier ministre de droite, Jacques Chirac, paralyse presque toute initiative en politique étrangère ; d'autres diplomates russes sont expulsés en avril 1987 pour espionnage, spécialement en matière spatiale, hier encore un espoir de collaboration franco-soviétique ; la *perestroïka* ne produit aucune amélioration de l'économie soviétique, qui continue de s'enfoncer dans le marasme et suscite des murmures au sein du PCUS ; enfin, le 28 mai, le jeune Allemand Mathias Rust parvient à poser son avion d'aéroclub sur la place Rouge de Moscou : il a réussi à tromper tous les radars russes, ridiculisant ainsi celle que l'on croyait la plus puissante armée du monde. Le tigre n'est vraiment qu'en papier et, devant son écroulement annoncé, les dirigeants français ne savent que faire, ni même que dire. À la différence de Ronald Reagan qui, le 12 juin, prononce à Berlin, dos au « mur de la honte », un discours historique dont la RDA et, derrière elle, tout le système soviétique, ne se remettra pas : « *Mr Gorbatchev, open the gate, Mr Gorbatchev tear down this wall !* » Décisives interpellations, quelque chose de comparable aux trompettes de Jéricho, qui vont faire le tour du monde et le changer.

Le gouvernement français, avec Roland Dumas aux affaires étrangères, poursuit néanmoins, un peu comme un automate, les gestes de la foi en un détente et une collaboration qui n'ont plus guère de signification. La décision de Gorbatchev, en février 1988, de retirer les troupes russes d'Afghanistan, résulte de leur débâcle et non d'une volonté soviétique de mener une autre politique. Paris feint cependant de le croire avec une nouvelle visite de Mitterrand en URSS, en novembre 1988, au cours de laquelle se décide la préparation d'ambitieuses collaborations à venir.

Le 2 mai 1989, à Hegyeshalom, une petite ville de Hongrie de trois mille habitants, des garde-frontières se concertent avec leurs collègues autrichiens pour écouter Ronald Reagan et abattre un premier pan du rideau de fer. Petit craquement qui annonce le plus grand à venir.

Pendant ce temps, Moscou et Paris continuent de faire comme si de rien n'était. Ironie de l'histoire, et aveuglement persistant des dirigeants, plusieurs importants accords se concluent entre une France impavide et une URSS en sursis lors de la deuxième visite de Gorbatchev en juillet : un « programme à long terme sur la coopération scientifique, technique, économique et industrielle dans le domaine agricole et agro-industriel jusqu'en l'an 2000 », un « accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements », enfin un « protocole additionnel à l'accord sur une coopération pour l'étude et l'exploration de l'espace à des fins pacifiques ». À Londres, Margaret Thatcher émet ce sobre commentaire : « *I think I'm dreaming.* »

Entre le 4 et le 11 novembre suivants, le mur de Berlin s'écroule aux accents du violoncelle russe de Mstislav Rostropovitch venu donner la réplique artistique à la harangue de Ronald Reagan. La RDA n'a plus que quelques mois à vivre.

Alors en poste à Pankow, Vladimir Poutine empêche des Allemands de saccager les locaux du KGB puis il en détruit la plupart des dossiers.

À la fin de l'année, la circulation est totalement libre entre les deux Allemagnes. Le 18 mars 1990, les Allemands de l'Est participent pour la première fois à des élections libres. Le 3 octobre, l'Allemagne est réunifiée par sa seule volonté, à laquelle ont été bien forcés d'adhérer les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS.

Comme mises hors du temps et hors d'évènements qui leur ont presque totalement échappé, les relations diplomatiques entre Paris et Moscou accélèrent leur fuite en avant : le 29 octobre 1990, le « traité d'entente et de coopération » tant de fois proposé par les Soviétiques au général de Gaulle, puis à Georges Pompidou et à Valéry Giscard d'Estaing, est enfin signé, à Rambouillet, par François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev. Le président français déclare à cette occasion : « Je me réjouis de ce qui se passe en Union soviétique. Je ne pense pas qu'il soit raisonnable de demander aux dirigeants soviétiques de renoncer à ce qu'ils sont, à leur propre croyance, à leur propre éducation, mais on ne peut que souligner avec d'autant plus d'approbation l'audace intellectuelle avec laquelle ils orientent leur pays sur d'autres voies pour unir ce qui est leur socialisme avec le triomphe des libertés, de la démocratie, de l'esprit d'initiative. C'est une entreprise d'une importance révolutionnaire considérable. »

Le 19 août 1991, Gorbatchev, qui prend des vacances en Crimée, est arrêté et placé en résidence surveillée par les agents d'un groupe de communistes conservateurs, le « Comité d'État pour l'état d'urgence » constitué à Moscou afin de le renverser. Y figurent le Premier ministre Valentin Pavlov, le chef du KGB Vladimir Krioutchkov, le ministre de la Défense Dimitri Iazov et le ministre des Affaires intérieures Boris Pougov, tous nommés par Gorbatchev. Il s'agit donc d'une révolution de palais parfaitement dans l'esprit du fonctionnement du Kremlin. Le Comité porte au pouvoir suprême, mais à titre provisoire, Guennadi Ianaïev, jusqu'ici vice-président de l'Union soviétique, un poste plutôt honorifique. Dès que l'information parvient à Paris, François Mitterrand se précipite à la

télévision pour se vanter d'être le premier dirigeant occidental à féliciter « monsieur Ianaïev ». Le premier et le seul, car la tentative de coup d'État fait long feu : en deux jours, l'ordre est rétabli, principalement grâce à la résistance de Boris Eltsine, président de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) depuis le 29 mai 1990. Il faut l'avoir vu, hissé sur un char d'assaut auprès des militaires fraternisant avec la foule pour faire obstacle au coup de force. Comme une réplique à l'étudiant chinois, demeuré anonyme et mondialement célèbre, dressé par la soif de liberté, le 5 juin 1989 sur la place Tian'anmen de Pékin...

Quand les États-Unis de George Bush, aussitôt suivis par le Royaume-Uni de John Major, Premier ministre depuis novembre 1990, condamnent fermement le coup d'État, exigent la libération de Gorbatchev, proposent leur aide à Eltsine et mettent leur armée en état d'alerte, François Mitterrand dévoile sa conviction profonde que le pouvoir soviétique demeure immuable, que l'idée même de réforme est incompatible avec le système et que l'intérêt bien compris de la France consiste à prétendre s'en réjouir. Homme de l'après-guerre, il ne croyait, hier encore, ni à la chute du mur de Berlin ni à la réunification de l'Allemagne. Il ne croit pas davantage à la disparition de l'URSS, ni des partis communistes, même s'il tente d'œuvrer lui-même au déclin du PCF.

Gorbatchev ne tient apparemment pas rigueur de son comportement précipité, sinon honteux, au président français : il est dans la nature des grands de ce monde de passer l'éponge sur les pires avanies. De retour de Madrid, où s'est tenu, en octobre 1991, un sommet sur la situation au Proche-Orient, le dernier dirigeant soviétique fait halte à Latché (Landes) dans la résidence de vacances de François Mitterrand. Qui lui « livre sa pensée profonde » : oui, en effet, il tient à l'intégrité de l'URSS et assure son interlocuteur que la France réproue les mouvements indépendantistes qui réclament son démantèlement, non seulement en Ukraine, en Biélorussie et dans les pays baltes, mais en Russie elle-même à qui Eltsine

veut rendre son rang de nation au lieu de demeurer le plus vaste territoire du monde esclavagisé par un parti politique aux conceptions obsolètes : un inéluctable processus déjà mis en lumière en 1978 par Hélène Carrère d'Encausse dans *L'Empire éclaté*, mais que le président français persiste à vouloir ignorer.

Le 8 décembre suivant, Boris Eltsine pour la Russie, Leonid Kravtchouk pour l'Ukraine et Stanislaw Chouchkievitch pour la Biélorussie font connaître leur décision commune de quitter l'URSS et de former entre eux une Communauté d'États indépendants (CEI) que pourront rejoindre les autres républiques socialistes soviétiques en voie de libération. Une semaine plus tard, comme s'il n'avait pas lu ou pas cru les journaux, François Mitterrand téléphone à Mikhaïl Gorbatchev pour lui confirmer son soutien à la tête de L'URSS. Qui disparaît le 26 décembre 1991, emportant aussi son dernier président.

Pendant six ans, son homologue français l'avait assuré de son appui. Durant trois jours, il fit de même avec celui qui voulait le renverser, avant de se resolidariser avec le proscrit rétabli pour quatre mois au Kremlin. C'est maintenant au tour d'Eltsine de bénéficier de la sollicitude de François Mitterrand. À laquelle il répond élégamment : « hormis la Russie, il n'existe pas de pays plus attrayant que la France ».

Les traditionnels échanges d'amabilités diplomatiques, de voyages d'État, d'accords en tous genres repartent de plus belle. C'est même à une frénésie d'entente que l'on assiste de 1992 à 1995. Dès le 7 février, la France et la Russie transforment solennellement l'accord de 1990 en un traité fondé sur « la confiance mutuelle, l'attachement aux valeurs de liberté, de démocratie, de justice et de solidarité qui leur sont communes ». Elles se déclarent, par ce texte, « décidées à surmonter définitivement les séquelles de la division du monde et de l'Europe en blocs opposés », prennent « acte de ce que la Fédération de Russie est l'État continuateur de l'URSS », enfin enregistrent la création de la CEI. S'ensuit au cours des

années ultérieures toute une série de conventions techniques, de gracieuses visites et de bienveillantes déclarations. Ce qui, du temps de Nicolas II et de Poincaré, représentait un évènement de premier ordre est devenu monnaie courante avec le voyage d'Eltsine en France en février 1992 puis les nouveaux voyages en Russie de François Mitterrand, en mars 1993, et d'Édouard Balladur, Premier ministre de cohabitation, en novembre suivant.

Il est vrai que « des bords de la Volga au delta du Niémen », le vent glacé que l'on croyait éternel s'est mué en zéphyr et senteurs de printemps qui se propagent jusqu'à la côte atlantique. Toute l'Europe se grise d'un air nouveau, d'une sensation de libération, d'une fin de cauchemar. Pour la première fois dans l'histoire du monde, la paix retrouvée se conjugue avec l'espérance de jours meilleurs sans avoir été payée, comme en 1815, en 1918, en 1945, de montagnes de vies sacrifiées. La plus grande et implacable dictature qu'aura connu l'univers a disparu sans un seul coup de canon. Pour les plus anciens, le rêve est même trop beau. Saura-t-il durer ?

Pendant ce temps, Vladimir Poutine, conseiller aux affaires internationales du premier maire démocratiquement élu de Léninegrad, en mai 1991, Anatoli Sobtchak, en est devenu l'éminence grise et l'un des hommes les plus influents de l'ancienne capitale des tsars qui, par référendum, retrouve son nom de Saint-Pétersbourg. La lune de miel entre l'Est et l'Ouest paraît bien engagée.

Des grincements se font toutefois entendre dans les derniers jours de 1994 avec le début de la guerre en Tchétchénie, une province de la jeune Fédération de Russie qui a fait sécession. Les bombardements de sa capitale, Grozny, et l'absence de négociations préalables avec Moscou choquent le gouvernement d'Édouard Balladur qui se dit néanmoins, comme ensuite Jacques Chirac, président de la république le 17 mai 1995, respectueux de l'intégrité territoriale de la Russie. Le nouveau président français est fermement partisan de l'intensification des relations avec elle, pour au moins trois raisons : leur complémentarité économique qui devrait,

par un partenariat efficace, profiter autant à l'exportatrice de matières premières et de ressources énergétiques qu'à l'exportatrice de produits finis ; la consolidation de la liberté et de la démocratie par la vertu pédagogique des échanges multiples avec la nation de la Déclaration des droits de l'homme ; enfin la nécessité pour l'Europe de ne pas être enjambée par un pays en plein essor tenté d'aller directement se jeter dans les bras américains.

La visite d'Eltsine aux États-Unis, en octobre 1995, s'achève, le 23 à New York, par une brève conférence de presse avec Bill Clinton dont les images saisissent le monde entier. Les deux chefs d'État – qui se seront rencontrés dix-huit fois en sept ans – sortent d'un déjeuner visiblement bien arrosé. Leur fou rire de connivence semble un instant signaler un partage nouveau, mais joyeux et débonnaire, du monde. Et, pour la France, une certaine relégation. Les défis que doit relever la nouvelle Russie, au premier rang desquels l'adoption, à marche forcée, de l'économie de marché et d'un régime de libertés publiques, exigent en effet de tisser de multiples liens avec l'Occident dans son ensemble, et non plus pays par pays. Or cet Occident offre un double visage : une façade multilatérale comportant un grand nombre d'organisations internationales – Conseil de l'Europe, Union européenne, G7, OTAN, FMI, OMC... – que la Russie ambitionne de rallier en partie, et une réalité arrière, le *leadership* américain, plus prégnant que jamais. Quelle place reste-t-il à la France en tant que telle dans ce contexte ? Conserve-t-elle un rôle original ? Peut-elle jouer sa propre partition ? McDonald's est arrivé à Moscou avec plusieurs longueurs d'avance sur les chefs étoilés français... Même problématique lorsqu'en janvier 1996, la Russie réoriente son action extérieure : des voix se sont élevées à Moscou pour déplorer que la diplomatie pro-américaine d'Andreï Kozyrev, ministre des Affaires étrangères très écouté par Eltsine, conduise insensiblement leur pays à se voir considéré comme une nation de « second rang ». Aussi bien le nouveau ministre, Evgueni Primakov, met-il l'accent

sur l'identité eurasienne de la Russie qui lui permet de rappeler qu'elle ne saurait être à la remorque de personne. Ainsi la France se trouve-t-elle deux fois survolée, une fois vers l'Ouest, une fois vers l'Est, sans que cette Russie réinventée songe à faire halte chez elle.

Le 18 août suivant, Vladimir Poutine quitte Saint-Pétersbourg pour Moscou afin d'occuper un poste de niveau encore relativement modeste : adjoint du directeur de l'administration des propriétés industrielles. En mars suivant, il entre dans l'administration présidentielle, toujours comme technicien des affaires publiques.

À la fois eurasienne et euro-atlantique, la Russie conclut, le 14 mai 1997, un accord de coopération avec l'OTAN, après avoir même un instant envisagé d'adhérer purement et simplement à l'organisation. Ce qui place un peu la France en porte-à-faux. Celle-ci a, comme on l'a vu plus haut, quitté l'organisation en 1966 mais s'en est peu à peu rapprochée au cours des dernières années, sans toutefois la rejoindre. Que signifie dès lors son rejet des deux blocs au moment où ceux-ci disparaissent moins qu'ils ne paraissent vouloir se fondre en un seul ? Une certaine logique de paix aurait voulu qu'après la dissolution du Pacte de Varsovie, le 1^{er} juillet 1991, l'Alliance atlantique adoptât une démarche similaire. Ce rejet occidental de la symétrie va entraîner de redoutables conséquences dans les années à venir. Par sa position historique, la France aurait pu montrer une nouvelle voie à explorer. Dépassée par les événements, elle se tait, avant de se préparer à regagner totalement le camp atlantique. Que, le 7 juillet, rallient trois anciens membres du Pacte de Varsovie : la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie, partie ouest de l'ancienne Tchécoslovaquie. Et que s'y préparent aussi les trois pays baltes.

Profitant de ce que la Russie accélère son ouverture, Paris tente de réveiller la question du remboursement des emprunts qu'elle a contractés en France de 1888 à 1909, et que le gouvernement des Soviets a répudié. Moscou accepte d'en discuter au nom d'une continuité rétablie avec le

régime des tsars, ce qui n'est pas une petite révolution. Un accord, conclu le 27 mai 1997, prévoit le versement à la France d'une somme forfaitaire de 400 millions, curieusement libellés en dollars, mais dont seulement 10 % reviendront aux 316 000 porteurs individuels déclarés, ce qui soulève des contestations et une saisine de la justice par une partie d'entre eux. Après une longue série de recours et de jugements, la Cour de cassation tranchera définitivement l'affaire en 2019 : la justice française se déclare incompétente pour contraindre la Russie à exercer sa garantie au profit des épargnants français. Le feuilleton est fini.

Bien avant ce triste dénouement, mais pas vraiment inattendu, le président Jacques Chirac effectue un voyage en Russie en septembre 1997, qui présente tous les aspects d'une grande réussite. Beaucoup de paroles, depuis l'hommage au « très grand peuple », l'évocation de sa « grande histoire » et de ses « richesses culturelles », le passage obligé par l'antique amitié franco-russe et le rôle déterminant de celle-ci pour la sécurité européenne, jusqu'à la proposition d'un « partenariat bilatéral puissant et renouvelé » plein de promesses...

À l'ambiguïté de la position russe sur la scène internationale viennent se juxtaposer de graves difficultés internes, issues de divergences politiques sur l'orientation générale du pays et de mauvais résultats économiques imputables à une ingestion trop rapide d'un modèle libéral partout déclaré incontournable mais pas forcément bien adapté aux caractères propres de chaque nation et de chaque peuple. Il en résulte une inévitable diminution de la « capacité d'action globale » de la Russie, que l'Occident se met à regarder comme un pays, au mieux affaibli, au pire en voie de marginalisation dans un monde qui ne comporte plus qu'une seule « superpuissance ».

Le pouvoir de Boris Eltsine s'érode. Malade, alcoolique, accusé des dérives de la société russe où cohabitent désormais la richesse la plus arrogante d'Europe et un nombre croissant de laissés-pour-compte, il tente

d'en renvoyer la balle à des premiers ministres éphémères, quatre entre mars 1998 et août 1999. Tandis que Vladimir Poutine gravit les échelons du pouvoir administratif, devenant, en juillet 1998, directeur du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB), qui a succédé au KGB et rêve d'en reprendre les méthodes. Le 16 août, Eltsine le nomme Premier ministre. Pour combien de temps ? se demandent la plupart des observateurs.

Mais c'est Eltsine qui se retire le premier, remettant sa démission le 31 décembre « pour raison de santé », ce qui paraît assez conforme à la réalité de cet homme de (seulement) soixante-huit ans, épuisé par huit ans et demi au pouvoir, et conscient que les réformes précipitées qu'il a lancées ont, en bout de course, démoralisé la Russie et réduit sa place dans le monde.

Après avoir, conformément à la Constitution de 1993, assuré l'intérim de la présidence en sa qualité de chef du gouvernement, Vladimir Poutine se fait élire président de la Fédération de Russie le 26 mars 2000, avec plus de 52 % des voix dès le premier tour. Les électeurs ont massivement voté pour la restauration de l'ordre, de l'autorité de l'État et de la grandeur de la Russie, malmenée à la fois par des dirigeants trop perméables aux sirènes de l'Ouest et par les premières maladresses de celui-ci à l'égard de leur pays, qui ne vont que s'amplifier.

Durant les quatre premières années de son mandat, le nouveau président ne tourne pas pour autant le dos à la politique de rapprochement avec l'Europe occidentale. C'est spécialement vrai des relations avec la France, qui semblent bénéficier d'un certain rebond. Poutine se veut l'héritier de toute l'histoire de la Russie, dont il connaît parfaitement la place qu'y a tenue la France. Il ne lui déplaît pas, non plus, en ravivant des relations bilatérales que son prédécesseur avait un peu négligées au profit du multilatéralisme occidental, de montrer qu'un grand pays sélectionne ses

amis un par un et non par le filtre d'organisations internationales contrôlées par les États-Unis.

Le 2 juillet 2001, la France et la Russie signent quatre nouveaux accords, de nature certes technique, mais qui attestent de leur volonté commune de développer et d'affiner leurs coopérations concrètes : un accord sur les services aériens, un autre sur la collaboration « en matière de sécurité intérieure et de lutte contre la criminalité », un troisième sur les échanges touristiques, le dernier sur « le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté », soit un embryon d'espace judiciaire franco-russe.

Poutine effectue, en janvier 2002, une première visite en France, dite de travail. Il y discute, très largement, avec un président Chirac visiblement ravi de sa venue, de très nombreux sujets, dont l'OTAN, le Proche-Orient, le terrorisme international, la démocratie en Russie et même le cas d'un journaliste russe, Grigori Pasko, emprisonné pour ses opinions, dont Poutine consent à faire revoir la situation.

S'ensuit une nouvelle intensification des échanges, avec voyage d'État du président russe en février 2003, de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères en Russie en janvier 2004, puis de Chirac trois mois plus tard. Le 15 juin, les deux pays, ayant déjà conclu une entente sur l'équivalence des grades universitaires, signent un accord afin de faciliter la mutuelle circulation de leurs ressortissants.

Vladimir Poutine, tout en condamnant ce que fut le régime soviétique, reste solidaire de l'œuvre de l'URSS contre le nazisme et de sa contribution à la libération de l'Europe. Il va jusqu'à accepter une invitation à commémorer en Normandie le soixantième anniversaire du débarquement.

Au-delà des gestes symboliques, l'économie garde ses droits : le 19 décembre 2006, Gaz de France et Gazprom concluent un nouveau contrat de fourniture de gaz naturel s'appliquant jusqu'en 2030...

Ayant succédé à Jacques Chirac en mai 2007, Nicolas Sarkozy se rend, les 7 et 8 juin, au sommet du G8, auquel participe la Russie depuis 1999, aux côtés des sept membres fondateurs (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). La réunion se tient à Heiligendamm, une station balnéaire allemande sur la mer Baltique. Le président français, donnant une conférence de presse, arrive devant son pupitre très en retard et très perturbé. On le croit ivre. On pense de nouveau à la sortie du déjeuner réunissant Clinton et Eltsine. Mais, selon certains journalistes d'investigation, notamment Nicolas Hénin, qui publiera ensuite un ouvrage sur « les réseaux Poutine » en France, il n'en serait rien : espérant bâtir une « amitié virile » entre « grands de ce monde », Sarkozy se serait cru en état de donner des leçons sur les libertés et la démocratie à son homologue russe et se serait attiré cette cinglante réplique : « Si tu continues à me parler sur ce ton, je t'écrase. » De quoi, en effet, se trouver un peu déstabilisé. Poutine cherche alors tous les moyens de rétablir l'image de son pays comme grande puissance mondiale méritant le respect et, si nécessaire, suscitant la crainte. Or, dans les semaines précédentes, le président français a jugé « préoccupante » l'évolution du régime russe au regard des droits de l'homme. Ce qui hérisse Moscou. Mais ne nuit pas davantage à la coopération entre les deux pays que leurs divergences à propos du conflit russo-géorgien de l'été 2008.

Suivent de nouveaux voyages d'État, la signature, le 21 février 2008, d'un accord créant une société mixte franco-russe pour l'exploitation de gisements gaziers, celle, encore à Rambouillet en novembre 2009, de divers protocoles techniques complémentaires, enfin la décision conjointe de faire de 2010 « l'Année de la Russie en France et l'Année de la France en Russie ». Marquée par l'échange de nombreuses manifestations telles qu'expositions d'arts, festivals de musique, de danse et de théâtre, de forums et de colloques, de participations à des parades militaires, mais aussi d'accords relatifs à la fabrication et à la vente de matériels militaires, telle

que celle, prévue pour 2014 et 2015, de deux navires porte-hélicoptères de type *Mistral*, soit le plus gros équipement jamais fourni par la France à la Russie.

Tout semble donc devoir se passer comme si la politique française envers Moscou continuait de souffrir d'une schizophrénie consistant à poursuivre de vastes programmes de coopération tout en condamnant fréquemment, mais par le truchement des organisations internationales, l'action des Russes dans certaines régions du monde, spécialement au Proche-Orient et dans ce qu'ils appellent « l'étranger proche », c'est-à-dire les anciennes républiques socialistes soviétiques devenues indépendantes.

Ainsi la France, dont François Hollande a été élu président de la république en mai 2012, s'associe-t-elle aux membres de l'OTAN et de l'Union européenne pour prononcer des sanctions économiques contre la Russie, coupable à ses yeux d'avoir violé le droit international en annexant la Crimée en mars 2014. Une décision française visiblement dépourvue de réflexion préalable et attestant d'un alignement bientôt systématique sur la politique américaine, comme le relève alors l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci rappelle avec raison que la Crimée, territoire russe depuis le XVIII^e siècle, conquis sur l'Empire ottoman, n'avait aucune raison historique de se retrouver en Ukraine même si un oukase de 1954 l'y avait, comme on l'a vu plus haut, artificiellement rattachée : une mesure que Poutine estime illégale, et historiquement aberrante. Après quoi, la France suit encore ses partenaires occidentaux en s'accordant avec eux sur l'exclusion de la Russie du G8 et du Conseil de l'Europe.

Le retour de la Crimée dans le giron russe provoque peu de temps après le soulèvement des séparatistes du Donbass, autre région de l'Ukraine que peut revendiquer historiquement la Russie. La France et l'Allemagne, qui effectue ainsi un notable retour sur la scène diplomatique européenne, se posent en conciliatrices. Elles obtiennent, le 11 février 2015 à Minsk, capitale de la Biélorussie, un cessez-le-feu qui, comme la plupart dans ce

genre de situation, n'est guère respecté par les belligérants, la cause du conflit n'ayant pas trouvé de solution. Par souci de cohérence, François Hollande suspend la livraison des deux porte-hélicoptères *Mistral* pourtant déjà payés par le client, qui en reçoit le remboursement en août suivant.

Le président français, puis en 2019 son successeur depuis deux ans, Emmanuel Macron, tentent cependant de définir une position originale à l'égard de la Russie, de plus en plus mise au ban de la société internationale par les États-Unis et leurs alliés. Après que le président Barack Obama l'a qualifiée, en 2014, de « puissance régionale mettant ses voisins en difficulté non du fait de sa force mais de sa faiblesse », faisant suite à une politique d'extension de l'OTAN à toute une série de pays de l'Europe orientale – dont les pays baltes, la Roumanie et la Bulgarie – la Russie a commencé de ressentir, comme dans un lointain passé, un complexe de forteresse assiégée sans justification véritable. Pourquoi en effet lui appliquer la dichotomie simpliste depuis longtemps en vogue aux États-Unis classant les sociétés, comme les hommes, les entreprises et les nations en deux catégories réductrices, les « *winners* » et les « *losers* » ? Après avoir unilatéralement mis fin à la guerre froide et dissous l'alliance militaire correspondante, Moscou aurait été fondée à espérer un retour de bienveillance des Occidentaux. Qui s'est effectivement dessiné durant les « années Eltsine » puis s'est fracassé du jour où Vladimir Poutine a voulu rétablir le statut de son pays comme grande puissance reconnue et respectée, n'ayant à subir ni les leçons de morale ni les ingérences, réelles ou supposées, téléguidées de Washington. Une réaction d'orgueil national a donc saisi les Russes derrière leur chef. La candidature de l'Ukraine à l'OTAN, validée par celle-ci lors de son sommet de juin 2021 à Bruxelles, peut donc être regardée comme la provocation de trop, la « goutte qui fait déborder le vase ». Qu'ont, en effet, à voir les steppes d'Europe centrale russifiées depuis plus de mille ans avec l'Atlantique nord ? Poutine rappelle que la Russie et l'Ukraine, jadis la « Rus de Kiev » comme nous l'avons vu plus haut, ne sauraient se trouver

complètement séparées. L'histoire l'interdit, comme elle interdirait au Val de Loire de s'écarter de la France.

Celle-ci pourrait-elle alors, au regard de ses multiséculaires échanges de toutes natures avec la Russie, tenir un rôle qui la distinguât de ses partenaires occidentaux alignés sur le géant américain ? Ses dirigeants ont affirmé vouloir demeurer fidèles à la traditionnelle formule des relations franco-russes inaugurées du temps du général de Gaulle, « dialogue et fermeté ». Reste à traduire efficacement le principe dans les faits.

Emmanuel Macron s'est attaché à conserver une ligne directe avec Moscou, multipliant les contacts avec Vladimir Poutine et affirmant, en 2020, devant les élèves de l'École de guerre, où le courant atlantiste côtoie celui de la préservation de l'indépendance nationale, qu'« il ne peut y avoir de projet de défense et de sécurité des citoyens européens sans vision politique cherchant à favoriser la reconstruction progressive de la confiance avec la Russie ». D'autant que les deux pays peuvent converger sur un certain nombre d'exigences géopolitiques, au premier rang desquelles la lutte contre le terrorisme international, spécialement islamique. Dans ce cadre, Moscou approuve les opérations militaires de la France au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

La tension s'accroissant ensuite continuellement entre la Russie et l'Ukraine, le président français rencontre, le 7 février 2022, Vladimir Poutine au Kremlin. Il entend examiner avec lui toutes les chances d'éviter une guerre qui, aux yeux de la France, n'a rien d'inéluctable et qui constituerait un crime contre la civilisation européenne. Une réunion scénarisée par la partie russe : chacun des chefs d'État assis aux deux extrémités d'une immense et luxueuse table blanche dans une froideur de salle d'opération qui augure de celle de leurs échanges inégaux. Le dirigeant russe traite de haut son homologue français en faisant remarquer que, malgré toute sa bonne volonté, il n'est pas un interlocuteur valable pour aider la Russie à dénouer une crise internationale. Car la position

ambiguë de la France l'empêche de peser sur les événements : membre de l'OTAN, mais non dirigeante de celle-ci, elle ne peut conclure aucun pacte valable avec la Russie. Renonçant à son indépendance, elle a renoncé à son poids dans le monde. Du coup Emmanuel Macron explore une autre voie en proposant, le 20 février, un sommet qui associerait les États-Unis. Ceux-ci l'acceptent à la condition que la paix soit préalablement maintenue. Mais, dès le lendemain, la Russie reconnaît l'indépendance de deux régions orientales et sécessionnistes de l'Ukraine, les oblasts de Donetsk et de Lougansk, couvrant ensemble 53 000 km² et comptant un peu plus de quatre millions d'habitants. Trois jours plus tard, l'armée russe entre en Ukraine. Encore une semaine et les médias du monde entier font état de massacres de civils, de crimes de guerre et d'usage d'armes prohibées par les conventions internationales. Donc d'une « guerre sale », mais existe-t-il des « guerres propres » depuis que les chevaliers ont cédé la place aux conscrits sur les champs de bataille ?

Dès lors, les positions des uns et des autres se radicalisent. La voie diplomatique étant totalement bouchée, la France rejoint sans état d'âme le camp des pays qui condamnent le plus sévèrement l'agression contre l'Ukraine. Ses autorités politiques ne prêtent aucune oreille aux accusations formulées par Poutine contre le régime de Kiev, son idéologie qualifiée de « néonazie » qu'instrumentaliseraient les néoconservateurs américains. Elles se montrent en revanche plus réceptives aux soupçons d'espionnage et d'ingérence des « réseaux Poutine » dans la vie politique et économique nationale. Ce qui entraîne de mutuelles expulsions de diplomates et s'invite dans la campagne électorale présidentielle lorsque, le 20 avril, Emmanuel Macron évoque le soutien financier dont sa concurrente, Marine Le Pen, aurait bénéficié de la part de Moscou.

En tant que membre de l'Union européenne, la France participe pleinement aux sanctions économiques et financières prononcées contre la Russie ; elle vote les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies

à son encontre ; elle intervient auprès de la Cour pénale internationale et renforce ses moyens d'investigation afin de pourchasser les actes dits « constitutifs de crimes de guerre » ; elle soutient l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne sans craindre de brandir un chiffon rouge de plus sous les yeux de Poutine ; elle décide enfin d'apporter à l'État agressé une aide en matériel et en formation militaires : jamais depuis Napoléon III des armes françaises n'avaient servi contre la Russie.

Pendant ce temps, la guerre, que nombre d'experts prévoyaient rapide en raison du déséquilibre des forces entre les belligérants, s'enlise, s'éternise et tourne à la tragédie. Non seulement l'Ukraine résiste, en dépit des poignantes douleurs de son peuple, au-delà de toutes les prévisions mais l'armée russe subit aussi d'importants revers, semblant donner raison à l'observation que faisait Alexandre Sanguinetti en 1979 dans *Histoire du soldat : de la violence et des pouvoirs* : « Le soldat russe est l'un des meilleurs du monde, mais seulement quand il combat pour défendre la terre russe. »

Aujourd'hui les relations entre Paris et Moscou, totalement obérées par le conflit ukrainien, ont atteint un niveau de crispation inouï depuis les années 1920 et le soutien de la France aux Russes blancs.

Le 26 octobre 2022, Élisabeth Borne, Première ministre française depuis le 16 mai, a tenu des propos franchissant un pas supplémentaire dans la condamnation de la politique russe, utilisant souvent des mots qui n'avaient plus guère été employés en Europe depuis la chute du régime nazi, tels que ceux de « violations barbares des lois de la guerre », encore que la juxtaposition des deux derniers termes représente un cynique oxymore, bien éloigné des illusions de l'entre-deux-guerres quand Aristide Briand ambitionnait de « mettre la guerre hors la loi ».

La virulence des termes ne saurait néanmoins contredire la prudence d'une nation qui s'est privée de toute possibilité de détenir encore quelque clé de l'avenir du monde. C'est pourquoi Élisabeth Borne s'est aussitôt

empressée de préciser que seule la négociation fournirait une issue à une guerre que, quoi qu'il advienne, la France n'envisage pas de faire, non plus qu'aucun de ses alliés occidentaux.

Nul ne peut dire aujourd'hui comment les opérations militaires s'achèveront, la seule chose certaine étant qu'elles s'achèveront un jour. Soit par une victoire de la Russie qui imposera aux nations européennes d'emprunter encore la route de Canossa, mais qui semble aujourd'hui peu probable. Soit par l'épuisement de l'agresseur, s'effondrant économiquement sous le poids des sanctions et des embargos entraînant de surcroît la chute de ses dirigeants. Soit enfin par la reconnaissance mutuelle de l'absence de solution armée par les deux belligérants, dès lors contraints à négocier par la force des choses. Dans ce dernier cas, quel rôle pourrait encore tenir la France ? Aura-t-elle la capacité de persuader ses partenaires de l'Union européenne qu'une paix continentale durable assortie d'une relance de la coopération avec l'Est passe par le renoncement à considérer la Russie comme un ennemi potentiel et à substituer enfin à une organisation militaire dirigée depuis l'Amérique une véritable défense européenne sans exclusive ? « Le rêve, disait Roger Caillois, est par lui-même source de légitimité. »

Annexes

OceanofPDF.com

Index des noms cités

Abdülhamid [96](#)

Abdul-Medjid [217-218](#)

Aberdeen (George Hamilton-Gordon, comte d') [195](#)

Achinov (Nicolas Ivanovitch) [241](#)

Adam (Juliette Lambert, épouse) [240](#)

Addington (Henry), vicomte Sidmouth [135](#)

Adèle de France [26](#)

Adenauer (Konrad Hermann Joseph) [305](#), [310](#), [320](#)

Aguesseau (Henri François d') [59](#)

Alexandra Feodorovna (Alix de Hesse-Darmstadt, dite) [14-16](#), [256-258](#), [268](#), [274-275](#)

Alexandre le Grand [24](#)

Alexandre Nevski [31-34](#)

Alexandre I^{er} [107](#), [119-120](#), [122-124](#), [126-138](#), [140-156](#), [158-184](#), [186-187](#), [197](#),
[203](#), [218](#), [237](#), [254](#), [256](#), [300](#)

Alexandre II [186](#), [221-222](#), [224-231](#), [243](#)

Alexandre III [11-12](#), [232-234](#), [237-239](#), [241-248](#), [250-252](#), [255](#)

Alexis Alexandrovitch, grand-duc de Russie [246](#)

Alexis Comnène [30](#)

Alexis Romanov, tsarévitch [46-51](#)

Alion (Louis d'Usson de Bonnac, comte d') [77-79](#)

Allonville (Armand François d') [161](#)

Anastasia de Kiev [22](#)

Andersen (Hans Christian) [97](#)

André (Louis Joseph Nicolas) [257](#)

André, apôtre et saint [75](#)

Andrieu (René Gabriel) [326](#)

Andronikov (Constantin Ieseevitch) [320](#)

Andropov (Iouri Vladimirovitch) [329](#), [331](#)

Angoulême (Louis-Antoine d'Artois, duc d') [111](#), [125](#), [136](#), [168](#), [181](#), [200](#), [204](#)

Angoulême (Marie-Thérèse de Bourbon, duchesse d') [106](#), [111](#), [118](#), [136](#), [173](#), [186](#)

Anhalt-Zerbst (Sophie d') [11](#)

voir Catherine II

Anna Petrovna [64](#), [69-70](#), [82](#)

Anna Petrovna II [99](#)

Anne d'Angleterre [70](#)

Anne d'Autriche [44](#)

Anne de Kiev [16-17](#), [19](#), [22-27](#), [31](#), [35](#), [39](#), [120](#), [200](#)

Anne I^{re} de Russie [70](#), [72](#), [74-76](#)

Anselme (Philippe Henri Joseph d') [279](#)

Antigone [118](#)

Antonetti (Guy) [208](#)

Appert (Élinor) [235](#)

Appert (Félix Antoine) [234-237](#)

Aragon (Louis) [284](#), [291](#), [302](#)

Aron (Raymond Claude Ferdinand) [328](#)

Artois (comte d') [11](#)

voir Charles X

Atthalin (Louis Marie Baptiste) [194](#)

Aubert (Marie Jacques Charles) [267](#)

Auguste II [55](#), [65-67](#), [71](#)

Auguste III [71-72](#), [74](#), [79](#), [87](#), [91](#), [151](#)

Auguste, empereur romain [39](#)

Avellan (Theodor Christian) [245](#)

Bagration (Piotr Ivanovitch, prince) [141](#), [148](#)

Bakounine (Michel Alexandrovitch) [208](#), [225](#)

Balfour (Arthur James) [260](#)

Balladur (Édouard Léon Raoul) [336-337](#)

Baluze (Jean-Casimir) [56](#)

Balzac (Honoré de) [205](#)

Barante (Amable-Guillaume-Prosper Brugière, baron de) [200](#), [207](#), [211](#)

Barbusse (Adrien Gustave Henri) [284](#)

Bariatinski (Alexandre Vladimirovitch, prince) [89](#)

Barrère (Camille) [259](#)

Barthélémy (Balthazar François, comte de) [169](#)

Barthou (Jean-Louis) [271](#), [286-287](#)

Bart (Jean) [55](#)

Basile II [18](#)

Batyi (ou Batu) [30](#)

Baudet (Philippe) [317](#)

Baudoin V de Flandre [26-27](#)

Bausset-Roquefort (Nicolas-Mathieu, marquis de) [87](#)

Bayle (Pierre) [83](#)

Bazaine (Pierre-Dominique) [130](#)

Bazin (René François Nicolas) [194](#)

Beauharnais (Hortense Eugénie Cécile de) [222](#)

Beauharnais (Marie Josèphe Tascher de La Pagerie, dite Joséphine de) [156](#)

Beauvoir (Simone de) [300](#)

Bedos (Guy René) [326](#)

Beethoven (Ludwig van) [136](#), [177](#)

Begitchev (Vladimir Petrovitch) [240](#)

Bekhteev (Fedor Sergueïevitch) [79](#)

Benda (Julien) [284](#)

Benkendorf (Alexandre Khristoforovitch, comte de) [203](#), [213](#)

Bennigsen (Levin August von) [119](#), [146-149](#)

Benoist-Méchin (Jacques Gabriel Paul) [238](#)

Benoît IX [18](#)

Béranger (Pierre-Jean de) [164](#), [167](#)

Berezowski (Anton) [226](#)

Bergery (Gaston) [296](#)

Béring (Vitus Jonassen) [182](#)

Bernadotte (Jean-Baptiste Jules) [139](#), [160-161](#), [169](#)

Bernhardt (Sarah) [232](#)

Berry (Charles-Ferdinand d'Artois, duc de) [136](#), [173](#), [179](#), [186](#), [200](#)

Berry (Marie-Caroline de Bourbon-Siciles, duchesse de) [203](#)

Berthelot (Marcellin) [253](#)

Bestoujev-Rioumine (Alexis Petrovitch) [77-78](#)

Bethmann Hollweg (Theobald Friedrich Alfred von) [266](#)

Bezborodko (Alexandre Andreïevitch) [93](#), [107](#)

Bidault (Augustin Georges) [297](#), [300](#)

Billot (Jean-Baptiste) [237](#)

Bismarck (Otto Eduard Leopold von) [225-231](#), [235-237](#), [239](#), [244](#), [259](#)

Blacas d'Aulps (Pierre Jean Casimir, duc de) [137](#), [173](#)

Blanche (Jacques-Émile) [265](#)

Blanche de Castille [31](#)

Blanc (Louis Jean Joseph) [213](#)

Blum (André Léon) [285](#), [289](#), [291](#)

Bogolioubski (André Iourievitch) [30](#)

Bogomolov (Alexandre Efremovitch) [295-296](#)

Boisdeffre (Raoul François Charles Le Mouton de) [248](#), [251](#), [254](#)

Bonaparte (Charles Joseph) [126](#), [263](#)

Bonaparte (Jérôme) [151](#)

Bonaparte (Joseph) [151](#)

Bonaparte (Louis) [112](#), [151](#), [222](#)

Bonaparte (Louis-Napoléon) [11](#)

voir Napoléon III

Bonaparte (Napoléon) [15](#), [99](#), [106](#), [109](#), [113-117](#), [119-126](#), [128](#), [130-131](#), [134](#), [136-139](#), [141-169](#), [173-176](#), [179](#), [190](#), [194](#), [198](#), [200-201](#), [203](#), [215](#), [221](#), [263](#), [295](#), [300](#)

Bondartchouk (Sergueï Fiodorovitch) [320](#)

Bonner (Elena Gueorguievna) [325](#), [332](#)

Borne (Élisabeth) [347-348](#)

Bortoli (Georges) [313](#)

Boulanger (Georges Ernest) [237-238](#), [256](#)

Boulgakov (Yakov Ivanovitch) [96](#)

Boulganine (Nicolas Alexandrovitch) [307](#)

Bourbon (Louis IV Henri, duc de) [65](#), [67-69](#), [71](#)

Bourgeois (Léon Victor Auguste) [242](#)

Bourmont (Louis Auguste Victor de Ghaisne, comte de) [125](#), [192](#)

Bourqueney (François-Adolphe, comte de) [208](#)

Brandt (Herbert Ernst, dit Willy) [313](#), [324](#)

Brejnev (Leonid Illitch) [316](#), [323](#), [327](#), [329](#)

Breteuil (Louis Auguste Le Tonnelier, baron de) [83](#), [90-91](#)

Breton (André Robert) [284](#)

Briand (Aristide Pierre Henri) [270](#), [275](#), [282](#), [285](#), [348](#)

Brisson (Eugène Henri) [14](#)

Brune (Guillaume Marie-Anne) [114](#)

Brunehaut [26](#)

Brunehilde [26](#)

Buchanan (George William) [274](#)

Buffet (Bernard Léon Edmond) [303](#)

Bühren (Ernst-Johann von) [70](#), [72](#), [76](#)

Burke (Edmund) [124](#)

Bush (George Herbert Walker) [335](#)

Byron (George Gordon, lord) [183](#)

Cachin (Gilles Marcel) [282](#)

Caillois (Roger) [348](#)

Calonne (Charles-Alexandre de), comte d'Hannonville [94](#)

Campan (Jeanne-Louise-Henriette) [96](#)

Campredon (Jacques de) [63-66](#), [68](#)

Cantemir (prince Antioche) [75](#)

Capo d'Istria (Ioannis Kapodistrias, dit Jean) [177](#)

Caprivi (Georg Leo von) [244](#)

Caraman (Victor Maurice de Riquet, comte de) [118](#)

Cardel (Babette) [84](#)

Carlisle (Charles Howard, comte de) [44](#)

Carnot (Marie François Sadi) [12](#), [243](#), [245](#), [247](#)

Carrère d'Encausse (Hélène) [89](#), [105](#), [231](#), [276](#), [281](#), [319](#), [335](#)

Carter (James Earl, dit Jimmy) [326](#)

Casimir I^{er} [18](#), [22](#), [36](#)

Casimir-Perier (Jean Paul Pierre) [246](#), [248-250](#)

Cassin (Samuel René) [295](#)

Castelnau (Gabriel, marquis de) [111](#)

Castlereagh (Robert Stewart, vicomte) [177](#), [181](#)

Castro Ruz (Fidel Alejandro) [315](#)

Catherine de Médicis [27](#), [40](#), [196](#), [280](#)

Catherine de Russie (Katarina Pavlovna, grande-duchesse) [156-157](#), [159](#)

Catherine I^{re} de Russie (Marthe Hélène Savronskaïa) [66](#), [68-70](#), [95](#)

Catherine II [65](#), [81-103](#), [105](#), [107-108](#), [112](#), [121](#), [124](#), [129](#), [133](#), [189](#)

Caulaincourt (Armand Augustin Louis, marquis de) [154](#), [158](#), [161](#), [166](#), [173](#)

Cavaignac (Louis Eugène) [215](#)

Célestin III [31](#)

Chafirof (Pierre) [62](#)

Chagall (Marc Zakharovitch) [284](#)

Challemel-Lacour (Paul-Armand) [234](#)

Chamberlain (Arthur Neville) [293](#)

Chambord (comte de) [11](#)
voir [Henri V](#)

Chamillart (Michel) [56](#)

Champollion (Jean-François) [198](#)

Chappe d'Auteroche (Jean) [87-88](#)

Charlemagne [150](#), [295](#)

Charles le Chauve [24](#)

Charles Quint [39](#)

Charles I^{er}, roi d'Angleterre [97](#)

Charles II Frédéric de Bade [131](#)

Charles II, roi d'Espagne [47-48](#)

Charles V [130](#)

Charles VI, empereur du Saint-Empire [72](#), [74-76](#)

Charles VI, roi de France [164](#)

Charles VII [36](#), [55](#)

Charles VIII [38](#)

Charles IX [27](#), [40](#)

Charles X [94](#), [99](#), [106](#), [111](#), [125](#), [130](#), [136](#), [168](#), [170](#), [173](#), [176](#), [183](#), [186-190](#),
[192-193](#), [198](#), [200](#), [202](#), [206](#), [218](#)

Charles XII, roi de Suède [56](#), [70](#), [149](#)

Charles, archiduc d'Autriche [158](#)

Charles-Emmanuel IV [113](#), [124](#)

Charles-Louis de Bade [131](#)

Charles-Louis, archiduc d'Autriche [113](#)

Charolais (Charles de Bourbon-Condé, comte de) [65](#)

Chartres (Louis d'Orléans, duc de) [65-67](#)

Chastenet de Castaing (Jacques Albert Guillaume) [247](#), [256](#), [272](#)

Chateaubriand (François-René, vicomte de) [73](#), [152](#), [155](#), [172](#), [174](#), [178](#), [181](#), [183](#),
[191](#), [220](#), [238](#)

Chateaubriand (René-Auguste de) [73](#)

Châteauneuf (Pierre-Antoine, marquis de) [59-60](#)

Chautemps (Camille) [291-292](#)

Chénier (Marie-Joseph) [80](#)

Chevardnadze (Édouard Amvrossievitch) [331](#)

Cheysson (Claude Léon Philippe) [329](#)

Childebert [26](#)

Chirac (Jacques René) [332](#), [337](#), [339](#), [341-342](#)

Choiseul (Étienne-François, duc de) [87-88](#)

Choiseul-Gouffier (Marie-Gabriel-Auguste, comte de) [101](#), [103-104](#), [189](#)

Chouchkievitch (Stanislaw Stanislavavitch) [335](#)

Choulot (Paul de Lavenne, comte de) [203](#)

Chouvalov (Ivan Ivanovitch, comte) [84](#), [88](#)

Christian VI de Danemark [73](#)

Chtcharanski (Anatoli Borissovitch) [332](#)

Churchill (Winston Léonard Spencer-) [26](#), [255](#), [269](#), [293](#), [296](#), [302](#)

Circourt (Marie Pierre Adolphe de) [205](#)

Clemenceau (Georges Benjamin) [278-280](#)

Clermont-Tonnerre (famille) [102](#)

Clinton (William, dit Bill) [337](#), [342](#)

Clovis [20](#)

Colbert (Jean-Baptiste) [49](#), [57](#)

Collot (Marie-Anne) [86](#)

Coluche (Michel Gérard Joseph Colucci, dit) [326](#)

Combarieu (Abel) [258](#)

Combes (Émile Justin Louis) [262](#)

Condé (Louis V Joseph de Bourbon, prince de) [106](#), [109-110](#)

Constance d'Arles [17](#)

Constantin IX [22](#)

Constantin XI [37](#)

Constantin, grand-duc de Russie, fils de Nicolas I^{er} [207](#)

Constantin, grand-duc de Russie, frère de Nicolas I^{er} [124](#), [149](#), [186-187](#), [190](#), [195](#)

Conti (François-Louis de Bourbon, prince de) [55](#), [79](#), [87](#)

Coppée (François Édouard Joachim) [251](#)

Corberon (Marie Daniel Bourrée, chevalier de) [84](#)

Cordier de Launay (Louis Guillaume) [111](#)

Corneille (Pierre) [155](#)

Costa-Gavras (Constantin) [323](#)

Courlande (Dorothée de Biron, princesse de) [157](#)

Couve de Murville (Jacques-Maurice) [317](#), [320](#)

Crépy (Raoul de) [27](#)

Custine (Astolphe de) [203](#), [223](#)

Cyon (Élie de) [256](#)

Czartoryski (Adam Jerzy) [134-135](#), [208](#)

Daladier (Édouard) [290](#), [293](#)

D'Alembert (Jean Le Rond) [85](#)

Damas (Hyacinthe Maxence, baron de) [111](#), [153](#), [167](#), [183](#), [188](#)

Damiens (Robert-François) [88](#)

Dana (Francis) [91](#)

D'Andigné de La Blanchaye (Louis-Marie-Antoine) [125](#)

Daniel, grand prince de Moscou [34](#)

Daudet (Louis Marie Alphonse) [240](#)

Davout (Louis Nicolas) [139](#), [149](#)

Debré (Michel Jean-Pierre) [322](#)

De Gaulle (Charles André Joseph Marie) [73](#), [163](#), [280](#), [288](#), [295-300](#), [309-312](#), [314-323](#), [334](#), [345](#)

Dejean (Maurice Ernest Napoléon) [305](#), [307](#)

Delanoë (Pierre Charles Marcel Leroyer, dit) [328](#)

Delavigne (Casimir Jean François) [196](#)

Delbos (Pierre Stanislas Yvon) [292](#)

Delcassé (Théophile Pierre) [253](#), [255](#), [258](#), [260](#), [262](#), [267](#), [270](#)

Delormel (Lucien) [238](#)

Delorme (Philippe) [24](#)

Dénikine (Anton Ivanovitch) [279](#)

Déroulède (Paul) [251](#)

Deshayes de Cormenin (Louis) [44](#)

Diaghilev (Serge Pavlovitch de) [265](#)

Diderot (Denis) [84-86](#), [93](#)

Diebitsch (Hans Karl von) [190](#), [193](#)

Diesbach de Belleruche (Ghislain de) [101](#), [120](#)

Dimitri II [41](#)

Divoff (Elizabeth) [104](#)

Djanibeg [35](#)

Dolgorouki (Catherine Mikhaïlovna) [227](#)

Dolgoroukov (Almazof) [52](#)

Dolgoroukov (Iakov) [52](#)

Dolgoroukov (Sergueï) [142](#)

Dolgoroukov (Vassili) [62-66](#)

D'Oubril (Pierre) [127](#), [131](#), [144](#)

Doumenc (Joseph Édouard Aimé) [292-293](#)

Doumergue (Pierre Paul Gaston) [275](#), [286](#)

Dovgalevski (Valerian Saulovitch) [285](#)

Doyen (Gabriel-François) [102](#)

Drax-Plunkett (Reginald Aylmer) [292](#)

Dreyfus (Alfred) [252](#), [254](#), [256](#)

Dubois (Guillaume) [59-60](#), [62](#), [64](#), [66-67](#)

Duclos (Jacques) [292](#)

Dumas (Alexandre) [223](#)

Dumas (Roland) [332](#)

Dumouriez (Charles François) [115](#)

Dupuy (Charles Alexandre) [248](#)

Dupuy (Louise) [223](#)

Duroc (Géraud Christophe Michel) [121](#), [125](#)

Eden (Anthony) [306](#)

Edgeworth de Firmont (Henry) [111](#)

Edouard VII [258](#)

Eisenhower (Dwight David) [310](#)

Eisenstein (Sergueï Mikhaïlovitch) [134](#)

Élisabeth Alexeïevna [131](#), [182](#)

Élisabeth de Kiev [22](#)

Élisabeth Grigorieva [99](#)

Elisabeth I^{re} [39](#)

Élisabeth I^{re} de Russie [64](#), [69-70](#), [76-79](#), [81-82](#), [84](#), [86](#)

Elt sine (Boris Nikolaïevitch) [334-338](#), [340](#), [342](#), [344](#)

Éluard (Eugène Grendel, dit Paul) [284](#)

Engels (Friedrich) [208](#), [235](#)

Enghien (Henri Jules de Bourbon-Condé, duc d') [50](#)

Enghien (Louis-Antoine de Bourbon-Condé, duc d') [110](#), [125](#), [130](#), [154](#)

Éon de Beaumont (Charles-Louis, chevalier d') [79-80](#)

Esterhazy (famille) [102](#)

Étienne (Eugène Napoléon) [271](#)

Falconet (Étienne Maurice) [86](#)

Fallières (Clément Armand) [249](#), [265](#)

Faure (François Félix) [12](#), [249](#), [251-252](#), [255](#)

Fauvet (Jacques Jules Pierre) [316](#)

Favre (Jules Gabriel Claude) [227](#)

Fédor I^{er} [41](#)

Fédor II [41-42](#)

Fédor III [51-52](#)

Fejtő (Ferenc Fischel, dit François) [210](#)

Ferdinand I^{er}, empereur d'Autriche [212](#)

Ferdinand II [45](#)

Ferdinand VII [181-182](#)

Ferdinand, archiduc d'Autriche [158](#)

Ferry (Jules François Camille) [236](#)

Fersen (Hans Axel, comte de) [97](#), [110](#), [137](#)

Fersen (Johann-Hermann von) [110](#), [114](#)

Finkielkraut (Alain Luc) [326](#)

Flaubert (Gustave) [240](#)

Fleuriau de Morville (Charles-Jean-Baptiste) [69](#)

Fleury (André-Hercule de) [71-73](#), [75](#), [77](#)

Floquet (Thomas-Charles) [226](#)

Forcalqueiret (Louis Sauveur de Villeneuve, marquis de) [74-76](#)

Foucher-Hugo (Adèle) [166](#)

Fougeron (André Alfred) [300](#)

Fournier (François-Ernest) [260](#)

France (François Anatole Thibault, dit) [284](#)

François-Étienne, duc de Lorraine [74](#)

François-Ferdinand, archiduc d'Autriche [271](#)

François I^{er} [38](#), [40](#), [50](#), [93](#)

François I^{er}, empereur d'Autriche, et François II empereur germanique [109](#), [112-113](#), [142-143](#), [148](#), [158](#), [168](#), [212](#)

François IV, duc de Modène [194](#)

François-Joseph, empereur d'Autriche [212](#), [214](#), [229](#)

Frédéric, kronprinz [11](#)

voir Frédéric III

Frédéric Barberousse (Frédéric I^{er} de Hohenstaufen, dit) [295](#)

Frédéric-Guillaume I^{er} [73](#), [76](#), [241](#)

Frédéric-Guillaume III [70](#), [119](#), [126](#), [136](#), [140](#), [143-144](#), [148](#), [186](#)

Frédéric II, empereur germanique [32](#), [76](#), [79](#), [82](#), [87](#), [90-91](#), [140](#)

Frédéric III de Prusse [225](#), [241](#)

Freycinet (Louis Charles de Saulces de) [237](#)

Fried (Eugen) [285](#), [289](#), [291](#)

Galitzine (Maria-Anna) [205](#)

Gallé (Émile) [257](#)

Gamelin (Maurice Gustave) [290](#)

Garnier (Léon) [238](#)

Garreau (Roger) [296](#), [298](#)

Gasteclou (Edme) [111](#)

Gauthier Saveyr, évêque de Meaux [23](#)

Genêt (Edmond-Charles) [96-97](#)

Gengis Khan [30](#), [34](#), [98](#)

Geoffrin (Marie-Thérèse) [85](#)

George I^{er} [64](#)

George III [127](#), [153](#), [177](#)

George V [278](#)

Gertrude de Pologne [22](#)

Gervais (Alfred Albert) [242-243](#)

Gide (André Paul Guillaume) [290-291](#)

Giers (Nicolas Karlovitch de) [233](#), [236-238](#), [244](#), [250](#)

Gillet (Nicolas-François) [86](#)

Girardin (Delphine Gay, épouse de) [203](#)

Giscard d'Estaing (Valéry René Marie) [323](#), [326](#), [334](#), [343](#)

Glucksmann (Joseph André) [326](#)

Goblet (René-Marie) [237](#)

Gobry (Ivan Louis) [17](#)

Godounova (Xenia Borisovna) [41](#)

Godounov (Boris Fiodorovitch) [41-42](#)

Goethe (Johann Wolfgang von) [155](#), [208](#)

Gogol (Nicolas Vassiliévitch) [103](#), [216](#)

Golitsyne (Vassili Vassilievitch) [51](#)

Golovkine (Fedor, comte) [119](#)

Goncourt (Edmond Louis Antoine Huot de) [240](#)

Gontaut-Biron (Anne-Armand-Élie de) [230](#)

Gontaut-Biron (famille de) [71](#)

Gonzague (Louise-Marie de) [50](#)

Gorbatcheva (Raïssa Maximovna) [331](#)

Gorbatchev (Mikhaïl Sergueïevitch) [115](#), [231](#), [331-336](#)

Gorki (Alexis Pechkov, dit Maxime) [246](#)

Gortchakov (Alexandre Mikhaïlovitch) [222](#), [225](#), [228](#), [230-231](#), [233](#)

Gosselin de Chauny [23](#)

Gracq (Louis Poirier, dit Julien) [129](#)

Grand Condé (Louis II de Bourbon, dit le) [50](#)

Grévy (François Paul Judith, dit Jules) [233](#), [238](#), [243](#)

Grimm (Frédéric Melchior, baron de) [85](#), [87](#), [89](#), [93-94](#), [96](#), [98](#), [101](#), [105](#)

Gromyko (Andreï Andreïevitch) [312](#), [317-318](#)

Gros (Antoine-Jean) [148](#), [158](#)

Grosbois (Germain-Louis Chauvelin, marquis de) [72](#)

Guesde (Jules Bazile, dit) [246](#)

Guichard (Louis-Marie) [111](#)

Guillaume le Conquérant [17](#), [167](#)

Guillaume I^{er} des Pays-Bas [194](#)

Guillaume I^{er}, roi de Prusse, empereur d'Allemagne [227-230](#), [241](#)

Guillaume II, empereur d'Allemagne [241](#), [244](#), [256](#), [259-262](#), [264-265](#)

Guillaume III d'Orange-Nassau [54](#)

Guilleminot (Armand Charles) [190](#)

Guizot (François Pierre Guillaume) [199](#), [205-207](#)

Gustave III [105](#)

Gustave IV [136-137](#), [153](#)

Habsbourg (Ernest de) [39](#)

Habsbourg (Léopold de) [48](#)

Habsbourg (Marguerite-Thérèse de) [48](#)

Hadrien [37](#)

Hanotaux (Albert Auguste Gabriel) [251-253](#)

Hardenberg (Karl August von) [109](#)

Hédouville (Gabriel-Marie-Théodore, comte d') [121](#)

Heller (Michel) [35](#), [115](#)

Hénin (Nicolas) [342](#)

Henri I^{er} [16-19](#), [23-26](#), [41](#), [200](#)

Henri II [39](#)

Henri III [40](#)

Henri III, empereur romain germanique [19](#), [22](#)

Henri IV [41-42](#), [94](#)

Henri V [204](#), [229-230](#)

Herbette (Jean) [283](#)

Heredia (José-Maria de) [11-14](#), [251](#)

Hergé (Georges Remi, dit) [286](#)

Herriot (Édouard Marie) [283](#), [286](#)

Herzen (Alexandre Ivanovitch) [208](#), [225](#)

Hitler (Adolf) [286](#), [288](#), [292-293](#), [295-296](#)

Hollande (François Gérard Georges) [343-344](#)

Holstein-Gottorp (Charles-Frédéric de) [69](#), [82](#)

Hompesch (Ferdinand de) [112](#)

Honegger (Arthur) [313](#)

Hoskiaer (Élinor Recha) [236](#)

House (Edward Mandell) [271](#)

Hugo (Victor-Marie) [15](#), [148](#), [167](#), [172](#), [205](#), [219](#), [227](#)

Hugues Capet [17-18](#)

Hugues II [17](#)

Hugues, comte de Vermandois [25](#)

Humbert-Droz (Jules) [100](#)

Huxelles (Nicolas Chalon du Blé, marquis d') [62](#)

Ianaïev (Guennadi Ivanovitch) [334](#)

Iaroslav le Sage [18](#), [21-22](#), [24-25](#), [29-31](#), [42](#), [137](#)

Iazov (Dimitri Timofeïevitch) [334](#)

Innocent IV [32](#)

Iouchtchenko (Victor Andreïevitch) [27](#)

Isabelle II d'Espagne [206](#), [227](#)

Ivan Kalita [30](#), [34-35](#)

Ivan III, dit le Grand [37-38](#)

Ivan IV, dit le Terrible [38-41](#), [276](#), [298](#)

Ivan V [51-52](#), [70](#)

Ivan VI [76](#), [82-83](#)

Izialav de Kiev [22](#), [25](#)

Izvolski (Alexandre Petrovitch) [264-265](#), [267](#), [278](#)

Jarry (Alfred Henri) [65](#)

Jaurès (Joseph Jean Léon) [246](#), [251](#), [256](#)

Jdanov (Andreï Alexandrovitch) [299-300](#)

Jean II Casimir Vasa [50](#)

Jean III Sobieski [54](#)

Jean II le Bon [35](#)

Jeanne d’Arc [55](#)

Jean-Paul II [327](#)

Joffre (Joseph Jacques Césaire) [271](#)

Johnson (Lyndon Baines) [319](#)

Joinville (François d’Orléans, prince de) [201](#)

Joliot-Curie (Jean Frédéric) [300](#)

Joly (Maurice) [226](#)

Jonnart (Charles Célestin Auguste) [270](#)

Joseph de Portugal [71](#)

Joseph II [90](#)

Joubert (Barthélémy-Catherine) [113](#)

Jourdan (Jean-Baptiste) [107](#)

Jouy (Antoine-Louis Rouillé, comte de) [79](#)

Joxe (Louis Auguste Eustache) [302](#)

Juigné (Jacques Gabriel Le Clerc, marquis de) [89](#)

Juin (Alphonse Pierre) [297](#)

Kalytchov (Étienne) [117](#), [121](#)

Kant (Emmanuel) [74](#), [130](#)

Karamzine (Nikolaï Mikhaïlovitch) [159](#)

Kauffmann (Jean-Paul) [148](#)

Kay Khusraw II [32](#)

Kellogg (Frank Billings) [285](#)

Kennedy (John Fitzgerald) [314-315](#)

Kerenski (Alexandre Fiodorovitch) [276](#)

Kharzavin (Fyodor) [92](#)

Khrapowitski [97](#)

Khrouchtchev (Nikita Sergueïevitch) [303](#), [305](#), [307](#), [309-316](#)

Kisseleff (Paul Dmitrievitch) [210](#), [214-216](#), [219](#), [222](#)

Klustine (Anastasie-Christine de, comtesse de Circourt) [205](#)

Korliakov (André) [281](#)

Kossyguine (Alexis Nikolaïevitch) [316-317](#), [322](#)

Kouang-Siu [253](#)

Kourakine (Alexandre Borissovitch) [138](#), [151](#), [159](#), [162](#)

Kourakine (Boris Ivanovitch) [59](#), [62-63](#)

Koutouzov (Mikhaïl Illarionovitch Golenichtchev) [140-143](#), [146](#)

Kozyrev (Andreï Vladimirovitch) [338](#)

Krakowski (Édouard) [30](#)

Krassine (Leonid Borissovitch) [283](#)

Kravtchouk (Leonid Makarovitch) [335](#)

Krioutchkov (Vladimir Alexandrovitch) [334](#)

Kropotkine (Pierre Alexeïevitch, prince) [236](#)

Laboulaye (Paul Lefebvre de) [238](#), [242-243](#)

La Chétardie (Jacques-Joachim Trotti, marquis de) [75-77](#)

La Coudraye (François-Célestin de Loynes, chevalier de) [111](#)

Ladislav IV [43](#)

La Fayette (Gilbert du Motier, marquis de) [183](#), [196](#), [198](#)

La Ferronnays (Pierre-Louis-Auguste Ferron, comte de) [179](#), [182-183](#), [191-192](#)

La Harpe (Frédéric-César de) [124](#), [126](#), [128](#), [138](#), [167](#)

La Houssaye (Louis-Joseph, chevalier de) [112](#)

La Marche (Aldebert, comte de) [17](#)

La Marck (Pierre de) [69](#)

Lamartine (Alphonse Louis Marie de Prat de) [183](#), [205](#), [210-214](#)

Lambert (Charles-Marie, comte de) [122](#)

Lambsdorff (Vladimir Nikolaïevitch) [258](#), [262](#), [264](#)

Lamennais (Félicité Robert de) [219](#)

Lancry (Jacques-François de) [111](#)

Langeron (Alexandre Louis Andrault) [101](#), [120](#), [122](#), [145](#), [162](#), [167](#), [177](#), [179](#)

Lannes (Jean) [243](#)

Lanson (Achille Alexandre Gustave) [251](#)

Lapeyrouse (Gabriel Théodore de Rochon de) [72](#)

La Roche-Courbon (Arnould-Pétronille, marquis de) [111](#)

Las Cases (Emmanuel-Auguste-Dieudonné, comte de) [183](#)

Laurent (M.) [84](#)

Laval (Pierre Jean Mary) [287-288](#), [296](#)

Lavie (Henri) [58-59](#), [63](#)

Lavroff (Pierre Lavrovitch) [263](#)

Ledru-Rollin (Alexandre-Auguste) [212-213](#)

Lefebvre (François Joseph) [149](#)

Le Flô (Adolphe Charles Emmanuel) [215](#), [230](#)

Le Fort (Jean) [59](#)

Leibniz (Gottfried Wilhelm) [53](#)

Le Lorrain (Louis-Joseph) [77](#)

Lemercier de La Rivière (Pierre-Paul) [86](#)

Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit) [22](#), [261](#), [276-277](#), [282-283](#), [325](#)

Lentz (Thierry Christian Marie) [152](#)

Léopold de Habsbourg [54-55](#)

Le Pen (Marion Anne Perrine, dite Marine) [347](#)

Lesseps (Ferdinand, comte de) [244](#)

L'Estocq (Jean Armand, comte de) [76](#)

Leszczynska (Marie) [69-70](#), [73](#)

Leszczynski (Stanislas) [70-74](#), [106](#), [196](#), [280](#)

Lévy (Bernard-Henri Georges) [326](#)

Leygues (Jean Claude Georges) [282](#)

Lieven (Alexandre Charles Nicolas de) [267](#)

Lieven (Christophe Henri, prince de) [196](#)

Ligne (Charles-Joseph Lamoral, prince de) [100](#)

Lionne (Hugues de) [49](#)

Litvinov (Maxime Maximovitch) [286-287](#)

Lloyd George (David) [278](#)

Lobanov-Rostovski (Alexis Borissovitch, prince) [250](#)

Lobanov-Rostovski (Dimitri Ivanovitch) [151](#)

London (Artur) [323](#)

Loo (Charles-André, dit Carl, van) [102](#)

Loubet (Émile François) [14](#), [244](#), [249](#), [255-257](#)

Louise de Prusse [140](#), [144](#)

Louise-Fernande d'Espagne, duchesse de Montpensier [206](#)

Louis (Georges) [270](#)

Louis I^{er}, dit le Pieux [24](#)

Louis I^{er}, roi d'Espagne (prince des Asturies) [66](#)

Louis IX [31-34](#), [110-111](#), [125-126](#)

Louis-Philippe I^{er} [136-137](#), [168](#), [193-195](#), [197-198](#), [200-202](#), [204](#), [206](#), [208](#), [210](#),
[229](#), [309](#), [330](#)

Louis VI [29-30](#)

Louis VIII [31](#)

Louis XI [38](#)

Louis XIII [42-44](#)

Louis XIV [47](#), [49-50](#), [52](#), [55-60](#), [65](#), [90](#), [150](#), [195](#), [228](#)

Louis XIX [11](#)

voir Angoulême (duc d')

Louis XV [59-61](#), [64-75](#), [77](#), [79-80](#), [83](#), [87-89](#), [102](#), [106](#), [109](#), [200](#)

Louis XVI [89-94](#), [97-99](#), [102](#), [106](#), [110-111](#), [118](#), [171](#), [186](#), [283](#)

Louis XVII [98](#), [109](#)
 Louis XVIII [98](#), [109-111](#), [113](#), [115](#), [118-119](#), [125-126](#), [130](#), [136-138](#), [146](#), [148](#),
[153](#), [165](#), [168-181](#), [183](#), [202](#), [256](#), [309](#)
 Luther (Martin) [155](#)
 Lvoff (Georges Ievguenievitch) [276](#), [278](#)
 Lyautey (Louis Hubert Gonzalve) [252](#)
 Macdonald (Étienne Jacques Joseph) [113](#)
 Machiavel (Nicolas Bernard de) [51](#), [235](#)
 Mackenzie Douglas (Alexandre-Pierre, chevalier de) [79](#)
 Mack von Leiberich (Karl) [140](#)
 Mac Mahon (Edme Patrice, dit de), duc de Magenta [230](#), [233](#)
 Macmillan (Harold), comte de Stockton [310](#), [320](#)
 Macron (Emmanuel Jean-Michel Frédéric) [344-347](#)
 Madame Royale [11](#)
 voir Angoulême (Marie-Thérèse de Bourbon, duchesse d')
 Maginot (André Louis René) [290](#)
 Mahmoud II [190](#), [199](#)
 Maintenon (Françoise d'Aubigné, marquise de) [61](#)
 Maïski (Ivan Mikhaïlovitch) [295](#)
 Maisonneuve (Joseph de) [111-112](#)
 Maison (Nicolas-Joseph) [189](#), [200](#)
 Maistre (Joseph de) [124](#), [128](#), [138](#), [180](#), [183-184](#)
 Maistre (Xavier de) [111](#), [124](#)
 Major (John Roy) [335](#)
 Makine (Andreï Yaroslavovitch) [327](#)
 Maklakov (Vassili Alexeïevitch) [278](#), [281](#)
 Malenkov (Gueorgui Maximilianovitch) [303](#)
 Malinovski (Rodion Iakovlevitch) [312](#)
 Malraux (Georges André) [284](#), [324](#)
 Manin (Daniele) [210](#)

Manouïlski (Dimitri Zakharovitch) [285](#)

Manteuffel (Hans Edwin von) [225](#)

Mao Tsé-toung [305](#)

Marchais (Georges) [326](#)

Marchand (Jean-Baptiste) [254](#)

Margeret (Jacques) [41](#)

Maria Dobroniega [18](#)

Maria Féodorovna (Sophie de Wurtemberg) [92](#), [143-144](#), [149](#), [154](#)

Maria, grande-duchesse de Russie [200](#)

Marie (André Désiré Paul) [300](#)

Marie-Anne D'Autriche [48](#)

Marie-Anne-Victoire d'Espagne [65](#), [69](#)

Marie-Antoinette [90](#), [92](#), [96](#), [102](#), [110](#), [137](#)

Marie de Médicis [44](#)

Marie Féodorovna (Marie-Sophie Frédérique Dagmar de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg) [235](#), [241](#)

Marie II [54](#)

Marie-Louise d'Autriche [168](#)

Marie-Thérèse d'Autriche [65](#), [72](#), [76](#), [90](#), [100](#), [150](#)

Markoff (Arkady Ivanovitch) [121-122](#), [127](#)

Marmont (Auguste-Frédéric Viesse de) [139](#)

Martha Apraxina [52](#)

Martos (Ivan) [134](#)

Marx (Karl) [208](#), [230](#), [235](#)

Mathilde de Frise [17](#)

Matuszewicz (André-Joseph, comte) [195](#)

Matveïev (Andreï) [57](#)

Mauriac (Charles François) [289](#)

Mauroy (Pierre) [329](#)

Maurras (Charles Marie Photius) [282](#)

Maxime le Grec (Michel Trivolis, dit) [38](#)

Maximilien II [39](#)

Maximilien III de Bavière [90](#)

Maximilien de Habsbourg, empereur du Mexique [226](#)

Méhémet Ali [198-199](#), [201](#)

Mehmet II [37](#)

Mehmet V [269](#)

Menchikov (Alexandre Danilovitch) [59](#), [70](#), [217](#)

Mendès France (Pierre Isaac Isidore) [303](#)

Mercier (Auguste) [248](#)

Mercy-Argenteau (Florimond-Claude, comte de) [83](#)

Merejkovski (Dimitri Sergueïevitch) [257](#)

Mérimée (Prosper) [205](#), [216](#)

Merleau-Ponty (Jean-Jacques-Maurice) [300](#)

Metternich (Klemens-Wenzel, comte puis prince de) [168](#), [178](#), [185](#), [191](#), [202](#), [212](#), [231](#)

Meyer (Erich von) [126](#)

Mézin (Anne) [58](#)

Michaud (Alexandre), comte de Beauretour [182](#)

Michelet (Jules) [219](#)

Michel I^{er} [43-44](#), [46](#)

Mikoyan (Anastase Ivanovitch) [316](#)

Milchina (Véra Arkadiévna) [203](#)

Millerand (Étienne Alexandre) [280](#), [282](#)

Milza (Pierre Louis) [83](#)

Miribel (Marie François Joseph de) [244](#), [248](#)

Mitterrand (François Maurice Adrien) [318-320](#), [327](#), [329-330](#), [333-336](#)

Mohrenheim (Arthur Pavlovitch, baron de) [237](#), [242](#), [244](#), [255](#)

Molé (Louis Mathieu) [193](#), [195](#), [210](#)

Mollet (Alcide Guy) [304](#), [306-307](#), [320](#)

Molotov (Viatcheslav Mikhaïlovitch) [288](#), [290](#), [294](#), [296](#), [299](#)

Monk (George) [115](#)

Monluc (Jean de Lasseran de Massencome de) [40](#)

Monroe (James) [182](#)

Montebello (Louis-Gustave Lannes, comte de) [243-244](#)

Montesquieu (Charles Louis de Secondat, baron de La Brède et de) [49](#)

Monti (Antoine-Félix, marquis de) [71-72](#)

Montmorency-Laval (Mathieu Jean Félicité, duc de) [181](#)

Montpensier (Antoine Marie Philippe d'Orléans, duc de) [206](#)

Montpensier (Louise-Élisabeth d'Orléans, dite Mademoiselle de) [66](#)

Morand (Paul Émile Charles) [313](#)

Moreau (Jean Victor Marie) [107](#), [113](#)

Morny (Charles Auguste Louis Demorny, duc de) [222](#)

Mortemart (Casimir Louis Victurnien) [192](#), [197](#)

Mortier (Adolphe Édouard Casimir) [141](#), [194](#), [197](#)

Mounet-Sully (Jean-Sully Mounet, dit) [11](#)

Mouraviev (Michel Nikolaïevitch, comte) [250](#), [252-255](#), [258](#)

Moussorgski (Modeste Petrovitch) [41](#)

Moustapha III [88](#)

Mun (Adrien Albert Marie, comte de) [270](#)

Münnich (Burckhardt Christoph von) [75-76](#)

Mussolini (Benito-Amilcare-Andrea) [292](#)

Mychetsky (Iakov) [52](#)

Nagy (Imre) [305](#)

Napoléon III [13](#), [215-220](#), [222](#), [224](#), [226-228](#), [232](#), [241](#), [274](#), [347](#)

Narychkine (Marie) [163](#)

Narychkine (Sophie) [163](#)

Nasser (Gamal Abdel) [306](#)

Nelson (Horatio, vicomte) [113](#)

Nemours (Louis Charles Philippe d'Orléans, duc de) [200](#)

Nesselrode (Charles Robert de) [160](#), [177](#), [188](#), [193](#), [195](#), [197](#), [199](#), [214](#), [216](#), [222](#)

Nestor [20](#)

Ney (Michel) [139](#)

Nicolas II [11-12](#), [14-16](#), [38](#), [43](#), [248-254](#), [256-266](#), [268](#), [272-276](#), [278](#), [300](#), [310](#), [336](#)

Nicolas, grand-duc de Russie [274](#), [281](#)

Nicolle (Charles-Dominique) [103](#), [123](#)

Nixon (Richard Milhous) [320](#)

Noisseville (Madame de) [119](#)

Norodom Sihanouk [321](#)

Noulens (Jean-Baptiste Joseph) [276](#), [278](#)

Noureïev (Rudolf Khametovitch) [325](#)

Novossiltsev (Nicolas Nikolaïevitch) [135](#), [137](#)

Obama (Barack Hussein) [344](#)

Obrouchev (Nicolas Nikolaïevitch) [244](#)

Œdipe [118](#)

Oldenbourg (Georges, prince d') [156](#)

Olga, grande-duchesse de Russie [14-15](#)

Orléans (Antoine-Philippe d') [136](#)

Orléans (Ferdinand-Philippe, duc d') [200](#), [205](#)

Orléans (Louis-Charles d') [136](#)

Orléans (Louis-Philippe, duc d') [11](#)

voir Louis-Philippe I^{er}

Orlov (Alexeï Fiodorovitch) [193](#), [221](#)

Orlov (Grigori Grigorievitch) [83-84](#)

Ormesson (Olivier Gabriel François, comte d') [238](#)

Orwell (Eric Arthur Blair, dit George) [304](#)

Othon de Wittelsbach, roi de Grèce [206](#)

Ouchakov (Fiodor Fiodorovitch) [112-113](#)

Oudinot (Nicolas-Charles-Victor) [216](#)

Oulianov (Vladimir Illitch) [11](#)

voir Lénine

Ouroussoff (Lev Pavlovitch, prince) [255](#)

Özbek [35](#)

Pahlen (Piotr Alexeïevitch) [119](#), [199](#), [201](#), [211](#)

Pajou (Augustin) [111](#)

Paléologue (Maurice) [270](#), [274](#), [276](#)

Paléologue (Zoé puis Sophie) [37](#)

Palmerston (Henry John Temple, vicomte) [206](#)

Panine (Nikita Ivanovitch), ministre de Catherine II [108](#)

Panine (Nikita Petrovitch) [108](#), [116](#), [119](#)

Paoli (Pascal) [88](#)

Paskevitch (Ivan Fiodorovitch) [198](#)

Pasko (Grigori Mikhaïlovitch) [341](#)

Pasquier (Étienne-Denis, baron) [148](#)

Paul I^{er} [83](#), [85](#), [92](#), [107-112](#), [114-120](#), [131](#), [140](#), [160](#), [171](#), [186](#)

Paulus (Jean-Paulin Habans, dit) [237](#)

Pavlov (Valentin Sergueïevitch) [334](#)

Pearson (Lester Bowles) [322](#)

Péret (Benjamin Victor Maurice) [284](#)

Pétain (Henri Philippe Omer) [295-296](#)

Petipa (Michel-Victor-Marius) [240](#)

Peyrefitte (Alain Antoine) [163](#), [317](#)

Philippe (Nizier Anthelme, dit maître) [257](#)

Philippe de Bethesda [24](#)

Philippe de Macédoine [24](#)

Philippe de Zell [24](#)

Philippe l'Arabe [24](#)

Philippe I^{er} [24](#), [26-27](#), [29](#)

Philippe III le Hardi [33](#)

Philippe II (Philippe-Auguste) [31](#), [35](#), [130](#)

Philippe IV d'Espagne [47](#)

Philippe IV le Bel [33](#)

Philippe V d'Espagne [60](#), [65-66](#), [68](#), [126](#)

Picasso (Pablo Ruiz) [300](#), [302](#)

Pichegru (Jean-Charles) [106](#)

Pichon (Stephen Jean Marie) [270](#)

Pierre le Grand [12](#), [51-68](#), [70](#), [75-77](#), [83](#), [86](#), [91](#), [94](#), [108](#), [112](#), [171](#), [300](#)

Pierre III [82-83](#), [85](#), [119](#)

Pierre, apôtre [56](#)

Pie VI [112](#)

Pinay (Antoine) [304](#)

Pineau (Christian) [304](#), [306-307](#)

Pitt (William) [96](#), [106](#), [135](#)

Plélo (Louis de Bréhan, comte de) [73](#)

Pobiédonostsev (Constantin Petrovitch) [234](#), [250](#)

Podgorny (Nikolaï Viktorovitch) [316](#), [323](#)

Poincaré (Raymond Nicolas Landry) [249](#), [267-272](#), [278-279](#), [282-283](#), [285](#), [300](#), [336](#)

Pokrovski (Nicolas Nikolaïevitch) [275](#)

Polignac (Auguste Jules Armand, duc puis prince de) [189-190](#), [192](#)

Polignac (famille) [102](#)

Pompidou (Georges Jean Raymond) [318](#), [323](#), [334](#)

Poniatowski (Stanislas Antoine) [87](#)

Pontchartrain (Louis Phélypeaux, comte de) [58-59](#)

Potemkine (Grigori Alexandrovitch) [90-91](#), [93](#), [95](#), [98](#)

Potemkine (Pierre Ivanovitch) [47-52](#)

Potemkine (Vladimir Petrovitch) [287](#), [291](#)

Potocki (Théodore Andreï) [71](#)

Pouchkine (Alexandre Sergueïevitch) [41](#), [216](#), [298](#)

Pougo (Boris Karlovitch) [334](#)

Poutine (Vladimir Vladimirovitch) [204](#), [326](#), [331](#), [333](#), [337-338](#), [340-342](#), [344-347](#)

Pozzo di Borgo (Charles André, comte) [167](#), [172](#), [174](#), [177-178](#), [188](#), [193](#), [195](#), [199](#)

Primakov (Evgueni Maximovitch) [338](#)

Prinetti (Giulio) [259](#)

Pritsak (Omeljan) [20](#)

Proudhon (Pierre-Joseph) [208](#), [219](#)

Provence (comte de) [11](#)

voir Louis XVIII

Puget (Hilarion Paul de) [99](#)

Quesnay (François) [133](#)

Queuille (Antoine Henri) [300](#)

Racine (Jean) [155](#)

Racine (Nicole) [284](#)

Rakovski (Christian Gueorguievitch) [285](#)

Ramadier (Paul) [299-300](#)

Rambaud (Alfred Nicolas) [86](#)

Ramette (Arthur Jean Baptiste) [291](#)

Randulphe (Jean) [111](#)

Raspoutine (Grigori Efimovitch) [257](#), [275](#), [281](#)

Rayneval (François Gérard, comte de) [131](#)

Razoumovsky (Andreï Kirillovitch) [177](#)

Reagan (Ronald Wilson) [327](#), [329](#), [332-333](#)

Reubell (Jean-François) [109](#)

Ribbentrop (Joachim von) [294](#)

Ribeaupierre (Alexandre, comte de) [187](#)

Ribot (Alexandre Félix Joseph Ribotte, dit) [244](#)

Richard de La Vergne (François Marie Benjamin) [16](#)

Richelieu (Armand-Emmanuel du Plessis de Vignerot, duc de Fronsac et de) [97](#), [101](#), [103](#), [111](#), [120-123](#), [125-126](#), [129](#), [131-134](#), [138](#), [145](#), [163](#), [168](#), [173-174](#), [176-180](#), [187](#), [191](#)

Richelieu (Armand Jean du Plessis, cardinal de) [61](#), [97](#)

Richelieu (Louis-François-Armand du Plessis de Vignerot, maréchal de) [97](#)

Rimski-Korsakov (Alexandre Mikhaïlovitch) [112-114](#)

Rivarol (Antoine Rivalori, dit de) [102](#)

Rivière (Joseph) [219](#)

Robert de France [17](#)

Robert I^{er}, duc de Normandie [17](#), [27](#)

Robert II de France [24](#)

Robert II le Pieux [17-18](#)

Robespierre (Maximilien Marie Isidore de) [105](#), [122](#), [124](#)

Rochechouart (Louis-Victor-Léon de) [145](#), [167](#), [170](#)

Rochet (Waldeck Émile) [316](#)

Roger II de Thuringe, évêque de Châlons [23](#)

Rojestvenski (Zinovi Petrovitch) [260](#)

Romains (Louis Farigoule, dit Jules) [284](#)

Romanova (Sophie Alexeïevna, régente de Russie) [51-52](#)

Romanov (Fédor Nikititch) [43](#)

Romanov (Michel Fiodorovitch) [11](#)
voir Michel I^{er}

Roosevelt (Franklin Delano) [295](#), [297](#)

Roosevelt (Theodore) [263](#)

Rostopchine (Fédor Vassiliévitch) [103](#), [138](#), [146](#), [179](#), [184](#)

Rostopchine (Sophie Fiodorovna, comtesse de Ségur) [179](#), [224](#), [228](#), [239](#)

Rostropovitch (Mstislav Leopoldovitch) [333](#)

Roumiantzoff (Siméon) [47](#)

Rouvier (Maurice Pierre) [238-239](#), [262](#)

Rurik (ou Riourik) [20](#), [52](#), [151](#)

Rust (Mathias) [332](#)

Saint-Priest (famille) [102](#)

Saint-Arnaud (Armand Jacques Achille Leroy de) [220](#)

Saint-Aulaire (Louis-Clair de Beaupoil, comte de) [206](#)

Saint Louis [11](#)

voir Louis IX

Saint-Priest (Guillaume-Emmanuel Guignard de) [167](#)

Saint-Simon (Louis de Rouvroy, duc de) [52](#), [55](#), [60](#)

Sakharov (Andreï Dmitrievitch) [325](#), [332](#)

Salan (Raoul Albin Louis) [308](#)

Sanguinetti (Alexandre) [347](#)

Sardou (Patrick Charles, dit Michel) [328](#)

Sarkozy (Nicolas Paul Stéphane) [342](#)

Sartre (Jean-Paul Charles) [300](#), [306](#)

Saulx-Tavannes (Aglée-Marie-Louise de Choiseul-Gouffier, duchesse de) [104](#)

Savary (Anne Jean Marie René), duc de Rovigo [141-142](#), [154](#)

Sazonov (Serge Dmitrievitch) [265](#), [267-268](#), [274-275](#), [281](#)

Schaal (François-Samuel) [132](#)

Schlieffen (Alfred von) [271](#), [273](#)

Schopenhauer (Arthur) [155](#)

Schuman (Jean-Baptiste Robert) [300](#)

Schwarzenberg (Charles-Philippe, prince de) [158](#)

Sébastien (Horace François Bastien) [145](#), [197](#)

Ségur (comtesse de) [11](#)

voir Rostopchine (Sophie Fiodorovna)

Ségur (Henry-Raymond-Eugène, comte de) [179](#)

Ségur (Louis-Philippe, comte de) [94-96](#), [179](#)

Sélim II [40](#)

Sélim III [112](#), [145](#)

Sénovert (Étienne-François de) [111](#)

Serge Alexandrovitch, grand-duc de Russie [261](#)

Sérigny (Charles de) [77](#)

Sibourg (Charles de) [99](#)

Sicard (Charles) [133](#)

Sienkiewicz (Henryk) [257](#)

Sieyès (Emmanuel-Joseph) [109](#)

Sigisbert II [26](#)

Sigismond II [39](#)

Sigismond III [43](#)

Siméon [35](#)

Simoline (Yvan Matvéevitch) [97](#)

Smith (Adam) [133](#)

Sobtchak (Anatoli Alexandrovitch) [337](#)

Soljenitsyne (Alexandre Issaïevitch) [208](#), [325-326](#)

Sophie, grande-princesse de Novgorod [37](#)

Soult (Jean-de-Dieu) [139](#), [199](#)

Souvorov (Alexandre Vassilievitch) [106](#), [112-114](#)

Speranski (Michel Mikhaïlovitch) [159](#)

Sprengtporten (Georg Magnus, comte de) [116](#)

Staël (Anne-Louise-Germaine Necker, baronne de) [119](#)

Staline (Joseph Djougachvili, dit) [213-214](#), [254](#), [276](#), [284](#), [288-292](#), [295](#), [297-300](#), [303](#)

Stürmer (Boris Vladimirovitch) [275](#)

Sully (Maximilien de Béthune, duc de) [42](#)

Swetchine (Sophie Soïmonovna) [184](#)

Taaffe (Eduard, comte de) [231](#)

Talleyrand-Périgord (Charles-Maurice de), prince de Bénévent [117](#), [120-121](#), [123](#), [125](#), [127](#), [131](#), [141](#), [148](#), [151](#), [156-157](#), [160](#), [168-170](#), [173-174](#), [176-177](#), [195](#), [200](#)

Talma (François-Joseph) [155](#)

Tarassov (famille) [281](#)

Tavannes (Charles-Casimir de Saulx, duc de) [104](#)

Tchaïkovski (Piotr Illitch) [240](#)

Tchernenko (Constantin Oustinovitch) [329](#), [331](#)

Tchitcherine (Georges Vassilievitch) [282](#)

Tessé (René de Froulay, comte et maréchal de) [62](#)

Thatcher (Margaret Hilda Roberts, épouse) [115](#), [327](#), [333](#)

Thibert II [26](#)

Thiers (Marie Joseph Adolphe) [201](#), [227](#), [254](#)

Thomon (Jean-François-Thomas de) [111](#), [132](#)

Thorez (Maurice) [285](#), [289](#), [294](#), [299](#), [312](#), [316](#)

Tiesenhausen (Ferdinand von) [143](#)

Tirard (Pierre Emmanuel) [239](#)

Tocqueville (Alexis-Henri-Charles Clérel, comte de) [203](#)

Tolstoï (Lev Nikolaïevitch, dit Léon) [62](#), [143](#), [239](#)

Tolstoï (Piotr Alexandrovitch) [154](#)

Torcy (Jean-Baptiste Colbert, marquis de) [57-58](#)

Tourgueniev (Ivan Sergueïevitch) [216](#), [240](#)

Traversay (Jean-Baptiste Prevost de Sansac, marquis de) [101](#), [145](#)

Trediakovski (Vassili Kirillovitch) [84](#)

Treint (Albert) [316](#)

Trochu (Louis-Jules) [227](#)

Trotski (Lev Bronstein, dit Léon) [214](#), [276-277](#), [280](#), [282](#)

Troubetskoï (Serge Petrovitch) [187](#)

Troyat (Lev Aslanovitch Tarassov, dit Henri) [158](#), [209](#), [281](#)

Ulbricht (Walter Ernst Paul) [313](#)

Urbain II [30](#)

Vaillant-Couturier (Paul) [291](#), [313](#)

Valcroissant (François Marmet de) [79](#)

Valéry (Ambroise Paul Toussaint, dit Paul) [278](#)

Vallin de La Mothe (Jean-Baptiste) [86](#)

Vannovski (Piotr Semionovitch) [248](#)

Vassili II [37](#)

Vassili III [38](#)

Vassili IV [42-43](#)

Vélasquez (Diego Rodriguez de Silva y) [48](#)

Vérac (Charles-Olivier de Saint-Georges, marquis de) [93](#)

Vergennes (Charles Gravier, comte de) [88-90](#), [93](#)

Verne (Jules Gabriel) [239](#)

Verneuil (Achod Malakian, dit Henri) [327](#)

Viansson-Ponté (Pierre Marie Gabriel) [320](#)

Vichnegradski (Ivan Alexeïevitch) [239](#), [256](#)

Victor-Emmanuel de Savoie (Victor-Emmanuel II) [128](#)

Victoria [206](#)

Vigée-Lebrun (Élisabeth Louise) [102](#)

Villardeau (Jacques de Monicault de) [63](#)

Villèle (Guillaume Séraphin Joseph, comte de) [180](#), [183](#)

Villepin (Dominique Marie François Galouzeau de) [341](#)

Villeroy (François de Neufville, duc et maréchal de) [61](#)

Vincent (Nicolas-Charles de) [148](#)

Vinogradov (Sergueï Alexandrovitch) [309](#)

Vitrolles (Eugène François Auguste d'Arnauld, baron de) [170](#)

Viviani (René Jean Raphaël) [271-272](#)

Vladimir Alexandrovitch, grand-duc de Russie [246](#)

Vladimir, grand prince de Kiev [20-21](#), [31](#), [35](#), [42](#)

Vogüé (Eugène-Melchior de) [240](#)

Voltaire (François-Marie Arouet, dit) [85](#), [88](#), [93](#), [99-100](#), [155](#)

Vorochilov (Kliment Iefremovitch) [294](#)

Vorontsov (Alexandre Romanovitch) [123](#), [128](#)

Vorontsov (famille) [84](#)

Vorontsov (Semen Romanovitch, comte) [103](#), [153](#)

Waddington (William Henry) [233-234](#)

Walesa (Lech) [327](#)

Walewska (Marie) [148](#), [221](#)

Walewski (Alexandre Florian Joseph) [221](#)

Waliszewski (Kazimierz Klemens) [115](#)

Waninkoff (Alexis, comte) [223](#)

Wellington (Arthur Wellesley, duc de) [168](#), [176](#), [181](#), [188](#), [195](#)

Werlé (Charles Alfred) [257](#)

Weygand (Maxime) [280](#)

Wilson (James Harold) [320](#)

Wilson (Thomas Woodrow) [271](#)

Witte (Serge Ioulievitch) [256](#), [262-263](#)

Witworth (Charles) [115](#)

Wojtyła (Karol Józef) [11](#)
voir Jean-Paul II

Wrangel (Piotr Nikolaïevitch) [280](#)

Wurtemberg (Sophie-Dorothée de) [11](#)
voir Maria Féodorovna

Yakemtchouk (Romain) [294](#)

York (Frédéric-Auguste, duc d') [114](#)

Youssoupov (Félix Félixovitch, prince) [281](#)

Zamoyski (Vladislav) [208](#)

Zoé Porphyrogénète [22](#)

Zola (Émile Édouard Antoine) [240](#), [254](#)

Zorine (Valerian Alexandrovitch) [317-318](#), [322](#)

Zoubov (Nikolai Alexandrovitch) [119](#)

Zoubov (Valérien) [107](#)

[OceanofPDF.com](#)

Bibliographie sélective

Ouvrages généraux couvrant tout ou partie de la période

Aubin (Lucas), *Géopolitique de la Russie*, Paris, La Découverte, 2022.

Bournand (François), *Russes et Français, souvenirs historiques et anecdotes, 1051-1897*, Paris, Librairie Delagrave, 1898.

Carrère d'Encausse (Hélène), *L'Empire d'Eurasie. Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours*, Paris, Fayard, 2005.

Carrère d'Encausse (Hélène), *La Russie et la France, de Pierre le Grand à Lénine*, Paris, Fayard, 2019.

Carrère d'Encausse (Hélène), *Le malheur russe. Essai sur le meurtre politique*, Paris, Fayard, 1988.

Charon (Annie), Delmas (Bruno) et Le Goff (Armelle), *La France et les Français en Russie, 1815-1917*, publication de l'École nationale des Chartes, 2017.

Chevallier (Jean-Jacques), *Histoire des Institutions et des régimes politiques de la France, de 1789 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1972.

Collectif, *Histoire de la diplomatie française. I. Du Moyen Âge à l'Empire. II. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2005.

- Daria (Olivier), *Les Romanov*, Lausanne, Éditions Rencontre, 1969.
- Des Cars (Jean), *La saga des Romanov de Pierre le Grand à Nicolas II*, Paris, Plon, 2008.
- Fédorovski (Vladimir), *Le roman de l'âme russe*, Monaco, Éditions du Rocher, 2009.
- Fédorovski (Vladimir), *Le roman des Romanov. 400 ans de la dynastie Romanov*, Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- Féron (Bernard), *La Galerie des tsars. Dictionnaire des chefs suprêmes de la Russie*, Montricher, Les Éditions Noir sur Blanc, 2004.
- Grève (Claude de), *Le voyage en Russie. Anthologie des voyageurs français aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Robert Laffont, 1990.
- Grioux (Pierre), *Russes de France, d'hier à aujourd'hui*, Monaco, Éditions du Rocher, 2007.
- Grünwald (Constantin de), *Les alliances franco-russes. Neuf siècles de malentendus*, Paris, Plon, 1965.
- Grünwald (Constantin de), *Trois siècles de diplomatie russe*, Paris, Calmann-Lévy, 1945.
- Habsbourg (Otto de), *Mémoires d'Europe. Entretiens avec Jean-Paul Picaper*, Paris, Criterion, 1994.
- Haumant (Émile), *La culture française en Russie, 1700-1900*, Paris, Hachette, 1910.
- Hecht (Emmanuel), *La Russie des tsars, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Perrin, 2017.
- Heller (Michel), *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Plon, 1997/Flammarion, 1999.
- Jalabert (Laurent), *La France et la Russie. Regards diplomatiques (XVII^e-XXI^e siècles) textes choisis*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

- Karamzine (Nikolaï), *Histoire générale de la Russie depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1611*, 12 volumes, Saint-Pétersbourg, 1818-1828 et Paris, Bossange, 1826-1829.
- Krakowski (Édouard), *Histoire de Russie*, Paris, Éditions des Deux-Rives, 1957.
- Leroy-Beaulieu (Anatole), *L'Empire des tsars et les Russes*, Paris, Robert Laffont, 1991.
- Malia (Martin), *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Paris, Seuil, 2003.
- Mettan (Guy), *Russie-Occident. Une guerre de mille ans. La russophobie, de Charlemagne à la crise ukrainienne*, Paris, Éditions des Syrtes, 2015.
- Martens (François), *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec la France*, tome XV, Saint-Pétersbourg, A. Devrient, 1909.
- Nérard (François-Xavier), Rey (Marie-Pierre) et Süß (Cyrille), *Atlas historique de la Russie. D'Ivan III à Vladimir Poutine*, Paris, Autrement, 2019.
- Niqueux (Michel), *L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe, de Karamzine à Poutine*, Paris, Institut d'études slaves, 2016.
- Nivat (Georges), *Vers la fin du mythe russe. Essai sur la culture russe, de Gogol à nos jours*, Paris, L'Âge d'homme, 1990.
- Pascal (Pierre), *Histoire de la Russie des origines à 1917*, Paris, Presses universitaires de France, 1976.
- Prélot (Marcel), *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1960.
- Rambaud (Alfred), *Histoire de la Russie, depuis les origines jusqu'en 1900*, Paris, Hachette, 1914.
- Revue d'histoire diplomatique*, 23 vol., Paris, Plon, 1909.

- Rémond (René), *Le XX^e siècle, de 1914 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2002.
- Rey (Marie-Pierre), *De la Russie à L'Union soviétique. La construction de l'Empire, 1462-1953*, Paris, Hachette, 1994.
- Rey (Marie-Pierre), *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarion, 2016.
- Rjéoutski (Vladislav), *Quand le français gouvernait en Russie. L'éducation de la noblesse russe, 1750-1880*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Sokoloff (Georges), *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993.
- Roport (André), *La Misère et la Gloire. Histoire culturelle du monde russe de l'an mil à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Sirtema de Grovestins (baron de), *Tableau politique et moral de la Russie aux XVI^e et XIX^e siècles*, Paris, Amyot, 1854.
- Sokoloff (Georges), *La démesure russe*, Paris, Fayard, 2019.
- Sokoloff (Georges), *Le retard russe (882-2014)*, Paris, Fayard, 2014.
- Vaïsse (Maurice), *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2017.
- Villepin (Dominique de), *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005.
- Yakemtchouk (Romain), *La France et la Russie. Alliances et discordances*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Ouvrages complémentaires par chapitre

PROLOGUE

Hommage au tsar. Le tsar et la tsarine en France. Octobre 1896, ouvrage collectif, préface de François Coppée, Paris, Librairies-Imprimeries Réunies, sd.

Makine (Andreï), *Le Testament français*, roman, Paris, Mercure de France, 1995.

Troyat (Henri), *Nicolas II. Le dernier tsar*. Paris, Flammarion, 1991.

1

ANNE DE KIEV, LA PREMIÈRE ALLIANCE

Chéron (Laurent), *Gouverner au temps d'Anne de Kiev*, in *Régentes et femmes de pouvoir en monarchie*, Tours, édition du Centre d'études historiques, 2009.

Dauvois (Jacqueline), *Anne de Kiev, reine de France*, Paris, Presses de la Renaissance, 2003.

Delorme (Philippe), *Anne de Kiev, une reine de France venue d'Ukraine*, Paris, Pygmalion, 2015.

Eck (Alexandre), *Le Moyen Âge russe*, Paris, Maison du livre étranger, 1933.

Gobry (Ivan), *Henri I^{er}, fils de Robert II le Pieux*, Paris, Pygmalion, 2008.

Lobanoff de Rostoff (prince Alexandre), *Recueil de pièces historiques sur la reine Anne, ou Agnès, épouse de Henri I, roi de France, et fille de Iaroslaf I, grand-duc de Russie*, Paris, Firmin Didot, 1825.

Timey (Jacques), *Anne de Kiev*, Genève, Perret-Gentil, 1975.

2

SIX CENTS ANS DE SOLITUDE

Benoist-Méchin (Jacques), *Ukraine, le fantôme de l'Europe*, Monaco, Éditions du Rocher, 1991.

Carlisle (Charles de), *Relation de trois ambassades de monseigneur le comte de Carlisle*, Amsterdam, Jean Bleau, 1672.

Margeret (Jacques), *État de l'empire de Russie et du grand-duché de Moscovie*, dernière édition, Paris, 1824.

Runciman (Steven), *Le schisme d'Orient. La papauté et les Églises d'Orient, XI^e-XII^e siècles*, Paris, Les Belles Lettres, 2005.

Tongas (Gérard), *L'ambassadeur Louis Deshayes de Cormenin. Les relations de la France avec l'empire ottoman, le Danemark, la Perse et la Russie*, Paris, Paul Geuthner, 1937.

3

QUELQUES RÊVES FRANCO-RUSSES

Blanc (Simone), *Pierre le Grand*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.

Galitzine (Emmanuel), *La Russie du XVII^e siècle dans ses rapports avec l'Europe occidentale. Récit du voyage de Pierre Potemkine*, Paris, Gide et Baudry, 1855.

Guichen (vicomte de), *Pierre le Grand et le premier traité franco-russe (1682-1717)*, Paris, Perrin, 1908.

Klioutcheski (Vassili) *Pierre le Grand*, Paris, Payot, 1991.

Kotochitrine, *La Russie au temps du tsar Alexis*, Saint-Pétersbourg, 1884.

Valloton (Henry), *Pierre le Grand*, Paris, Fayard, 1958.

Liechtenhan (Francine-Dominique), *Pierre le Grand. Le premier empereur de toutes les Russies*, Paris, Tallandier, 2015.

Voltaire, *Histoire de l'Empire de Russie sous Pierre le Grand*, Irina, Montréal, 2019.

4

ILLUSIONS, CONFRONTATION, RÉCONCILIATION

Broglie (duc de), *Le secret du roi*, 2 vol., Paris, Calmann-Lévy, 1878.

Bluche (François), *Le Despotisme éclairé*, Paris, Hachette, 1968.

Campredon (Jacques de), *Mémoires sur les négociations dans le Nord et sur ce qui s'est passé de plus important et de plus secret pendant le cours de la guerre de vingt années dont cette partie de l'Europe a été agitée de 1679 à 1719*, Paris, Didier et Cie, 1864.

Levesque (Pierre-Charles) *Histoire de Russie et des principales nations de l'Empire russe*, 8 vol. Paris, Fournier et Ferra, 1812.

Liechtenhan (Francine-Dominique), *La Russie entre en Europe. Élisabeth I^{re} et la succession d'Autriche, 1740-1750*, Paris, Éditions du CNRS, 1997.

Poussou (Jean-Pierre), Mézin (Anne) et Perret-Gentil (Yves), *L'influence française en Russie au XVIII^e siècle*, Paris, Institut d'études slaves, 2004.

Rain (Pierre), *La diplomatie française d'Henri IV à Vergennes*, Paris, Plon, 1945.

Vandal (Albert) *Louis XV et Élisabeth de Russie. Étude sur les relations de la France et de la Russie au dix-huitième siècle, d'après les archives du ministère des Affaires étrangères*, Paris, Plon, 1882.

Waliszewski (Kazimierz), *La dernière des Romanov. Élisabeth I^{re} impératrice de Russie*, Paris, Plon-Nourrit, 1902.

Warlin (Jean-Fred), *Représenter la France à la cour des tsarines*, Paris, Presse de la Sorbonne, 2017.

Ziegler (Charles), *La Première Catherine. Seconde femme de Pierre le Grand*, Paris, Institut des sciences historiques, 1956.

5

CATHERINE II ET LA FRANCE :

« JE T'AIME, MOI NON PLUS »

Bély (Lucien), *Les relations diplomatiques en Europe (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

Carrère d'Encausse (Hélène), *Catherine II. Un âge d'or pour la Russie*, Paris, Fayard, 2002.

Carrère d'Encausse (Hélène), *L'Impératrice et l'abbé : un duel littéraire inédit entre Catherine II et l'abbé Chappe d'Auteroche*, Paris, Fayard, 2003.

Collectif, *L'influence française en Russie au XVIII^e siècle*, Actes du colloque de l'Université Paris-Sorbonne, 2004.

Collectif, *La Révolution française et la Russie*, Moscou, Éditions du Progrès, 1989.

Daudet (Ernest), *Les Bourbons et la Russie pendant la Révolution française*, Paris, Librairie Illustrée, 1886.

Grimm (Frédéric-Melchior, baron de), *Mémoires politiques et anecdotiques*, 2 vol. Paris, Le Rouge-Wolff, 1830.

Haroche-Bouzinac (Geneviève), *Louis-Élisabeth Vigée-Lebrun, histoire d'un regard*, Paris, Flammarion, 2011.

- Karamzine (Nikolaï), *Lettres d'un voyageur russe en France, en Allemagne et en Suisse*, Paris, Mellier, 1867.
- Labande (Léon-Honoré), *Un diplomate français à la Cour de Catherine II, 1775-1780. Journal intime du chevalier de Corberon*, 2 vol., Paris, Plon, 1901.
- Mémoires de l'impératrice Catherine II, écrits par elle-même*, E. book 4449, Projet Gutenberg, 2014.
- Ligne (Charles-Joseph, prince de), *Le voyage de Crimée. Lettres à la marquise de Coigny*, Toulouse, Éditions Ombres, 1997.
- Lortholary (Albert), *Les philosophes du XVIII^e siècle et la Russie. Le mirage russe en France au XVIII^e siècle*, Paris, Boivin, 1951.
- Masson (Charles), *Mémoires secrets sur la Russie*, 2 vol., Paris, Charles Pougens, 1800-1802.
- Milza (Pierre), *Voltaire*, Paris, Perrin, 2007.
- Oldenbourg (Zoé), *Catherine de Russie*, Paris, Gallimard, 1986.
- Rambaud (Alfred), *Catherine II et ses correspondants français*, Paris, Revue des Deux Mondes, tome XIX, 1877.
- Rathery (Edmé-Jacques-Benoît), *Le comte de Plélo, un gentilhomme français au XVIII^e siècle*, Paris, Plon, 1876.
- Ségur ((Louis-Philippe, comte de), *Mémoires ou Souvenirs et anecdotes*, 3 vol. Paris, Alexis Eymery, 1824.
- Stroev (Alexandre), *La Russie et la France des Lumières. Monarques et philosophes. Écrivains et espions*, Paris, Institut d'études slaves, 2017.
- Valloton (Henry), *Catherine II*, Paris, Fayard, 1955.
- Waliszewski (Kazimierz), *Le roman d'une impératrice, Catherine II de Russie*, Paris, Plon, 1893, réédition Perrin, 2011.

6

L'ŒIL DE SAINT-PÉTERSBOURG

Castries (duc de), *Le testament de la monarchie – Les émigrés*, Paris, Arthème Fayard, 1962.

Daudet (Ernest), *Histoire de l'Émigration*, 3 vol., Paris, Hachette, 1905.

Daudet (Ernest), *Les Bourbons et la Russie pendant l'émigration*, Paris, Revue des deux Mondes, 1885.

Diesbach (Ghislain de), *Histoire de l'émigration*, Paris, Perrin, 1998.

Golovkine (Fedor), *La cour et le règne de Paul I^{er}, souvenirs et anecdotes*, Paris, Plon-Nourrit, 1905.

Golovine (comtesse, née princesse Galitzine), *Souvenirs (1766-1821)*, Paris, Plon-Nourrit, 1910.

Kauffmann (Jean-Paul), *Courlande*, Paris, Fayard, 2009.

Masson (Charles-François), *Mémoires secrets sur la Russie*, 2 vol. Paris, Charles Pougens, 1800.

Mémoires de Langeron, général d'infanterie dans l'armée russe, publiées par la Société d'histoire contemporaine, Paris, Alphonse Picard, 1902.

Pingaud (Léonce), *Les Français en Russie et les Russes en France*, Paris, Perrin et Cie, 1886.

Saulx-Tavannes (duchesse de), *Mémoires*, s.d.

Tulard (Jean), *Les Thermidoriens*, Paris, Fayard, 2005.

Waliszewski (Kazimierz), *Le fils de la Grande Catherine, Paul I^{er}*, Paris, Plon-Nourrit, 1912.

7

ODESSA MON AMOUR

- Boulay de la Meurthe (Alfred), *Les dernières années du duc d'Enghien (1801-1804)*, Paris, Hachette, 1886.
- Charléty (Sébastien), *Lettres du duc de Richelieu au marquis d'Osmond*, Paris, Gallimard, 1939.
- Crousaz-Crétet (Léonce de), *Le duc de Richelieu en Russie et en France*, Paris, Firmin-Didot, 1897.
- Fouques-Duparc (Jacques), *Le troisième Richelieu*, Lyon, Lardanchet, 1940.
- Gurfinkiel (Michel), *Le Roman d'Odessa. Ukraine, utopie russe et génie juif*, Monaco, Éditions du Rocher, 2005.
- Ligne (Charles, prince de), *Mémoires*, Paris, Mercure de France, 2004.
- Madelin (Louis), *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome I, Paris, réédition Robert Laffont, 2003.
- Narischkine (Léon), *Relations de la campagne de 1805*, Paris, Dumaine, 1846.
- Rey (Marie-Pierre), *Alexandre I^{er}. Le tsar qui vainquit Napoléon*, Paris, Flammarion, 2009/2013.
- Treiner (Sandrine), *Le goût d'Odessa*, Paris, Mercure de France, 2005.
- Troyat (Henri), *Alexandre I^{er}, le Sphinx du Nord*, Paris, Flammarion, 1980.
- Waresquiel (Emmanuel de), *Le duc de Richelieu (1766-1822), un sentimental en politique*, Paris, Perrin, 1990/2009.

8

LA GUERRE, LA GUERRE, TOUJOURS RECOMMENCÉE

- Bennigsen (Levin), *Mémoires du général Bennigsen*, Paris, Charles Lavauzelle, 1907.

- Castelnau (Gabriel de), *Essai sur l'histoire ancienne et moderne de la Nouvelle Russie*, 2 vol., Paris, Rey et Gravier, 1820.
- Cate (Curtis), *1812, le duel des deux empereurs*, Paris, Robert Laffont, 1987.
- Correspondance de Napoléon I^{er}*, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, tome XI, Paris, Imprimerie impériale, 1862.
- Driault (Édouard), *Napoléon et l'Europe. Le Grand Empire*, Paris, Alcan, 1924.
- Driault (Édouard), *Napoléon et l'Europe. Austerlitz. La fin du Saint-Empire (1804-1806)*, Paris, Alcan, 1912.
- Handelsman (Marcel), *Napoléon et la Pologne (1806-1807)*, 2 vol., Paris, Alcan, 1909.
- Kauffmann (Jean-Paul), *Outre-Terre, le voyage à Eylau*, Paris, Équateurs, 2016.
- Lieven (Dominic), *La Russie contre Napoléon. La bataille pour l'Europe 1807-1812*, Paris, Éditions des Syrtes, 2012
- Mikhaïlovski-Danilevski, *Relation de la campagne de 1805*, Paris, Dumaine, 1846.
- Nicolas(grand-duc), *Les relations diplomatiques de la Russie et de la France, 1808-1812*, 6 vol., Saint-Pétersbourg, 1905-1906.
- Savary (René), *Mémoires du duc de Rovigo pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon*, tome deuxième, Paris, Bossange, 1828.
- Lentz (Thierry), *Nouvelle histoire du Premier Empire. I. Napoléon et la conquête de l'Europe, 1804-1810*, Paris, Fayard, 2002.
- Potocka (Anna), *Mémoires de la comtesse Potocka (1794-1820)*, Paris, Plon-Nourrit, 1897.
- Ratchinski (André), *Napoléon et Alexandre I^{er} : la guerre des idées*, Paris, Bernard Giovanangeli, 2002.

- Rey (Marie-Pierre), *L'effroyable tragédie. Une nouvelle histoire de la campagne de Russie*, Paris, Flammarion, 2012.
- Sédouy (Jacques-Alain de), *Le Congrès de Vienne. L'Europe contre la France, 1812-1815*, Paris, Perrin, 2003.
- Sokolov (Oleg), *Le combat de deux empires : la Russie d'Alexandre I^{er} contre la France de Napoléon, 1805-1812*, Paris, Fayard, 2012.
- Sorel (Albert), *Napoléon et la paix en 1813*, Paris, Plon-Nourrit, 1921.
- Thiry (Jean), *Eylau, Friedland, Tilsit*, Paris, Berger-Levrault, 1964.
- Thiry (Jean), *Ulm, Trafalgar, Austerlitz*, Paris, Berger-Levrault, 1962.
- Troyat (Henri), *Alexandre I^{er}, le Sphinx du Nord*, Paris, Flammarion, 1980.
- Vandal (Albert), *Napoléon et Alexandre I^{er}. L'alliance russe sous le Premier Empire*, 3 vol., Paris, Plon-Nourrit, 1894-1896.

9

« NOS AMIS LES ENNEMIS »

- Brégeon (Jean-Joël), *Histoire de la campagne de France. La chute de Napoléon*, Paris, Perrin, 2014.
- Caulaincourt, *Mémoires du général de Caulaincourt*, présentés par Jean Hanoteau, 3 vol., Paris, Plon, 1933.
- Choiseul-Gouffier (Sophie, comtesse de), *Réminiscences sur l'empereur Alexandre I^{er} et sur l'empereur Napoléon*, Paris, Dentu, 1862.
- Collectif, *La France et les Français en Russie. Nouvelles sources et approches (1815-1917)*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, 2011.

- Favier (Franck), *Bernadotte, un maréchal d'Empire sur le trône de Suède*, Paris, Ellipses, 2010.
- Foucher-Hugo (Adèle), *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, tome I (1802-1818), Paris, Librairie internationale, 1863.
- Gogol (Nicolas), *Les âmes mortes*, Moscou, 1842, réédition in *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, collection La Pléiade, 1966.
- Guizot (François), *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 6 vol., Paris, Michel Lévy, 1858-1864.
- Hentraye (Jacques), *Les Cosaques aux Champs-Élysées. L'occupation de la France après la chute de Napoléon*, Paris, Belin, 2005.
- Houssaye (Henri), *1814*, Paris, Perrin, 1902.
- Houssaye (Henri), *1815*, 3 vol., Paris, 1902-1905.
- Lentz (Thierry), *Nouvelle Histoire du Premier Empire*, tome II : *L'effondrement du système napoléonien 1810-1814* ; tome IV : *Les Cent-Jours 1815*, Paris, Fayard, 2004-2010.
- Madelin (Louis), *La Campagne de France*, Paris, Hachette, 1951.
- Mikhaïlovski-Danilevski (Alexandre), *Réflexions sur les années 1812, 1813 et 1814*, Saint-Pétersbourg, 1834.
- Pasquier (Étienne-Denis), *Histoire de mon temps. Mémoires du chancelier Pasquier*, tomes III et IV, Paris, Plon, 1894.
- Pavlioutchenko (Eleonora), *Les Fils de Voltaire en Russie. Les décembristes et la France*, Moscou, Éditions du Progrès, 1988.
- Ponteil (Félix), *La Chute de Napoléon I^{er} et la crise française de 1814-1815*, Paris, Aubier, 1943.
- Rey (Marie-Pierre), *1814, un tsar à Paris*, Paris, Flammarion, 2014.
- Sédouy (Jacques-Alain de), *Le concert européen » Aux origines de l'Europe 1814-1914*, Paris, Fayard, 2009.

Ségur (Philippe-Paul de), *Mémoires du général-comte de Ségur*, tome III : *du Rhin à Fontainebleau, 1812-1815*, Paris, Tallandier, 2010.

Thiry (Jean), *La Campagne de France de 1814*, Paris, Berger-Levrault, 1946.

Ulam (Adam-Bruno), *Les Bolcheviks*, Paris, Fayard, 1973.

Waresquiel (Emmanuel de) et Yvert (Benoit), *Histoire de la Restauration, 1814-1830*, Paris, Perrin, 1996.

Waresquiel (Emmanuel de), *Cent Jours, la tentation de l'impossible*, Paris, Fayard, 2008.

10

ÉPINEUSE QUESTION D'ORIENT

Barante (Prosper de), *Notes sur la Russie, 1835-1840*, Paris, Michel Lévy, 1875.

Barante (Prosper de), *Souvenirs du baron de Barante*, 8 vol., Paris, Calmann-Lévy, 1890-1901.

Camous (Thierry), *Orients, Occidents. 25 siècles de guerres*, Paris, PUF, 2007.

Custine (Astolphe, marquis de), *La Russie en 1839*, 5 vol. Paris, Librairie d'Amyot, 1843.

Golovine (Ivan), *La Russie sous Nicolas I^{er}*, Paris, Capelle, 1845.

Lamartine (Alphonse de), *Histoire de la Russie*, 2 vol., Paris, Perrotin, 1855.

Laurens (Henry), *Les Crises d'Orient, 1768-1914*, Paris, Fayard, 2017.

Martinoir (Francine de), *Madame Swetchine, ou le Ciel d'ici*, Paris, CERF, 2011.

Nesselrode (Charles-Robert de), *Lettres et papiers*, 11 vol., Paris, Lahure, s.d.

Quentin-Bauchart, *Lamartine et la politique étrangère de la révolution de février*, Paris, Juven, 1907.

Rimbaud (Alfred), *Français et Russes. Moscou et Sévastopol* (sic) *1812-1854*, Paris, Berger-Levrault, 1881.

Schnitzler (Jean-Henri), *Histoire intime de la Russie sous les empereurs Alexandre et Nicolas*, Paris, Garnier frères, 1854.

Troyat (Henri), *Nicolas I^{er}*, Paris, Perrin, 2000.

11

DES DESTINÉES DU « PRINTEMPS DES PEUPLES »

Carrère d'Encausse (Hélène), *Alexandre II, le printemps de la Russie*, Paris, Fayard, 2008.

Charles-Roux (François), *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III*, Paris, Plon, 1913.

Danilevski (Nicolas), *La Russie et l'Europe*, Saint-Pétersbourg, 1889.

Dumas (Alexandre), *Impressions de voyage en Russie*, 2 vol., Paris, Le Monte-Cristo, 1858-1859.

Fejtö (François), *1848 dans le monde. Le printemps des peuples*, 2 vol., Paris, Éditions de Minuit, 1948.

Gouttman (Alain), *La guerre de Crimée, 1853-1856. La première guerre moderne*, Paris, Perrin, 2003.

Grünwald (Constantin de), *Le tsar Alexandre II et son temps*, Paris, Berger-Levrault, 1963.

Lacroix (Paul), *Histoire de la vie et du règne de Nicolas I^{er}*, 4 vol., Paris, Amyot, 1870.

Morny (duc de), *Une ambassade en Russie*, 1856, Paris, Ollendorff, 1892.

Sirtema de Grovestins (baron de), *La Russie ramenée à l'ordre et l'Europe en 1857*, Paris, Dentu, 1858.

Thouvenel (Louis), *Nicolas I^{er} et Napoléon III*, Parsis, Calmann-Lévy, 1891.

Troyat (Henri), *Alexandre II*, Paris, Flammarion, 1990.

Troyat (Henri), *Alexandre III. Le tsar des neiges*, Paris, Grasset, 2004.

12

VERS UNE ALLIANCE... EN FILIGRANE

Bensidoun (Sylvain), *Alexandre III*, Paris, Sedes, 1990.

Chastenet (Jacques), *Histoire de la Troisième République. La République des républicains, 1879-1993*, Paris, Hachette, 1954.

Cyon (Élie de), *Histoire de l'Entente franco-russe, 1886-1894*, Paris, A. Charles, 1895.

Daudet (Ernest), *Alexandre III*, Paris, Hachette, 1926.

Daudet (Ernest), *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe (1873-1893)*, Paris, Ollendorff, 1894.

Flourens (Émile), *Alexandre III, sa vie, son œuvre*, Paris, Dentu, 1894.

Girault (René) *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1973.

Grünwald (Constantin de), *Société et Civilisation russes au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1975.

Guénin (Eugène), *La Russie, histoire, géographie, littérature*, Paris, Albert Savine, 1891.

- Kayser (Jacques), *De Kronstadt à Khrouchtchev. Voyages franco-russes 1891-1960*, Paris, Armand Colin, 1962.
- Mourousy (Paul), *Alexandre III et la France*, Paris, France-Empire, 1990.
- Notovitch (Nicolas), *L'Empereur Alexandre III et son entourage*, Paris, Ollendorff, 1895.
- Silvère (Paul), *Un tsar ami de la France. Alexandre III, sa vie et son œuvre*, Paris, Sanard et Derangeon, 1893.
- Soloviev (Vladimir), *L'idée russe*, Paris, Perrin, 1888.
- Tchoulkov (Georges), *Les derniers tsars autocrates*, Paris, Payot, 1905.
- Toutain (Edmond), *Alexandre III et la République française. Souvenirs d'un témoin*, Paris, Plon, 1929.

13

UN IMBROGLIO MONDIAL

- Bompard (Maurice), *Mon ambassade en Russie, 1903-1908*, Paris, Plon, 1937.
- Cariani (Gianni), *Une France russophile ? La diffusion de la culture russe en France de 1881 à 1914*, Paris, éditions indépendantes, 2020.
- Carrère d'Encausse (Hélène), *Nicolas II. La transition interrompue*, Paris, Fayard, 1996.
- Chastenet (Jacques), *Histoire de la Troisième République. La République triomphante, 1893-1906*, Paris, Hachette, 1955.
- Combarieu (Abel), *Sept ans à l'Élysée avec le Président Émile Loubet : de l'affaire Dreyfus à la conférence d'Algésiras (1899-1906)*, Paris, Hachette, 1932.

- Grünwald (Constantin de), *Le tsar Nicolas II*, Paris, Berger-Levrault, 1965.
- Izlovski (Alexandre), *Au service de la Russie. Correspondance diplomatique 1906-1911*, 2 vol. Paris, 1937-1939.
- Mitterrand (Frédéric), *Les aigles foudroyés*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- Troyat (Henri), *Nicolas II, le dernier tsar*, Paris, Flammarion, 1991.
- Witte (comte de), *Mémoires*, Paris, Plon, 1921.

14

L'ENNEMI DE MON ENNEMI

- Aunoble (Éric), *La Révolution russe : une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique éditions, 2016.
- Boulay (Cyrille), *La France des Romanov, de la villégiature à l'exil*, Paris, Perrin, 2010.
- Bruhat (Jean), *Lénine*, Paris, Le Club français du Livre, 1960.
- Carrère d'Encausse (Hélène), *Lénine*, Paris, Fayard, 1998.
- Chastenet (Jacques), *Histoire de la Troisième République. Jours inquiets et jours sanglants, 1906-1918 ; Les années d'Illusions, 1918-1931 ; Déclin de la Troisième, 1931-1938*, Paris, Hachette, 1955/1962.
- Clark (Christopher), *Les somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013.
- Coeuré (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Éditions du CNRS, 1999.
- Conte (Francis), *Un révolutionnaire diplomate : Christian Rakovski. L'Union soviétique et l'Europe*, Paris, Mouton, 1978.
- Colas (Dominique), *Lénine*, Paris, Fayard, 2017.

- Denikine (Anton), *La décomposition de l'armée et du pouvoir, février-septembre 1917*, 3 vol., Paris, J. Povolozky, 1922.
- Duroselle (Jean-Baptiste), *Histoire diplomatique de 1919 à 1978*, Paris, Armand Colin, 1978.
- Gide (André), *Retour de l'URSS*, Montpellier, Culturea, 2022.
- Girault (René), *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2021.
- Hogenhuis-Seliverstoff (Anne), *Les relations franco-soviétiques, 1917-1924*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1981.
- Jevakhoff (Alexandre), *La guerre civile russe, 1917-1922*, Paris, Perrin, 2017.
- Jevakhoff (Alexandre), *Les Russes blancs*, Paris, Tallandier, 2007.
- Korliakov (André), *Histoire illustrée de l'Émigration russe, 1917-1947*, Paris, YMCA Presse, 2020.
- Kriegel (Annie), *Aux origines du communisme français 1914-1920. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, 2 vol., Paris, La Haye, Mouton, 1964.
- Kupferman (Fred), *Au pays des Soviets : le voyage français en Russie, 1917-1939*, Paris, Gallimard, 1979.
- Lieven (Dominic), *La fin de l'empire des tsars. Vers la Première guerre mondiale et la Révolution*, Paris, Éditions des Syrtes, 2015.
- Louis (Georges), *Carnets*, 2 vol., Paris, F. Rieder et Cie, 1926.
- Marie (Jean-Jacques), *La guerre des Russes blancs, 1917-1920*, Paris, Perrin, 2019.
- Narinski (Mikhael), Du Réau (Élisabeth), Soutou (Georges-Henri), et Tchoubarian (Alexandre), *L'URSS et l'Europe dans les années vingt*, Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, 2000.

- Noulens (Joseph), *Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919*, 2 vol., Paris, Plon, 1939.
- Paléologue (Maurice), *Le Crépuscule des tsars. Journal 1914-1917*, Paris, Mercure de France, 2007.
- Poincaré (Raymond), *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*, 10 vol. Paris, Plon-Nourrit, 1926-1933.
- Poincaré (Raymond), *Origines de la guerre*, Paris, Perrin, 1921.
- Racine (Nicole), *Les écrivains communistes, 1920-1936*, Paris, 1963.
- Radzinsky (Edvard), *Nicolas II. Le dernier tsar*, Paris, Le Cherche-Midi, 2002.
- Renouvin (Pierre), *La crise européenne et la grande guerre*, Paris, Félix Alcan, 1934.
- Robien (Louis de), *Journal d'un diplomate en Russie, 1917-1919*, Paris, Librairie Vuibert, 2017.
- Sazonov (Sergueï), *Les Années fatales. Souvenirs*, Paris, Payot, 1927.
- Soljenitsyne (Alexandre), *La Roue rouge. Premier næud, 1914*, Paris, Fayard, 1983.
- Taube (Michel, baron de), *La politique russe d'avant-guerre et la fin de l'Empire des tsars*, Paris, Leroux, 1928.
- Valance (Georges), *Poincaré*, Paris, Perrin, 2017.
- Voline, *La révolution inconnue*, Paris, Belfond, 1947.
- Winock (Michel), *Le siècle des intellectuels*, Paris, Le Seuil, 1997.

15

DES COMMUNISTES, DES GÉNÉRAUX ET DES SOVIETS

- Berberova (Nina), *L'affaire Kravtchenko*, Arles, Actes Sud, 1990.

- Broué (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.
- Buton (Philippe), *Les lendemains qui déchantent : le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1993.
- Carrère d'Encausse (Hélène), *Le général de Gaulle et la Russie*, Paris, Fayard, 2017.
- Carrère d'Encausse (Hélène), *Staline. L'ordre par la terreur*. Paris, Flammarion, 1979.
- Chastenet (Jacques), *Histoire de la Troisième République. Le drame final, 1938-1940*, Paris, Hachette, 1963.
- Coudry (Georges), *Les camps soviétiques en France : les « Russes » livrés à Staline en 1945*, Paris, Albin Michel, 1997.
- Courtois (Stéphane) et Lazar (Marc), *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995.
- Dullin (Sabine), *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs soviétiques en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.
- Duroselle (Jean-Baptiste), *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, Presses de Sciences Po, 1954.
- Fauvet (Jacques), *La Quatrième République*, Paris, Fayard, 1959.
- Fauvet (Jacques) et Duhamel (Alain), *Histoire du Parti communiste français, 1920-1976*, Paris, Fayard, 1977.
- Furet (François), *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995.
- Kravtchenko (Victor Andreïevitch), *J'ai choisi la liberté*, Paris, Éditions Self, 1947.
- Heller (Michel) et Nekrich (Aleksandr), *L'utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982.

Koch (Stephen), *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne*, Paris, Grasset, 1995.

Kriegel (Annie) et Courtois (Stéphane), *Eugène Fried, le grand secret du PCF*, Paris, Le Seuil, 1997.

Lazar (Marc), *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2005.

Soljenitsyne (Alexandre), *L'Archipel du Goulag, 1918-1956*, Paris, Le Seuil, 1974.

Weidlé (Wladimir), *La Russie absente et présente*, Paris, Gallimard, 1949.

16

DE L'ALCHIMIE GAULLIENNE À LA DÉLIQUESCENTE SOVIÉTIQUE

Alexievitch (Svetlana), *La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Arles, Actes Sud, 2013.

Aron (Raymond), *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962/1984.

Bortoli (Georges), *Une si longue bienveillance, les Français et l'URSS, 1944-1991*, Paris, Plon, 1992.

Carrère d'Encausse (Hélène), *Le Grand Frère. L'Union soviétique et l'Europe soviétisée*, Paris, Flammarion, 1983.

Carrère d'Encausse (Hélène), *Ni paix ni guerre : le nouvel Empire soviétique ou du bon usage de la détente*, Paris, Flammarion, 1986.

David (Dominique), *Est-Ouest, 1945-1990 – textes réunis*-Paris, Publisud, 1992.

- De Gaulle (Charles), *Mémoires d'Espoir*, tome I *Le renouveau 1958-1962*, Paris, Plon, 1970.
- Dullin (Sabine), *L'ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire (1953-1991)*, Paris, Payot, 2021.
- Fontaine (André), *Histoire de la guerre froide*, Paris, Fayard, 1966.
- Fontaine (André), *Un seul lit pour deux rêves, histoire de la détente, 1962-1981*, Paris, Fayard, 1981.
- Grosser (Alfred), *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Paris, Fayard, 1978.
- Jevakhoff (Alexandre), *De Gaulle et la Russie. Le prix de la grandeur*, Paris, Perrin, 2022.
- Levesque (Jacques), *L'URSS et sa politique internationale, de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1988.
- Moullec (Gaël), Collectif, *Pour une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Les relations franco-soviétiques, 1956-1974*, Paris, Max Chaleil, 2016.
- Placidi (Delphine), *Le multilatéralisme onusien dans les politiques extérieures française et russe depuis 1945*, thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 2008.
- Polianski (Nicolas), *MID, douze ans dans les services diplomatiques du Kremlin*, Paris, Belfond, 1984.
- Regemorter (Jean-Louis van), *La Russie et le monde au XX^e siècle*, Paris, Masson, 1996.
- Rey (Marie-Pierre), *La tentation du rapprochement, France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*, Paris, Éditions de La Sorbonne, 2020.
- Soutou (Georges-Henri), *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

Vaïsse (Maurice), *De Gaulle et la Russie*, Paris, Éditions du CNRS, 2006.

Vaïsse (Maurice), *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Éditions du CNRS, 2013.

Vaïsse (Maurice), *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.

17

LE PETIT COQ FACE AU GRAND OURS

Ackerman (Galia) et Courtois (Stéphane), *Le livre noir de Vladimir Poutine*, Paris, Perrin/Robert Laffont, 2022.

Andrew (Alexander) et Gordievsky (Oleg), *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990.

Anonyme, *Poutine change le monde*, Geopolis Publishing, 2022.

Armandon (Emmanuelle), *La Crimée entre Russie et Ukraine*, Bruxelles, Bruylant, 2013.

Baud (Jacques), *Poutine, maître du jeu*, Paris, Max Mio, 2022.

Da Empoli (Giuliano), *Le mage du Kremlin*, roman, Paris, Gallimard, 2022.

Elt sine (Boris), *Sur le fil du rasoir. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1994.

Fauconnier (Clémentine), *Entre le marteau et l'enclume. La fabrication d'une hégémonie partisane dans la Russie de Poutine*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019.

Glistany (Jean de), *La Russie, un nouvel échiquier. De la nostalgie de l'empire à la guerre en Ukraine*, Paris, Éditions Eyrolles, 2022.

- Gorbatchev (Mikhaïl), *Mémoires. Une vie et des réformes*, Monaco, Éditions du Rocher, 1997.
- Goujon (Alexandra), *Ukraine. De l'indépendance à la guerre*. Paris, Le Cavalier Bleu, 2021.
- Gratchev (Andrzej), *Gorbatchev, le pari perdu ? De la perestroïka à la fin de la guerre froide*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Graziosi (Andrea), *Histoire de l'URSS*, Paris, PUF, 2010.
- Gromyko (André), *Mémoires*, Paris, Belfond, 1989.
- Hénin (Nicolas), *La France russe. Enquête sur les réseaux Poutine*, Paris, Fayard, 2016.
- Jirnov (Sergueï), *L'Engrenage*, Paris, Albin Michel, 2022.
- Lecomte (Bernard), *Les secrets du Kremlin*, Paris, Perrin, 2016.
- Mandraud (Isabelle) et Théron (Julien), *Poutine, la stratégie du désordre jusqu'à la guerre*, Paris, Tallandier, 2022.
- Marangé (Céline), *Un désir de grande Russie ? Réflexions sur la grande stratégie russe*, Paris, Le Rubicon, 2022.
- Medvedev (Sergueï), *Les quatre guerres de Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2020.
- Mielcarek (Romain), *Les Moujiks. La France dans les griffes des espions russes*, Paris, Denoël, 2022.
- Pikhoia (Rudolf), *URSS. Histoire du pouvoir. Le retour de l'aigle bicéphale*, Québec, Kéruss, 2008.
- Pizzini (Jean-Paul), *Comprendre le conflit ukrainien*, Chez l'auteur, 2022.
- Pomerantev (Peter), *Rien n'est vrai, tout est possible. Aventures dans la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2015.

Primakov (Evgueni), *Le monde sans la Russie ? À quoi conduit la myopie politique*, Paris, Economica, 2009.

Rousset (Marc), *Comment sauver la France. Pour une Europe des nations avec la Russie*, Paris, Éditions du Panthéon, 2021.

Tinguy (Anne de), *La Grande Migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon, 2004.

Tinguy (Anne de), *Le géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de l'URSS à l'invasion de l'Ukraine*, Paris, Fayard, 2022.

[OceanofPDF.com](https://oceanofpdf.com)